Comment va la vie dans votre région ?

MESURER LE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL ET LOCAL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

OCDE

OECD Better Life Initiative

Comment va la vie dans votre région?

MESURER LE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL ET LOCAL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE ou celles de l'Union européenne.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région? : Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*, Éditions OCDE.
http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr

ISBN 978-92-64-22396-7 (imprimé)
ISBN 978-92-64-22398-1 (PDF)

Union Européenne
Numéro de catalogue: KN-01-14-798-FR-C (imprimé)
Numéro de catalogue: KN-01-14-798-FR-N (PDF)
ISBN: 978-92-79-40603-4 (imprimé)
ISBN: 978-92-79-40602-7 (PDF)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © cienpiesnf - Fotolia.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE 2014

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à *rights@oecd.org*. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), *info@copyright.com*, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), *contact@cfcopies.com*.

Avant-propos

Notre expérience de la vie quotidienne est essentiellement locale. Trouver un emploi, une bonne école pour ses enfants ou des services de soins adéquats dépend de l'endroit où nous vivons. La disponibilité d'opportunités et l'accès à des services publics de qualité influencent de plus en plus le choix de notre lieu de vie.

Élargissant l'initiative Vivre mieux de l'OCDE, *Comment va la vie dans votre région*? examine de près les expériences quotidiennes des gens. Ce rapport s'appuie sur un travail statistique approfondi sur les inégalités régionales et est présenté dans la série *Panorama des régions de l'OCDE* afin d'offrir un large éventail de mesures du progrès social dans les régions de l'OCDE.

Suite au lancement du site interactif de l'OCDE sur le bien-être régional, ce rapport présente un cadre commun pour mesurer le bien-être au niveau régional. Il dresse un tableau complet du bien-être dans 362 régions de 34 pays, à travers 9 dimensions de la vie : le revenu, l'emploi, le logement, l'éducation, la santé, l'accès aux services, l'environnement, la sécurité et l'engagement civique, mesurés par un ensemble d'indicateurs de résultats comparables à l'échelle internationale. Ces indicateurs révèlent de fortes disparités entre les régions des pays de l'OCDE. Par exemple, huit régions japonaises sur dix ont une espérance de vie de 82.7 ans ou plus, soit environ 12 ans de plus que certaines régions du Mexique et de la Turquie, et font partie des 5 % des régions les mieux classées de l'OCDE. Mais ces différences peuvent également être importantes au sein même des pays : la population de Hawaï (États-Unis) peut vivre jusqu'à six ans de plus que celle du Mississippi. Les disparités régionales en matière de bien-être ont également un impact sur les performances nationales. Par exemple, les pays avec des disparités régionales plus importantes en matière d'éducation, de santé, d'emploi et de services clés enregistrent des résultats inférieurs de bien-être au niveau national.

Le rapport offre des recommandations pour tous les niveaux de gouvernement quant à l'utilisation des mesures du bien-être visant à améliorer la vie d'aujourd'hui et les opportunités de demain. En puisant dans une palette d'expériences pratiques des régions et villes de l'OCDE, le rapport inclut une analyse approfondie de sept initiatives régionales. Il présente une discussion des solutions méthodologiques et politiques pour aligner les objectifs des politiques entre les différents niveaux de gouvernement et invite au dialogue entre toutes les parties prenantes, tout en encourageant la participation des citoyens dans la promotion du changement social.

Ce rapport peut contribuer à améliorer le débat sur ce qui compte le plus aux yeux des citoyens et sur la façon d'améliorer les conditions de vie des générations actuelles et futures. Les indicateurs du bien-être fournissent des orientations aux responsables politiques concernant les domaines de la politique publique qui ont besoin d'améliorations. En outre, le tableau d'ensemble des conditions matérielles et de la qualité de vie dans une région nous permet de comprendre si la croissance économique se traduit par de meilleurs résultats non économiques et d'identifier les synergies possibles entre les

dimensions du bien-être desquelles les politiques publiques peuvent tirer parti. Les niveaux de revenu et la disponibilité des emplois sont certainement des facteurs importants pour le bien-être, mais les autres dimensions couvertes par la base de données le sont tout autant. Les informations sur chacune de ces dimensions et leur combinaison dans chaque région permettent une meilleure compréhension de là où les interventions politiques peuvent être nécessaires pour assurer les synergies et la cohérence entre elles. L'OCDE continuera à aider les gouvernements et les citoyens dans la mise en œuvre de solutions politiques qui permettent de mieux faire correspondre les réalités aux aspirations des populations.

Rolf Alter

Directeur, Gouvernance publique et développement territorial, OCDE

Remerciements

Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de la Commission européenne - Direction générale de la politique régionale et urbaine. Il a été préparé par Monica Brezzi (chapitre 1), Paolo Veneri (chapitre 2) et Soo-Jin Kim (chapitre 3) et de la Division du développement régional de la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE. Des contributions ont été apportées par Éric Gonnard, Vicente Ruiz et Daniel Sanchez-Serra (analyse statistique et chapitre 4), Marc-Antoine Fayet et Patrizia Luongo (chapitre 4). Maria Varinia Michalun a effectué des recherches sur des exemples internationaux et a apporté des commentaires détaillés au rapport. Le projet a été coordonné par Monica Brezzi et dirigé par Joaquim Oliveira Martins, chef de la Division du développement régional.

Les auteurs tiennent à remercier Giovanni Barbieri (Istat, Italie), Lewis Dijkstra (Commission européenne – Direction générale de la politique régionale et urbaine), Rupert Kawka (Bureau fédéral pour la construction et la planification régionale, Allemagne), Eloi Laurent (OFCE-Sciences Po), Marco Mira d'Ercole (OCDE), Catia Nunes et Francisco Vala (Institut national de statistique, Portugal) pour leurs contributions et leurs commentaires sur le rapport. Le rapport a bénéficié des contributions et des commentaires des délégués nationaux au Groupe de travail de l'OCDE sur les indicateurs territoriaux, ainsi que des participants à l'atelier de l'OCDE « *Comment va la vie dans votre région ?* », qui s'est tenu le 23 janvier 2014 à Paris, et des participants aux événements et ateliers organisés dans les régions faisant partie des études de cas. La traduction a été réalisée par Babelium Traduction & Interprétation. Nous remercions également Erin Byrne, Ulrike Chaplar, Victoria Elliott et Kate Lancaster pour leur assistance éditoriale, ainsi que Jennifer Allain qui a préparé le document en vue de sa publication.

Suivez les publications de l'OCDE sur :

http://twitter.com/OECD_Pubs

http://www.facebook.com/OECDPublications

http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871

http://www.youtube.com/oecdilibrary

http://www.oecd.org/oecddirect/

Ce livre contient des...

StatLinks

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : *http://dx.doi.org*, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Table des matières

Guide du lecteur ... 11

Acronymes et abréviations ... 13

Résumé ... 15

Chapitre 1 **Un cadre pour mesurer le bien-être régional et local** ... 17

Introduction : pourquoi mesurer le bien-être au niveau régional ? ... 18
Un cadre pour mesurer le bien-être régional ... 20
Mesurer le bien-être là où il est vécu ... 27
Gros plan sur les indicateurs de résultats ... 30
La nature multidimensionnelle du bien-être ... 31
Disparités des résultats du bien-être entre les régions ... 35
Le rôle de la citoyenneté, de la gouvernance et des institutions dans le bien-être ... 37
Créer des synergies entre les dimensions du bien-être ... 39
Dynamiques du bien-être et résilience des régions ... 43
Conclusion ... 47
Notes ... 48
Bibliographie ... 49

Chapitre 2 **Comment mesurer le bien-être régional et local** ... 53

Introduction ... 54
Un ensemble commun d'indicateurs du bien-être pour les régions ... 54
La répartition géographique du bien-être dans les régions et villes de l'OCDE ... 56
Tenir compte des interactions entre les dimensions du bien-être ... 82
La marche à suivre pour la mesure du bien-être dans les régions et les villes : le futur programme statistique ... 85
Notes ... 88
Bibliographie ... 89

Chapitre 3 **Utiliser les mesures du bien-être pour améliorer les résultats des politiques publiques dans les régions et les villes** ... 93

Introduction ... 94
À quoi servent les indicateurs du bien-être régional ? ... 94
Un processus multipartite pour la mise en œuvre d'une stratégie de bien-être régional ... 105
Traduire les objectifs de bien-être dans des indicateurs pertinents pour les politiques publiques ... 108
Sélectionner les indicateurs ... 114
Identifier les valeurs de référence et les cibles ... 123
Suivre les progrès accomplis et évaluer le potentiel des différents territoires ... 125
Encourager l'engagement des citoyens et la communication ... 130
Conclusion : Lignes directrices pour l'utilisation des données du bien-être régional afin de bâtir des collectivités plus fortes ... 137
Annexe 3.A1 Synthèse des initiatives de mesure du bien-être régional dans sept régions témoins de l'OCDE ... 139
Bibliographie ... 143

Utiliser les indicateurs de bien-être dans les politiques publiques : des initiatives régionales

Région du Danemark du Sud (Danemark)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-8-en
Province de Rome (Italie)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-9-en
Région de la Sardaigne (Italie)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-10-en
État de Morelos (Mexique)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-11-en
Région du Pays-Bas du Nord (Netherlands)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-12-en
Ville de Newcastle (Royaume-Uni)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-13-en
Partenariat US pour les collectivités durables (États-Unis)
disponible en ligne (en anglais uniquement) http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-14-en

Chapitre 4 **Le bien-être regional dans les pays de l'OCDE** 145

Allemagne 146
Australie 147
Autriche 148
Belgique 149
Canada 150
Chili 151
Corée 152
Danemark 153
Espagne 154
Estonie 155
États-Unis 156
Finlande 157
France 158
Grèce 159
Hongrie 160
Irlande 161
Islande 162
Israël 163
Italie 164
Japon 165
Mexique 166
Norvège 167
Nouvelle-Zélande 168
Pays-Bas 169
Pologne 170
Portugal 171
République Slovaque 172
République tchèque 173
Royaume-Uni 174
Slovénie 175
Suède 176
Suisse 177
Turquie 178

Tableaux

1.1. La population dans les territoires : bien-être territorialisé....28
1.2. Résilience des régions de l'OCDE en matière d'emploi entre 2008 et 2013....45
1.3. Améliorations du bien-être régional de l'OCDE, 2000 - 2013....47
2.1. Les dimensions du bien-être et les indicateurs régionaux....55
2.2. Corrélations entre l'inégalité du revenu et le taux de croissance du PIB par habitant sur deux ans (2004 - 2012) dans les régions de l'OCDE....67
2.3. Indicateurs transversaux....83
3.1. Dimensions du bien-être couvertes par les différentes initiatives des régions études de cas de l'OCDE....114
3.2. Examples de différents indicateurs régionaux utilisés pour mesurer des dimensions du bien-être identiques....116
3.3. Exemples de dimensions régionales du bien-être mesurées à la fois par des indicateurs objectifs et des indicateurs de perception subjective dans le Danemark du Sud....117
3.4. Comment les régions témoins ont-elles choisi leurs indicateurs du bien-être ?....123
3.5. Mesure de la performance du bien-être à différentes échelles territoriales et entre les différents groupes sociaux : exemples des régions études de cas....130
3.6. Les différentes étapes de l'engagement des citoyens dans les initiatives de mesure du bien-être dans la région....132
3.7. Comment les régions études de cas communiquent-elles (ou prévoient-elles de communiquer) les indicateurs du bien-être ?....137

Graphiques

1.1. Cadre conceptuel du bien-être régional....21
1.2. Les plus hautes valeurs régionales en matière de revenu, de pollution de l'air et de taux de chômage par pays....24
1.3. Disparités régionales et niveaux de bien-être des dans les pays de l'OCDE, 2013....36
1.4. Évolution de la disparité régionale, moyenne de l'OCDE et nombre de pays....37
1.5. Créer des synergies entre les objectifs politiques....43
1.6. Le cadre de la résilience territoriale de l'OCDE....46
2.1. Revenu régional disponible moyen des ménages, 2011....57
2.2. Valeurs régionales de l'indice de Gini du revenu disponible des ménages et du revenu marchand, 2010....59
2.3. Inégalités de revenu : dans quelle mesure les 20 % les plus riches de chaque région sont-ils plus riches que les 20 % les plus pauvres en 2010 ?....60
2.4. Taux de pauvreté régionale relative, 2010....61
2.5. Les inégalités de revenu au sein des régions selon la taille des villes (moyenne 2004 - 12)....63
2.6. Inégalités de revenu et croissance du PIB par habitant dans les régions de l'OCDE, avant et après la crise....66
2.7. Fourchette des taux de chômage des jeunes dans les régions, 2013....68
2.8. Différences entre les taux de chômage dans les zones métropolitaines, 2012....70
2.9. Disparités régionales en matière d'éducation....71
2.10. Proportion des individus qui perçoivent la criminalité, la violence et le vandalisme comme un problème dans la région où ils vivent et par type de région, 2012....72
2.11. Disparités métropolitaines en terme d'exposition des populations à la pollution de l'air ($PM_{2.5}$), 2012....76
2.12. Disparités régionales en termes de connexion haut débit des ménages....79
2.13. Part de la population ayant des besoins médicaux non satisfaits, 2012....79

2.14. Distance moyenne jusqu'à l'hôpital le plus proche 80
2.15. Accès aux transports publics dans certaines villes 81
2.16. Pourcentage des ménages dans l'incapacité de maintenir une température adéquate dans le logement (régions de l'OCDE), 2012 84
3.1. Cycle de mesure du bien-être régional : un séquençage éventuel des étapes 106
3.2. Parties prenantes impliquées dans la mise en oeuvre des initiatives de bien-être regional 108

Guide du lecteur

Les codes ISO des pays ont été utilisés pour certains graphiques

AUS	Australie	**FRA**	France	**NLD**	Pays-Bas
AUT	Autriche	**GBR**	Royaume-Uni	**NOR**	Norvège
BEL	Belgique	**GRC**	Grèce	**NZL**	Nouvelle Zélande
CAN	Canada	**HUN**	Hongrie	**POL**	Pologne
CHE	Suisse	**IRL**	Irlande	**PRT**	Portugal
CHL	Chili	**ISL**	Islande	**SVK**	République slovaque
CZE	République tchèque	**ISR**	Israël	**SVN**	Slovénie
DEU	Allemagne	**ITA**	Italie	**SWE**	Suède
DNK	Danemark	**JPN**	Japon	**TUR**	Turquie
ESP	Espagne	**KOR**	Corée	**USA**	États-Unis
EST	Estonie	**LUX**	Luxembourg		
FIN	Finlande	**MEX**	Mexique		

Cartes et données

- Ce rapport est basé sur des données fournies par les instituts nationaux de statistiques. Les indicateurs sur les besoins médicaux non satisfaits sont basés sur un certain nombre d'enquêtes sur les ménages et les individus (l'Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie - EU-SILC - pour la plupart des pays européens, l'Enquête de caractérisation socio-économique nationale - CASEN - pour le Chili, l'Enquête nationale sur la santé et la nutrition - ENSANUT - pour le Mexique). Les auteurs reconnaissent les autorités compétentes fournissant les données, mais restent seuls responsables de l'ensemble du travail réalisé pour ce rapport.
- Les estimations sur le niveau moyen de pollution de l'air dans les régions ($PM_{2.5}$) proviennent de calculs réalisés à partir d'observations satellite dans le travail de recherche de Van Donkelaar, A., R.V. Martin, M. Brauer et B.L. Boys (2014), « *Global fine particulate matter concentrations from satellite for long-term exposure assessment* », à paraître dans le journal *Environmental Health Perspectives*.
- Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Acronymes et abréviations

ABS	Bureau australien des statistiques (*Australian Bureau of Statistics*)
BES	Bien-être équitable et durable (*Benessere equo e soutenable)*
CASEN	Enquête de caractérisation socio-économique nationale (Chili)
CBS	Bureau central des statistiques (Pays-Bas)
CE	Commission européenne
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe des Nations Unies
ENOE	Enquête nationale sur l'emploi (Mexique)
ENSANUT	Enquête nationale su la santé et la nutrition (Mexique)
ENVIPE	Enquête nationale sur la victimisation et la perception de la sécurité publique (Mexique)
EPA	Agence de protection de l'environnement (États-Unis)
EU-SILC	Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie
HANNN	Réseau pour un vieillissement en bonne santé du Nord des Pays-Bas
ICME	Indice canadien du mieux-être
IDH	Indice de développement humain
IDMS	Indice de privation multiple des municipalités de la Sardaigne
IMD	Indice de privation multiple (Royaume-Uni)
INEGI	Institut national des statistiques et de la géographie (Mexique)
ISH	Indice de santé sociale
Istat	Institut national des statistiques (Italie)
MAP	Mesures du progrès de l'Australie (*Measures of Australia's Progress*)
NEET	Ni employé, ni étudiant, ni en formation
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

OGD	Données ouvertes du gouvernement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONS	Bureau des statistiques nationales (Royaume-Uni)
OSC	Organisation de la société civile
PED	Plan de développement de l'Etat (Mexique)
PIB	Produit intérieur brut
PIIAC	Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes
PISA	Programme pour l'évaluation internationale des élèves
PM	Matières particulaires
PME	Petite et moyenne entreprise
PSC	Partenariat pour des commaunautés durables (*Partnership for Sustainable Communities*) (États-Unis)
RUP	Plan de développement régional (Danemark)
SAMPLE	Méthodes de petites zones pour les estimations de la pauvreté et des conditions de vie
SEIFA	Indices socio-économiques pour les régions (Australie)
SMDR	Taux de privation matérielle sévère
SIG	Système d'information géographique
TIC	Technologie de l'information et des communications
TL2	Niveau territorial 2
TL3	Niveau territorial 3
UE	Union européenne
VAB	Valeur ajoutée brute
WARM	Mesure du bien-être et de la résilience

Résumé

Nous souhaitons tous profiter d'une belle vie là où nous résidons. Mesurer les expériences quotidiennes peut donc avoir plus de sens que de mesurer une moyenne nationale. Un tableau de l'économie et de la société qui se veut complet doit pouvoir englober ce qui a réellement de la valeur aux yeux des individus concernant leurs conditions de vie immédiates, comment ils se comportent quand leurs attentes ne sont pas satisfaites, et comment les services locaux contribuent à l'amélioration des opportunités d'emploi et à une vie plus saine. Les indicateurs régionaux du bien-être aident à déterminer si la reprise et la prospérité se traduisent par une vie meilleure pour tous.

Les régions peuvent utiliser les indicateurs du bien-être à des fins multiples, en fonction de leurs priorités et besoins spécifiques. Ces indicateurs peuvent aider les régions à identifier leurs forces et faiblesses relatives en matière de bien-être, de suivre les tendances et de les comparer à celles d'autres endroits. Ils peuvent également sensibiliser sur certains défis spécifiques du bien-être. Enfin, ils peuvent permettre d'orienter les priorités de la politique publique en reflétant ce qui importe le plus aux citoyens.

Un cadre commun pour mesurer le bien-être régional basé sur neuf dimensions.

Comment va la vie dans votre région ? propose un cadre commun pour mesurer le bien-être des personnes au niveau régional. Le cadre a été conçu pour améliorer la cohérence et l'efficacité des politiques publiques à partir de neuf dimensions qui façonnent les conditions matérielles des individus (revenu, emploi et logement) et leur qualité de vie (santé, éducation, environnement, sécurité, accès aux services et engagement civique). Ces neuf dimensions découlent aussi bien des caractéristiques des individus que de celles spécifiques à chaque territoire. La meilleure manière de les mesurer passe par des indicateurs de résultats réels plutôt que par des indicateurs d'intrants ou d'extrants.

La mesure de ces neuf dimensions grâce à un ensemble d'indicateurs de résultats comparables dans 362 régions de 34 pays de l'OCDE, montre que les résultats du bien-être se matérialisent de manière très différente selon les lieux. Les différences en termes de bien-être sont souvent plus grandes entre les régions d'un même pays qu'elles ne le sont entre différents pays. Par exemple, l'écart du niveau d'éducation de la main-d'œuvre entre le Pays basque et l'Andalousie est similaire à la différence qui existe entre l'Espagne et la Suède. Ces disparités régionales peuvent accroître les coûts de l'aide sociale, mettre en péril la cohésion sociale et miner la performance nationale. Les pays ayant de plus grandes disparités régionales en matière d'emploi, d'éducation et d'accès aux services enregistrent également des résultats du bien-être inférieurs au niveau national.

Un meilleur équilibre entre les résultats du bien-être pourrait contribuer à améliorer la résilience régionale.

Une distribution plus égale des résultats du bien-être peut affecter la vie des gens et pourrait jouer un rôle dans le renforcement de la résilience régionale. Les régions qui connaissent des inégalités de revenus plus faibles ont enregistré en moyenne des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant relativement plus élevés au cours des dix dernières années, et notamment depuis la crise économique. Cependant, les résultats moyens du bien-être dans les régions aussi bien que leur distribution varient de manière considérable. Par exemple, de nouvelles données sur les inégalités des revenus au niveau infranational montrent que celles-ci sont en moyenne plus élevées dans les grandes villes.

Les régions ont des capacités différentes à changer leurs résultats du bien-être au fil du temps et disposent d'effets de levier différents sur les différentes dimensions du bien-être. Alors que les résultats de l'emploi peuvent changer en quelques années, d'autres dimensions, telles que la sécurité et l'éducation, impliquent des investissements à long terme. Par exemple, plus de 80 % des régions de l'OCDE qui se situaient dans le quintile inférieur pour la sécurité et 90 % de celles qui se situaient dans le quintile inférieur pour l'éducation en 2000 y étaient encore en 2013.

Le cadre du bien-être régional révèle que différentes dimensions du bien-être peuvent aller les unes à l'encontre des autres ou se renforcer mutuellement. Tenir compte des complémentarités et des compromis entre les dimensions permet d'améliorer la cohérence des politiques publiques. Les citoyens peuvent influencer la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques publiques à travers la qualité de la gouvernance et des institutions locales.

Lignes directrices pour la mise en œuvre d'une stratégie du bien-être régional

Les régions et les villes qui souhaitent adopter une stratégie du bien-être pour améliorer les conditions de vie actuelles et les opportunités futures pour leurs citoyens devraient envisager les étapes suivantes :

- Traduire les objectifs du bien-être en indicateurs pertinents pour la politique publique. La mesure du bien-être régional doit être clairement liée aux objectifs de la politique régionale qui sont alignés à travers les différents niveaux de gouvernement et en leur sein.
- Sélectionner les indicateurs. Une consultation délibérative doit être mise en place afin de se concentrer sur un nombre limité d'indicateurs clés qui reflètent les priorités et les atouts locaux, comme cela a été souligné dans le cadre du bien-être régional de l'OCDE.
- Identifier les valeurs de référence et les résultats attendus. Établir un point de départ clair et une série de cibles à atteindre aide à cadrer le cours de l'action publique autour d'un calendrier transparent et d'étapes intermédiaires.
- Suivre les progrès et évaluer le potentiel de différents endroits. Les indicateurs régionaux du bien-être constituent un outil pour le suivi des changements au fil du temps et permettent d'identifier les atouts de développement spécifiques aux différentes communautés.
- Encourager l'engagement des citoyens et communiquer sur les résultats. La participation des citoyens à un stade précoce de l'initiative de mesure permet de donner un élan à l'action, facilite les ajustements des politiques publiques le cas échéant et accroît la responsabilisation et la confiance.

Chapitre 1

Un cadre pour mesurer le bien-être régional et local

Ce chapitre présente un cadre permettant de mesurer le bien-être dans les régions et les villes, qui soit plus proche de ce que vivent les populations au quotidien. Chaque section du chapitre explique l'une des sept caractéristiques du cadre pour mesurer le bien-être là où les individus vivent : le passage de mesures économiques globales à une combinaison d'attributs individuels et de conditions locales, des objectifs axés sur les résultats escomptés mesurés par des indicateurs de résultats, une approche multidimensionnelle qui englobe les conditions matérielles et la qualité des caractéristiques de la vie, et une évaluation de la façon dont les résultats du bien-être sont distribués dans les régions et leur impact sur le bien-être national. Les trois derniers éléments du cadre couvrent les aspects à améliorer en matière de conception et de cohérence des politiques visant à améliorer la vie des populations : le rôle de la citoyenneté, la gouvernance et les institutions chargées du bien-être, l'évaluation de la façon dont les différentes dimensions du bien-être (revenu, emploi, logement, éducation, santé, environnement, sécurité, engagement civique et accès aux services), interagissent dans différentes régions, et le lien entre les résultats du bien-être d'aujourd'hui et les opportunités de demain pour les populations et la résilience des régions.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement isréliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Introduction : pourquoi mesurer le bien-être au niveau régional ?

Bon nombre des facteurs qui influent sur le bien-être des gens interviennent au niveau local. L'emploi, l'accès à l'éducation, la qualité de l'environnement et les niveaux de sécurité publique, par exemple, diffèrent d'une communauté à l'autre. Les différences entre les régions au sein d'un même pays peuvent être tout aussi importantes que les différences entre les pays (OCDE, 2013a). Au cours des dernières années, s'est dégagé un consensus affirmant que les statistiques macroéconomiques seules ne tiennent pas compte avec précision du bien-être actuel des gens et de leurs aspirations, et que de nouvelles données sont nécessaires pour un large éventail d'aspects liés aux conditions de vie des citoyens (OCDE, 2011a). Un tableau de l'économie et de la société qui se veut complet doit pouvoir englober ce qui a réellement de la valeur aux yeux des individus concernant leurs conditions de vie, comment ils se comportent quand ils ne sont pas satisfaits de certains aspects de leur vie, si l'accès aux services façonne les choix de ces citoyens, et comment les infrastructures et services publics qui fonctionnent bien contribuent à une vie plus saine et à l'amélioration des possibilités d'emploi. Mesurer le bien-être régional peut ainsi contribuer à se rendre compte des différences qui se cachent derrière les moyennes nationales dans les résultats du bien-être.

Pour la première fois, ce rapport présente des éléments concrets sur les résultats du bien-être dans 362 régions de 34 pays de l'OCDE. Le volume des données au niveau infranational n'est souvent pas aussi important que celui des données au niveau national. Cependant, la vue d'ensemble de la géographie régionale du bien-être présentée ici, peut aider les régions à avoir des références par rapport au reste du pays et aux régions qui ont des forces et des défis similaires. Elle peut permettre également d'améliorer la crédibilité des statistiques car les gens reconnaissent leur situation plus facilement lorsque les indicateurs se réfèrent à leur propre communauté. En outre, les indicateurs régionaux du bien-être aident à évaluer l'impact des performances locales sur la prospérité nationale et sur les défis sociaux plus larges.

Comprendre le niveau de bien-être de la population et ce qui le détermine là où il est vécu, est une partie cruciale de la voie que les politiques publiques doivent emprunter pour une meilleure réalisation des objectifs de la société. Les politiques visant à promouvoir la croissance, les emplois, l'équité et la durabilité environnementale ont un impact plus fort lorsqu'elles tiennent compte des réalités économiques et sociales dans lesquelles les individus vivent et travaillent. Nombre d'importantes interactions entre les politiques sectorielles sont spécifiques au lieu. Les déterminants du taux de décrochage scolaire, par exemple, peuvent varier entre les zones rurales et les zones urbaines, entre une ville et une autre et même entre un quartier et un autre au sein d'une même ville. Les décideurs politiques peuvent identifier avec plus de facilité les synergies potentielles entre les différents volets de la politique et gérer les arbitrages dans les lieux spécifiques où ils sont nécessaires (OCDE, 2011b). Les mesures multidimensionnelles du bien-être, qui tiennent compte des atouts de lieux spécifiques, peuvent contribuer à l'élaboration de politiques cohérentes à travers tous les secteurs et qui, à leur tour, peuvent réaliser de meilleurs résultats.

Alors que les gouvernements nationaux ont dû repenser la manière d'exploiter le potentiel des différents types de villes et régions pour améliorer les conditions de vie et préparer l'avenir (OCDE, 2013c), les gouvernements régionaux et locaux ont également d'importantes responsabilités dans bien des politiques qui portent de manière plus directe sur la vie des individus. De nombreuses régions et villes ont commencé à développer des

systèmes de mesure leur permettant de suivre leurs progrès pour la réalisation d'objectifs communs et pour orienter leurs politiques. Ces initiatives peuvent différer en fonction de leurs objectifs, de leurs méthodes et du choix des indicateurs. Cependant, celles-ci se concentrent généralement sur l'élaboration d'un système multidimensionnel d'indicateurs et sur un meilleur moyen de refléter les synergies entre les différentes dimensions du bien-être. L'utilisation de mesures du bien-être précises peut aider les décideurs à focaliser leurs efforts et à améliorer l'efficacité de l'intervention publique à un moment où les ressources publiques sont limitées (encadré 1.1). La coordination entre les différents niveaux de gouvernement et l'engagement des citoyens sont des éléments clés pour une stratégie régionale du bien-être. Les indicateurs du bien-être permettent aux citoyens d'exiger des actions qui répondent à leurs attentes spécifiques et aident, au moment opportun, à restaurer la confiance dans la capacité des institutions publiques à répondre aux défis urgents.

Encadré 1.1. **Comment la mesure du bien-être régional peut-elle améliorer l'élaboration des politiques ?**

La mesure du bien-être peut améliorer la conception et l'exécution des politiques dans les régions et les villes sur quatre aspects.

Tout d'abord, elle fournit un tableau complet des conditions matérielles et de la qualité de vie dans les régions, ce qui permet d'évaluer si la croissance économique se traduit par de meilleurs résultats non économiques (que ce soit en matière de santé, de qualité de l'environnement, d'éducation, etc.) et si les progrès sont bien répartis entre les groupes de population et les lieux. La concentration spatiale des avantages ou des inconvénients varie fortement selon les différentes échelles territoriales et les différentes sources d'inégalité peuvent se renforcer mutuellement, enfermant les ménages et les communautés dans des circonstances qui minimisent particulièrement leurs chances d'améliorer leur vie.

Deuxièmement, la mesure du bien-être peut permettre une meilleure sensibilisation aux objectifs des politiques ou à des questions spécifiques, encourage le changement et consitue un instrument de responsabilisation des gouvernements.

Troisièmement, elle peut aider à prioriser les mesures politiques en indiquant les domaines qui ont besoin d'être améliorés. La connaissance des conditions locales peut également aider les décideurs à identifier les synergies potentielles que les politiques peuvent créer et à mieux comprendre les préférences des citoyens.

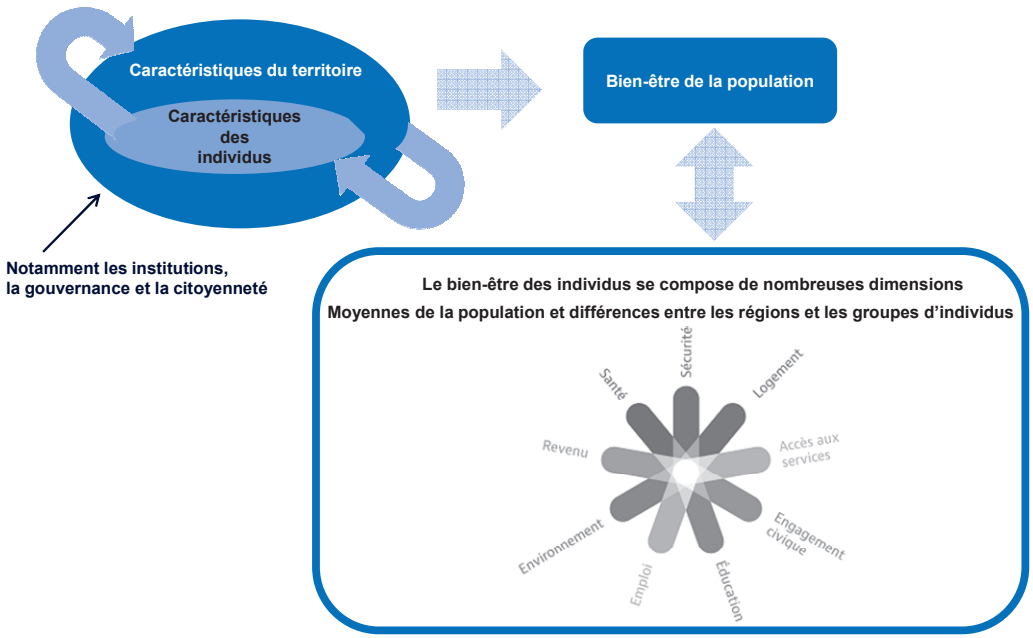
Quatrièmement, les indicateurs régionaux du bien-être peuvent améliorer la cohérence des politiques. Les complémentarités entre les différents axes de l'action publique sont susceptibles de se manifester avec plus de force dans des lieux spécifiques - et il serait plus facile de réaliser un arbitrage entre elles. Ainsi, l'intégration de l'occupation des sols, des transports et de la planification pour le développement économique peut contribuer à des résultats plus verts (accroître le recours aux transports en commun), plus équitables (améliorer l'accès aux marchés du travail pour les zones défavorisées) et plus efficaces (réduire les embouteillages, les temps de déplacement, etc.). Des politiques plus cohérentes peuvent être conçues et mises en œuvre grâce à une coordination efficace entre les différents niveaux de gouvernement et les administrations. Les décideurs doivent également faire participer les citoyens à l'élaboration de ces politiques (pour comprendre leurs besoins) et à leur mise en œuvre (pour utiliser la capacité des citoyens à apporter des changements), ce qui, en retour, peut accroître la légitimité des politiques et le soutien du public pour les objectifs de ces politiques. Afin de pouvoir élaborer des politiques cohérentes, les décideurs doivent étudier les arbitrages et les complémentarités aussi bien des objectifs qu'ils souhaitent cibler que des canaux utilisés.

Ce chapitre présente un cadre pour mesurer le bien-être régional et local. Chaque section du chapitre explique l'une des sept caractéristiques de ce cadre de mesure du bien-être là où les individus vivent. Les quatre premières caractéristiques du cadre sont les suivantes : un changement d'orientation pour passer de mesures économiques globales à une combinaison d'attributs individuels des personnes et de leurs conditions locales; un centrage des objectifs sur les résultats escomptés mesurés par des indicateurs de résultats, une approche multidimensionnelle qui englobe les conditions matérielles et la qualité des caractéristiques de la vie, et une évaluation de la façon dont les résultats du bien-être sont distribués dans les régions et leur impact sur le bien-être national. Les trois derniers éléments du cadre couvrent les aspects à améliorer en matière de conception et de cohérence des politiques visant à améliorer la vie des populations : le rôle de la citoyenneté, de la gouvernance et des institutions chargées du bien-être, l'évaluation de la façon dont les différentes dimensions du bien-être (revenu, emploi, logement, éducation, santé, environnement, sécurité, engagement civique et accès aux services), interagissent dans différentes régions, et le lien entre les résultats du bien-être d'aujourd'hui et les opportunités de demain pour les populations et la résilience des régions.

Un cadre pour mesurer le bien-être régional

Le cadre de mesure du bien-être régional et local commence par la compréhension de ce qui compte pour les individus et la façon dont les conditions locales ont un impact sur le bien-être de la population. Mesurer le bien-être est une tâche complexe, et demande d'appréhender une variété de dimensions, notamment celle d'avoir un bon emploi, de jouir de relations sociales avec d'autres personnes, de vivre dans un quartier sûr, et ainsi de suite. Certaines de ces dimensions du bien-être sont liées aux caractéristiques de chaque citoyen, tandis que d'autres sont plus liées à la région où ils habitent. L'association des deux affecte le bien-être général. Des politiques qui tiennent compte des différences régionales, au-delà des moyennes nationales, peuvent donc avoir un plus grand impact sur l'amélioration du bien-être du pays dans son ensemble. Pour promouvoir le changement social dans une région, le choix des mesures du bien-être doit refléter la pertinence, pour les citoyens et les décideurs politiques de la région, des différentes dimensions, les interactions entre ces dimensions du bien-être, et si les différents groupes d'individus et de lieux bénéficient de différents niveaux de bien-être (graphique 1.1).

Graphique 1.1. **Cadre conceptuel du bien-être régional**



Le cadre conceptuel de l'OCDE pour la mesure du bien-être régional et local se compose des sept éléments suivants :

1. Il mesure le bien-être là où les individus le vivent. Il met l'accent à la fois sur les individus et sur les caractéristiques spécifiques au territoire, vu que l'interaction entre ces deux éléments constitue le bien-être général de la population.
2. Il se concentre sur les résultats du bien-être qui fournissent des informations directes sur la vie des gens plutôt que sur les ressources et la production.
3. Il est multidimensionnel et inclut des dimensions matérielles et non matérielles.
4. Il évalue les résultats du bien-être non seulement au travers des moyennes, mais également par la façon dont ils sont répartis entre les régions et les groupes d'individus.
5. Il subi l'influence des institutions, de la gouvernance et de la citoyenneté.
6. Il tient compte des complémentarités et des arbitrages entre les différentes dimensions du bien-être.
7. Il examine la dynamique du bien-être au fil du temps, sa durabilité et la résilience des différentes régions.

Le cadre de l'OCDE a identifié neuf dimensions du bien-être, notamment les conditions matérielles (revenu, emploi et logement) et la qualité de vie (éducation, santé, environnement, sécurité, engagement civique et accès aux services). Ces dimensions suivent de près celles développées dans l'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE et reflètent les priorités exprimées par les pays eux-mêmes. Suivant une approche pratique, ces dimensions sont également des mesures pour lesquelles des indicateurs comparables au niveau international ont été développés au niveau infranational.

L'ensemble des indicateurs présentés dans le chapitre 2 devrait être considéré comme un point de départ pour la compréhension des résultats du bien-être dans différentes régions et ces indicateurs peuvent servir de référence commune pour les régions qui cherchent à développer leurs propres indicateurs du bien-être. Dans le même temps, les indicateurs du bien-être peuvent servir à des régions ayant une composition démographique, politique et économique différente, et doivent par conséquent être adaptés en fonction des objectifs de chacune de ces régions. Avoir des indicateurs comparables pour l'ensemble des régions et des pays n'est pas seulement utile pour l'analyse comparative de la position relative d'une région, mais peut également être un catalyseur pour les décideurs, leur permettant d'obtenir le soutien pour agir et créer un mécanisme de hiérarchisation des ressources publiques.

Le cadre utilisé pour mesurer le bien-être régional et local s'appuie sur deux axes de travail de l'OCDE. Premièrement, l'initiative *« Vivre mieux »* propose un cadre pour la mesure du bien-être reposant sur une approche multidimensionnelle qui s'inspire du travail réalisé par la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (Stiglitz et al., 2009) et du Projet global « *Mesurer le progrès des sociétés* » organisé par l'OCDE (encadré 1.2). Deuxièmement, la série *Panorama des régions de l'OCDE* montre que la plupart des pays de l'OCDE continuent de se caractériser par des disparités entre les régions sur le plan de l'emploi, du revenu, de la qualité de la vie et de la durabilité (OCDE, 2013a). En théorie, la mobilité interrégionale des facteurs de production devrait maintenir de faibles niveaux de disparités entre les régions sur le long terme, mais dans la pratique, ces disparités peuvent également apparaître lorsque les barrières à la mobilité ne sont pas importantes, car les petites différences exogènes en termes d'avantages géographiques ou de composition des compétences, par exemple, peuvent générer de grandes disparités de revenus et de productivité (Rice et Venables, 2003). Les avantages économiques de l'agglomération peuvent également jouer un rôle dans la création de différences régionales en termes de productivité et de revenus (Midelfart, 2004). Des différences importantes dans l'accès aux services de base et avancés, tels que les transports, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la santé et les technologies de l'information et des communications (TIC) ont des incidences sur les perspectives offertes à la population. L'égalité des chances suppose que les perspectives socioéconomiques de chaque individu ne soient pas compromises par des facteurs qu'il ne maîtrise pas, comme son lieu de naissance par exemple (Roemer, 1998). Les politiques centrées sur la population devraient donc tenir compte des interdépendances entre les déterminants du bien-être liés au territoire et liés à chaque individu (les questions de criminalité et de sécurité des personnes, par exemple).

Des données infranationales sur le bien-être rendraient plus clairement compte de ce que les individus vivent et perçoivent que des moyennes nationales, et leur permettraient ainsi de reconnaître leur propre expérience plus facilement. Un examen plus approfondi des données régionales montre que le bien-être dans une région peut varier considérablement en fonction de la dimension considérée. Aucun pays ne semble avoir des régions qui bénéficient simultanément de niveaux élevés ou faibles de bien-être dans toutes ses dimensions (graphique 1.2). Au contraire, la géographie du bien-être dans les pays de l'OCDE montre des interactions complexes entre les dimensions. L'approche multidimensionnelle du bien-être, appliquée à chaque région spécifique, permet une meilleure compréhension de l'équilibre entre les différents facteurs et les synergies possibles à travers les politiques qui leur correspondent.

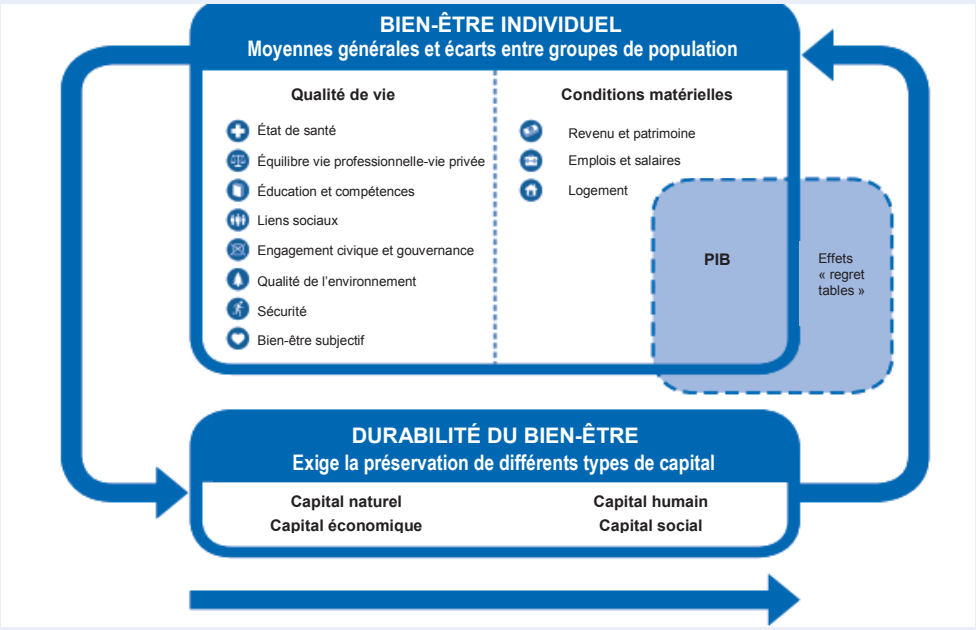
Ainsi, une région peut bénéficier d'un niveau d'emploi satisfaisant mais souffrir de mauvaises conditions environnementales; dans une autre région, un accroissement des transports publics peut améliorer les résultats de l'emploi, en facilitant les déplacements pour se rendre au travail tout en améliorant la qualité de l'air.

Encadré 1.2. **L'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE**

L'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE allie les travaux de l'OCDE sur le bien-être, notamment les publications *Comment va la vie?* (OCDE, 2011a; 2013b) et l'outil web interactif, *Votre indicateur du mieux vivre*, qui identifie les dimensions jouant un rôle dans le bien-être des individus et fourni un ensemble d'indicateurs pour les mesurer et les comparer entre les pays de l'OCDE.

L'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE au niveau national fait la distinction entre le bien-être actuel et à venir. Le premier est mesuré en termes de résultats obtenus dans deux grands domaines : *i)* les conditions matérielles et *ii)* la qualité de la vie. Le bien-être à venir est évalué en examinant différents types de capital (voir graphique ci-dessous). Ce cadre comporte quatre caractéristiques distinctives : *i)* il se concentre sur les individus plutôt que sur l'économie, *ii)* il se concentre sur les résultats du bien-être, *iii)* il s'intéresse à la distribution du bien-être dans la population en sus des résultats moyens, et enfin, *iv)* il examine à la fois les aspects objectifs et subjectifs du bien-être (appréciations que les individus portent sur leur propre vie) (OCDE, 2013b). Les publications *Comment va la vie ?* (OCDE, 2011a et 2013b) identifient onze dimensions du bien-être individuel et fournissent une série d'indicateurs du bien-être pour les mesurer dans les pays de l'OCDE et, lorsque cela est possible, dans certains pays non membres.

Cadre conceptuel de l'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE

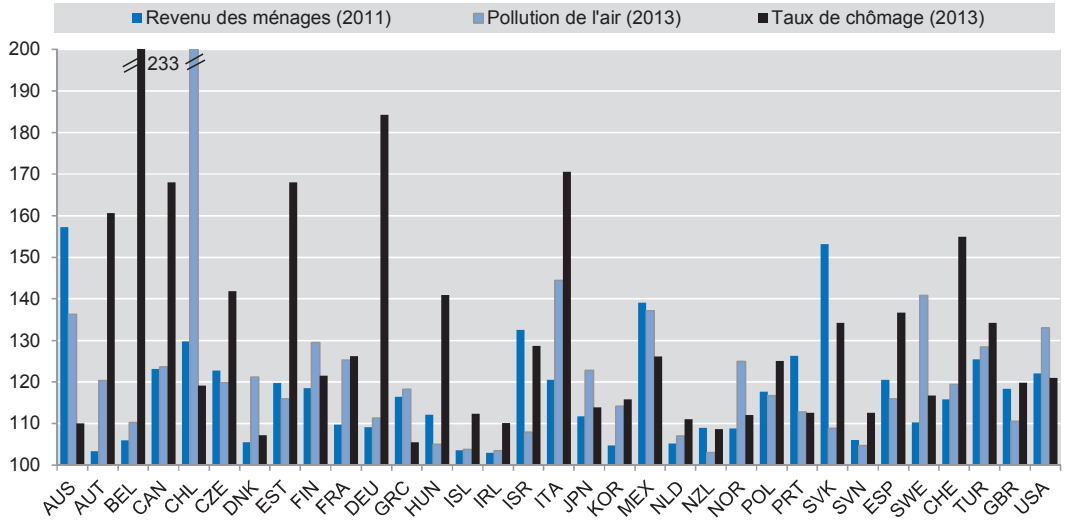


Source : OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr.

Les données sur les disparités au sein même et entre les régions pourraient également tenir compte du bien-être des groupes de populations avec davantage de précision que le font les données nationales, surtout quand ces groupes ne sont pas uniformément répartis dans l'espace. Par exemple, les résultats liés à la santé sont susceptibles d'être influencés par les caractéristiques démographiques des populations rurales et urbaines. L'analyse spatiale peut également aider à faire la lumière sur la façon dont la perception des individus des inégalités influe sur leur bien-être subjectif. Les faits montrent que les individus accordent une grande importance aux inégalités qu'ils subissent dans le contexte de leur vie locale lorsqu'il s'agit d'évaluer leur propre bien-être et de leurs anticipations sur les retombées de l'éducation et des compétences, et les perspectives de mobilité individuelle (Alesina et al, 2004; Graham et Felton, 2006).

Graphique 1.2. **Les plus hautes valeurs régionales en matière de revenu, de pollution de l'air et de taux de chômage par pays**

Rapport entre les 20 % des valeurs régionales les plus élevées et la moyenne nationale
(Moyenne nationale = 100), dernières années disponibles



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150247

Note : Les indicateurs sont les revenus moyens des ménages dans la région, le taux de chômage et une estimation du niveau moyen de particules ($PM_{2,5}$) dans la région, pondérée par la population exposée à différents niveaux de pollution de l'air. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et ce, sous leur responsabilité. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : OCDE (2014), *Statistiques régionales du bien-être* (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Au cours des dernières années, de nombreuses initiatives nationales pour mesurer le bien-être ont inclus des mesures de disparités entre les régions (encadré 1.3). L'une des innovations de la politique de cohésion de l'Union européenne pour la période de programmation 2014 - 2020 (Commission européenne, 2014), a également été de mettre l'accent sur l'obtention de résultats grâce à l'utilisation d'ensembles complets de mesures du bien-être. Les pays et régions qui reçoivent des fonds de cohésion de l'Union européenne sont tenus de présenter les résultats escomptés dans les documents

stratégiques et d'identifier des indicateurs pour mesurer ces résultats et les actions possibles pour les atteindre (voir chapitre 3, encadré 3.7).

Les sections suivantes présentent les principaux éléments de chacune des sept caractéristiques qui définissent le cadre régional du bien-être de l'OCDE.

Encadré 1.3. **Initiatives nationales et internationales pour la mesure du bien-être au niveau infranational**

Plusieurs initiatives ont été entreprises pour évaluer le bien-être au niveau du territoire. Bien que les approches et les données utilisées peuvent être très différentes, ces initiatives soulignent les efforts des pays pour aller « au-delà du PIB » et au-delà des moyennes nationales (ou « sous PIB »), afin de dresser un tableau plus précis du bien-être d'un pays pour les politiques locales et nationales. Parmi les initiatives récentes visant à couvrir l'ensemble du pays, et pas uniquement des régions sélectionnées :

- Australie : en 2011, le Bureau australien des statistiques (ABS) a publié « *Measures of Australia's Progress* » (MAP) et l'a défini comme étant son cadre national pour évaluer les aspirations nationales pour une société meilleure. Une consultation et un examen approfondis ont été entrepris afin de se prononcer sur les principales dimensions (société, économie, gouvernance et environnement) et les thèmes sous-jacents à ce cadre. L'édition 2013 du MAP a été enrichie par un chapitre fournissant des données régionales dans le cadre de cette approche. En outre, une enquête régionale sur le bien-être des populations vivant dans les zones rurales et régionales de l'Australie a été menée par l'Université de Canberra en 2013. Cette enquête examine le bien-être des populations dans les communautés rurales et régionales, et analyse l'influence sur le bien-être des changements sociaux, économiques et environnementaux qui se produisent dans ces communautés.

- Le *Australian Centre of Excellence for Local Government* a publié le rapport intitulé *Community Well-Being Indicators: Measures for Local Government*. Ce rapport est axé sur les politiques et vise à aider les conseillers locaux à mieux évaluer les progrès de la communauté en matière de bien-être et à renforcer la capacité et la responsabilité de l'administration locale, en utilisant les données du bien-être.

- Belgique : en 2013 - 2014, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), a élaboré un indice des conditions de bien-être pour les 262 communes de Wallonie. Le travail a été réalisé dans le cadre d'une recherche plus large sur les indicateurs complémentaires au PIB et les dimensions du bien-être ont été déterminées à partir de consultations auprès des citoyens. Plus de 1 200 citoyens wallons ont été consultés sur ce qui comptait pour eux en termes de bien-être individuel et collectif. Cette expérience met en évidence l'importance de nombreuses facettes du bien-être, au-delà des conditions matérielles et des ressources essentielles. L'objectif était alors de traduire les idées exprimées par les citoyens en indicateurs mesurables. Plus précisément, l'indice des conditions de bien-être identifie 58 indicateurs dans 262 communes wallonnes, regroupés par familles, par dimensions et par sous-dimensions du bien-être.

- Canada : l'Indice canadien du mieux-être (ICME) est publié chaque année depuis 2011. En 2014, le premier rapport provincial sur le mieux-être de l'Ontario a été publié en se basant sur les recherches utilisées pour l'indice national de l'ICME. Le cadre conceptuel identifie huit dimensions du bien-être, intégrant un ensemble complet de facteurs clés liés au domaine social, de la santé, économique et environnemental, qui contribuent à la qualité de vie de manière globale. Pour chaque dimension, huit indicateurs clés ont été identifiés et regroupés en un seul indice. En plus de l'indice du mieux-être pour l'Ontario, d'autres initiatives aux niveaux provinciaux et municipaux ont été menées pour mesurer le bien-être local.

Encadré 1.3. **Initiatives nationales et internationales pour la mesure du bien-être au niveau infranational** *(suite)*

- France : dans une étude de 2012, la Direction générale de la prospective de la région Nord-Pas-de-Calais, a mis au point une méthodologie de développement humain classant les 22 régions de France, à l'exclusion des DOM-TOM, en fonction du PIB par habitant d'une part, et d'une version adaptée de l'indice de développement humain (IDH), d'autre part. L'IDH-2 est un indice tridimensionnel, composé du revenu imposable médian des ménages par unité de consommation, l'espérance de vie à la naissance et le pourcentage de la population de plus de 15 ans sortie du système scolaire et sans diplôme. L'étude de 2012 a été étendue par la suite pour y intégrer un indice composite plus large du bien-être, l'indice de santé sociale (ISS), qui soupèse les mesures du revenu, de la pauvreté, de l'éducation, de la santé, de l'emploi, des conditions de travail, du logement et des liens sociaux.
- Italie : en 2013, le bureau national italien de statistique (Istat) et le Conseil national pour l'économie et le travail (CNEL) a publié le premier rapport sur « le bien-être équitable et durable » (*Benessere equo e soutenable, BES*). Douze dimensions du bien-être ont été identifiées dans une consultation ouverte auprès des experts, de la société civile et des citoyens. La plupart des indicateurs choisis sont également présentés au niveau régional et seront mis à jour par l'Istat. L'adaptation du cadre aux grandes villes et provinces compte parmi les évolutions à venir.
- Royaume Uni : dans l'édition de 2013 de son rapport *Measuring National Well-Being, Personal Well-Being in the UK*, le Bureau des statistiques nationales (ONS) a examiné comment le bien-être personnel varie selon les régions et les collectivités locales du Royaume-Uni. Les estimations se basent sur les données de l'Enquête annuelle sur la population (SPA), et répondent à des questions sur le bien-être subjectif (satisfaction de la vie, bonheur et anxiété).
- États-Unis : depuis 2006, l'initiative *Measure of America* a adapté l'indice de développement humain des Nations Unies pour fournir une mesure synthétique de la santé, de l'éducation et du revenu dans les 50 états américains, 435 circonscriptions électorales et les 25 plus grandes zones métropolitaines. La dimension territoriale peut également être ventilée par origine ethnique et par sexe.
- Le projet SAMPLE de la Commission européenne (*Small Area Methods for Poverty and Living Condition Estimates*) identifie des indicateurs destinés à évaluer la pauvreté et le dénuement au niveau micro-territorial (provinces et municipalités, NUTS 3 et NUTS 4). Bien que cette approche soit limitée à une seule dimension du bien-être (le revenu), le projet vise à explorer les dynamiques sociales en deçà des contrastes régionaux et à mieux cibler les politiques publiques locales.
- La stratégie de l'UE Europe 2020 établit un certain nombre d'objectifs pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Des indicateurs clés permettent de suivre les progrès pour atteidre les objectifs aussi bien au niveau national qu'au niveau de l'UE. La politique de cohésion de l'UE représente l'un des principaux outils d'investissement pour atteindre les objectifs d'Europe 2020 dans les régions et les villes.

Sources : Bureau australien des statistiques (2013), « *Measures of Australia's Progress* » ; Australian Centre of Excellence for Local Government (2013) « *Community Wellbeing Indicators: Measures for Local Government* » ; IWEPS (2014) « *Indice des conditions de bien-être en Wallonie* » ; Indice canadien du mieux-être (2014) « Comment les Ontariens se portent-ils véritablement ? Un rapport provincial sur le mieux-être de l'Ontario » ; Istat (2014) « *Il benessere equo e sostenibile* » ; Office for National Statistics (2013) « *Personal well-being across UK 2012/13* » ; Measure of America (2014) « *The measure of America 2013/14* » ; Commission européenne – *Small Areas Methods for Poverty and Living Conditions Estimations* ; Commission européenne (2014) « Stratégie Europe 2020 ».

Mesurer le bien-être là où il est vécu

La première caractéristique du cadre de mesure du bien-être régional souligne que le lieu où les individus vivent influe considérablement sur leur bien-être. Pour améliorer la vie des populations il est obligatoire d'améliorer leur lieu de vie pour en faire un meilleur endroit. Le bien-être des individus dépend d'une combinaison de caractéristiques individuelles et locales. Ceci vaut aussi bien pour les dimensions de conditions de vie matérielles que pour les dimensions de la qualité de la vie, qu'elles soient objectives ou subjectives. Ainsi, avoir un emploi - un aspect fondamental du bien-être de la population – est le résultat de l'éducation, des compétences et de la motivation d'un individu, mais également des conditions du marché du travail local, des transports et de l'accès à la formation. De même, être satisfait de sa vie dépend des caractéristiques individuelles et de la qualité des interactions sociales, mais également des conditions de l'endroit où l'on vit, notamment concernant les installations, le soutien social, la sécurité et d'autres considérations (tableau 1.1).

Le cadre du bien-être régional de l'OCDE met l'accent sur la dynamique existante entre les caractéristiques individuelles et les caractéristiques des territoires. Le bien-être des individus permet d'avoir des collectivités et des quartiers plus sains, plus sûrs et plus cohésifs, ce qui, en retour, permet d'accroître le bien-être des populations. Peu d'études ont examiné les relations pouvant exister entre les caractéristiques des territoires et le bien-être individuel (Clark, 2009; Faggian et al., 2012). Des travaux de recherche récents ont montré que les communautés les plus vulnérables aux États-Unis ont subi le contrecoup de la crise économique avec des hausses relativement plus importantes des taux de chômage, de pauvreté et d'inoccupation des logements, ce qui peut avoir pour effet d'accentuer l'impact négatif sur le bien-être individuel (Owens et Sampson, 2012). Par exemple, l'interaction entre les caractéristiques municipales et individuelles, tant objectives que subjectives, est au cœur des mesures du bien-être mises au point par la région du Danemark du Sud (encadré 1.4). En Australie, les indices socio-économiques pour les régions (SEIFA) utilisent les données de recensements de la population et des logements pour classer les zones géographiques en fonction de leurs avantages et inconvénients socio-économiques relatifs. Ces indices combinent les caractéristiques individuelles et les caractéristiques territoriales pour cartographier les concentrations territoriales des inconvénients (ou avantages) pouvant enfermer les communautés dans des circonstances particulièrement difficiles pour qu'elles puissent augmenter leurs chances (Australian Bureau of Statistics, 2011).

Tableau 1.1. **La population dans les territoires : bien-être territorialisé**

Catégorie	Dimension du bien-être	Facteurs liés au territoire	+	Caractéristiques individuelles	=	Résultats individuels
Conditions de vie matérielles	Revenus et emplois	– Dynamisme du contexte économique régional – Réserve de main-d'œuvre régionale – Accès à la formation, – Transports, – aux réseaux d'information, – aux possibilités d'éducation.		– Famille – Éducation – Compétences – Motivation		– Emplois – Revenus – Rémunérations – Taux de pauvreté
Qualité de vie (objective)	Santé	– Contexte social (logement, chauffage, inégalités relatives et absolues, etc.) – Contexte environnemental (pollution, équipements collectifs, etc.)		– Facteurs biologiques et génétiques – Style de vie – Comportements à risque – Revenus		– Espérance de vie à la naissance – Mortalité infantile
Qualité de vie (subjective)	Bien-être subjectif	– Accès aux équipements collectifs – Bruit – Pollution – Vie sociale et soutien communautaire – Situation économique – Sûreté et sécurité		– Santé mentale/résilience psychologique – Famille et vie personnelle – Caractère		– Satisfaction à l'égard de la vie – Bonheur

Pour informer les politiques de manière adéquate, les données doivent intégrer la dimension de la vie quotidienne des individus, et pas nécessairement selon des unités administratives. L'optique territoriale est très utile car elle permet de mettre en évidence les différences spatiales, mais également parce que les territoires sont des institutions qui peuvent entraver ou favoriser le bien-être des populations en augmentant ou diminuant les capacités et le fonctionnement des gens qu'ils administrent (Sen, 1993; Laurent, 2013).

Encadré 1.4. **L'intégration des caractéristiques individuelles et territoriales : l'exemple du Danemark du Sud**

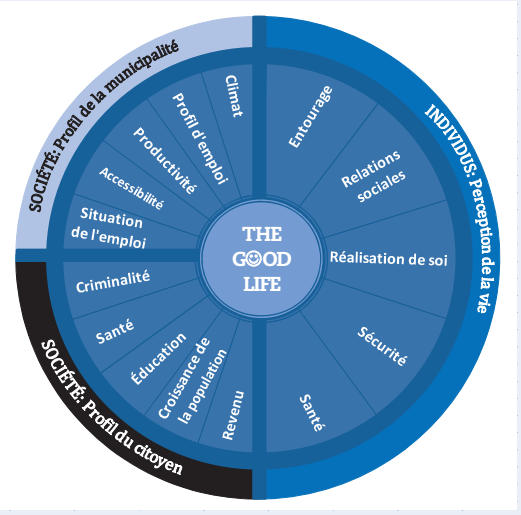
La région du Danemark du Sud a mis au point l'outil de mesure « *Good Life* » pour suivre le niveau de bien-être dans la région et ses municipalités. Les 40 indicateurs qui composent cet outil sont organisés en deux catégories : le contexte de la communauté (qui englobe un profil de la municipalité et un profil du citoyen), et la perception que les individus ont de leur vie (voir graphique ci-dessous). Les indicateurs socioéconomiques composant le profil de la municipalité sont mesurés à l'aide des données de registres existants (indicateurs principalement fournis par le bureau danois des statistiques) et des modèles de données. Les indicateurs individuels sont quant eux mesurés à l'aide de données d'enquêtes par panel, recueillies une fois par an par une société de conseil privée. D'autres enquêtes auprès des citoyens sont réalisées par la région entre trois et quatre fois par an.

Une fois par an, les citoyens sont invités à évaluer leur propre niveau de bien-être, à la fois de manière générale et selon différentes dimensions du bien-être (telles que la santé, les relations, etc.). Les autres enquêtes sont consacrées à différents thèmes concernant la « bonne vie » et le développement régional. Une vaste enquête nationale sur la santé, intitulée « Comment allez-vous ? » (*Hvordan har det du ?*), est menée à l'échelle régionale tous les quatre ans par le département de la santé de la région du Danemark du Sud.

Encadré 1.4. **L'intégration des caractéristiques individuelles et territoriales : l'exemple du Danemark du Sud** *(suite)*

La roue de l'initiative *Good Life* au Danemark du Sud

1. Contexte communautaire :
   - Profil de la municipalité : emplois et rémunérations, équilibre vie professionnelle-vie privée, engagement civique, environnement, etc.
   - Profil des citoyens : revenus, criminalité, santé, éducation, etc.
2. Évaluation de la vie des individus : santé, sécurité, réalisation de soi, relations sociales, entourage, etc.



Source : OCDE (2014), « *Région du Danemark du Sud* », dans OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr.

Généralement, l'analyse des politiques régionales faisait appel aux données collectées pour les régions administratives, à savoir les frontières régionales déterminées par les gouvernements. Ces données peuvent fournir des éléments solides sur la persistance des disparités au sein d'un pays, ainsi que sur le rôle des gouvernements infranationaux dans la prestation des services publics. Dans le même temps, les territoires où les gens vivent, travaillent et socialisent, peuvent avoir peu de liens formels avec les limites administratives autour d'eux : une personne peut vivre dans une ville ou une région, mais aller travailler dans une autre et pratiquer un sport à la fin de la semaine dans une troisième, par exemple. Les régions interagissent entre elles à travers un large éventail de liens économiques et sociaux reliés à des facteurs tels que la mobilité de l'emploi, l'utilisation d'équipements collectifs et la collaboration entre les entreprises. Ces liens vont souvent au-delà des frontières administratives locales et régionales en formant des régions fonctionnelles. Les données cartographiées au niveau des régions fonctionnelles plutôt qu'à celui des limites administratives traditionnelles peuvent améliorer la planification et la mise en œuvre des politiques pour l'infrastructure, les transports, le logement, les écoles et les espaces dédiés à la culture et aux loisirs, en les intégrant et les adaptant plus efficacement aux besoins locaux (encadré 1.5).

Pour que le cadre régional du bien-être de l'OCDE puisse être opérationnel, des indicateurs du bien-être comparables entre les pays ont été élaborés pour les 362 grandes régions de l'OCDE et, dans une moindre mesure, pour les 275 zones métropolitaines (zones urbaines fonctionnelles). Ce rapport se concentre principalement sur la géographie des grandes régions. Il comprend également une discussion sur le développement futur du cadre de mesure du bien-être et plus particulièrement dans les zones métropolitaines (encadré 2.4 du chapitre 2).

Encadré 1.5. **Qu'est ce qu'une région ?**

L'OCDE classe les régions selon deux niveaux territoriaux qui reflètent l'organisation administrative des pays. Les grandes régions (niveau 2 ou TL2) des pays membres de l'OCDE correspondent au premier niveau d'administration infranational, comme la province canadienne de l'Ontario. Les petites régions (niveau 3 ou TL3) des pays membres de l'OCDE se situent à l'intérieur d'une région de niveau 2. En France, par exemple, la région TL2 d'Aquitaine englobe cinq régions de niveau 3, à savoir les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques. Le plus souvent, les régions TL3 correspondent à des unités administratives, sauf en Allemagne (régions d'aménagement du territoire), en Australie (divisions statistiques), au Canada (divisions de recensement) et aux États-Unis (zones économiques).

Les régions fonctionnelles sont des zones géographiques définies par leur intégration économique et sociale plutôt que par leurs frontières administratives traditionnelles. Une région fonctionnelle est une unité économique autonome au regard du critère fonctionnel retenu (déplacements domicile-travail, réseau d'eau, circonscription scolaire, etc.).

Les zones urbaines fonctionnelles sont définies comme les ensembles formés par une municipalité densément peuplée (centre urbain) et les municipalités adjacentes qui présentent un volume élevé de déplacements domicile-travail en direction du centre urbain (zone d'influence), d'après la définition OCDE–UE. Les zones urbaines fonctionnelles peuvent s'étendre au-delà des frontières administratives. On entend par zone métropolitaine une zone urbaine fonctionnelle comptant plus de 500 000 habitants. Il existe dans les 29 pays de l'OCDE examinés, 275 zones métropolitaines, dont 77 dotées d'une population supérieure à 1.5 million de personnes.

Source : OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr.

Gros plan sur les indicateurs de résultats

Le cadre de mesure du bien-être propose de mettre l'accent sur les résultats plutôt que sur les intrants et les extrants. Identifier les résultats attendus a deux buts distincts. Premièrement, cela permet d'attirer l'attention des décideurs et des citoyens sur les composantes du bien-être qui sont censées être améliorées par la politique en question. Deuxièmement, cela permet d'améliorer la sensibilisation, d'accroître la responsabilisation et l'engagement des citoyens par rapport à l'évaluation des résultats des politiques visant à accroître le bien-être des populations.

Pour se concentrer sur les résultats il est nécessaire de sélectionner des indicateurs pouvant mesurer les résultats plutôt que les intrants et les extrants des interventions politiques. Les indicateurs de résultats reflètent la manière avec laquelle ces politiques changent la vie des individus. Ainsi, la proportion de jeunes qui ne sont ni en activité, ni en études ou formation, serait un indicateur préférable à un autre mesurant le nombre d'entreprises ayant des programmes de formation ciblant les jeunes. Les indicateurs de résultats choisis pour mesurer les dimensions du bien-être suivent certains critères déjà établis dans les cadres internationaux. En particulier, les critères de l'initiative « Vivre

mieux » de l'OCDE, qui comprend : *i)* la pertinence des politiques, *ii)* la validité apparente, c'est à dire la capacité de mesurer ce qui est prévu en se basant sur un grand ensemble de travaux et de pratiques, *iii)* l'accent mis sur les résultats sommaires, *iv)* la qualité des données sous-jacentes; et *v)* la comparabilité entre les régions et les pays (OCDE, 2011a ; voir l'encadré 3.7 du chapitre 3 pour un exposé des différents critères utilisés).

L'ensemble des indicateurs de résultats communs présentés dans le chapitre 2 est le meilleur reflet des résultats du bien-être dans les différentes dimensions actuellement disponible au niveau infranational. Cet ensemble est harmonisé avec les données au niveau national présentées dans l'initiative « Vivre mieux » de l'OCDE, lorsque cela est possible. Ces indicateurs évolueront en même temps que de nouvelles mesures plus précises de la vie des populations seront élaborées et mises à disposition à différents niveaux géographiques. Certains éléments de l'affinage à venir de ces mesures du bien-être régional sont abordés dans le chapitre 2.

Le cadre du bien-être régional de l'OCDE est destiné à être adapté à différents contextes régionaux. Les régions sont encouragées à identifier les indicateurs de résultats spécifiques à leurs priorités stratégiques, afin que leurs progrès puissent être suivis et pour articuler les actions qui auront un impact sur le résultat attendu (Barca et McCann, 2011).

La validité et la pertinence de la politique figurent parmi les critères de choix des indicateurs de résultats pour suivre l'amélioration de la vie des individus. Cependant, ces deux critères peuvent entrer en conflit l'un avec l'autre lorsqu'ils sont appliqués à une région ou à un pays qui utilise la mesure du bien-être dans l'élaboration de ses politiques publiques. En fait, la validité se réfère aux objectifs communément admis, par exemple « l'éradication de l'extrême pauvreté », avec une interprétation normative pouvant servir à sensibiliser sur les dimensions du bien-être mais qui n'indique rien sur la façon dont cet objectif peut être atteint. La pertinence des politiques, au contraire, devrait également refléter les conditions et actions nécessaires ainsi que les ressources et capacités disponibles dans un pays ou une région pour la réalisation des changements prévus (sur les implications d'un tel conflit dans les Objectifs du Millénaire pour le développement, voir Fukuda-Parr, 2013).

Une définition claire des objectifs des politiques est nécessaire pour déterminer le choix des indicateurs de résultats. Les résultats d'un essai pilote réalisé par la Commission européenne dans 23 programmes régionaux bénéficiant de fonds de la politique de cohésion de l'UE, soulignent la difficulté qu'ont les décideurs régionaux et nationaux à identifier clairement les résultats attendus et le choix des indicateurs de résultats appropriés pour leur suivi. Cet essai pilote montre que les objectifs sont souvent définis en termes très généraux et les indicateurs ajoutés sans un lien clair avec la stratégie. La Commission européenne a donc recommandé de mettre davantage l'accent sur l'exposition des grandes lignes de la logique de l'intervention publique, en décrivant les conditions sur le terrain et les actions nécessaires pour poursuivre les résultats escomptés (Commission européenne, 2013).

La nature multidimensionnelle du bien-être

La nature multidimensionnelle de la qualité de la vie est largement admise dans les travaux publiés sur le sujet et tous les travaux de l'OCDE sur le bien-être en tiennent compte (Stiglitz et al., 2009 ; OCDE, 2011a). L'initiative « Vivre mieux » de l'OCDE identifie 11 dimensions du bien-être qui sont également pertinentes pour le cadre au niveau régional. Toutefois, il n'existe pas au niveau infranational des mesures des relations sociales, de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et de la satisfaction à l'égard de la vie, qui puissent être comparables au niveau international. Le cadre de l'OCDE de mesure du bien-être régional comprend actuellement 9 des 11 dimensions pour une vie meilleure (tableau 2.1 du chapitre 2).

L'accessibilité aux services est une dimension du bien-être de nature assez fortement spatiale, qui a donc été ajoutée dans le cadre du bien-être régional de l'OCDE. Les habitants de différentes régions ont accès à différents ensembles de services; aussi bien des services de base qui garantissent un niveau de vie décent que des services plus avancés qui améliorent la qualité de vie. Ces habitants sont également soumis à des externalités. Cela affecte la façon avec laquelle les gens obtiennent ce qui leur est nécessaire pour satisfaire leurs besoins et désirs. Un meilleur accès aux transports et un vaste choix de modes de transport, par exemple, permettent aux gens de se rendre dans les lieux d'emploi et de loisirs, de réduire leurs temps de déplacement domicile-travail et il est évident qu'ils ont des effets sur le bien-être. De plus, la diminution des temps de déplacement domicile-travail peut avoir une incidence sur l'organisation spatiale des villes (population et production). Dans le cadre de mesure du bien-être, l'accessibilité aux services est définie d'après les dimensions physiques, économiques et institutionnelles, qui ont un impact sur l'accroissement des opportunités (voir le chapitre 2).

Les mesures permettant de suivre le bien-être peuvent soit s'appuyer exclusivement sur des données objectives, soit comprendre des évaluations subjectives des conditions de vie. Par exemple, un contrôle de sécurité peut mesurer à la fois le « taux d'individus qui déclarent avoir été agressés dans l'année précédente » que le « taux d'individus qui ne se sentent pas en sécurité la nuit dans les rues et craignent d'être agressés ». Au niveau national, l'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE comprend des mesures subjectives dans les dimensions de la santé et des relations sociales. Le bien-être subjectif est considéré comme une dimension distincte, mesurée par le biais de la satisfaction à l'égard de la vie. De même, l'initiative du Royaume-Uni sur la mesure du bien-être national, dirigée par le bureau des statistiques nationales (ONS), comprend des mesures subjectives dans de nombreuses dimensions, telles que « l'utilisation du temps » et la « gouvernance », tandis que deux dimensions, le « bien-être personnel » et « nos relations », ne sont évaluées que par des indicateurs subjectifs (ONS, 2014).

À ce stade, les mesures subjectives n'ont pas été inclues dans les indicateurs du bien-être régional de l'OCDE, en partie parce que les données ne sont pas disponibles; les enquêtes d'opinion étant rarement comparables en-dessous des valeurs nationales. Toutefois, certains pays ont élargi les enquêtes nationales en y intégrant des mesures objectives et subjectives afin de fournir des résultats au niveau infranational. Dans ces initiatives, une combinaison de mesures objectives et subjectives est plus fréquente dans les dimensions de la sécurité, de l'accès aux services, de l'engagement civique et de la gouvernance (encadré 1.6).

Certaines études ont intégré des informations objectives et subjectives au niveau local pour analyser l'impact de différents facteurs locaux sur la satisfaction à l'égard de la vie et sur les choix des individus. Par exemple, dans certaines villes du Danemark, d'Allemagne et des Pays-Bas, le *Hotspot Monitor* intègre les données de l'enquête sur l'appréciation subjective des équipements naturels et les données sur l'occupation des sols, afin de produire des mesures comparatives de la qualité de l'environnement. Les équipements naturels sont identifiés par les réponses de l'enquête (encadré 1.7). Une autre étude combine des informations subjectives avec des données sur les caractéristiques du logement et du voisinage, afin d'élaborer un indice de la qualité de la vie dans les villes d'Amérique latine. L'approche hédonique, qui utilise les prix du marché du logement, et l'approche « satisfaction à l'égard de la vie », qui traite le bien-être subjectif, sont utilisées pour estimer les prix implicites des équipements pour lesquels les individus sont prêts à arriver à un compromis (Lora et Powell, 2011).

Encadré 1.6. **Les enquêtes nationales intégrant des indicateurs objectifs et subjectifs au niveau infranational**

En 2011, l'Enquête mexicaine sur la victimisation et de la perception de la sécurité publique (ENVIPE) est entrée dans une nouvelle phase de mesure de la victimisation au Mexique, antérieurement menée par la *National Crime Survey* (ENSI-2005, 2009, 2010). Dans cette nouvelle enquête, l'Institut national de la statistique et de la géographie (*Instituto Nacional de Estadísticas y Geografía,* INEGI), fournit des informations sur la perception des citoyens quant à l'insécurité et des estimations sur les crimes au niveau national. Cette enquête vise à recueillir des informations représentatives au niveau national et au niveau des états (pour certaines variables), afin d'effectuer des estimations de la prévalence et de l'incidence de la criminalité affectant les ménages, les caractéristiques des crimes, les victimes et le contexte de la victimisation. Elle cherche également à obtenir des informations sur la perception de la sécurité publique et sur la performance et l'expérience des institutions en charge de la sécurité publique et de la justice. Enfin, l'enquête tente d'estimer l'incidence des crimes qui ne sont pas signalés à la police (connus sous le terme de « chiffre noir ») en croisant les chiffres sur les crimes dénoncés avec les réponses des individus concernant leurs expériences personnelles.

L'enquête polyvalente sur les ménages italiens : aspects de la vie quotidienne, qui est réalisée par l'Istat depuis 1993, collecte des informations sur diverses questions pour donner une image complète de la qualité de vie. L'enquête intègre aussi bien des indicateurs objectifs que l'appréciation des citoyens de la qualité des services publics, de l'emploi, de la santé, de l'engagement civique et politique, et de la confiance dans les institutions locales et nationales. De nombreux indicateurs sont également disponibles au niveau régional et les résultats sont inclus depuis 2013 dans la base de données sur le bien-être équitable et durable (*Benessere equo e soutenable*, BES), ainsi que dans diverses autres publications.

Lancée en 2003, l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), est la principale source de données sur les conditions socio-économiques des individus et des ménages dans les pays européens. Elle comprend des informations sur les revenus, la pauvreté, l'exclusion sociale et d'autres éléments qui affectent le bien-être individuel. Certaines variables fournissent des mesures « objectives » du bien-être, par exemple celles liés à l'état de santé ou aux conditions de logement des individus; d'autres visent à évaluer le niveau de vie en mesurant la capacité à assumer certaines dépenses, notamment les dépenses de santé et de logement; et enfin, un troisième groupe de variables se concentre sur le sentiment des participants à l'enquête concernant leurs conditions de vie, par exemple, s'ils ont des problèmes liés à la pollution ou à la violence criminelle dans la région où ils vivent. Une collecte des données, aussi bien transversales que longitudinales, est effectuée chaque année par les pays membres et transmises à Eurostat, et les informations sur les ménages et les individus sont consultables pour les deux composantes. Afin que les données soient disponibles aussi bien au niveau national qu'infranational, la région de résidence - NUTS 2 selon la classification de l'UE - est définie pour chaque ménage. La taille de l'échantillon doit être suffisamment importante pour chaque pays, afin de s'assurer qu'il soit représentatif au niveau national mais pas au niveau infranational. Cela implique en principe que toutes les variables sont disponibles pour l'ensemble des pays au niveau infranational, mais la représentativité des données peut varier d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre.

Source: INEGI (2013), « *Encuesta Nacional de Victimización y Percepción sobre Seguridad Pública (ENVIPE) 2013* », Instituto Nacional de Estadística y Geografía, Mexico, www.inegi.org.mx/est/contenidos/Proyectos/Encuestas/Hogares/regulares/envipe/envipe2013; Istat (2014), « *Aspetti della vita quotidiana: Informazioni sulla rilevazione* », Istituto nazionale di statistica, Rome, www.istat.it/it/archivio/91926; Eurostat (2013), « *Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)»*, Commission européenne, Bruxelles, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc.

De nombreuses mesures du bien-être régional ont également tendance à exclure les mesures subjectives car elles sont considérées comme difficiles à interpréter dans le cadre d'une politique d'orientation. Cependant, on estime également que les indicateurs subjectifs offrent des informations d'une utilité incomparable pour évaluer la réussite des politiques publiques et définir les objectifs d'action. Le retour d'expérience de la population sur plusieurs dimensions telles que l'utilité, la pertinence, la réussite ou la satisfaction par rapport à certaines politiques est crucial pour évaluer leur viabilité à venir et prévoir de futures politiques qui correspondent à ce que la population estime important (Veenhoven, 2002).

Encadré 1.7. **L'initiative *Monitor Hotspot* : mesurer la qualité de l'environnement grâce à des indicateurs subjectifs**

Hotspot Monitor (HSM) est un outil de sondage en ligne qui mesure l'appréciation des individus pour les zones naturelles. Il a été élaboré par une équipe de chercheurs coordonnés par l'Université de Groningen aux Pays-Bas et s'appuie sur l'outil Google Maps. La question centrale qui a été posée aux participants à l'enquête HSM est : quels lieux trouvez-vous très attrayant, de grande valeur ou important, et pourquoi ? La seule condition requise pour les territoires proposés dans cette enquête, était qu'ils soient verts et/ou qu'ils comprennent de l'eau ou de la nature. En se basant sur ces questions, l'enquête HSM mesure la perception de chaque participant quant à la valeur des espaces naturels de l'échelle locale (à 2 kilomètres du lieu de résidence du participant), à l'échelle régionale (à 20 kilomètres du lieu de résidence), à l'échelle nationale et l'échelle internationale. Pour chaque échelle, les participants à l'enquête sont invités à indiquer un espace naturel unique qu'ils perçoivent comme ayant une grande valeur.

Les résultats de l'enquête permettent, grâce à leurs coordonnées *xy*, de repérer les zones naturelles indiquées par les participants (aussi bien sur terre que sur l'eau), ainsi que les coordonnées approximatives de leur lieu de vie. Sur la base de ces marqueurs, des grappes d'équipements naturels sont identifiées. Une grappe est une zone naturelle dans laquelle les marqueurs HSM sont plus concentrés que prévu si celles-ci avaient été réparties uniformément dans l'espace. Des grappes d'équipements naturels ayant une pertinence nationale sont identifiées dans trois pays européens : le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas. Elles sont calculées par pays, en utilisant uniquement des marqueurs HSM nationaux situés dans le pays observé et cités par les participants de ce pays.

En faisant correspondre les données de l'enquête HSM avec les limites géographiques des villes de l'OCDE (zones urbaines fonctionnelles), il est possible de calculer des indicateurs de qualité de l'environnement perçue au niveau de la ville. En ce qui concerne les mesures qui sont basées sur des données d'utilisation naturelle des terres, l'enquête HSM permet l'identification d'indicateurs se basant sur les préférences des individus, sans tenir compte du bien-être constant par type de terrain. Par exemple, la proximité d'un point naturel important au niveau national (*distHSM*), calculée (inversement) en termes de distance euclidienne, est un indicateur significatif et direct se basant sur l'enquête HSM. Cette proximité tient compte également de la distribution spatiale réelle des personnes à travers l'ensemble du territoire urbain, en pondérant par le nombre de personnes vivant dans chaque cellule de 1 km² d'une grille de population.

En examinant la distance moyenne séparant les populations du plus proche équipement naturel (*distHSM*), il est possible, par exemple, de classer toutes les villes des trois pays selon leur niveau d'équipements naturels plus ou moins élevé. Les premières villes du classement sont présentées par pays dans le tableau ci-dessous.

Encadré 1.7. L'initiative *Monitor Hotspot* : mesurer la qualité de l'environnement grâce à des indicateurs subjectifs *(suite)*

Villes (zones urbaines fonctionnelles) possédant le plus d'équipements naturels

Allemagne	Danemark	Pays Bas
1. Solingen	1. Copenhague	1. Maastricht
2. Heidelberg	2. Aarhus	2. Katwijk
3. Constance	3. Aalborg	3. Ede

Note : ce classement est basé sur la distance moyenne séparant les populations du plus proche équipement naturel (*distHSM*).

Source : Sijtsma, F.J. et M.N. Daams (2014), « *How near are urban inhabitants to appreciate natural areas? An exploration of Hotspotmonitor based well-being indicators: Results for the Netherlands, Germany, and Denmark* », *URSI Research Report 348*, Université de Groningen, Pays-Bas.

Disparités des résultats du bien-être entre les régions

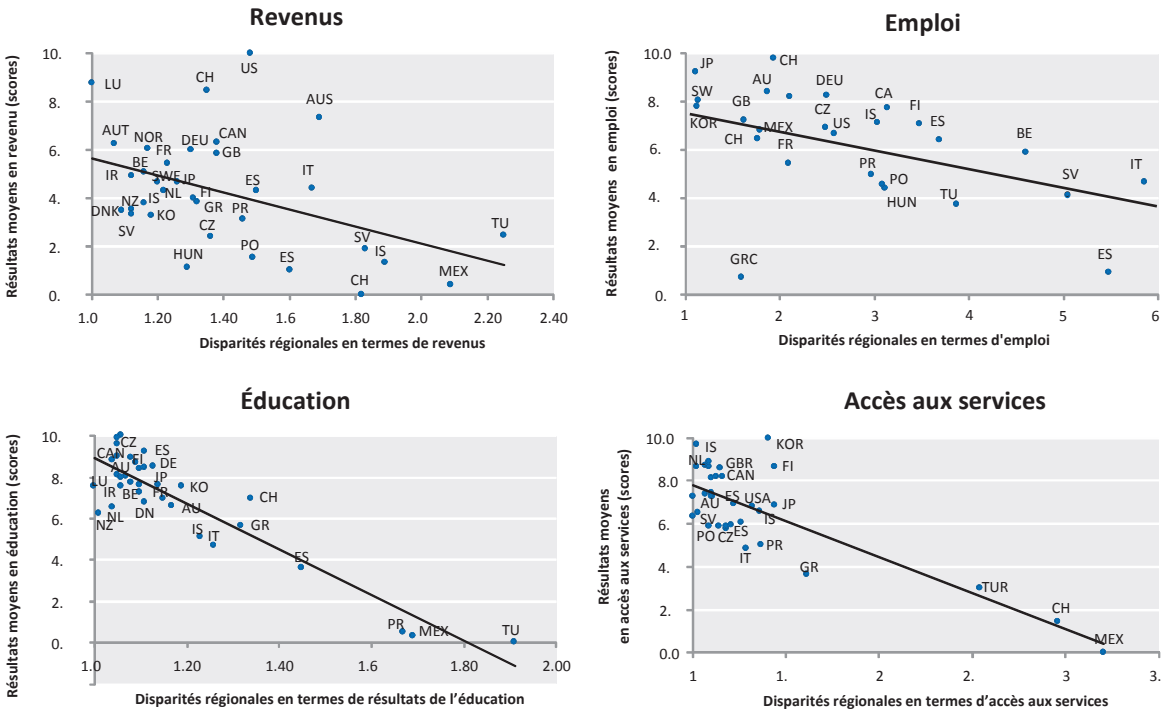
Mesurer les résultats du bien-être dans les pays permet d'évaluer les disparités régionales dans différentes dimensions et de déterminer si le niveau de bien-être d'un pays est équitablement distribué parmi les populations vivant dans différentes régions. La question des disparités régionales a été traitée par les gouvernements dans plusieurs pays à travers la redistribution budgétaire et des politiques visant à améliorer le bien-être dans les régions défavorisées. Ainsi, la politique de cohésion de l'Union européenne consacrera 352 milliards d'euros sur la période 2014 – 2020 pour permettre aux régions et aux villes de créer de la croissance et de l'emploi et de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale (Commission européenne, 2014). Les disparités régionales soulèvent des inquiétudes quant à leurs implications en matière d'aide sociale, en particulier en ce qui concerne les jeunes qui grandissent dans un environnement défavorisé. Du point de vue dynamique, la pauvreté et le chômage dans les régions pourraient affecter les mécanismes de transfert entre les générations (Stewart, 2002). Il existe des éléments chiffrés, par exemple, qui indiquent que l'apprentissage des adultes, une fois les caractéristiques individuelles et familiales prises en compte, est associé au revenu, à l'emploi et à la sécurité (Burgess et al., 2006).

Les pays de l'OCDE ont différents niveaux de disparités régionales, selon la dimension du bien-être et la manière dont ces disparités sont mesurées[1]. Le graphique 1.3 présente les disparités régionales et les moyennes nationales des résultats du bien-être dans quatre dimensions du bien-être, où les disparités sont mesurées selon le rapport entre les valeurs des 20 % des régions de la tranche supérieure et les 20 % des régions de la tranche inférieure. Les dimensions du bien-être et les indicateurs sélectionnés sont le revenu (revenu disponible par habitant), l'emploi (taux d'emploi), l'éducation (proportion d'individus ayant suivi au moins l'enseignement secondaire) et l'accès aux services (proportion des ménages ayant une connexion internet à haut débit). Pour l'ensemble de ces quatre dimensions, les pays ayant des disparités régionales plus importantes sont ceux qui enregistrent des niveaux de bien-être général inférieurs au niveau national, et une relation similaire est également notée pour les autres dimensions du bien-être, à l'exception de la pollution de l'air. Parmi les quatre dimensions du bien-être prises en compte dans le graphique 1.2, le revenu reste la dimension pour laquelle la relation négative entre les différences régionales et le niveau de bien-être national est la plus faible.[2]

Les modèles indiquent que d'importantes disparités régionales pourraient être associées à moins d'opportunités pour les personnes vivant dans les régions les plus défavorisées, et plus particulièrement pour les dimensions liées à la fourniture de services. La conclusion que l'on peut tirer du graphique 1.3 est qu'il peut être intéressant d'analyser les conséquences des disparités régionales sur le bien-être national (à long terme). Une analyse plus poussée est donc nécessaire à cet égard.

L'augmentation ou la réduction dans le temps des disparités régionales en matière de résultats du bien-être varie considérablement selon les pays de l'OCDE et selon les différentes dimensions. En prenant la moyenne de la zone OCDE, sur la période 2000 - 2013, l'écart s'est élargi entre les régions ayant enregistré les meilleurs résultats de bien-être et celles ayant enregistré les moins bons résultats en termes de revenu des ménages, de taux de participation aux élections et de taux d'homicides. En revanche, cet écart s'est réduit concernant l'éducation de la main d'œuvre, les taux de l'emploi et du chômage, l'espérance de vie, le taux de mortalité, la qualité de l'air et l'accès à internet en haut débit (graphique 1.4)[3]. Une diminution de cet écart peut être attribuée à différentes dimensions du bien-être dans les régions aux résultats les plus élevés et dans les régions aux résultats les plus faibles. Alors qu'en termes d'éducation, de santé, d'environnement, d'accès à internet en haut débit et d'emploi, la réduction de cet écart régional s'est faite grâce à la remontée des régions aux résultats les plus faibles (profil A, graphique 1.4), en termes de chômage, la réduction de cet écart s'explique par l'augmentation plus rapide dans les régions qui, auparavant, possédaient les taux de chômage les plus faibles (profil B, graphique 1.4).

Graphique 1.3. **Disparités régionales et niveaux de bien-être des dans les pays de l'OCDE, 2013**



Note : Les scores des disparités sont calculés en divisant les scores des 20 % des régions aux résultats les plus élevés par les scores des 20 % des régions aux résultats les plus faibles. Les scores moyens des dimensions du bien-être sont calculés comme la moyenne du score d'un pays dans une dimension spécifique. Les scores vont de 1 à 10, avec les valeurs les plus élevées indiquant respectivement les disparités et les résultats du bien-être national les plus élevés.

Source : calculs des auteurs réalisés à partir des données de la *base de données de l'OCDE sur le bien-être*, 2014, http://dx.doi.org10.1787/region-data-fr.

Le graphique 1.4 montre également l'évolution des disparités régionales par profil de pays. Ainsi, dans le cas du revenu des ménages, les disparités régionales ont diminué dans 16 pays et augmenté dans 13 d'entre eux. Dans 12 des 13 pays où les disparités ont augmenté, cela était dû à un taux de croissance plus faible dans les régions à faible revenu, signalant que dans ces pays, la difficulté à améliorer les conditions de vie dans les régions à faible revenu n'a pas été compensée par une amélioration plus rapide des conditions de vie dans les régions à revenu élevé.

Graphique 1.4. **Évolution de la disparité régionale, moyenne de l'OCDE et nombre de pays**

Évolution du rapport entre les 20 % des régions ayant enregistré les résultats les plus élevés et 20 % des régions ayant enregistré les résultats les plus faibles, 2000 - 2013 (ou année la plus récente)

: Profil de la moyenne OCDE

xx : xx nombre de pays par profil

	L'écart inter-régional s'est réduit en raison:			L'écart inter-régional a augmenté en raison:			Nombre total de pays (profils A à F)
	… de meilleures performances des régions défavorisées	…d'une dégradation de la situation des régions les plus favorisées	…de l'amélioration des régions défavorisées et dégradation des régions les plus favorisées	…d'une dégradation plus forte des régions les plus défavorisées	… de moins bonnes performances des régions défavorisées	…de l'amélioration des régions favorisées et dégradation des régions les plus défavorisées	
	A	B	C	D	E	F	
Indicateurs positifs (une augmentation de l'indicateur signifie plus de bien-être)							
Force de travail avec au moins l'éducation secondaire	25			1	5		31
Taux d'emploi	12	3	2	6	6	4	33
Revenu disponible des ménages par habitant	14	1	1		12	1	29
Espérance de vie	12				18		30
Ménages ayant un accès internet à haut débit	28				3		31
Taux de participation aux élections	8	6	1	11	5	1	32
Indicateurs négatifs (une augmentation de l'indicateur signifie un moindre bien-être)							
Taux de chômage	11	11	3	4	2	2	33
Taux d'homicides	8	1	6	1	12	1	29
Taux de mortalité	13	1	1	1	17		33
Pollution de l'air (PM2.5)	12	2	7	2	10		33

Note : Le Luxembourg n'est pas inclus. En raison de l'absence de chiffres pour certaines périodes, certains pays ont été exclus : le Chili et le Danemark (éducation de la main d'œuvre), l'Estonie, le Mexique, la Suisse et la Turquie (revenu des ménages), l'Islande, le Mexique et la Turquie (espérance de vie), la Corée et la Turquie (accès à internet à haut débit), Israël (taux de participation aux élections), la Finlande, l'Allemagne, l'Islande et la Corée (le taux d'homicides).

Source : calculs des auteurs réalisés à partir des données de la *base de données de l'OCDE sur le bien-être*, 2014, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Le rôle de la citoyenneté, de la gouvernance et des institutions dans le bien-être

Dans la mesure où une grande partie des politiques publiques qui touchent le plus directement la vie quotidienne des individus sont mises en œuvre à l'échelon local, une analyse du contexte en termes de citoyenneté, de gouvernance et d'institutions dans le territoire où vivent les populations, peut apporter des indications précieuses pour l'élaborartion de ces politiques. Des travaux récents se sont intéressés à l'effet de la décentralisation budgétaire et politique dans les pays européens sur la satisfaction à l'égard de la vie et ont étudié l'impact de la décentralisation sur la perception des institutions, en général, et sur la satisfaction à l'égard de la démocratie, des pouvoirs publics et de la situation économique en particulier (Diaz-Serrano et Rodríguez-Pose, 2012). Les résultats montrent que, globalement, la décentralisation influe favorablement sur la satisfaction des individus à l'égard des institutions politiques. Plus encore, ils

indiquent qu'il existe une corrélation positive entre la satisfaction des citoyens et la confiance dans la capacité des institutions à mettre en œuvre efficacement les politiques.

La confiance dans les institutions publiques a un impact positif sur le bien-être, indépendamment des autres facteurs qui sont en corrélation avec la confiance, comme l'éducation ou le revenu (Hudson, 2006). Si les institutions publiques agissent de manière à réduire la confiance, cela a un impact direct sur le bien-être subjectif. Ces agissements peuvent aller de la faible capacité à l'inefficacité dans la prestation de services publics, de l'incapacité à remédier aux défaillances du marché (comme la santé préventive ou l'environnement), la faible fiabilité des lois, le manque d'intégrité (la corruption ou l'absence de la protection de l'intérêt public) et d'équité. Les citoyens sont tenus au courant des actions entreprises par leurs gouvernements à haut niveau grâce aux médias, mais ils interagissent rarement avec ces sphères du gouvernement et ont un contact plus direct avec les autorités et les services publics locaux. La confiance dans le gouvernement local a tendance à être plus élevée que celle accordée aux gouvernements nationaux, mais certaines expériences de corruption au sein des autorités et services locaux peuvent saper la confiance, ce qui affecte le comportement et le bien-être des populations (Tavits, 2008). De récents éléments de preuve faisant état de grandes différences entre les régions de l'UE en matière de perception de qualité des services publics, d'impartialité et d'expérience personnelle de la corruption des gouvernements locaux, pourrait aider à expliquer les différences de niveaux de bien-être entre les régions de l'UE (Charron et al., 2014A). Bien que des mesures de la confiance dans les institutions publiques comparables à l'échelle internationale ne soient pas encore disponibles au niveau régional, le nouvel indice *European Quality of Government* peut représenter une base pour de futures évolutions. L'indice est basé sur une enquête menée auprès de 85 000 citoyens dans 206 régions de 24 pays européens. Il mesure les expériences et les perceptions des citoyens vis-à-vis des services publics tels que la santé, l'éducation et l'application de la loi, qui ont tendance à être régis au niveau local ou régional. L'indice est fortement corrélé avec les niveaux infranationaux de développement socio-économique et les niveaux de confiance sociale (Charron et al., 2014b).

La définition d'indicateurs du bien-être contribue à améliorer la façon dont les démocraties fonctionnent, en offrant un plus large aperçu des principaux moteurs du progrès collectif. La démocratie est à la fois un résultat (de vivre mieux) et un processus (de décider le genre de vie que l'on veut avoir). Le développement de mesures du bien-être doit donc être un processus ouvert et démocratique, avec une implication des citoyens, plutôt qu'une procédure technocratique. Un grand nombre d'expériences infranationales de l'utilisation des mesures du bien-être montre l'existence d'une tension entre le choix de dimensions du bien-être politiquement pertinentes et l'identification d'un ensemble d'indicateurs « normatifs ». L'engagement des citoyens, grâce à la consultation publique, au suivi des résultats par les citoyens et à la contribution active dans les choix politiques, est une étape importante pour surmonter cette tension et pour la construction d'une stratégie cohérente de développement régional.

Une grande partie de l'information nécessaire pour concevoir une stratégie du bien-être et mettre en œuvre des politiques de manière efficace doit être trouvée localement. Toutefois, en partageant des informations sur les indicateurs et les techniques d'évaluation appropriées afin de déterminer si les actions politiques ont un impact sur le bien-être de la population, les institutions internationales et nationales, y compris les

bureaux de statistiques, peuvent aider à renforcer les capacités locales pour l'élaboration de mesures du bien-être. Par exemple, le *US Partnership for Sustainable Communities* (PSC) a développé, avec l'Université de Pennsylvanie, une plate-forme de connaissances où les régions et les villes peuvent choisir les indicateurs pour comparer leurs performances dans les différentes dimensions de la durabilité avec celle des autres comtés et celles de leur état avec la moyenne nationale. De même, le projet *Well-Being and Resilience Measure* (WARM) au Royaume-Uni utilise les données existantes sur les localités afin de fournir une base de référence pour les régions qui souhaitent opter pour les mesures du bien-être pour établir leurs priorités en matière de politiques publiques (voir encadré 3.1 du chapitre 3).

Créer des synergies entre les dimensions du bien-être

Bien qu'il soit généralement admis que le bien-être est multidimensionnel, peu de travaux de recherche ont été menés sur les synergies possibles entre ses différentes dimensions. Plus spécifiquement, on estime habituellement que le bien-être augmente avec les évolutions positives d'une ou plusieurs de ses dimensions. En d'autres termes, on considère que le bien-être présente un certain degré de *substituabilité* entre ses dimensions (un faible revenu, par exemple, pourrait être compensé par de bons niveaux dans d'autres dimensions). Cette hypothèse se vérifie lorsque le bien-être est regroupé en une seule valeur par un indice composite. Sinon, on pourrait avancer que toutes les dimensions du bien-être sont interdépendantes. Si une dimension du bien-être est très faible par rapport à d'autres, elle tire le bien-être général vers le bas. Par exemple, le bien-être d'individus au revenu très élevé mais avec une mauvaise santé ne s'améliorerait probablement pas à mesures égales avec une augmentation de revenu comparé à une amélioration de leur santé. Dans ce cas, les dimensions du bien-être pourraient être considérées davantage comme des compléments que comme des substituts.

« Avoir plus d'un facteur augmente le rendement marginal d'avoir plus de l'autre » (Amir, 2003), serait une bonne définition des complémentarités. En d'autres termes, l'effet de chaque dimension sur le bien-être est renforcé par la présence de toute autre dimension. Si le bien-être est complémentaire grâce à ses dimensions, à toutes choses égales par ailleurs, un individu préférerait une distribution plus équilibrée des niveaux de bien-être dans ses différentes dimensions.

Que les composantes du bien-être soient complémentaires plutôt que substituables est une question empirique. À cette fin, une analyse a été effectuée au niveau national dans 22 pays européens pour tester la présence de complémentarités entre les dimensions du bien-être (Brezzi et al., 2014) [4]. Les résultats montrent que les pays ayant une distribution plus équilibrée des différentes dimensions du bien-être présentent une meilleure satisfaction globale à l'égard de la vie (encadré 1.8).

Encadré 1.8. **Les dimensions du bien-être sont-elles complémentaires ? Une analyse empirique**

Grâce à l'application de la théorie sur la complémentarité des politiques (Braga de Macedo et Oliveira Martins, 2008), une analyse empirique a été effectuée pour vérifier si le bien-être des individus diminue à mesure que la dispersion entre les dimensions du bien-être augmente. Si tel est le cas, les individus préfèrent donc une distribution plus équilibrée entre les différentes dimensions, ce qui indique que les dimensions du bien-être sont complémentaires. Le modèle économétrique utilise un panel de données de 22 pays de l'enquête Eurobaromètre sur l'opinion publique s'étalant sur une période de 20 ans. L'identification du bien-être d'un individu est approximativement estimée grâce aux réponses à la question sur la satisfaction à l'égard de la vie (bien-être subjectif). Pour chaque pays, un indice composite du bien-être est calculé en regroupant trois dimensions du bien-être à poids égal. Ensuite, l'écart type est calculé pour identifier la dispersion entre les trois dimensions. Deux spécifications ont été appliquées pour l'indice composite : le revenu, le chômage et les émissions de CO_2 par habitant d'une part, et le revenu, l'espérance de vie et les émissions de CO_2 par habitant d'autre part. Les résultats de la régression, dans les deux spécifications du modèle montrent que le bien-être moyen (estimé par l'indice composite) est très significatif et positivement lié à la satisfaction à l'égard de la vie, ce qui indique que l'indice composite donne une approximation du bien-être général tel que mesuré par la satisfaction à l'égard de la vie.

En outre, la dispersion dans les dimensions du bien-être est négativement et significativement corrélée avec la satisfaction à l'égard de la vie, ce qui indique que les pays ayant une distribution plus équilibrée du bien-être dans les trois dimensions, présentent une satisfaction plus élevée à l'égard de la vie à même niveau moyen de bien-être. Dans ce cas, les dimensions du bien-être sont complémentaires, ce qui signifie que l'effet de chaque dimension sur le bien-être des individus est renforcé par la présence d'une autre dimension.

Il n'existe actuellement pas de mesures de la satisfaction à l'égard de la vie au niveau régional qui soient comparables au niveau international. Cela signifie que l'analyse empirique ne peut être reproduite au niveau régional pour tester la présence de complémentarités entre les dimensions du bien-être dans les régions de l'OCDE. Cependant, pour illustrer l'impact potentiel des complémentarités sur le niveau du bien-être dans une région, un indice composite du bien-être a été calculé. Il a ensuite été ajusté en fonction du degré de dispersion entre les dimensions (en utilisant les valeurs des coefficients calculés au niveau national). En d'autres termes, pour un niveau donné de l'indice composite du bien-être, une structure plus équilibrée entre les différentes composantes (faible dispersion) augmente l'indice ajusté du bien-être et l'inverse est vrai pour une plus forte dispersion des composantes du bien-être.

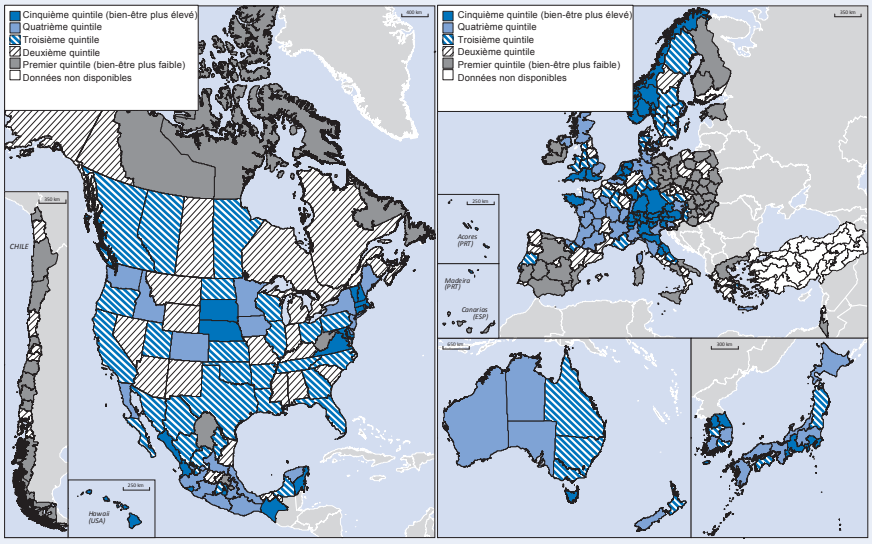
Les résultats montrent que la répartition spatiale du bien-être change assez distinctement en fonction de l'utilisation d'un indice composite ajusté ou non ajusté, bien que les deux mesures soient corrélées. En particulier, lorsque l'on tient compte des disparités intrarégionales, le classement relatif des régions en Allemagne, au nord de l'Italie au Japon, et en Nouvelle Zélande, s'améliore, alors qu'il décroît dans la plupart des états du Chili, du Mexique et des Etats-Unis

En outre, l'indice composite ajusté introduit une différenciation parmi les grappes géographiques des régions ayant de faibles niveaux de bien-être en Pologne, mais crée une uniformisation de ces grappes géographiques de niveau de bien-être élevé aux États-Unis (voir la carte).

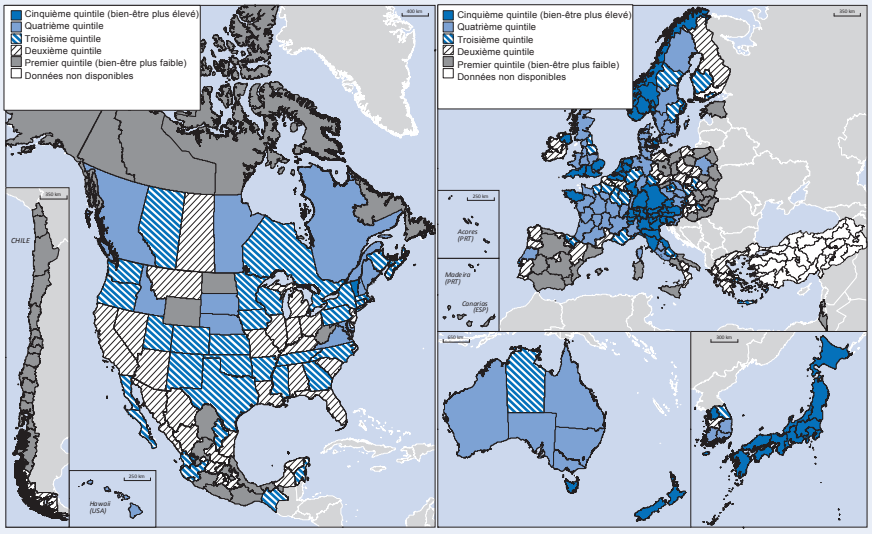
Encadré 1.8. **Les dimensions du bien-être sont-elles complémentaires ? Une analyse empirique** (*suite*)

Classement relatif du bien-être dans les régions de l'OCDE

A. Bien-être régional : Indice composite non ajusté des revenus, du chômage et de l'environnement



B. Bien-être régional : Indice composite ajusté pour la dispersion entre des composantes du bien-être



Note : L'indice composite est la moyenne de valeurs égales de revenu disponible par habitant, de taux de chômage et des émissions de CO par habitant. L'indice composite ajusté est déterminé en soustrayant l'écart-type des trois indicateurs de l'indice composite.

Source : frontières administratives Bureaux nationaux des statistiques et FAO Global ; Brezzi, M., J. Oliveira Martins et P. Prenzel (2014), « In search of a good life balance: Complementarities across regional well-being dimensions », *OECD Regional Development Working Papers*, éditions OCDE, Paris, à paraître.

La notion de complémentarité entre les dimensions du bien-être doit être reflétée dans la conception des politiques publiques. En particulier, si les dimensions du bien-être sont complémentaires, il serait souhaitable de mettre en œuvre des politiques de manière à ce que la situation entre les dimensions soit équilibrée plutôt que déséquilibrée. La complémentarité dans le bien-être indique que, plutôt que de se concentrer sur une dimension à la fois, les politiques publiques devraient traiter les différentes dimensions simultanément, exploiter les retours positifs de la mise en oeuvre d'une réforme alors que d'autres réformes sont déjà en place (Braga de Macedo et Oliveira Martins, 2008 ; Coricelli et Maurel, 2011).

Les travaux scientifiques publiés, tout comme de récents travaux de l'OCDE, montrent dans quelle mesure les facteurs qui expliquent des inégalités plus grandes pèsent de manière disproportionnée sur des groupes particuliers et ont tendance, lorsqu'ils se cumulent, à empêcher ces groupes d'améliorer leurs conditions de vie (OCDE, 2014). Répondre à leurs besoins exige une stratégie multidimensionnelle, capable de s'attaquer à différentes sources de handicap de manière cohérente. Par exemple, l'intégration réussie des immigrés peut nécessiter non seulement une formation en langues et l'accès aux programmes du marché du travail existants, mais également des politiques de lutte contre la discrimination, la mise à disposition de mentors et le développement de réseaux et de liens entre les migrants et avec les travailleurs autochtones. De même que, pour réduire les taux de décrochage scolaire, il peut être nécessaire de s'attaquer non seulement à la qualité des établissements scolaires mais également à des problèmes aussi divers qu'une infrastructure de transports inadaptée, le manque d'information sur les possibilités offertes par le marché du travail, la criminalité ou des logements inadaptés, et de comprendre si ces déterminants varient entre les régions rurales et urbaines. L'identification des articulations et la promotion des synergies entre les différents objectifs des politiques par le biais d'approches axées sur le territoire, peuvent améliorer l'efficacité de l'intervention politique.

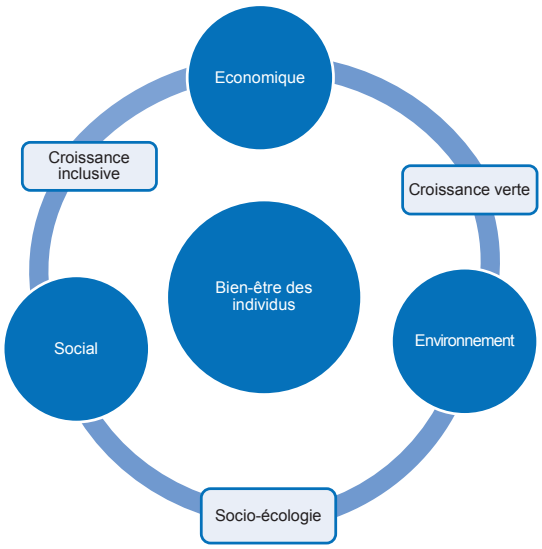
Un programme politique directement axé sur les objectifs du bien-être peut soutenir la coordination entre les différentes politiques sectorielles et niveaux de gouvernement grâce à une concentration plus directe sur la qualité de vie des individus, plutôt que sur les résultats des politiques publiques. Dans de nombreux cas, ces réponses politiques intégrées peuvent nécessiter le renforcement des capacités des gouvernements infranationaux à planifier et à fournir des services de base et à utiliser efficacement les ressources des investissements.

En outre, la proximité entre les citoyens et les décideurs politiques au niveau régional et local peut aider à faire la lumière sur la manière avec laquelle une dimension contribuant au bien-être des individus peut en influencer une autre. Mesurer ces interactions entre les différentes dimensions du bien-être est la première étape vers l'élaboration de politiques plus cohérentes pouvant créer des synergies potentielles entre les secteurs et éviter une approche « en silo ».

A titre d'illustration, le graphique 1.5 résume les différentes dimensions du bien-être dans le cadre des objectifs économiques, sociaux et environnementaux, et montre comment les politiques pourraient poursuivre l'intégration pour l'ensemble des secteurs. Les politiques de croissance inclusives, par exemple, visent à améliorer les conditions de vie et à partager les avantages de façon plus équitable entre les groupes sociaux, en évitant les arbitrages entre l'amélioration des objectifs économiques et une dégradation de la cohésion sociale. Des politiques actives du marché du travail peuvent permettre de mieux adapter les compétences aux emplois, aider à la diminution du taux de chômage et apporter une contribution importante à l'inclusion sociale. Ces politiques sont plus efficaces quand elles sont conçues au niveau régional ou local, car l'information sur les conditions locales est essentielle à la réussite. De même que, les politiques de croissance verte, afin d'éviter les arbitrages entre l'efficacité économique et la consommation de ressources naturelles non

durables, sont bien comprises à l'échelle régionale et urbaine. L'intégration des politiques d'occupation des sols, des transports et de l'infrastructure des entreprises, a, dans les faits, prouvé sa contribution à des résultats plus verts grâce à un recours accru aux transports en commun, qui permet de réduire les temps de déplacement et les embouteillages. Ces politiques intégrées peuvent également poursuivre des objectifs d'équité en améliorant l'accès au marché du travail dans les zones défavorisées d'une région métropolitaine. Enfin, les objectifs d'équité et de durabilité environnementale peuvent être poursuivis grâce à des politiques socio-écologiques qui pourraient être complétées par des instruments qui permettent de répondre aux besoins des individus et des territoires. L'expérience montre que la répartition des inconvénients sociaux et environnementaux est souvent liée aux caractéristiques des territoires (Laurent et Le Cacheux, 2012).

Graphique 1.5. **Créer des synergies entre les objectifs politiques**



Une première tentative d'analyse pour évaluer les complémentarités régionales des dimensions du bien-être consisterait à élaborer un ensemble d'indicateurs transdimensionnels en parallèle à des indicateurs unidimensionnels. Par exemple, les indicateurs transdimensionnels pourraient inclure la part des ménages dans une région ou une municipalité qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu à la consommation énergétique, la part des ménages dont la résidence est non accessibles par les transports publics, les problèmes de santé dus à la pollution de l'air, ou les résultats de l'éducation selon le milieu socio-économique des ménages. Une liste d'indicateurs transdimensionnels pour les régions de l'OCDE est proposée dans le chapitre 2.

Dynamiques du bien-être et résilience des régions

Le cadre de l'OCDE pour mesurer le bien-être régional évalue non seulement le bien-être dans son état actuel, mais également sa durabilité : savoir si le bien-être peut durer dans le temps et de quelle façon les différentes dimensions du bien-être évoluent dans les régions. Il existe trois principales approches pour aborder la durabilité du bien-être : l'approche du capital, l'approche à trois piliers et l'approche écologique (encadré 1.9). Bien que les deux dernières approches sont souvent considérées comme plus difficiles à appliquer que l'approche du capital, celles-ci peuvent être utiles pour les régions qui souhaitent évaluer le bien-être dans le temps. L'approche à trois piliers permet d'examiner les complémentarités entre les différentes dimensions du bien-être dans le temps, et l'approche écologique est une façon de mesurer la résilience des régions.

Encadré 1.9. **Durabilité du bien-être : trois approches principales**

Le débat sur la durabilité s'intéresse principalement à la manière dont le niveau actuel du bien-être peut être ressenti dans un avenir proche. L'idée de développement durable a été définie de façon assez large par la commission Brundtland comme étant le fait de veiller à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (ONU, 1987).

Cette définition ne précisait volontairement pas le type de besoins auxquels il est important de veiller à l'avenir et ne fournissait pas d'indication claire sur la manière de mesurer le développement durable. En conséquence, différentes approches se sont efforcées de rendre le concept opérationnel, en accentuant dans certains cas les différences de point de vue. Cependant, trois approches sont apparues comme étant plus pertinentes (ONU, 2009 ; Bleys, 2012) : l'approche du capital, l'approche à trois piliers et l'approche écologique.

L'approche du capital s'est appuyée sur les travaux de réflexion d'économistes dans ce domaine et s'est d'abord cantonnée à la compréhension du développement économique, mais a ensuite été étendue au développement durable (ONU, 2008). Cette approche distingue quatre types de capital : économique (financier et actifs réels), naturel (ressources non renouvelables et ressources renouvelables), humain (mise à disposition de compétences et de connaissances) et social (liens, relations et réseaux entre individus et institutions (Putnam, 2000, par exemple)) et examine comment les différents types de capital sont transmis aux générations futures (Stiglitz et al., 2009; OCDE, 2011a). La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, l'OCDE et le Groupe de travail d'Eurostat sur les statistiques du développement durable, ont élaboré une série d'indicateurs axés sur le capital pour mesurer le développement durable qui peut être utile pour assurer la durabilité du bien-être (ONU, 2009).

Dans l'approche à trois piliers, le développement durable résulte de l'harmonisation entre les trois principaux impératifs que sont l'économie, l'environnement et la société (Robinson et Tinker, 1998). Chaque impératif est crucial et impérieux en soi et relié aux autres. Par conséquent, dans cette optique, traiter l'un des trois piliers indépendamment, sans tenir compte de leurs effets interactifs, peut se traduire par des politiques inadaptées, ou peut amoindrir les politiques initiales et accroître, par exemple, les disparités sociales, ce qui risque, en fin de compte, d'entraîner une diminution du bien-être. Cette approche exige un modèle capable d'englober toutes les interactions possibles entre les trois piliers (Bleys, 2012). Néanmoins, un ensemble d'indicateurs permettant d'étudier les interactions entre les objectifs politiques pourrait être mis au point.

L'approche écologique fait référence à la capacité dynamique des écosystèmes à réagir en s'adaptant aux perturbations et aux changements, c'est-à-dire leur résilience. Deux principales catégories de mesures sont proposées dans le contexte de cette approche : des mesures des pressions exercées sur les écosystèmes par les activités humaines et des mesures des réactions des écosystèmes aux pressions extérieures. La principale contrainte de cette approche est qu'elle n'intègre pas les dimensions sociales et économiques car elle met davantage l'accent sur les écosystèmes. Une proposition visant à intégrer ces deux dimensions dans le cadre de la résilience territoriale est faite dans le tableau 1.2.

Mettre l'accent sur la résilience territoriale permet d'évaluer la durabilité du bien-être dans les régions, car celle-ci est façonnée par l'interaction entre les caractéristiques des individus et celles du territoire. Le concept de résilience, défini à l'origine en physique et en psychologie, a été successivement appliqué aux sciences environnementales et aux systèmes socio-écologiques (Perrings, 1998; Adger, 2006; Folke 2006), à l'économie (Duval et Vogel, 2008) et aux régions touchées par des catastrophes naturelles (PNUE, 2007; OCDE, 2013d). La résilience territoriale peut être définie comme la capacité des territoires ou des communautés à absorber les effets des chocs et à en tirer les bons enseignements pour aller de l'avant.

Tableau 1.2. **Résilience des régions de l'OCDE en matière d'emploi entre 2008 et 2013**

Pays	% des régions ayant vécu une perte d'emplois entre 2008 et 2010	% des régions résilientes (régions ayant enregistré une perte d'emplois entre 2008 et 2010 et un taux d'emploi en 2013 supérieur à celui de 2008)	Taux d'emploi moyen dans les régions résilientes (2013)	Taux d'emploi moyen dans les régions non résilientes (2013)	Taux d'emploi moyen dans les régions n'ayant pas enregistré de perte d'emplois entre 2008 et 2010 (2013)
République tchèque	100.0	77.8	68.8	68.1	..
Suède	100.0	77.8	76.6	76.1	..
Islande	100.0	33.3	81.8	81.9	..
Finlande	100.0	16.7	65.9	72.7	..
Royaume-Uni	100.0	15.4	71.7	70.3	..
Belgique	100.0	0.0	..	59.5	..
Danemark	100.0	0.0	..	73.9	..
Estonie	100.0	0.0	..	71.0	..
Grèce	100.0	0.0	..	50.1	..
Irlande	100.0	0.0	..	61.7	..
Pays Bas	100.0	0.0	..	75.3	..
Norvège	100.0	0.0	..	77.8	..
République slovaque	100.0	0.0	..	61.5	..
Slovénie	100.0	0.0	..	64.4	..
Espagne	100.0	0.0	..	52.6	..
États-Unis	98.1	7.8	76.7	69.3	78.6
Italie	95.5	19.1	65.9	55.9	73.8
Canada	92.9	30.8	71.1	73.9	..
Corée	87.5	100.0	70.1	..	70.6
Portugal	85.7	0.0	..	..	..
Japon	81.8	100.0	80.7	..	79.1
Hongrie	75.0	100.0	57.7	..	55.9
Suisse	75.0	66.7	83.6	79.9	79.6
Pologne	70.6	8.3	58.0	55.8	55.7
Nouvelle-Zélande	66.7	100.0	75.3	..	86.7
Australie	66.7	33.3	74.0	75.2	74.0
Autriche	60.0	66.7	74.1	72.3	73.3
France	56.5	15.4	61.4	63.2	59.8
Mexique	30.3	20.0	66.5	64.4	64.3
Turquie	25.9	71.4	54.5	53.7	49.2
Israël	14.3	100.0	61.0	..	70.7
Chili	12.5	100.0	67.4	..	64.8
Allemagne	11.8	100.0	74.5	..	73.7

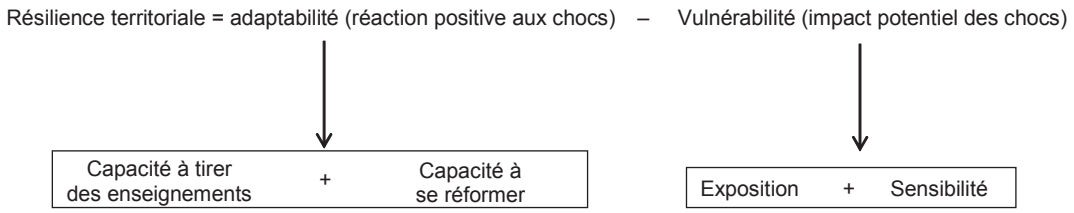
Note : (..) : Chiffres non diponibles. Les pays sont classés en fonction de la proportion de régions qui ont enregistré une baisse de l'emploi entre 2008 et 2010, les régions résilientes sont définies comme les régions ayant enregistré une perte nette de l'emploi entre 2008 et 2010 et dont le taux d'emploi en 2013 était supérieur ou égal à celui de 2008. Les régions non résilientes sont définies comme les régions ayant enregistré une perte d'emplois entre 2008 et 2010 et dont le taux d'emploi en 2013 était inférieur au taux d'emploi en 2008. La période prise en compte pour le Royaume-Uni est 2008-2012, en raison d'un manque de données sur la population régionale en 2013 et les données du Portugal à partir de 2011 ne sont pas comparables à celles des années précédentes en raison d'une rupture dans les séries chronologiques. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : Recherches effectuées par l'auteur et basées sur la base de données statistiques régionales de l'OCDE (2013), http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

La récession économique qui a débuté en 2008 a été un test de résilience pour les régions. Ainsi, la capacité de faire face à la perte d'emplois diffère significativement, non seulement entre les pays mais également au sein de chaque pays. En République tchèque et en Suède, les taux d'emploi d'environ 80 % des régions étaient remontés au moins à leur niveau d'avant-crise en 2013. En Finlande et au Royaume-Uni, cependant, le pourcentage des régions ayant retrouvé le niveau de l'emploi qu'elles avaient en 2008 n'est que de 20 %. Dans dix pays européens, dont la Grèce, la Slovénie et l'Espagne, aucune région n'a encore atteint le taux d'emploi d'avant la crise. D'autre part, en Hongrie, au Japon, en Corée et en Nouvelle-Zélande, toutes les régions qui ont connu une perte d'emplois entre 2008 et 2010, avaient remonté la pente en 2013. Le même phénomène s'est produit au Chili, en Allemagne et en Israël, bien que l'exposition au choc (comme exprimé dans le nombre de régions ayant enregistré une perte d'emplois entre 2008 et 2010), était moindre que dans les autres pays de l'OCDE (tableau 1.2).

L'exemple ci-dessus montre que la résilience d'une région se réfère à la capacité d'adaptation d'un territoire. Cela comprend la capacité de ses individus et de ses entreprises à faire face aux bouleversements et la capacité de ses institutions à s'adapter et à se réformer. Dans le même temps, la résilience d'une région est diminuée par sa vulnérabilité, c'est-à-dire, l'impact potentiel du choc sur la communauté. La vulnérabilité résulte de l'exposition à des chocs et de la sensibilité face à ces chocs (graphique 1.6). D'autres travaux doivent être réalisés pour identifier et suivre les indicateurs de résilience territoriale, tels que par exemple, l'ouverture au commerce, la mesure de l'exposition d'une région ou la sensibilité selon les indicateurs de santé et d'éducation. Parce que les institutions et les mécanismes de gouvernance influent sur la capacité d'adaptation après un choc, il est nécessaire de mesurer la qualité des gouvernements régionaux, de s'assurer de l'ouverture du gouvernement et de l'engagement de la communauté, ainsi que d'effectuer des mesures d'adaptabilité territoriale.

Graphique 1.6. **Le cadre de la résilience territoriale de l'OCDE**



Source : Création propre à partir de OCDE (2013e), *Policy Making After Disasters: Helping Regions Become Resilient: The Case of Post-Earthquake Abruzzo*, éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264189577-en ; Laurent, E. (2013), *Vers l'égalité des territoires : Dynamiques, mesures, politiques*, Rapport pour le ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement, Paris, www.verslegalite.territoires.gouv.fr.

Une analyse de la durabilité du bien-être au fil du temps dans les régions de l'OCDE montre que les améliorations des niveaux du bien-être régional varient selon la dimension du bien-être sur la période 2000-2013. Parmi les dimensions du bien-être en termes relatifs (par exemple, la performance d'une région par rapport aux autres), l'éducation et la sécurité semblent enregistrer la plus lente amélioration. Parmi les régions de l'OCDE situées dans les 20 % les plus bas concernant le niveau de scolarité de la population active et le taux d'homicides en 2000, seules 40 % d'entre elles sont remontées dans le

classement par rapport à 2013 (tableau 1.3). En outre, plus de 90 % des régions de l'OCDE situées dans les 20 % les plus bas concernant l'enseignement en 2000 étaient encore situées dans le quintile inférieur en 2013 et ce taux était de plus de 80 % pour la sécurité. Les taux en termes d'emploi, d'engagement civique, d'environnement et de résultats du revenu changent rapidement. Plus des deux tiers des régions qui figuraient parmi les 20 % les plus bas pour ces dimensions en 2000, ont amélioré leur classement en 2013. Cependant, les améliorations dans la partie inférieure de la distribution semblent plus fréquentes pour les dimensions de l'emploi et de l'environnement que pour le revenu : près d'un tiers des régions faisant partie des 20 % les plus bas en termes d'emploi et de qualité de l'air en 2000, était situé au-dessus des 20 % les plus bas en 2013, alors que ce pourcentage ne représentait que 8 % dans le cas du revenu (tableau 1.3).

Tableau 1.3. **Améliorations du bien-être régional de l'OCDE, 2000 - 2013**

Pourcentage de régions ayant amélioré leur classement par rapport à toutes les régions de l'OCDE

Dimensions du bien-être	Revenu	Emploi	Education	Santé	Environnement	Sécurité	Engagement civique	Accès aux services
Régions dans les 20 % les plus élevés 2000	33 %	17 %	10 %	85 %	39 %	0 %	28 %	24 %
Régions dans les 20 % les plus bas 2000	67 %	81 %	42 %	61 %	69 %	43 %	78 %	51 %
Régions remontées en 2013 des 20 % les plus bas de 2000	8 %	29 %	4 %	14 %	26 %	17 %	35 %	22 %

Note : Pour chaque dimension du bien-être, une région est notée sur une échelle de 0 à 10, sur la base d'un seul ou de plusieurs indicateurs. Par exemple, l'environnement est mesuré par la qualité de l'air et l'éducation par le pourcentage de la population active ayant au moins un diplôme secondaire. Un score élevé indique une meilleure performance dans une dimension par rapport à toutes les autres régions de l'OCDE. Le tableau présente la part des régions ayant amélioré leur score entre 2000 et 2013. La dimension du logement n'est pas incluse dans le tableau parce que les données sur le nombre de pièces par personne ne sont pas disponibles pour l'année 2000.

Source : Recherche effectuée par l'auteur à partir de données de la base de données sur le bien-être régional de l'OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Conclusion

Le cadre pour mesurer le bien-être des individus là où ils vivent présenté dans ce chapitre est plus axé sur une combinaison de caractéristiques individuelles des personnes et de leurs conditions locales que sur les mesures économiques globales. Le cadre identifie neuf dimensions du bien-être (revenu, emploi, logement, éducation, santé, environnement, sécurité, engagement civique et accès aux services), et facilite la compréhension de la façon dont elles interagissent dans différentes régions. Il contribue également à expliquer comment les disparités régionales influent sur le bien-être national et comment les résultats du bien-être d'aujourd'hui influent sur les opportunités des personnes et sur la résilience des régions de demain.

Chaque dimension du bien-être repose sur des indicateurs spécifiques présentés dans le chapitre 2. Développer de meilleures mesures régionales du bien-être est un moyen d'améliorer la conception et la cohérence des politiques qui améliorent la vie des gens. Le cadre considère que les mesures du bien-être doivent intégrer ce qui importe réellement aux différentes communautés dans leur bien-être et la participation des citoyens dans le suivi des progrès. En outre, les politiques visant à améliorer le bien-être dans les régions sont intersectorielles et impliquent de nombreux acteurs. Elles nécessitent donc des mécanismes de gouvernance efficaces à plusieurs niveaux. Ces deux éléments sont traités dans le chapitre 3.

Notes

1. Le nombre de disparités entre les régions d'un pays dépend également du nombre de régions prises en compte et de la population de ces régions.
2. Les différences de revenu entre les régions peuvent également refléter l'exploitation des économies de l'agglomération, sources d'une plus forte productivité. D'autres éléments de preuve montrent que les inégalités entre les niveaux de vie peuvent être particulièrement évidentes à l'échelle des petites régions, des villes ou même des quartiers, et que dans des contextes spécifiques, même le niveau régional ne fournit pas suffisamment de détails sur les territoires souffrant de grandes inégalités (OCDE, 2014; *US Census Bureau*, 2014).
3. La disparité régionale au sein d'un pays est mesurée par le rapport entre les 20 % des valeurs régionales les plus élevées et les 20 % des valeurs régionales les moins élevées (ou le total des valeurs régionales de l'OCDE).
4. En guise de spécification simplifiée pour saisir les composantes économiques, sociales et environnementales du bien-être, le modèle ne comprend que trois indicateurs du bien-être.

Bibliographie

Adger, N. (2006), « Vulnerability », *Global Environmental Change,* Vol. 16, pp. 268-281.

Alesina, A., R. di Tella et R. MacCulloch (2004), « Inequality and happiness: Are Europeans and Americans different? », *Journal of Public Economics*, Vol. 88, No. 10, pp. 2 009-2 042.

Amir, R. (2003), « Supermodularity and complementarity in economics: An elementary survey », *Southern Economic Journal*, Vol. 71, No. 31, pp. 636-660.

Australian Bureau of Statistics (2011), *Socio-Economic Indexes for Areas (SEIFA)*, Australian Bureau of Statistics, Canberra.

Barca, F. et P. McCann (2011), « Outcome indicators and targets: Towards a new system of monitoring and evaluation in EU Cohesion Policy », European Commission – Regional Policy Info, http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/doc/performance/outcome_indicators_en.pdf.

Bleys, B. (2012), « Beyond GDP: Classifying alternative measures for progress », *Social Indicators Research*, Vol. 109, No. 3, pp. 355-376.

Braga de Macedo, J. et J. Oliveira Martins (2008), « Growth, reform indicators and policy complementarities », *Economics of Transition*, Vol. 16, No. 2, pp. 141-164.

Brezzi, M., J. Oliveira Martins et P. Prenzel (2014), « In search of a good life balance: Complementarities across regional well-being dimensions », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Burgess, S., C. Propper et K. Gardiner (2006), « School, family and county effects on adolescents' later life chances », *Journal of Family and Economic Issues*, Vol. 27, No. 2, pp. 155-184.

Charron, N., V. Lapuente et L. Dijkstra (2014a), « Regional governance matters: Quality of government within European Union member states », *Regional Studies*, Vol. 48, No. 1, pp. 68-90.

Charron, N., V. Lapuente et L. Dijkstra (2014b), « A measure of quality of government at the sub-national level: The EQI – Construction, results, sensitivity and validity tests for data for 206 European regions », *Social Indicators Research*, à paraître, http://nicholascharron.wordpress.com/european-quality-of-government-index-eqi.

Clark, A.E. (2009), « Where should we live? », *Review of Economic Analysis*, Vol. 2, No. 1, pp. 20-31.

Commision européenne (2014), *La politique de cohésion 2014-2020*, Union européenne, Bruxelles, http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/index_fr.cfm.

Commision européenne, Direction de la politique urbaine régionale et générale (2013), « The programming period 2014-2020: Guidance document on monitoring and evaluation, European Regional Development Fund and Cohesion Fund: Concepts and recommendations », Union européenne, Bruxelles, mars, http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/2014/working/wd_2014_en.pdf.

Coricelli, F. et M. Maurel (2011), « Growth and crisis in transition: A comparative perspective », *Review of International Economics*, Vol. 19, No. 1, pp. 49-64.

Dasgupta, P. (2004), *Human Well-Being and the Natural Environment*, Oxford University Press.

De Vries, Sjerp, et al. (2013), « Measuring the attractiveness of Dutch landscapes: Identifying national hotspots of highly valued places using Google Maps », *Applied Geography*, Vol. 45, No. 12, pp. 220-229.

Diaz-Serrano, L. et A. Rodríguez-Pose (2012), « Decentralization, subjective well-being, and the perception of institutions », *Kyklos*, Vol. 65, No. 2, pp. 179-193.

Duval, R. et L. Vogel (2008), « Economic resilience to shocks: The role of structural policies », *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2008/1, http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-v2008-art6-en.

Eurostat (2013), « Union européenne Statistiques sur les revenus et conditions de vie (EU-SILC) », Commission européenne, Bruxelles, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc.

Faggian, A., M.R. Olfert et M. Partridge (2012), « Inferring regional well-being from individual revealed preferences: The 'voting with your feet' approach », *Cambridge Journal of Regions Economy and Society*, Vol. 5, No. 1, pp. 163-180.

Folke, C. (2006), « Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses », *Global Environmental Change*, Vol. 16, No. 3, pp. 253-267.

Fukuda-Parr, S. (2013), « Global development goals setting as a policy tool for global governance: Intended and unintended consequences », *Working Paper of the International Policy Centre for Inclusive Growth*, No. 108.

Graham, C. et A. Felton (2006), « Inequality and happiness: Insights from Latin America », *Journal of Economic Inequality*, Vol. 4, No. 1, pp. 107-122.

Hudson, J. (2006), « Institutional trust and subjective well-being across the EU », *Kyklos*, Vol. 59, No. 1, pp. 43-62, http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-6435.2006.00319.

INEGI (2013), « Encuesta Nacional de Victimización y Percepción sobre Seguridad Pública (ENVIPE) 2013 », Instituto Nacional de Estadística y Geografía, Mexico, www.inegi.org.mx/est/contenidos/Proyectos/Encuestas/Hogares/regulares/envipe/envipe2013.

Istat (2014), « Aspetti della vita quotidiana: informazioni sulla rilevazione », Istituto nazionale di statistica, Rome, www.istat.it/it/archivio/91926.

Laurent, E. (2013), *Vers l'égalité des territoires: Dynamiques, mesures, politiques*, Rapport pour le ministère de l'Égalité des territoires et du Logement, Paris, www.verslegalite.territoires.gouv.fr.

Laurent, E. et J. Le Cacheux (2012), *Économie de l'environnement et économie écologique*, Armand Colin, Paris.

Lora, E. et A. Powell (2011), « A new way of monitoring the quality of urban life », *IDB Working Paper Series*, No. IDB-WP-272.

Mguni, N. et N. Bacon (2010), *Taking the Temperature of Local Communities: The Well-Being and Resilience Measure*, The Local Wellbeing Project, Young Foundation.

Midelfart, K.H. (2004), « Does agglomeration explain regional income inequalities? », *Working Paper 40/04*, Institute for Research in Economics and Business Administration, Bergen, Norway, August.

Nations Unies (2009), *Measuring Sustainable Development, Report of the Joint UNECE/OECD/Eurostat Working Group on Statistics for Sustainable Development*, Nations Unies, New York.

Nations Unies (1987), *Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future*, Éditions Nations Unies.

OCDE (2014), *All on Board: Making Inclusive Growth Happen*, Éditions OCDE, Paris, www.oecd.org/inclusive-growth/All-on-Board-Making-Inclusive-Growth-Happen.pdf.

OCDE (2013a), *Panorama des régions de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr.

OCDE (2013b), *How's Life*? *2013: Measuring Well-Being*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264201392-en.

OCDE (2013c), « Regions and Cities: Where Policies and People Meet », chair's conclusions of the TDPC meeting at ministerial level.

OCDE (2013d), *Policy Making After Disasters: Helping Regions Become Resilient: The Case of Post-Earthquake Abruzzo*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264189577-en.

OCDE (2011a), *How's Life?: Measuring Well-Being*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264121164-en.

OCDE (2011b), *Perspectives régionales de l'OCDE 2011: Des régions résilientes pour des économies plus fortes*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264121126-fr.

ONS (2014), « Measuring national well-being », UK Office for National Statistics, London, www.ons.gov.uk/ons/guide-method/user-guidance/well-being/index.html.

Owens, A. and R.J. Sampson (2012), *Community Well-Being and the Great Recession*, Stanford Center on Poverty and Inequality, Stanford, California.

Partnership for Sustainable Communities (n.d.a), « Sustainable Communities HotReport » available at: http://thedataweb.rm.census.gov/TheDataWeb_HotReport2/EPA2/EPA_Overview_Page2.hrml?STATE=6&COUNTY=274 (accessed on 22 June 2014).

Partnership for Sustainable Communities (n.d.b), « In your community », available at: www.sustainablecommunities.gov (accessed on 22 June 2014).

Perrings, C. (1998), « Resilience in the dynamics of economic-environment systems », *Environmental and Resource Economics*, Vol. 11, Nos. 3-4, pp. 511-520.

Putnam, R. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster.

Rice, P. et A. Venables (2003), « Equilibrium regional disparities: Theory and British evidence », *Regional Studies*, Vol. 37, Nos. 6-7, pp. 675-686.

Robinson, J. et J. Tinker (1998), « Reconciling ecological, economic, and social imperatives », In: J. Schnurr and S. Holtz (dir. pub.), *The Cornerstone of Development: Integrating Environmental, Social and Economic Policies*, International Development Research Centre, Ottawa, Ontario, pp. 9-44.

Roemer, J.E. (1998), *Equality of Opportunity*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts.

Sen, A. (1993), « Capability and well-being », In: M. Nussbaum and A. Sen (dir. pub.), *The Quality of Life* (30-45), Oxford University Press, Oxford.

Sijtsma, F.J. et M.N. Daams (2014), « How near are urban inhabitants to appreciate natural areas? An exploration of Hotspotmonitor based well-being indicators: Results for the Netherlands, Germany, and Denmark », *URSI Research Report 348*, University of Groningen, Netherlands.

Stiglitz, J.E., A. Sen et J.P. Fitoussi (2009), *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*, The New Press.

Tavits, M. (2008), « Representation, corruption, and subjective well-being », *Comparative Political Studies*, December, Vol. 41, No. 12, pp. 1 607-1 630, http://dx.doi.org/10.1177/0010414007308537.

UNEP (2007), *GEO-4, Division of Early Warning and Assessment of the United Nations Environment Programme*, www.unep.org/geo.

US Census Bureau (2014), « American Community Survey », US Census Bureau, Washington, DC, www.census.gov/acs/www.

US Department of Housing and Urban Development (2010), « Partnership for Sustainable Communities », www.sustainablecommunities.gov.

Veenhoven, R. (2002), « Why social policy needs subjective indicators », *Social Indicators Research*, Vol. 58, No. 1, pp. 33-45.

Chapitre 2

Comment mesurer le bien-être régional et local

Ce chapitre présente un ensemble d'indicateurs permettant d'évaluer le bien-être dans les régions de l'OCDE. Ces indicateurs couvrent neuf dimensions du bien-être et ont été identifiés selon le cadre décrit dans le chapitre 1. Ils permettent d'apporter des éléments de preuve sur le bien-être dans les régions de l'OCDE et la mesure des disparités régionales sous-jacentes. Lorsque cela est possible, les résultats du bien-être sont également présentés pour les zones métropolitaines de l'OCDE. Le chapitre présente également des données sur la répartition des revenus au sein des régions et sur la façon dont l'inégalité a été associée à la croissance économique régionale au cours des dix dernières années. De plus, ce chapitre fournit les mesures possibles pour tenir compte de la complémentarité entre les dimensions du bien-être. Enfin, il aborde les principales étapes à mettre en œuvre afin d'améliorer la mesure du bien-être dans les régions et les villes.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement isréliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Introduction

Tout individu aspire à un bon niveau de bien-être dans l'endroit où il vit. Les citoyens comme les décideurs doivent avoir la possibilité d'évaluer la qualité de la vie et les conditions de vie matérielles sur leurs territoires et de les comparer à celles des régions et des villes situées dans les mêmes pays ou à travers le monde. Pour réaliser ce type d'évaluation, il est indispensable de mettre au point un ensemble de mesures adaptées à une échelle infranationale. Cet ensemble d'indicateurs, développé selon le cadre présenté dans le chapitre 1, peut servir de référence commune pour les régions qui cherchent à développer leurs propres indicateurs de bien-être.

Ce chapitre propose une série d'indicateurs pour les régions de l'OCDE et, lorsque cela est possible, pour les zones métropolitaines, qui permettent de comparer les résultats du bien-être sur le plan international. Dans un premier temps, ce chapitre propose une série d'indicateurs régionaux sélectionnés permettant de comparer les régions de l'OCDE en fonction des neuf dimensions du bien-être présentées dans le chapitre 1. À l'échelle infranationale, de nombreuses dimensions du bien-être sont étroitement liées les unes aux autres et la compréhension de ces interdépendances peut être utile pour les décideurs. Ainsi, les mesures pouvant permettre de rendre compte des interactions entre les dimensions du bien-être sont examinées. Ensuite, le chapitre présente des données concrètes sur les résultats du bien-être dans les régions de l'OCDE et propose une évaluation des disparités régionales en termes de qualité de vie et de conditions de vie matérielles, tout en mettant en évidence leur pertinence pour l'action publique. Ce chapitre présente également les mesures des inégalités de revenu au sein des régions. Enfin, il examine les futurs travaux à mener pour améliorer la mesure du bien-être dans les villes et les régions. Ce faisant, il identifie et étudie une série de priorités pour le travail statistique à accomplir.

Un ensemble commun d'indicateurs du bien-être pour les régions

Un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer les différentes dimensions du bien-être décrites dans le chapitre 1 a été mis au point pour les 362 grandes régions de l'OCDE. Ces indicateurs, comparables d'un pays de l'OCDE à l'autre, proviennent de sources officielles dans la plupart des cas et sont disponibles pour différentes années. Ils sont mis à la disposition de tous dans la *base de données régionale du bien-être de l'OCDE*. À l'heure actuelle, les mesures régionales sont disponibles pour les pays de l'OCDE pour huit dimensions du bien-être au niveau national inclues dans l'initiative « *Vivre mieux* » de l'OCDE, à savoir : le revenu, l'emploi, le logement, l'éducation, la santé, l'environnement, la sécurité et l'engagement civique. En outre, l'accès aux services a été ajouté au cadre régional. Les mesures régionales comparables d'un pays à l'autre ne sont néanmoins pas disponibles s'agissant de trois autres dimensions du bien-être : les liens sociaux, l'équilibre vie professionnelle-vie privée et l'évaluation subjective des circonstances de la vie.

Lorsque les données sont disponibles dans un format approprié, les mesures régionales du bien-être utilisent des indicateurs similaires à ceux de l'initiative « *Vivre mieux* » au niveau national. C'est le cas, par exemple, de l'espérance de vie (santé), le taux de criminalité (sécurité) ou le taux d'emploi (emplois) (tableau 2.1).

Un ensemble restreint d'indicateurs clés choisis parmi ceux du tableau 2.1 et couvrant les neuf dimensions régionales du bien-être est disponible via l'outil internet sur le bien-être régional de l'OCDE (encadré 2.1).

Tableau 2.1. **Les dimensions du bien-être et les indicateurs régionaux**

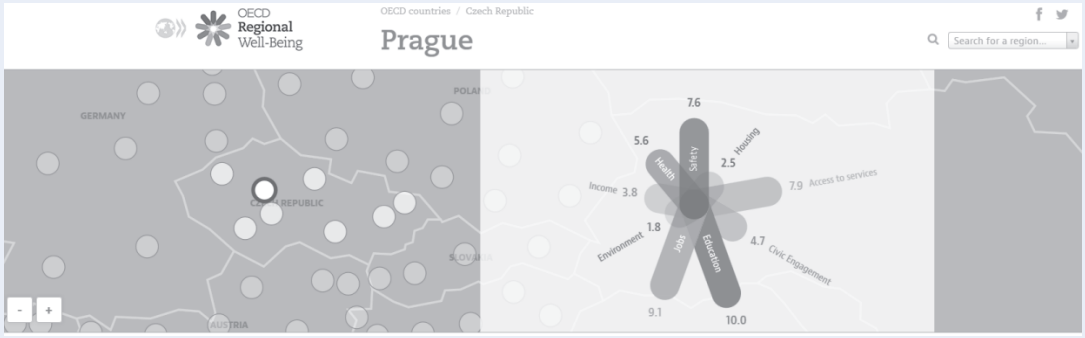
	Dimensions	Indicateurs régionaux	Indicateurs nationaux de l'initiative « *comment va la vie* ? » de l'OCDE
Conditions matérielles	Revenu (niveaux et distribution)	– Revenu disponible des ménages (moyen et médian) – Distribution des revenus dans une région : – Indice de Gini du revenu disponible des ménages et du marché – Quintile du taux de distribution (S80 / S20) pour le revenu disponible des ménages et marchand – Pauvreté régionale relative (ratios d'effectifs pour le revenu disponible et le marché, avec un seuil de pauvreté fixé à 40, 50 et 60 % du revenu médian national)	– Revenu disponible des ménages ajusté net – Richesse nette des ménages
	Emploi	– Taux d'emploi – Taux de chômage de longue durée – Taux de chômage – Taux de participation des femmes	– Taux d'emploi – Taux de chômage de longue durée – Salaires annuels moyens par employé – Durée de l'emploi
	Logement	– Nombre de chambres par personne	– Nombre de chambres par personne – Taux de surcharge financière liée au coût du logement – Logements sans installations de base
Qualité de la vie	Santé	– Espérance de vie à la naissance – Taux de mortalité ajusté selon l'âge	– Espérance de vie à la naissance – État de santé
	Éducation et compétences	– Niveau de scolarité – Compétences cognitives des élèves (PISA) (disponible pour un nombre limité de pays)	– Niveau de scolarité – Compétences cognitives des élèves (PISA) – Espérance de scolarisation – Compétences de la population adulte (PIIAC)
	Qualité de l'environnement	– Qualité de l'air ($PM_{2.5}$) – Déforestation – Déchets municipaux ayant été recyclés (disponible pour un nombre limité de pays) – Accès aux espaces verts	– Qualité de l'air – Satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau
	Sécurité personnelle	– Taux d'homicides – Taux de vols de voitures – Mortalité due aux accidents de transport	– Taux d'homicides – Victimisation dénoncée (Gallup)
	Engagement civique et gouvernance	– Taux de participation aux élections	– Taux de participation aux élections – Consultation sur l'élaboration de règles des lois
	Accès aux services	– Connection haut débit – Distance moyenne de l'hôpital le plus proche (disponible pour un nombre limité de pays) – Part de la population ayant accès aux transports en commun (disponible pour un nombre limité de villes) – Besoins médicaux non satisfaits (disponible pour un nombre limité de pays)	
	Équilibre vie professionnelle-vie privée		– Employés travaillant de très longues heures – Temps non travaillé
	Liens sociaux		– Soutien du réseau social (Gallup)
	Bien-être subjectif		– Satisfaction à l'égard de la vie

La section suivante donne en premier lieu un aperçu de la géographie du bien-être dans les régions de l'OCDE selon les dimensions et les indicateurs cités antérieurement, puis elle traite des interactions entre les dimensions du bien-être. Le chapitre se termine par une évaluation critique des dimensions pour lesquelles une amélioration supplémentaire des mesures au niveau infranational est nécessaire pour différentes échelles géographiques.

Encadré 2.1. **Outil interactif de l'OCDE sur le bien-être régional**

L'outil de l'OCDE sur le bien-être régional (www.oecdregionalwellbeing.org) permet de mesurer et de comparer les résultats du bien-être dans 362 régions de l'OCDE. Il dispose de onze indicateurs pour mesurer neuf dimensions du bien-être : revenu, emploi, logement, éducation, santé, environnement, sécurité, engagement civique et accès aux services. Cet outil répond au besoin des citoyens d'avoir des informations sur divers sujets qui touchent leur vie et à celui des décideurs d'avoir une image précise du progrès sociétal.

La visualisation des données cherche à toucher un large public. Pour cette raison, les valeurs des indicateurs du bien-être régional ont été remplacées par des scores de 0 à 10, ce qui permet d'obtenir un classement relatif parmi tous les pays de l'OCDE dans chaque dimension. Un score plus élevé dans un domaine indique de meilleurs résultats du bien-être.



La visualisation permet à un utilisateur de voir comment une région se porte dans les neuf dimensions du bien-être. Par exemple, Prague (en République tchèque) enregistre un score de 10 en matière d'éducation, de 9 pour l'emploi et moins de 2 pour l'environnement. La région de la capitale en Corée enregistre un score de 8.7 pour l'enseignement, au premier rang des régions de Corée et dans les 28 % des premières régions de l'OCDE. Les scores de chaque région peuvent être comparés à ceux des régions au sein d'un même pays et dans la zone OCDE, identifiant ainsi les régions où les résultats du bien-être sont similaires.

L'outil internet interactif montre également si la région a réalisé des progrès dans un domaine par rapport aux autres régions de l'OCDE, en montrant si son classement dans ce domaine a augmenté ou diminué depuis 2000. Par exemple, pour la santé, Prague enregistre un score de 5.6, le plus élevé de toute autre région de la République tchèque, mais reste dans les 40 % des régions de l'OCDE ayant les plus bas scores. Ce classement s'est amélioré depuis 2000.

Enfin, l'outil interactif affiche également les disparités régionales au sein des pays, en mesurant la différence entre les 20 % des valeurs régionales les plus élevées et les plus basses pour un pays, par rapport à la différence entre les 20 % des valeurs les plus élevées et les plus basses des régions de la zone OCDE.

La répartition géographique du bien-être dans les régions et villes de l'OCDE

Les niveaux de revenu varient considérablement au sein des régions et d'une région à l'autre

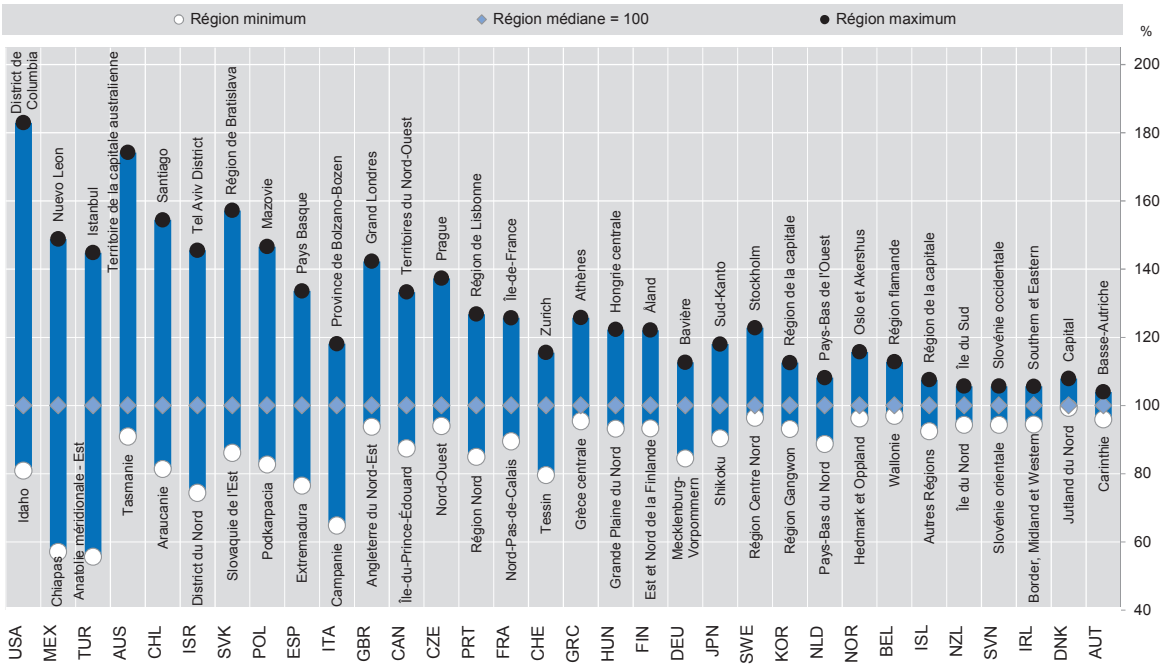
Il est largement admis que le revenu et l'emploi sont des déterminants majeurs du bien-être individuel, non seulement parce qu'ils influent sur le niveau de vie mais aussi parce qu'ils sont associés à la satisfaction à l'égard de la vie, à la perception que chaque individu a de sa situation et aux liens sociaux. La mesure des disparités régionales du niveau de vie la plus largement utilisée est la variabilité du PIB régional (OCDE, 2013). Cependant, le PIB est plus une mesure de la production économique enregistrée dans chaque région que celle du revenu dont jouissent les habitants de chaque région, et les

différences entre la production et le revenu des ménages sont susceptibles d'être particulièrement grandes lorsqu'un grand nombre d'habitants d'une région travaille dans une autre, ou lorsque ces habitants transfèrent une partie de leur revenu à des membres de leur famille vivant ailleurs. Les différences entre le PIB et le revenu peuvent être considérables dans les régions qui dépendent des ressources naturelles et dont des exemples ont été largement analysés par l'OCDE (OCDE, 2013b). En termes de PIB par habitant, les différences régionales à l'intérieur des pays sont souvent plus grandes que les différences entre pays. Les inégalités interrégionales ont augmenté dans plusieurs pays de l'OCDE depuis 1995, en particulier dans les pays d'Europe de l'Est. Elles sont particulièrement élevées dans les économies de marché émergentes, l'Indonésie se plaçant en tête (OCDE, 2013a).

Les disparités de revenu des ménages entre les régions sont grandes dans de nombreux pays de l'OCDE. En Australie, au Chili, en Israël, au Mexique, en Pologne, en République slovaque, en Espagne, en Turquie et aux Etats-Unis, les habitants de la région au revenu le plus élevé étaient plus de 30 % plus riches que le citoyen médian en 2011 (graphique 2.1). Des écarts importants de revenu sont également observés entre les zones urbaines et rurales. En Europe en 2011, par exemple, les ménages vivant dans les zones densément peuplées ont en moyenne un revenu d'environ 10 % plus élevé que tous les autres ménages (Eurostat, 2013). Ces écarts se sont réduits dans la plupart des pays de l'OCDE, mais restent une préoccupation majeure pour les économies émergentes et les pays en développement.

Graphique 2.1. **Revenu régional disponible moyen des ménages, 2011**

En % du revenu dans la région médiane du pays



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150259

Note : le graphique fait référence au revenu disponible des ménages des régions TL2 de l'OCDE. Les pays sont classés par ordre décroissant des différences régionales. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : OCDE (2014), *Statistiques régionales du bien-être* (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Les différences de revenu sont plus importantes au sein des régions qu'entre les régions

De récents travaux de l'OCDE montrent que les différences dans la distribution des revenus des ménages sont grandes non seulement entre les régions mais également au sein des régions. En général, les inégalités de revenu à l'intérieur des régions des pays de l'OCDE tendent à être plus grandes que les inégalités entre régions (GOV/TDPC/TI(2014)1 ; Rodriguez-Pose et Tselios, 2009). Les données par pays montrent également que plus le niveau territorial analysé est bas, plus l'ampleur des disparités du revenu entre régions est élevé et les inégalités de revenu semblent être plus élevées dans les zones urbaines qu'ailleurs. Par exemple, la plupart des comtés les plus peuplés des zones métropolitaines des États-Unis avaient des coefficients de Gini estimés supérieurs à la moyenne américaine (*US Census Bureau,* 2010). Dans la zone métropolitaine d'Aix-Marseille, le revenu médian des 10 % des ménages les plus riches est 8.4 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres, ce qui fait de cette région l'une des plus inégalitaires de France (OCDE, 2013a).

La disponibilité d'informations sur la distribution des revenus des ménages et sur la pauvreté au niveau régional, aide les décideurs politiques nationaux et régionaux à se concentrer sur la croissance inclusive et à améliorer l'efficacité des politiques sociales en ces temps de ressources limitées. Les données régionales sur la distribution des revenus des ménages donnent diverses mises en garde. Les enquêtes sur les ménages sont rarement conçues pour être représentatives au niveau régional. De plus, il paut s'avèrer difficile de faire une comparaison entre régions de différents pays à cause de leur différence de taille et parce que le fait que le coût de la vie est généralement plus faible dans les zones rurales que dans les villes est généralement ignoré, bien que cet élément peut avoir un effet sur l'évaluation de l'inégalité. Toutefois, une nouvelle série d'indicateurs d'inégalité de revenu dans les régions et de pauvreté, produite pour 28 pays de l'OCDE, élargi la base de données de distribution des revenus de l'OCDE (OECD *Income Distribution Database,* données au niveau national) aux régions TL2 de l'OCDE pour l'année 2010. Ces indicateurs sont également accompagnés de mesures de la fiabilité statistique de ces données et permettent d'effectuer des comparaisons au niveau international[1].

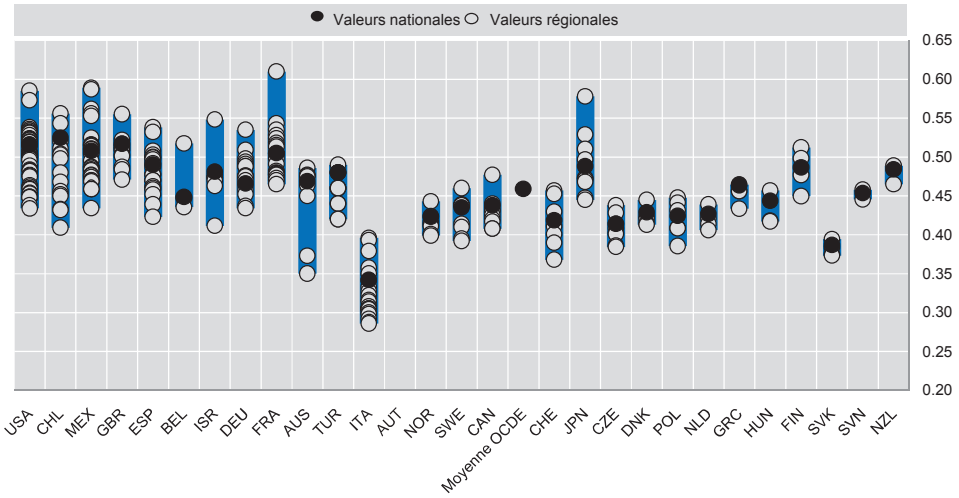
Ces données montrent que les différences régionales d'inégalités de revenu sont importantes dans tous les grands pays de l'OCDE et dans certains petits pays dotés d'un centre urbain dominant tels que la Belgique. Ainsi, l'écart entre les coefficients de Gini des États du Chiapas et du Tlaxcala au Mexique (environ 0.15) est de même ampleur que la différence entre le coefficient de Gini du Mexique et la moyenne de l'OCDE (graphique 2.2 panel B). Les données sur le revenu marchand montrent une variabilité interrégionale beaucoup plus grande que celle sur le revenu disponible des ménages, ce qui indique que les impôts et les transferts sociaux amortissent une grande partie des inégalités de revenu entre les régions et au sein des régions[2]. L'impact des impôts et des transferts en termes de réduction des inégalités de revenu des ménages est important, en particulier en Belgique, en Finlande, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni.

Si l'indice de Gini offre une mesure synthétique du niveau des inégalités dans la région, la distribution des revenus par quintile (c'est-à-dire le revenu qui revient à chaque cinquième de la population régionale lorsqu'on la classe par ordre croissant de niveau de revenu) peut indiquer si les inégalités enregistrées dans une région sont principalement dues à des disparités dans la partie supérieure de la distribution des revenus (population la plus riche) ou dans sa partie inférieure (population la plus pauvre). Il semble que dans de nombreuses régions d'Italie, du Japon, de la Norvège, de la Slovénie, de l'Espagne et des États-Unis, l'écart entre les bas salaires et les salaires médians est plus élevé que l'écart entre les hauts

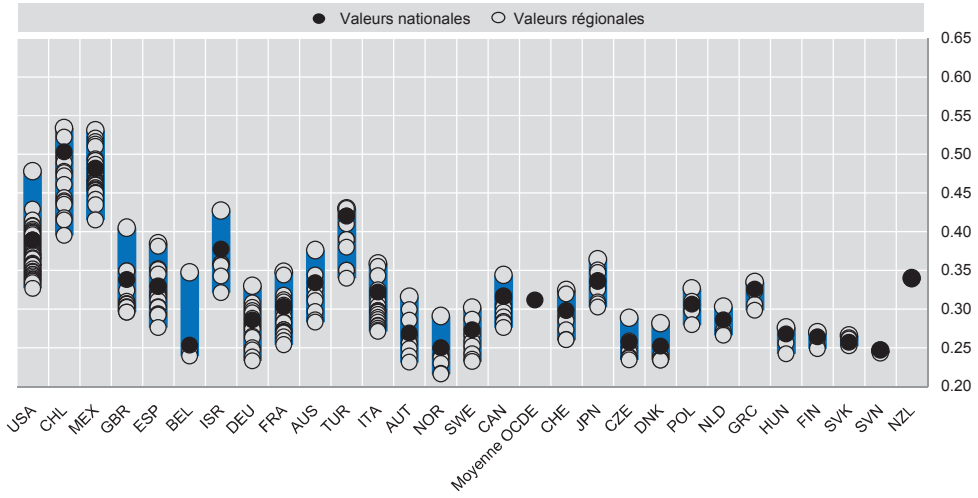
salaires et les salaires médians. Si au Japon et dans la plupart des régions des pays scandinaves le revenu des 20 % les plus riches de la population est entre deux et quatre fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres, dans la plupart des régions du Mexique et du Chili le revenu des plus riches est au moins dix fois plus élevé. L'écart entre les salaires les plus hauts et les salaires les plus bas est bien plus important que dans d'autres régions du pays en Sicile et en Basilicate (Italie), en Pologne centrale, en Ile-de-France, en Andalousie (Espagne), dans le district de Columbia et au Nouveau-Mexique (États-Unis), ainsi que dans le district de Jérusalem (Israël) (graphique 2.3).

Graphique 2.2. **Valeurs régionales de l'indice de Gini du revenu disponible des ménages et du revenu marchand, 2010**

A. Revenu marchand



B. Revenu disponible des ménages

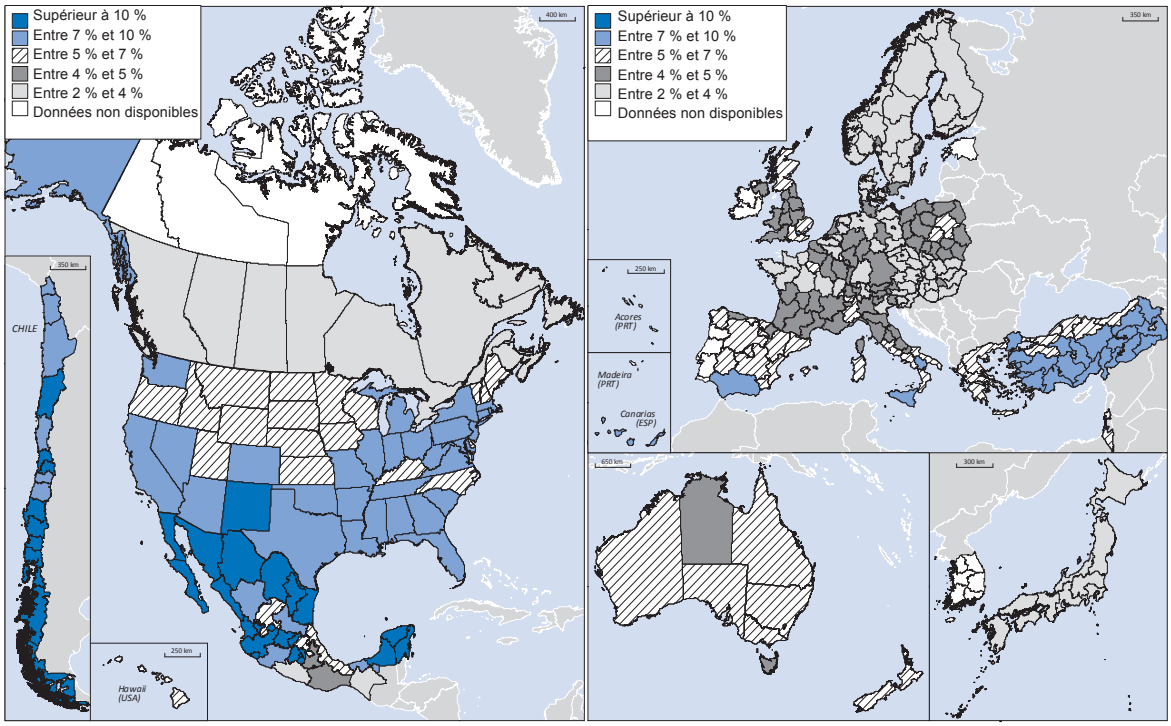


StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150266

Note : les pays sont classés en fonction de la différence entre la valeur maximum et minimum du coefficient de Gini pour le revenu régional disponible. Chaque point représente une région. Le coefficient de Gini pour le revenu marchand de l'Autriche n'est pas disponible. L'indice de Gini est une mesure de la concentration des revenus qui va de 0, qui représente l'égalité parfaite, à 1, la totalité des revenus allant à un seul individu. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : recherches de l'auteur réalisées à partir des données de la *base de données de l'OCDE sur le bien-être régional*, 2014, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Graphique 2.3. **Inégalités de revenu : dans quelle mesure les 20 % les plus riches de chaque région sont-ils plus riches que les 20 % les plus pauvres en 2010 ?**



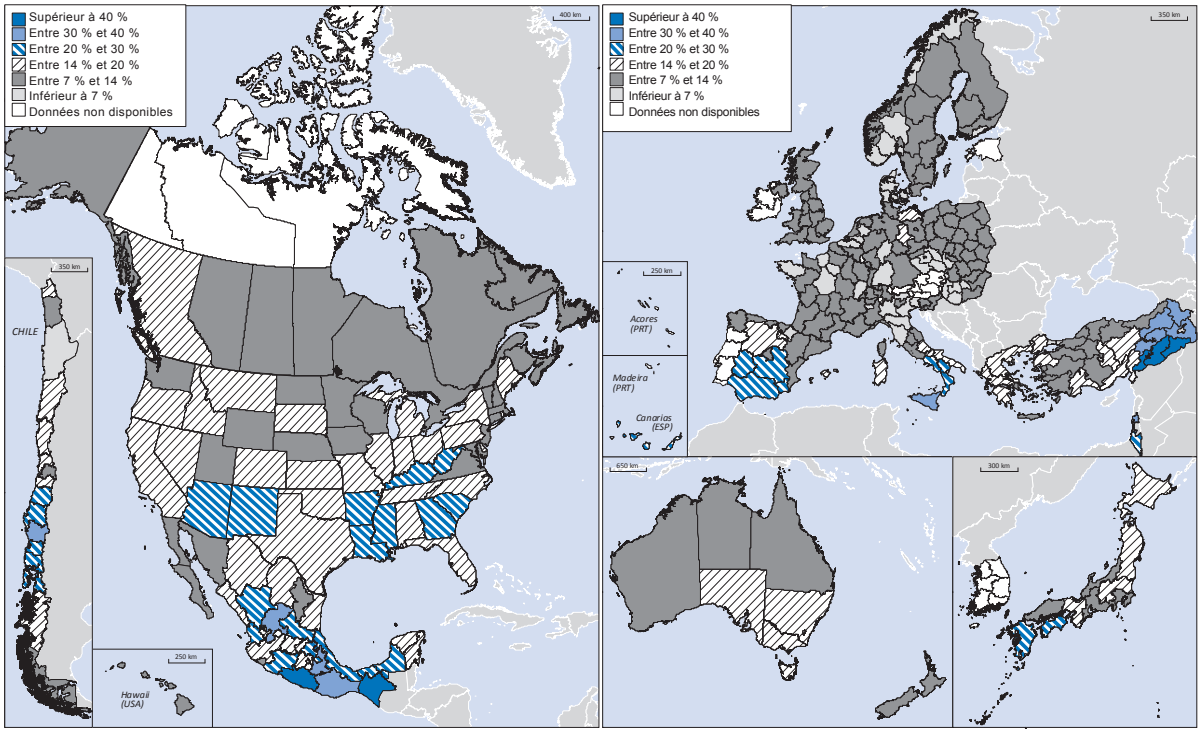
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150275

Note : les valeurs représentent le rapport entre le revenu disponible des ménages qui revient aux 20 % de la population au revenu le plus élevé et celui qui revient aux 20 % de la population au revenu le plus bas. Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté de ce dernier.

Source : frontières administratives Bureaux nationaux des statistiques et FAO Global ; recherches de l'auteur réalisées à partir des données de la *base de données de l'OCDE sur le bien-être régional*, 2014, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Dans neuf pays, les différences de pauvreté entre les régions sont plus importantes que la différence entre les pays de l'OCDE. En Belgique, au Chili, en Allemagne, en Israël, en Italie, au Mexique, en Espagne, en Turquie et aux États-Unis, la différence interrégionale des taux de pauvreté relative est plus importante que la différence entre la République tchèque et le Mexique, pays de l'OCDE ayant respectivement le taux de pauvreté relative le plus faible et le plus élevé, sur la base d'un seuil de pauvreté défini à 50 % du revenu médian national. En Belgique, en Italie, au Mexique et en Turquie, l'incidence relative de la pauvreté est deux fois plus élevée que la valeur du pays (figure 2.2). Il faut également noter que les taux de pauvreté sont sensibles au seuil absolu utilisé pour identifier les seuils de pauvreté et au choix d'un seuil régional ou national (encadré 2.2).

Graphique 2.4. **Taux de pauvreté régionale relative, 2010**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150286

Note : chiffres de la pauvreté avec seuil de pauvreté défini à 50 % du revenu médian national. Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté de ce dernier.

Source: frontières administratives Bureaux nationaux des statistiques et FAO Global ; recherches de l'auteur réalisées à partir des données de la *base de données de l'OCDE sur le bien-être régional*, 2014, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Au sein d'un pays, les disparités de revenu s'expliquent par la distribution des salaires et traitements, qui représentent 75 % du revenu des ménages chez les adultes d'âge actif (OCDE, 2011c). En ce qui concerne les déterminants des inégalités au sein des régions, des études empiriques se sont intéressées aux caractéristiques des marchés du travail locaux telles que la densité de l'emploi (Ciccone, 2002) et la proximité de centres densément peuplés (Rice et al., 2006), ce qui se traduit par un avantage pour les habitants des zones urbanisées (Glaeser et Mare, 1994). Une récente analyse empirique sur les régions de l'OCDE indique une relation positive et significative des inégalités de revenu dans les régions souffrant de chômage et d'insécurité (mesurée par le coefficient de Gini du revenu des ménages au sein d'une région), et une relation négative avec la part de la population âgée (Brezzi et Piacentini, 2014). L'étude des taux de pauvreté régionale, d'insécurité et de chômage montrent une forte corrélation avec des revenus relativement faibles. Des niveaux plus élevés d'éducation et une plus grande part du secteur manufacturier dans l'emploi global ont tendance à faire diminuer le taux de pauvreté relative dans les régions (Brezzi et Piacentini, 2014).

Encadré 2.2. **Incidence de la pauvreté dans les régions : seuils de pauvreté nationaux et régionaux**

Une pratique courante dans l'analyse des pays de l'OCDE consiste à utiliser une définition relative de la pauvreté. Les individus ou les ménages sont considérés comme étant pauvres si leur revenu est inférieur à une certaine proportion du revenu médian de la population nationale. L'OCDE utilise plusieurs seuils de pauvreté relative fixés à 40, 50 et 60 % du revenu national médian comme référence pour les comparaisons internationales. Les seuils de pauvreté relative n'exigent pas d'estimer le coût d'acquisition d'un « panier de la ménagère », comme les seuils de pauvreté absolue, de sorte qu'ils sont généralement privilégiés pour les comparaisons internationales.

Lors de la mesure de la pauvreté dans une région, le choix de la population de référence, à savoir le revenu famillial médian national ou régional, n'est pas encore tranché. Les partisans de seuils nationaux mettent en avant le fait que de nombreuses politiques sociales visent à fournir des services de manière uniforme dans tout le pays, tandis que d'autres soulignent le fait que le coût de la vie peut être très différent d'une région à l'autre et que les gens souhaitent pouvoir comparer leur niveau de vie à celui des autres habitants de la même zone.

Les seuils de pauvreté régionaux peuvent compléter les mesures de la pauvreté reposant sur des seuils de pauvreté nationaux, en offrant un point de vue régional sur la mesure de la pauvreté. Par exemple, une personne considérée comme pauvre en termes de revenu par rapport à un seuil national pourrait ne pas être classée comme pauvre avec un seuil de pauvreté régional si elle vit dans une région à revenu relativement bas. Les premières estimations utilisant un seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu régional médian montrent que si cela ne modifie en général pas beaucoup les classements de la pauvreté d'une région à l'autre par rapport aux résultats du graphique 2.4, les taux de pauvreté s'en trouvent réduits dans la région la plus pauvre pour la plupart des pays ; ils diminuent par exemple de moitié en Sicile (Italie), au Chiapas (Mexique) et en Anatolie du Sud-Est (Turquie).

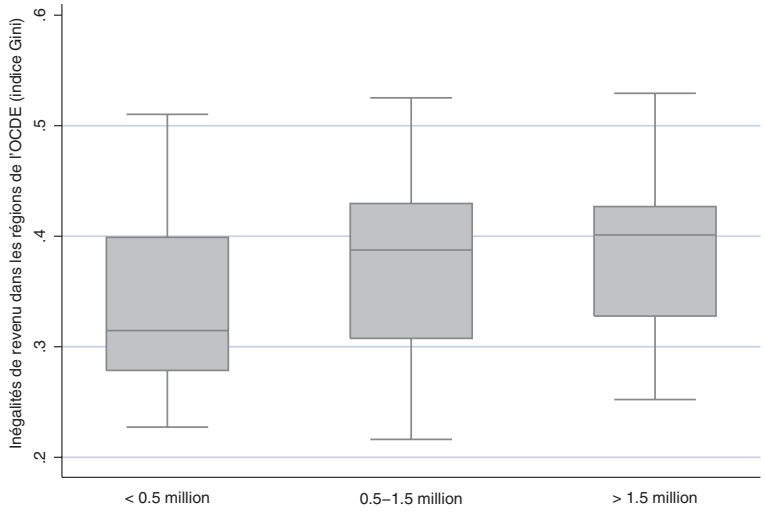
Source : Piacentini, M. (2014), « *Measuring income inequality and poverty at the regional level dans OCDE countries* », *OECD Statistics Working Papers*, No. 2014/03, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/5jxzf5khtg9t-en.

Les inégalités de revenu sont en moyenne plus élevées dans les grande villes

Le niveau des inégalités de revenu dans les régions est différent selon la structure urbaine de la région. Tout d'abord, les régions avec des parts plus élevées de la population vivant dans les zones urbaines fonctionnelles, ont un niveau global d'inégalité de revenu plus élevé, tel que mesuré par le coefficient de Gini (Brezzi et Piacentini, 2014). En outre, un certain nombre d'indicateurs montre qu'il existe des inégalités relativement plus élevées dans les régions où la plus grande proportion de la population vit dans des villes de plus de 1.5 millions d'habitants (Royuela et al., 2014). Plusieurs arguments soutiennent la thèse selon laquelle, pour l'ensemble des régions de l'OCDE, plus petite est la taille des villes, plus faibles sont les inégalités (graphique 2.5). Les personnes ayant le plus de talents ont tendance à se déplacer vers les grandes villes, où ces talents sont mieux rémunérés et où il y aura davantage d'entreprises pour payer des salaires plus élevés (Behrens et al., 2014). De plus, les économies d'agglomération peuvent être une source supplémentaire d'avantages salariaux, qui, à leur tour, augmentent le niveau des inégalités. La relation entre les niveaux d'urbanisation régionale et d'inégalités est plus faible dans certains pays, comme le Chili et le Mexique. Une explication possible serait que les niveaux élevés de migration vers les zones urbaines auraient permis de réduire les écarts de salaires entre zones rurales et zones urbaines dans les régions de ces pays.

Le fait que l'inégalité soit, en moyenne, plus élevée dans les grandes villes est également confirmé par des travaux antérieurs (Kanbur et Zhuang, 2013; Castells-Quintana et Royuela, 2014). Lorsque l'on compare le ratio du revenu reçu par les 20 % de la population la plus riche à celui reçu par les 20 % de la population la plus pauvre, les différences de revenu dans les régions des capitales sont généralement supérieures au niveau national dans tous les pays sauf six, ce qui semble indiquer que les zones plus urbanisées se caractérisent par une distribution des revenus plus asymétrique, en particulier aux États-Unis, au Mexique et en Belgique. Cependant, ces estimations se rapportent à la région abritant la capitale nationale, de sorte que les résultats dépendent du degré de correspondance entre les frontières de la région de la capitale et celles de la capitale. Il n'existe pas encore de mesures des niveaux et de la distribution des revenus comparables au niveau international et se basant sur les frontières réelles des zones urbaines (encadré 2.3).

Graphique 2.5. **Les inégalités de revenu au sein des régions selon la taille des villes (moyenne 2004 - 12)**



Source: Royuela, V., P. Veneri et R. Ramos (2014), « *Income inequality, urban size and economic growth dans OCDE regions* », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Encadré 2.3. **Mesurer la distribution des revenus dans les régions : résultats et futures évolutions**

D'importants travaux de recherche ont comparé les niveaux d'inégalité de revenu et de pauvreté entre les différents pays de l'OCDE (OCDE, 2011c). Faute de données suffisantes, les disparités de revenu inter- et intrarégionales n'ont quasiment pas été prises en considération, mais les données probantes disponibles indiquent des différences significatives à l'intérieur même des pays (Rodriguez-Pose et Tselios 2009).

Le manque de données a d'importantes répercussions sur l'analyse des inégalités de revenu, de la pauvreté et de l'exclusion sociale au niveau infranational. Cependant, en étendant la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et de la pauvreté aux valeurs infranationales, il a été possible non seulement de produire des indicateurs régionaux pour 28 pays de l'OCDE, mais de fournir également des informations sur les problèmes de qualité liés à ces estimations.

Encadré 2.3. **Mesurer la distribution des revenus dans les régions : résultats et futures évolutions** *(suite)*

Ces indicateurs se basent sur le revenu disponible « équivalent » des ménages. Ils sont calculés à partir de données administratives ou d'enquêtes menées auprès des ménages, selon les définitions approuvées au niveau international, et concernent l'année 2010. Les indicateurs produits se rapportent : *i)* aux niveaux de revenu à l'échelon régional (revenu disponible et revenu marchand moyen et médian), *ii)* à la distribution des revenus dans une région (indice de Gini du revenu disponible des ménages et du revenu marchand, au rapport interquintile de revenu pour le revenu disponible et le revenu marchand) et *iii)* à la pauvreté relative dans une région (ratio du nombre de personnes pauvres pour le revenu disponible et le revenu marchand), avec un seuil de pauvreté fixé à 40, 50 et 60 % des revenus médians nationaux ou régionaux. Les estimations infranationales sont publiées avec des intervalles de confiance afin qu'elles puissent être interprétées correctement. En effet, pour les pays dont les estimations sont réalisées à partir d'enquêtes représentatives du niveau national, les intervalles de confiance peuvent indiquer si les différences entre régions sont « réelles » ou dues à des erreurs d'échantillonnage. La mise à disposition d'identifiants régionaux et d'informations complètes sur le plan d'échantillonnage de microdonnées lors d'enquêtes à usage public, permettrait de meilleures evaluations des erreurs-types des estimations et contribuerait à l'amélioration des travaux dans ce domaine.

Les résultats confirment qu'il est judicieux de s'intéresser à la distribution du revenu au niveau infranational, ainsi que de conserver la capicité de répéter ces estimations régulièrement (tous les trois ans par exemple) pour suivre l'évolution des inégalités. De même, la mise au point de méthodes d'estimation de la distribution des revenus dans les zones métropolitaines, constitue un autre axe important de développement.

Source : Brezzi, M. et M. Piacentini (2014), « *Understanding income inequality in OECD regions* », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Le lien entre les inégalités de revenu et la croissance économique est complexe au niveau régional

Le lien entre inégalités et croissance est complexe et peut être motivé par différents facteurs. Dans l'ensemble, aucune théorie générale n'a été formulée et il n'existe pas de constatations empiriques sur le sujet. Cependant, plusieurs arguments ont été avancés pour explorer les mécanismes permettant d'expliquer la façon dont les inégalités peuvent affecter la croissance économique aussi bien de manière positive que négative. Ainsi, les incitations individuelles à la concurrence et à la prise de risque – plus élevées dans les sociétés qui récompensent les efforts et permettent des inégalités plus importantes – figurent parmi les éléments d'inégalité qui ont vocation à stimuler la croissance (Rebelo, 1991; Voitchovsky, 2005). Un autre mécanisme est l'accumulation de capital physique, qui peut être plus élevée dans les sociétés plus inégales. À cet égard, il a été démontré que le taux d'épargne augmente avec la richesse et que les individus les plus riches ont une propension marginale supérieure à épargner (Barro, 2000 ; Dynan et al, 2004).

D'autres mécanismes peuvent contribuer à expliquer la relation négative entre inégalité et croissance. Certains arguments d'économie politique indiquent que les sociétés les plus inégalitaires sont davantage susceptibles d'augmenter les impôts pour redistribuer les ressources, tout en réduisant les incitations à investir (Alesina et Rodrik, 1994; Persson et Tabellini, 1994). Un autre argument est qu'une forte inégalité peut réduire l'accumulation de capital humain, sous l'argument que les imperfections du marché du crédit empêchent les personnes défavorisées à investir dans l'éducation et la formation coûteuses (Galor et Zeira, 1993 ; Easterly, 2007). De manière plus générale, plus le niveau d'inégalité est élevé, plus le nombre d'individus ayant la possibilité de

développer leur potentiel de production se réduit. Ceci, en retour, peut affecter le taux de croissance de la production totale (Ferreira, 1999). Les sociétés inégales peuvent également créer de l'instabilité sociale et politique, entraînant une incertitude qui fait reculer l'investissement et la croissance économique (Alesina et Perotti, 1994).

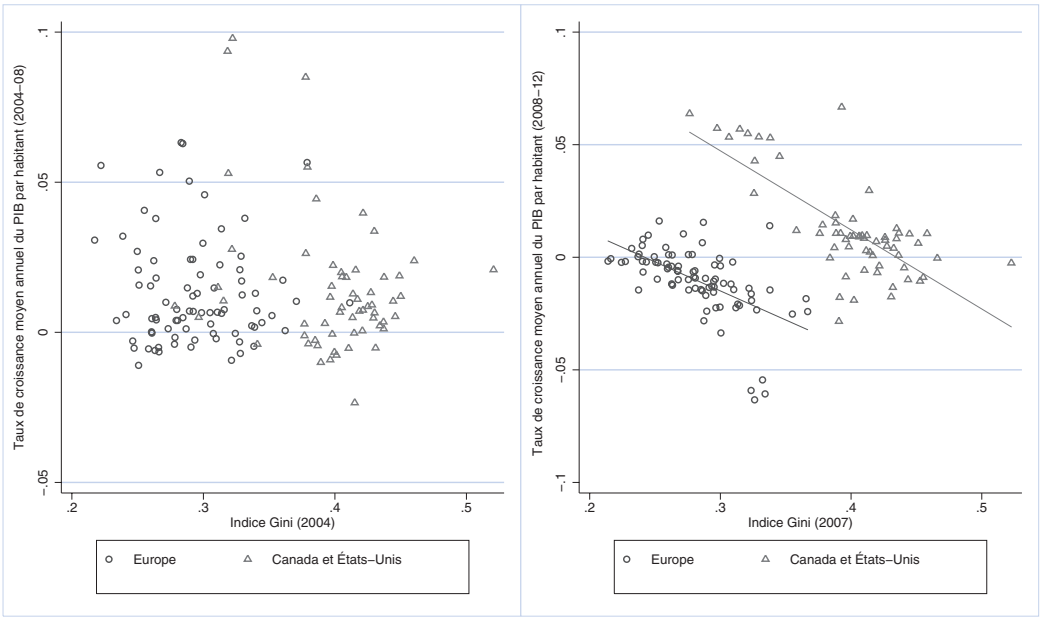
Il a été avancé plus récemment que les inégalités pouvaient avoir un impact différent sur la croissance, selon ses sources ou la part de distribution prise en compte : seule l'inégalité des chances pourrait être préjudiciable pour la croissance, tandis que les inégalités dues à l'effort stimuleraient la croissance (Marrero et Rodríguez, 2013 ; Ferreira et al 2014). L'inégalité des revenus peut aussi potentiellement réduire la croissance du revenu des pauvres et augmenter celui des riches, ou vice-versa (van der Weide et Milanovic, 2014). L'ensemble de ces arguments est généralement valable à moyen et à long terme. Sur le court terme, deux autres mécanismes opposés et liés à la partie de la demande de l'économie peuvent entrer en jeu. Le premier est qu'une plus grande inégalité peut avoir un effet positif sur la croissance, compte tenu d'une plus grande volonté de dépenser de la part des personnes les plus riches pour des produits nouveaux et innovants (effet dynamique des prix). Le deuxième est l'effet de la taille du marché qui implique que dans une société plus inégale moins de consommateurs peuvent se permettre d'acheter de nouveaux produits (Bertola et al., 2006).

En raison principalement d'un manque de données fiables, très peu de travaux ont analysé la relation entre la croissance et l'inégalité au niveau régional. Cependant, il existe des raisons spécifiques pour lesquelles ces analyses sont pertinentes. Tout d'abord, le comportement des individus en tant que citoyens et agents économiques peut être plus affecté par le contexte local que par le contexte national. L'investissement dans le capital humain, par exemple, en particulier lorsque le marché du crédit est imparfait, peut être affecté par le revenu des individus, qui peut être très différent selon les régions d'un même pays. L'investissement dans le capital humain est également affecté par l'espérance de vie (Rodríguez-Pose et Tselios, 2010), qui peut également varier largement selon les régions et les groupes de personnes. Ainsi, la différence entre la région la plus performante et la région la moins performante de l'OCDE en termes d'espérance de vie, est de 12 ans, soit le double de celle existant entre les pays de l'OCDE (6 ans). Ensuite, une approche régionale peut atténuer le biais resultant de variables omises et les questions d'incomparabilité entre les pays, puisque les régions reflètent mieux les conditions réelles où les gens vivent. Dans cette même ligne de pensée, l'utilisation de données régionales permet de mieux comprendre le rôle des petites disparités dans les contextes initiaux qui affectent la croissance économique ultérieure (Partridge, 2005). Enfin, plusieurs canaux de transmission entre l'inégalité et la croissance économique peuvent être amplifiés ou réduits à l'échelle régionale : la redistribution des impôts est généralement imposée au niveau national (canal de l'économie politique), tandis que la criminalité peut être plus importante au niveau local (instabilité politique). Ces deux aspects sont les conséquences de l'inégalité et peuvent avoir une incidence sur la performance économique, ils ne jouent cependant pas le même rôle au niveau national ou au niveau régional.

De récents travaux de l'OCDE ont examiné la relation entre les inégalités de revenu dans les régions et la croissance économique sur la période s'étalant entre 2004 et 2012. L'analyse a pris en compte les régions de 15 pays de l'OCDE[3] où les estimations des séries chronologiques des indicateurs régionaux de distribution des revenus étaient possibles (Royuela et al., 2014). Les inégalités de revenu, entre autres facteurs, ont été mesurées par l'indice de Gini de distribution des revenus au sein de chaque région, tandis que les taux de croissance économiques ont été mesurés par la variation relative des niveaux de PIB par habitant. Dans l'ensemble, la relation entre inégalité et croissance

semble avoir changé dans les périodes avant et après la crise économique dans les régions de l'OCDE. Bien qu'il soit difficile de détecter une forte relation pour la période avant 2008, les quatre années suivantes ont été marquées par différents modèles. Les différences d'inégalités régionales entre les pays sont élevées et expliquent en grande partie cette variation. Si l'on considère les pays européens et d'Amérique du Nord séparément, la relation entre l'inégalité et la croissance s'avère négative (graphique 2.6). Pour chaqu'un des continents, les régions les moins inégalitaires ont connu un taux de croissance supérieur à la moyenne. Dans l'ensemble, les régions européennes ont en moyenne de plus faibles niveaux d'inégalités et de croissance économique par rapport aux régions des États-Unis. D'autre part, il est difficile de détecter des changements significatifs dans l'indice de Gini sur la courte période étudiée (2004 - 2012).

Graphique 2.6. **Inégalités de revenu et croissance du PIB par habitant dans les régions de l'OCDE, avant et après la crise**



Source : Royuela, V., P. Veneri et R. Ramos (2014), « *Income inequality, urban size and economic growth dans OCDE regions* », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Une analyse de la relation entre l'inégalité des revenus et la croissance économique dans les régions de l'OCDE a été réalisée pour les deux périodes 2004 - 2007 et 2008 - 2012. En considérant l'ensemble des régions de l'OCDE sans distinction de pays ou de continents, l'inégalité des revenus et la croissance économique n'ont pratiquement pas de corrélation ou, pour certains cas, une faible corrélation positive (tableau 2.2). Cependant, cette corrélation s'accentue et devient négative lorsque l'on tient compte des niveaux de revenu régionaux, du degré d'urbanisation, de la structure économique, du niveau d'éducation, du marché du travail, de l'année de référence et du continent (tableau 2.2). Cela signifie qu'en tenant compte de l'emplacement géographique des régions et d'autres facteurs régionaux de base qui peuvent influer sur la croissance économique, les régions ayant le plus d'inégalités ont connu des taux de croissance plus faibles ces dix dernières années. Ces résultats confirment que le lien entre inégalité et croissance devrait tenir compte des différences entre les macro-domaines, du moins en ce qui concerne le continent européen et américain. Ces résultats ont également été confirmés lorsque l'on tient compte des variables nominales régionales (effets fixes) qui représentent les caractéristiques non observables des régions invariables dans le temps (Royuela et al., 2014).

Tableau 2.2. **Corrélations entre l'inégalité du revenu et le taux de croissance du PIB par habitant sur deux ans (2004-2012) dans les régions de l'OCDE**

	Indice de Gini	Rapport 20 % les plus riches / 20 % les plus pauvres	Rapport 10 % les plus riches / 10 % les plus pauvres	Rapport 10 % les plus riches / région médiane	Rapport région médiane / 10 % les plus pauvres	Pauvreté (en dessous de 40 % du revenu médian)	Pauvreté (en dessous de 60 % du revenu médian)
Données brutes							
Taux de croissance du PIB/hab. sur deux ans	0.0504	0.0577	0.0521	**0.0729**	0.044	0.0402	0.0233
Obs.	597	588	587	588	587	597	597
Données ajustées							
Taux de croissance du PIB/hab. sur deux ans	**-0.1178**	**-0.0084**	**-0.0031**	**-0.0153**	**-0.0076**	**-0.1039**	**-0.0800**
Obs.	537	528	527	528	527	537	537

Note : Les coefficients en gras ont un niveau de confiance de 90 %. Les coefficients ajustés sont estimés en tenant compte des niveaux de revenu, du degré d'urbanisation, de la structure économique, du niveau d'éducation, du marché du travail, du continent et des effets fixes du temps.

Source : Royuela, V., P. Veneri et R. Ramos (2014), « *Income inequality, urban size and economic growth dans OCDE regions* », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Au cours de ces dix dernières années, la relation négative entre les inégalités de revenu et la croissance économique a été plus forte dans les régions qui ont inclus les grandes zones métropolitaines. Le regroupement des régions de l'OCDE par la taille de leurs villes a montré que la relation inégalité-croissance n'était pas de la même ampleur dans tous les groupes et que plus les villes étaient grandes, plus la relation négative entre l'inégalité et la croissance était forte. Les régions où la plus grande partie de la population vivait dans les villes de plus de 1.5 millions d'habitants, ont connu une croissance relativement plus rapide et des inigalités moins prononcées. A l'inverse, dans les régions principalement composées de petites villes ou de zones rurales, la relation entre l'inégalité et la croissance a été plus faible. Ces corrélations étaient applicables à plusieurs indicateurs de la distribution des revenus au sein des régions, comme indiqué dans le tableau 2.2.

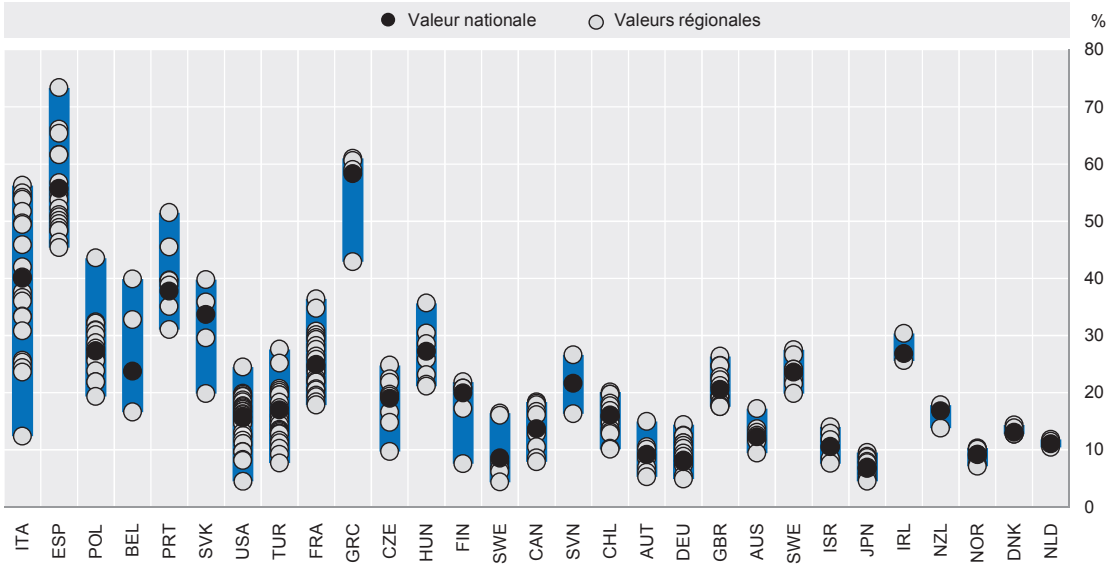
La situation de l'emploi dans les pays de l'OCDE présente une grande disparité régionale

Un accès inégal à l'emploi contribue aux inégalités interrégionales. Au cours des dix dernières années, la croissance de l'emploi dans de nombreux pays de l'OCDE s'est fortement concentrée dans certaines régions (OCDE, 2013a). En moyenne, 40 % de la création d'emploi totale dans les économies de l'OCDE pendant la période 1999 - 2012 a été enregistrée dans seulement 10 % de leurs régions. La composition sectorielle de l'économie et une solide base de capital humain rendent certaines régions compétitives et attractives pour les employeurs. Des données concrètes montrent que les écarts entre les niveaux d'éducation dans les villes des États-Unis entraînent un décalage tout aussi important en productivité du travail et en salaires pour la plupart des travailleurs d'une ville, particulièrement pour les emplois très qualifiées, mais également pour les emplois peu qualifiés (Moretti, 2012). Avec la crise économique, l'emploi évolue de façon encore plus disparate entre les régions. En fait, au Canada, en Estonie, en France, en Irlande, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, et en République slovaque, la moitié ou plus du déficit

d'emploi pourrait être comblé si une seule région retrouvait son taux d'emploi d'avant la crise (OCDE, 2013a).

Dans de nombreux pays, les disparités régionales en matière de chômage des jeunes se sont accrues depuis la crise. La situation des pays d'Europe du Sud et du Mexique est particulièrement préoccupante, car dans certaines régions, le taux de chômage des jeunes dépasse aujourd'hui les 40 % (graphique 2.7). Ces régions comptent également plus de jeunes ayant abandonné prématurément leurs études que la moyenne. De plus, si les grandes villes jouent un rôle moteur pour l'emploi national dans de nombreux pays, la crise économique a eu un effet néfaste sur la situation du marché du travail urbain. Dans 26 pays de l'OCDE sur 28, le taux de chômage dans les zones métropolitaines a augmenté davantage entre 2008 et 2012 qu'au cours des huit années précédentes. En 2012, 45 % des zones métropolitaines de l'OCDE enregistraient un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (OCDE, 2013a).

Graphique 2.7. **Fourchette des taux de chômage des jeunes dans les régions, 2013**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150294

Note : le taux de chômage des jeunes est le rapport entre les personnes sans emploi âgées de 15 à 24 ans et la population active de la même classe d'âge. Chaque point représente une région TL2. Les pays sont classés par ordre décroissant des différences régionales du taux de chômage des jeunes. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : OCDE (2014), *base de données de l'OCDE sur le bien-être régional,* http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Les marchés du travail locaux s'ajustent doucement à la structure démographique et productive des régions, au coût de la mobilité, à la rigidité du marché et aux contraintes institutionnelles. En 2011, dans près de 50 % des régions considérées, un chômeur sur trois était un chômeur de longue durée (c'est-à-dire exclu du marché du travail depuis plus de 12 mois) (OCDE, 2013a).

Les inégalités de niveau de vie et d'emploi dans les villes sont souvent associées à la ségrégation spatiale. Les inégalités intra-urbaines sont également importantes dans de

nombreuses villes des économies avancées, en particulier à l'intérieur des zones métropolitaines et des villes post-industrielles (OCDE, 2006). Les inégalités ne revêtent bien entendu pas la même forme ou la même intensité dans chaque ville et des mesures supplémentaires sont nécessaires à ce niveau spatial (encadré 2.4). Les caractéristiques précises varient d'un pays à l'autre et d'une ville à l'autre, en partie en fonction de la trajectoire économique nationale, des politiques du marché du travail et des politiques de protection sociale. Les gens peuvent vivre dans des villes enregistrant des taux de chômage très différents à l'intérieur même d'un pays et c'est dans les pays d'Europe du Sud, comme l'Espagne et l'Italie, que les différences sont les plus grandes (graphique 2.8).

Encadré 2.4. **Mesurer le bien-être et les inégalités dans les villes**

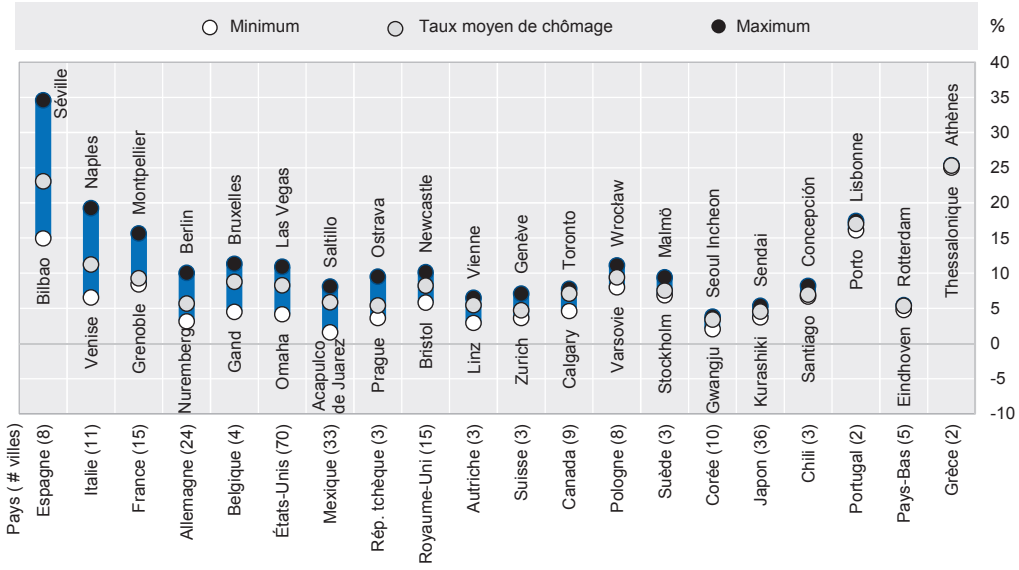
De nombreuses inégalités socioéconomiques se caractérisent par une forte dimension spatiale dans laquelle les villes jouent un rôle majeur. En ce qui concerne plusieurs dimensions du bien-être, les inégalités spatiales les plus importantes sont observées au niveau de la ville, en particulier lorsque la population est regroupée par race et par appartenance ethnique (Lewis et Burd-Sharps, 2013). Au sein des villes et des zones métropolitaines, les inégalités de revenu tendent à augmenter avec la taille de la ville et avec les niveaux de revenu par habitant des villes, même après prise en compte de toute une série de facteurs, notamment la structure industrielle et la dotation en compétences de la main-d'œuvre (Baum-Snow et Pavan, 2013 ; Berube, 2014). À l'échelle urbaine, les inégalités se traduisent souvent par le tri dans l'espace des groupes en fonction du revenu. Cependant, il est évident qu'un tel tri dans l'espace est à la fois un déterminant, ainsi qu'une conséquence, des inégalités interpersonnelles. Cette situation s'explique par le fait que les quartiers aux revenus plus faibles ont généralement des établissements scolaires et des équipements collectifs locaux plus pauvres et souffrent souvent d'un accès plus limité aux réseaux de transport et donc aux services, aux emplois et aux possibilités éducatives. Globalement, les résidents de ces territoires ont également des réseaux sociaux plus restreints, lesquels peuvent pourtant être déterminants pour les débouchés professionnels (Olli Segendorf, 2005). Ces facteurs tendent tous à renforcer les inégalités qui ont conduit à l'origine au tri dans l'espace. Dans de nombreux cas, les politiques urbaines et l'aménagement urbain peuvent soit renforcer soit atténuer ces inégalités.

Mesurer le bien-être et les inégalités au niveau de la ville consisterait à examiner – et dans bien des cas, à inventorier – les résultats multidimensionnels sur le plan du revenu, de l'emploi, de la santé, de l'éducation, des transports, de la criminalité, des liens sociaux, etc. et des différentes possibilités ou inégalités caractérisant certains groupes ou territoires. Un suivi de ce type serait particulièrement adapté au niveau des zones urbaines fonctionnelles (OCDE, 2012). En effet, la zone urbaine fonctionnelle est probablement le niveau d'analyse qui convient le mieux dans la plupart des cas, et ce pour deux raisons : premièrement, les marchés du travail correspondent généralement plus aux économies fonctionnelles qu'aux frontières municipales et deuxièmement, dans des zones métropolitaines morcelées, les frontières administratives reflètent – et renforcent – souvent les inégalités d'accès aux biens et services publics.

Une analyse des zones urbaines fonctionnelles permettrait également de déterminer si les possibilités et résultats en termes de bien-être sont sensiblement différents entre le centre urbain et les zones environnantes.

Bien que la base de données métropolitaines de l'OCDE fournit des informations sur 275 villes de plus de 500 000 habitants qui peuvent aider à évaluer leurs conditions socio-économiques, les données pour un grand nombre de dimensions du bien-être présentées dans le tableau 2.1 ne sont pas encore disponibles.

Graphique 2.8. **Différences entre les taux de chômage dans les zones métropolitaines, 2012**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150301

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant des différences de taux chômage dans les zones métropolitaines.

Source : OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr.

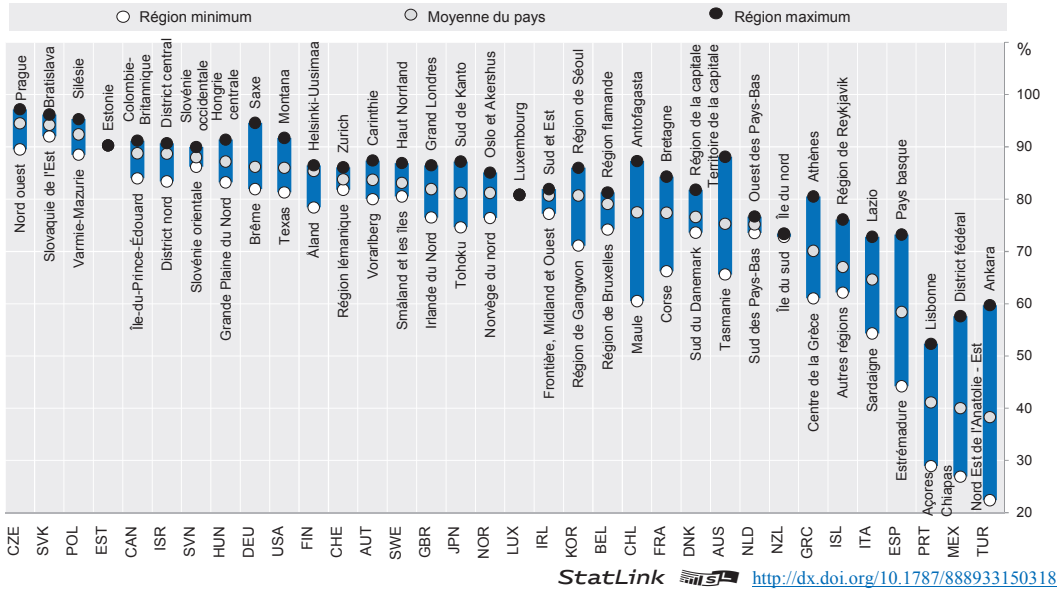
Les résultats en matière d'éducation peuvent être améliorés dans la plupart des régions

Outre l'examen de la situation du revenu et de l'emploi, l'évaluation du bien-être comprend également la mesure de plusieurs autres dimensions non matérielles liées à la qualité de la vie. Un élément clé en termes du bien-être individuel est l'éducation qui, d'un point de vue régional, apparaît comme très variable selon les régions. Dans la plupart des régions du Mexique, du Portugal et de la Turquie, ainsi que dans certaines régions d'Espagne, la proportion de la main-d'œuvre ayant suivi au moins des études secondaires était inférieure à 50 % en 2013. Ces pays enregistrent également des disparités régionales plus importantes (graphique 2.9). La proportion de la main-d'œuvre ayant suivi au moins des études secondaires n'est pas nécessairement le meilleur moyen pour guider les résultats en matière d'éducation; l'évaluation des compétences des élèves ou des adultes serait préférable. Cependant, ces données ne sont pas encore disponibles pour tous les pays au niveau régional et constituent un domaine de travail pour le futur.

Les facteurs régionaux influent fortement sur l'accès à l'éducation et sur la qualité de l'apprentissage. Même si l'on tient compte du milieu socioéconomique des élèves, la localisation des établissements scolaires influe très fortement sur la qualité de l'éducation. Dans la zone OCDE, les élèves de 15 ans scolarisés dans des établissements scolaires urbains ont obtenu de meilleurs résultats à l'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OCDE (*Programme for International Student Assessment - PISA*), que ceux scolarisés dans les zones rurales, les dépassant de plus d'une vingtaine de points en 2009, ou de près d'une année. Ainsi, les données recueillies par les pays dans lesquels l'enquête PISA a été conduite au niveau régional (tels que l'Australie, le Canada, l'Italie, le Mexique et l'Espagne) montrent que les disparités régionales en matière d'éducation peuvent être importantes (OCDE 2013a).

Graphique 2.9. **Disparités régionales en matière d'éducation**

Régions enregistrant le pourcentage le plus faible et le plus élevé de main-d'œuvre ayant suivi au moins des études secondaires, 2013



Note : Les pays sont classés par proportion moyenne de la population ayant suivi au moins des études secondaire. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : OCDE (2014), *base de données de l'OCDE sur le bien-être régional*, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Les fortes différences de rendement de l'éducation entre les zones urbaines et les zones rurales peuvent être l'une des principales raisons pour lesquelles les individus possédant un niveau d'instruction élevé migrent vers les villes. Dans la plupart des pays, la région de la capitale possède le pourcentage le plus élevé de main-d'œuvre ayant suivi des études supérieures. C'est aux États-Unis, en Espagne, en République tchèque et en Turquie que le nombre de personnes ayant suivi des études supérieures est le plus variable d'une région à l'autre (OCDE, 2013a). Cependant, il existe également des disparités considérables à l'intérieur des régions métropolitaines. Dans la région de Chicago, les districts scolaires enregistrent des taux de diplômés du secondaire qui s'échelonnent de 57 % dans la ville de Chicago à plus de 95 % dans les zones suburbaines (OCDE, 2012). Dans la région d'Aix-Marseille, le pourcentage de la population d'âge actif qui ne possède pas de diplôme va de 39 % dans les quartiers nord de Marseille à 14 % à Aix-en-Provence (OCDE, 2013c). On observe l'inverse dans la quatrième plus grande région du Mexique, Puebla-Tlaxcala, où les zones périphériques enregistrent des niveaux d'éducation inférieurs à ceux du centre urbain ; dans certains secteurs de recensement, plus de 65 % de la population n'a pas fini ses études secondaires, comparé à des taux de moins de 20 % dans le centre urbain.

Il existe de fortes disparités entre les régions en ce qui concerne les résultats en matière de santé, de sécurité et de logement

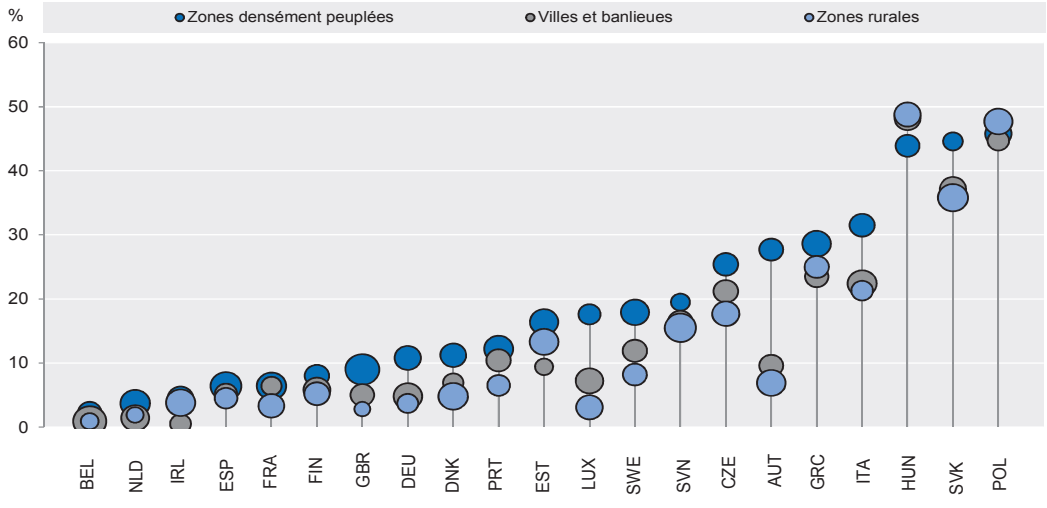
Les fortes disparités régionales en matière de santé au sein des pays peuvent en partie s'expliquer par un accès inégal aux services de santé. Ainsi, la population de Hawaï peut espérer vivre en moyenne six ans de plus que celle du Mississippi, ce qui représente à peu près la même différence entre le Mexique et les États-Unis. Le taux de mortalité ajusté selon l'âge se caractérise également par de grandes différences au sein des pays. Dans la plupart des cas, les régions les plus riches comptent généralement un nombre plus élevé de

médecins et des taux de mortalité ajustés selon l'âge inférieurs. Ainsi, les disparités régionales peuvent avoir un impact sur la disponibilité physique et financière des services de santé. Les pays qui présentent les plus grandes différences régionales en termes de nombre de médecins par habitant sont notamment la Grèce, l'Espagne, les États-Unis, la République slovaque et la République tchèque.

S'agissant d'autres dimensions du bien-être, les disparités de résultats en matière de santé sont particulièrement visibles lorsque l'on adopte une petite échelle spatiale, telle que la ville. Elles sont encore plus marquées dans les pays, comme les États-Unis, où les régions TL2 (équivalent aux états), sont particulièrement grandes et leur utilisation peut masquer l'ampleur réelle des disparités spatiales. L'espérance de vie aux États-Unis est extrêmement variable au niveau du quartier et des travaux menés par la *Robert Wood Johnston Foundation* en 2013, montrent par exemple, qu'au sein de la ville de la Nouvelle-Orléans, les différences d'espérance de vie moyenne peuvent atteindre 25 ans entre quartiers quasiment contigus[4]. Une étude réalisée par *Measure of America* (Lewis and Burd-Sharps, 2013), souligne, quant à elle, le rôle de la composante raciale et ethnique sur l'espérance de vie au niveau de la ville et constate de fortes différences entre groupes sociaux.

Un autre élément important qui détermine le bien-être individuel est la sécurité, c'est-à-dire le degré de sécurité des personnes sur le territoire où vivent les gens. La disponibilité des données dans les différentes régions de l'OCDE impose l'utilisation d'indicateurs objectifs, parmi lesquels l'un des plus solides est celui du taux d'homicides. Pareillement aux autres indicateurs du bien-être, des disparités concernant le taux d'homicides sont relativement importantes entre les régions de l'OCDE, en particulier en Amérique du Nord et au Chili. Les mesures de la perception de la sécurité sont de plus en plus utilisées dans de nombreux pays. Pour les pays européens, par exemple, l'Enquête européenne sur les revenus et conditions de vie (EU-SILC), permet de mesurer la perception de la sécurité selon le type de région (graphique 2.10). Le graphique 2.10 montre que, dans la plupart des pays, les individus vivant dans les villes font état de niveaux de sécurité plus faibles que ceux vivant dans les zones rurales.

Graphique 2.10. **Proportion des individus qui perçoivent la criminalité, la violence et le vandalisme comme un problème dans la région où ils vivent et par type de région, 2012**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150327

Note : Les pays sont classés par ordre croissant de la perception moyenne de la criminalité, la violence et le vandalisme comme étant un problème dans la région de résidence.

Source : Eurostat (2013), « statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », Commission européenne, Bruxelles, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc.

La variabilité des taux de criminalité dans l'espace est solidement associée à d'autres dimensions du bien-être telles que l'éducation, l'accès aux emplois et les liens sociaux. Plus spécifiquement, des travaux empiriques ont démontré que le fait d'augmenter le niveau de scolarisation peut faire baisser les taux de criminalité (Lochner et Moretti, 2004 ; Machin et al., 2011) et que ces derniers reculent dans des contextes où l'accessibilité aux emplois est élevée (Gaigné et Zenou, 2013). Il a également été constaté que les crimes les plus graves commis dans les villes étaient associés à des liens sociaux plus ténus (Glaeser et al., 1996). Il semble par conséquent particulièrement judicieux d'identifier les indicateurs du bien-être qui représentent deux dimensions du bien-être à la fois, puisque ces mesures pourraient aider à comprendre les complémentarités entre différents domaines et ainsi améliorer l'efficacité des interventions des pouvoirs publics.

Le logement est également une dimension importante dans la mesure du bien-être. Avec l'eau et la nourriture, un logement adapté est l'un des besoins humains les plus fondamentaux et le coût du logement représente souvent la principale composante du revenu d'un ménage. Le logement est par ailleurs fortement lié à d'autres dimensions du bien-être, telles que la santé, le revenu et la satisfaction à l'égard de la vie (OCDE, 2011). Il est donc crucial de trouver des façons de mesurer son effet sur le bien-être. Au niveau local et régional, les caractéristiques du logement sont également étroitement liées à la configuration territoriale et spatiale. Il existe en fait d'importants mécanismes de rétroaction entre la structure spatiale en termes de types d'occupation territoriale, de transports, d'utilisation des sols et de caractéristiques de l'habitat. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de recourir à des mesures liées non seulement à la disponibilité des logements, mais également à leur qualité et à leur coût. Le prix des logements au niveau régional peut varier considérablement, selon le lieu (par exemple, en milieu urbain ou rural) et le type de logement, ce qui affecte la mesure dans laquelle le logement est abordable.

Bien qu'il existe plusieurs façons d'évaluer les conditions de logement, il n'existe pas de base de données exhaustive couvrant toutes les régions de l'OCDE sur ce domaine, et ce à cause du manque d'indicateurs pertinents au niveau régional. Dans ce contexte, l'OCDE a compilé des données sur le nombre de pièces par personne, ce qui permet de comparer 32 pays de l'OCDE. Cet indicateur a des limites, car il ne tient pas compte de certains éléments importants tels que le prix des logements, la densité de la population, le coût global de la vie dans la région ou les avantages potentiels du point de vue de l'immobilier. Les capitales par exemple, ont en moyenne un nombre relativement restreint de pièces par personne par rapport à d'autres régions du pays (à l'exception notable du Mexique). Au niveau national, le nombre de pièces par personne commence à 0.9 en Turquie et grimpe à 2.6 au Canada. Lorsqu'on ventile à un niveau régional, cependant, une différence d'une amplitude similaire peut être enregistrée dans un même pays. Au Canada, par exemple, les habitants de Nunavut ont en moyenne 1.3 pièces par personne, soit la moitié de ce que possède la population vivant dans la région du Nova Scotia, avec 2.7 pièces par personne.

Les résultats environnementaux devraient être évalués à l'échelle locale

Les mesures régionales des résultats environnementaux permettent également de mieux comprendre les déterminants géographiques du bien-être des individus. En dépit du fait que de nombreux indicateurs du bien-être des individus utilisés à l'heure actuelle dans les débats de politique publique ne tiennent pas compte des résultats environnementaux, l'évaluation du bien-être au niveau régional et au niveau de la ville exige de le faire. À ce propos, des travaux publiés récemment démontrent que les individus ressentent un plus grand bien-être – tant en termes de satisfaction subjective à l'égard de la vie qu'en termes

de résultats en matière de santé (détresse mentale moindre) – lorsqu'ils vivent dans des zones urbaines mieux dotées en espaces verts (White et al., 2013). Les travaux publiés ont conclu aux mêmes résultats en ce qui concerne la qualité de l'air dans les régions européennes (Ferreira et al., 2013). Selon l'UE, l'exposition aux particules fines réduit l'espérance de vie de huit mois à deux dans les endroits les plus pollués (Agence européenne pour l'environnement, 2012), et est la principale cause environnementale de décès prématurés (OCDE, 2014b). Il a également été démontré que les questions environnementales avaient un impact économique ; l'impact d'une baisse de 1 % de la moyenne annuelle des concentrations de particules fines revient à augmenter le revenu par habitant de 0.71 % (Silva et Brown, 2013). De plus, les avantages cumulés d'un bien-être individuel accru dans les régions et les villes mettent en évidence la nécessité de mettre en œuvre au niveau local des politiques visant à préserver et à améliorer la qualité de l'environnement. Une étude récente estime que les pays de l'OCDE sont prêts à débourser 1.7 mille milliards de dollars pour éviter les décès causés par la pollution de l'air (OCDE, 2014b). Toutefois, la capacité d'action pourrait être limitée par la capacité de mesurer les résultats environnementaux. La qualité de l'environnement peut être mesurée aussi bien par des moyens objectifs que subjectifs. Les mesures objectives peuvent inclure les niveaux de consommation d'énergie, de la qualité de différents milieux tels que le sol, l'eau ou l'air, ou les différents types d'occupation des sols. Les mesures subjectives évaluent quant à elles, le niveau d'appréciation des individus de l'environnement où ils vivent.

Pour compenser l'actuel manque d'indicateurs des résultats environnementaux comparables au niveau international, l'OCDE a mis au point une nouvelle méthodologie qui s'appuie sur des données satellitaires pour mesurer les résultats environnementaux aux niveaux national, régional et municipal (voir encadré 2.5). Cela s'est traduit par de nouvelles estimations sur les émissions de CO_2 dans les régions et les zones métropolitaines, sur la pollution de l'air, sur la proportion d'espaces verts dans les villes et de forêts et végétation dans les régions, et sur les changements dans l'occupation des sols et le rythme de l'urbanisation (OCDE, 2013a).

Encadré 2.5. **Mesurer la performance environnementale des régions et des villes grâce aux données des SIG**

Depuis quelques années, l'OCDE utilise des séries d'images satellite (couches mondiales) de différentes résolutions, combinées et harmonisées avec des systèmes d'information géographiques (SIG), pour mesurer l'occupation des sols et son évolution, la qualité de l'air et les émissions sur de petites portions de territoire. Des exemples d'indicateurs obtenus en intégrant différentes sources de données et en utilisant des SIG sont notamment : les émissions de CO_2 par habitant dans les régions et les zones métropolitaines (totales et par secteur) ; la population régionale exposée aux particules fines dans l'air ($PM_{2.5}$) ; la plage régionale du piégeage et de l'émission de CO_2 ; le pourcentage de zones urbaines issues de la conversion de terrains agricoles, de forêts et de végétation ; le pourcentage de zones métropolitaines vertes ; l'indice d'étalement urbain

En dépit des progrès récents de l'observation terrestre, de la télédétection et des techniques de gestion de vastes ensembles de données, il n'existe pas un ensemble de données mondiales unique sur l'évolution dans le temps de l'occupation des sols. En harmonisant les sources de données disponibles en Europe, au Japon et aux États-Unis, il a été possible d'effectuer un suivi de l'occupation des sols par le développement urbain dans ces pays et de déterminer si l'expansion des terrains destinés à des usages urbains (logements et commerces, axes routiers et chemins de fer), risque de se faire au détriment des paysages ou de la biodiversité. Au cours des dix dernières années, par exemple, un tiers des zones métropolitaines en Europe, au Japon et aux États-Unis ont continué de développer leurs surfaces bâties, et ce à un rythme plus élevé que l'accroissement de leur population.

Encadré 2.5. **Mesurer la performance environnementale des régions et des villes grâce aux données des SIG** *(suite)*

De même, dans le cas des données sur les émissions et la qualité de l'air (concentration de particules fines), différentes séries de données mondiales ont été utilisées pour fournir des estimations pour les régions ou les zones métropolitaines, telles que, la base de données EDGAR (*Emissions Database for Global Atmospheric Research*) sur les émissions mondiales, qui a été élaborée par le Centre commun de recherche de la Commission européenne, ou la concentration de particules $PM_{2.5}$ mise au point par Van Donkelaar et al. (2014). Les données sur les émissions sont recueillies au niveau national et imputées à de petites zones carroyées en fonction de l'emplacement d'installations industrielles – notamment d'énergie –, des réseaux routiers, des routes maritimes, de la densité de la population humaine et animale et de l'utilisation des terres agricoles. Par conséquent, elles peuvent rendre compte de l'évolution de la consommation énergétique ou des émissions de gaz à effet de serre résultant de politiques locales.

Les données d'information géographique sont une ressource essentielle, mais sous-exploitée, pour suivre l'état des richesses environnementales locales dans des régions et des villes de différentes tailles. Elles constituent un grand potentiel pour produire des indicateurs comparables au plan international en assurant une couverture la plus large possible des pays membres et non membres de l'OCDE.

Une évolution future consisterait à combiner des données au niveau individuel sur la satisfaction par rapport à la qualité environnementale et aux services environnementaux, avec la performance environnementale des régions et des villes.

Source : OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr; OCDE (2012), *Redefining « Urban »: A New Way to Measure Metropolitan Areas*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264174108-en ; et Van Donkelaar, A., R.V. Martin, M. Brauer et B.L. Boys (2014), « *Global fine particulate matter concentrations from satellite for long-term exposure assessment* », Environmental Health Perspectives, à paraître.

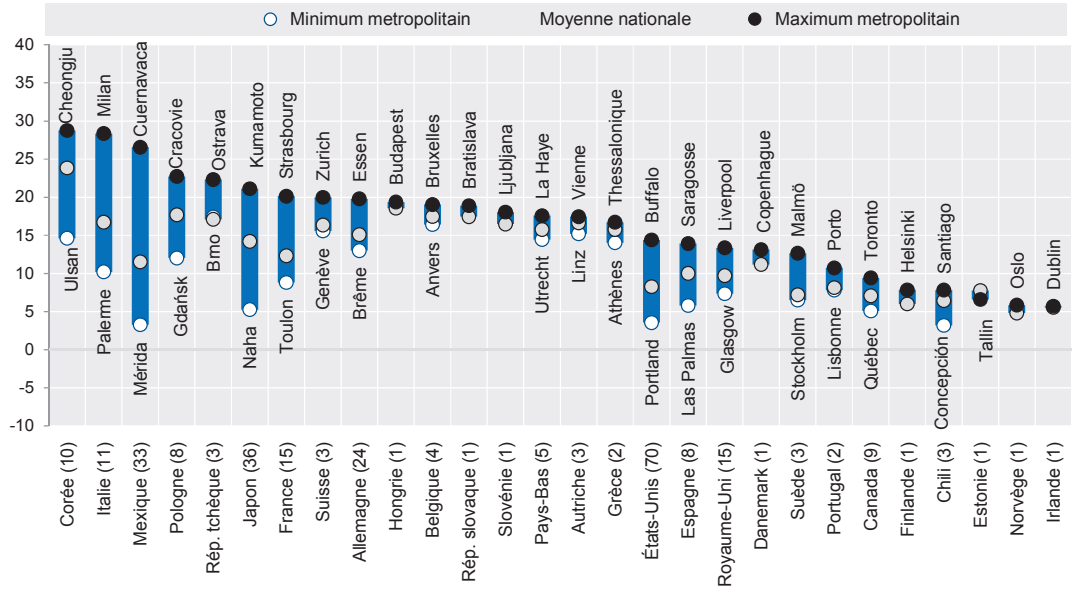
Le principal indicateur utilisé pour mesurer la dimension environnementale dans les régions de l'OCDE est l'exposition moyenne de la population régionale aux concentrations de particules fines dans l'air ($PM_{2.5}$). Les particules fines sont considérées comme les principaux polluants atmosphériques, avec des effets négatifs importants sur les systèmes respiratoires et cardiovasculaires. Selon les directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le risque sur la santé est élevé à partir d'une concentration moyenne annuelle de 10 $\mu g/m^3$ (OMS, 2005). Selon les estimations de l'OCDE, en 2012, les populations de 209 régions sur 362, étaient en moyenne exposées à des niveaux de pollution de l'air plus élevés que le plafond fixé par l'OMS. Ces valeurs dangeureusement élevées ont été enregistrées en Corée, en Israël et en Italie. La pollution de l'air peut être très différente selon les villes, ainsi, certaines zones peuvent présenter des niveaux inférieurs à la moyenne nationale et d'autres, des niveaux beaucoup plus élevés. De plus, alors que les régions métropolitaines du Canada, du Chili, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Irlande et de la Norvège, ne dépassent pas le niveau de concentration annuelle fixé par l'Organisation mondiale de la santé, les populations des régions métropolitaines de Cheongju (Corée), Milan (Italie) et Cuernavaca (Mexique), sont exposées à une concentration annuelle moyenne supérieure à 25 $\mu g/m^3$ (graphique 2.11).

La concentration des activités dans les villes fournit de l'emploi et d'autres services, mais c'est également une source d'externalités positives et négatives. Il est donc raisonnable de supposer que l'échelle de la ville, la morphologie urbaine et les systèmes d'occupation des sols jouent un rôle dans la détermination du bien-être. Ainsi, ces dernières années, l'étalement urbain est devenu un enjeu majeur de la politique publique, en écho aux nombreuses voix qui s'élèvent pour dénoncer l'empiètement de la croissance

urbaine sur le paysage. En réponse, de nombreuses villes et gouvernements nationaux ont adopté des politiques visant à limiter l'étalement urbain, en instaurant notamment des restrictions au développement à la périphérie des villes, de nouvelles taxes sur les constructions et les achats publics d'espaces ouvert. Ces mesures ne sont toutefois pas nécessairement fondées sur une évaluation des incidences sur le bien-être des habitants. L'analyse économétrique préliminaire d'une enquête menée dans six pays de l'OCDE, explore l'effet de la structure urbaine sur la satisfaction à l'égard de la vie. Celle-ci révèle que la densité de la population dans une zone urbaine influe de manière positive en moyenne sur la satisfaction à l'égard de la vie, mais que certains aspects connexes de la densité de la population, tels que l'augmentation de la densité des routes et une plus grande diversification de l'occupation des sols, ont des effets mitigés, voire négatifs sur la satisfaction à l'égard de la vie (encadré 2.6).

Graphique 2.11. **Disparités métropolitaines en termes d'exposition des populations à la pollution de l'air ($PM_{2.5}$), 2012**

Zones métropolitaines enregistrant les niveaux les plus élevés et les niveaux les plus faibles d'exposition de la population aux $PM_{2.5}$, moyenne 2010 - 2012



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150334

Note : Ces estimations ont été possibles grâce au calcul des observations par satellite de Van Donkelaar et al. (2014). Les pays sont classés par ordre décroissant des différences entre les régions.

Source : OCDE (2014), « Aires métropolitaines », *Statistiques régionales de l'OCDE* (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/data-00531-fr.

Encadré 2.6. **Examen des effets de la structure urbaine sur le bien-être individuel**

Une étude récente basée sur l'enquête sur les ménages de 2011 de l'OCDE, sur les données spatiales des SIG et sur la définition commune à l'OCDE des aires métropolitaines, a étudié les indicateurs clés de la structure urbaine qui influent sur la satisfaction à l'égard de la vie. L'analyse a examiné les réponses de personnes vivant dans 35 régions métropolitaines (de plus de 500 000 habitants) de 5 pays de l'OCDE (la France, le Japon, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède). L'analyse économétrique indique que la densité de la population dans la zone urbaine globale influe positivement sur la satisfaction à l'égard de la vie. Cependant, il semblerait que certains aspects liés à la densité de population, tels que le nombre croissant d'embouteillages sur les routes et une plus grande diversification de l'occupation des sols, ont un impact mitigé et parfois même négatif sur la satisfaction à l'égard de la vie. En outre, la compacité des villes a des effets aussi bien positifs que négatifs sur la satisfaction à l'égard de la vie. À facteurs égaux, les ménages résidant plus près du noyau urbain présentent généralement des niveaux plus élevés de satisfaction à l'égard de la vie, mais celle-ci reste néanmoins négativement affectée par une structure compacte, telle que la petite taille des habitations ou une centralisation accrue. Dans l'ensemble, l'analyse souligne le potentiel à intégrer les données spatiales de la structure urbaine dans l'enquête sur la satisfaction à l'égard de la vie et, plus généralement, l'évaluation des résultats environnementaux locaux.

Source : Brown, Z., W. Oueslati et J. Silva (2014), « *Exploring the effect of urban structure on individual well-being* », OECD Environmental Working Papers, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Au niveau régional, l'accés aux services est une dimension clé du bien-être des populations

L'accés aux services détermine la manière dont les gens obtiennent ce qui est nécessaire à la satisfaction de leurs besoins et de leurs attentes. Il faut envisager le niveau d'accessibilité d'un service donné à un individu par rapport à trois grandes caractéristiques, à savoir l'accessibilité physique, économique et institutionnelle. Par accessibilité physique, on entend la capacité à se rendre dans le lieu où le service est assuré, l'accès économique fait référence à la faisabilité budgétaire d'un service donné qui inclut aussi bien le coût du service lui-même que les coûts de transaction associés (comme le coût de recherche, d'information et de transport). Enfin, l'accessibilité institutionnelle à un service se réfère aux contraintes imposées par les lois, les normes ou les valeurs de la société. La connaissance et les perceptions (si les gens connaissent l'existence d'un certain service et s'ils savent l'utiliser) entrent également en ligne de compte car les individus peuvent ne pas avoir connaissance de l'existence d'un service ou avoir le sentiment que son accessibilité est limitée. Ces trois dimensions sont fortement liées lorsque l'on s'intéresse à l'accessibilité au niveau régional ou au niveau de la ville.

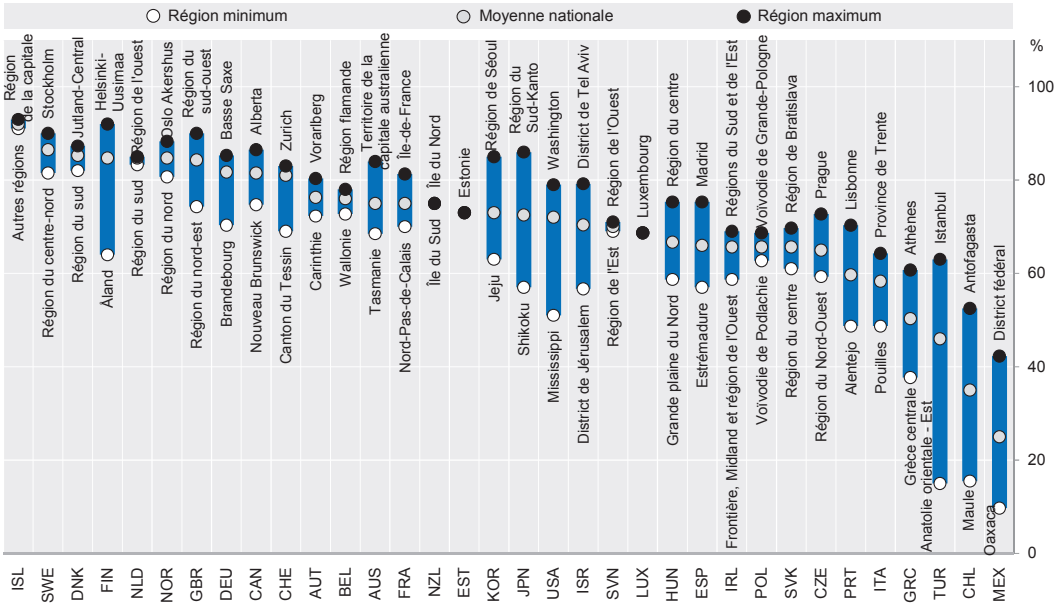
Mesurer l'accessibilité des services permet de mieux appréhender les inégalités dans les sociétés et les territoires. Des disparités importantes en termes d'accès aux services de base et avancés, tels que les transports, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la santé et les technologies de l'information et des communications (TIC) subsistent d'une région à l'autre et au sein d'une même région. Les inégalités d'accès à l'éducation, par exemple, peuvent entraver la mobilité sociale et ainsi perpétuer les inégalités. Le graphique 2.12 montre que l'accès à une connexion haut débit peut être extrêmement variable dans les régions. Malgré des niveaux d'accés au haut débit différents au niveau national, le Mexique, le Chili, les États-Unis et la Grèce présentent les plus importantes disparités

régionales. Ces différences sont pertinentes pour l'action publique car elles témoignent des possibilités offertes aux personnes de développer leurs capacités suivant leurs ambitions (Sen, 1993) et de satisfaire différents types de besoins humains, depuis les besoins psychologiques de base jusqu'à la réalisation de soi (Maslow, 1943). L'analyse de l'accès aux services favorise une utilisation plus efficace des ressources en identifiant les zones mal desservies et en permettant de satisfaire la demande plus équitablement.

L'accessibilité aux services de santé est un élément clé du bien-être de la population. Un indicateur de résultat simple dans ce domaine est le besoin médical non satisfait, qui représente le pourcentage de personnes ayant déclaré ne pas avoir reçu de soins ou d'examens médicaux une ou plusieurs fois alors qu'ils en avaient besoin[5]. Cet indicateur a été calculé au niveau régional pour un ensemble de pays de l'OCDE, en se basant sur des enquêtes nationales sur les ménages[6]. Comme dans le cas des autres dimensions du bien-être, la part des personnes ayant des besoins médicaux non satisfaits en 2011 était différente d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays (graphique 2.13). Les disparités régionales en termes de besoins médicaux non satisfaits, dans les différents systèmes nationaux de santé, pourraient être l'expression d'inégalités telles que la distance séparant la population d'un centre de santé, la capacité de payer des soins ou des différences dans des restrictions telles que les listes d'attente. Ces disparités régionales varient d'un pays à l'autre; ainsi, le Mexique, le Chili et les pays d'Europe du Sud affichent le plus grand écart entre les régions les plus performantes et les régions les moins performantes. L'une des limites de cet indicateur serait qu'il ne donne pas un aperçu des raisons pour lesquelles les besoins médicaux n'ont pas été satisfaits et si, par exemple, cela est dû à des facteurs économiques ou institutionnels. Même lorsque la question est posée aux participants de l'enquête, les données de la plupart des pays ne peuvent pas être traitées au niveau régional en raison de la petite taille de l'échantillon. Élargir les enquêtes auprès des ménages afin d'obtenir un échantillon plus représentatif au niveau régional pourrait aider à formuler des indicateurs avec plus d'enseignement.

Graphique 2.12. **Disparités régionales en termes de connexion haut débit des ménages**

Valeurs régionales minimales et maximales, % de ménages équipés d'une connexion haut débit; 2013



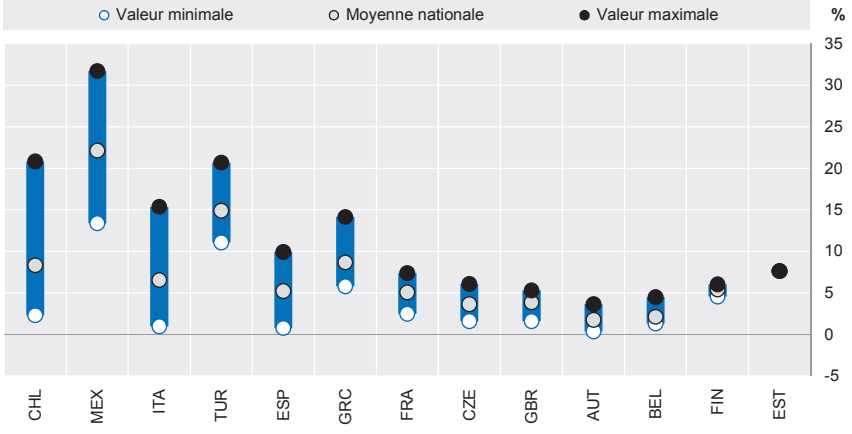
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150340

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion nationale moyenne de ménages ayant une connexion haut débit. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Source : OCDE (2014), *base de données de l'OCDE sur le bien-être régional* http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr.

Graphique 2.13. **Part de la population ayant des besoins médicaux non satisfaits, 2012**

Valeurs régionales les plus hautes et les plus basses en 2012

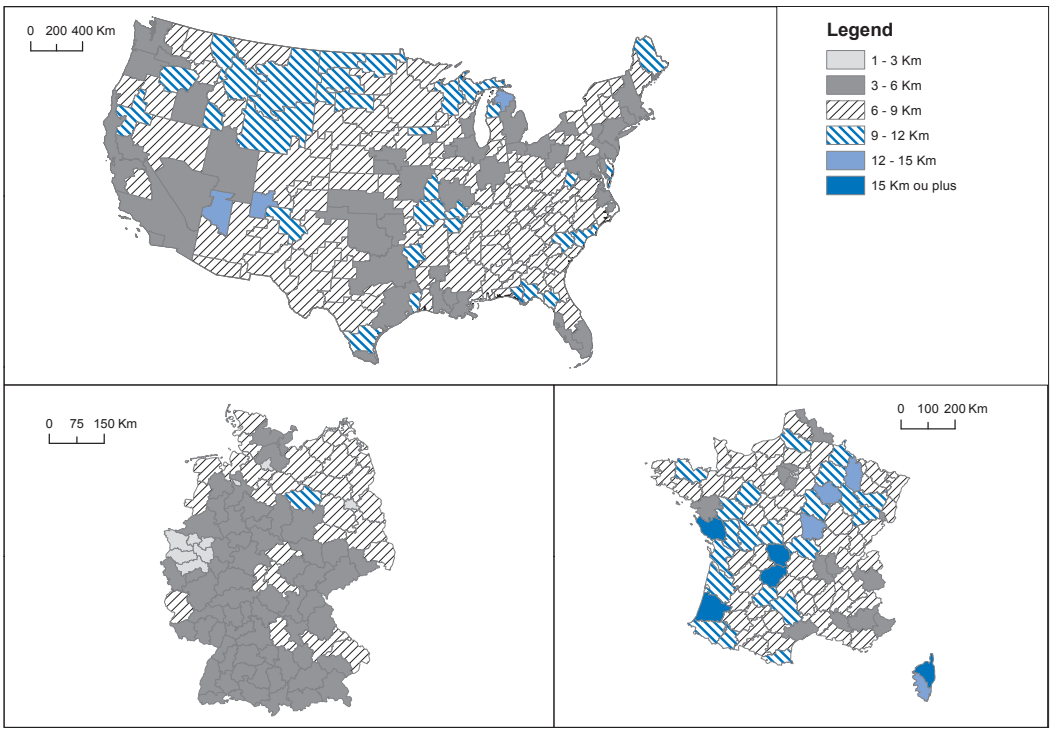


StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150350

Source : Recherches de l'auteur basées sur l'enquête EU-SILC pour les les pays européens; la CASEN pour le Chili et l'ENSANUT pour le Mexique.

Les disparités régionales en termes d'accès aux services peuvent être liées aux questions de l'aménagement du territoire. L'accès aux services dépend très largement du lieu où se situe le point d'accès physique le plus proche et de la manière de s'y rendre. Les caractéristiques géographiques régionales ainsi que le réseau de transport régional sont des facteurs déterminants. Des indicateurs spécifiques permettant de mesurer l'accessibilité spatiale aux services publics (tels que les services de santé) peuvent prendre en compte la distance – en termes de temps de trajet en voiture ou de kilométrage – pour atteindre le point d'accès. Le graphique 2.14 montre, pour la France, l'Allemagne et les États-Unis, la distance moyenne à parcourir pour se rendre à un hôpital par petite région (TL3), cette distance étant pondérée par la localisation de la population dans chaque kilomètre carré. En moyenne, les régions présentant une densité de population plus grande ont un accès physique plus élevé aux hôpitaux. Si en France les régions présentant des valeurs de distance relativement élevées sont disséminées à travers tout le pays, dans le cas de l'Allemagne ces régions sont principalement situées dans la partie nord-est du pays (Ruiz and Veneri, 2014). Les indicateurs de ce type sont disponibles pour un ensemble de pays – notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Portugal et les États-Unis – qui ont fourni des données sur la localisation des hôpitaux ainsi que certaines caractéristiques de base de ces derniers.

Graphique 2.14. **Distance moyenne jusqu'à l'hôpital le plus proche**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150361

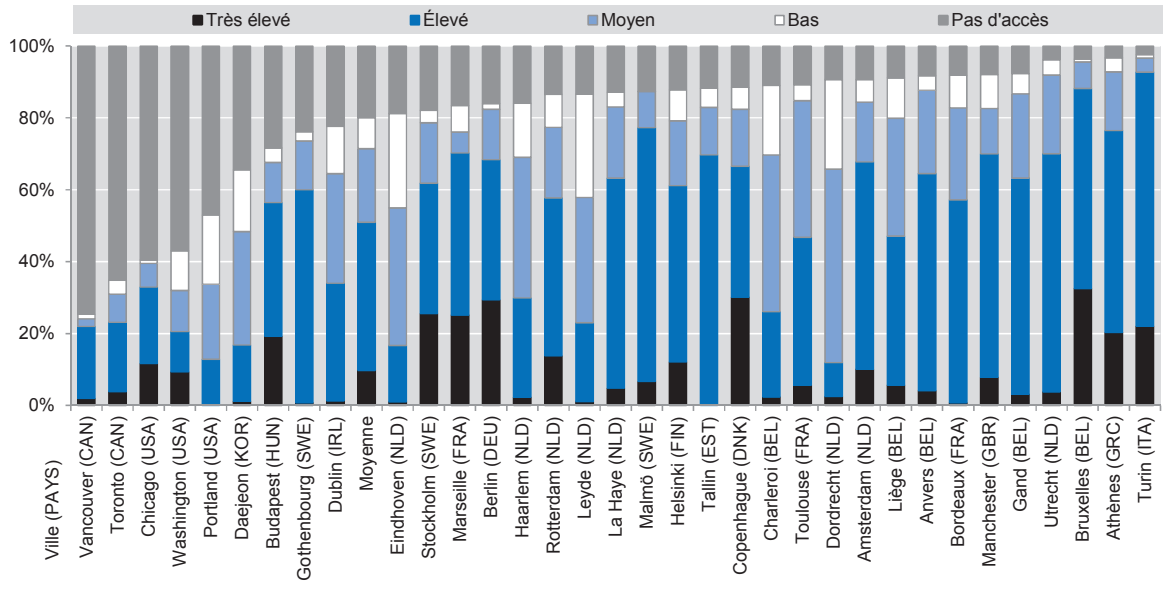
Note : La distance est pondérée par la population. Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté de ce dernier.

Source : Ruiz, V. et P. Veneri (2014), « Measuring the access to public services: The case of public hospitals », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

La disponibilité et l'accessibilité des transports publics dans les villes est une dimension importante de la qualité de la vie. Un projet conjoint OCDE-UE en cours a donné lieu à la mise au point d'une méthodologie commune pour identifier les zones desservies par les transports publics (les zones à partir desquelles on peut accéder à pied à des arrêts de transports en commun) pour différentes typologies de transport dans les zones urbaines fonctionnelles (OCDE, 2014a). Une fois que l'on a combiné les zones de desserte avec la fréquence de service par mode de transport (bus, métro, train de banlieue), le pourcentage de la population selon le niveau d'accessiblité aux transports publics peut être calculé. Les premiers résultats concernant 32 aires métropolitaines de l'OCDE indiquent de grandes différences d'accessiblité aux transports dans les villes, bien que la comparabilité des données entre pays demande des vérifications suplémentaires (graphique 2.15). Sans surprise, la proportion de la population qui a accès aux transports publics est plus grande dans les zones urbaines centrales des villes européennes que dans les villes américaines : pas moins de 70 % de la population des villes européennes ont un accès aux transports publics. Parmi les villes non-européennes, Chicago, Washington et Portland enregistrent les pourcentages les plus élevés de population jouissant d'un accès « très élevé » et « élevé », tandis que parmi les grandes villes européennes, plus de 90 % de la population a un accès élevé et très élevé aux transports publics à Turin (Italie) et à Bruxelles (Belgique) et 70 % dans la ville de taille moyenne de Malmö (Suède) (graphique 2.15). L'échantillon des villes non européennes analysées révèle que les données mises à disposition du public par les prestataires de services de transports publics dans les zones métropolitaines sont relativement limitées et qu'il est nécessaire de recueillir de nouvelles données (encadré 2.7).

Graphique 2.15. **Accès aux transports publics dans certaines villes**

Pourcentage de la population ayant accès aux transports publics



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150378

Note : La population correspond à celle vivant dans le centre (forte densité de population) des villes représentées. La fréquence de service des transports publics a été ventilée dans les catégories très élevé, élevé, moyen et faible, selon des seuils communs par continent. La catégorie « pas d'accès » se réfère à des zones où le temps de marche estimé pour accéder un transport public est de plus de 5 minutes (pour le transport routier) ou de 10 minutes (pour le transport ferroviaire). Les résultats de ce graphique sont préliminaires car la comparabilité des données entre pays nécessite de plus amples vérifications.

Source : calculs OCDE-CE portant sur les zones urbaines fonctionnelles (OCDE, 2014a).

Encadré 2.7. **Accessibilité des services : le futur programme statistique**

Il existe une demande croissante d'indicateurs sur l'accessibilité des services de la part des citoyens et des décideurs. Pour calculer ces indicateurs, il est nécessaire de disposer d'informations spatiales sur la localisation des services disponibles (comme les établissements scolaires, les hôpitaux, les gares, les espaces verts, etc.). En combinant ces informations et des données administratives (l'utilisation de ce service par exemple), ainsi que des données sur la population et les routes, il est possible d'évaluer à différents échelons territoriaux dans quelle mesure ces services sont accessibles (du moins potentiellement).

Bien que l'accessibilité physique aux services facilite les résultats du bien-être, on pourrait faire valoir que ce n'est pas un résultat du bien-être en soi. Cependant, celle-ci affecte directement les chances que les résidents dans des endroits donnés aient certains services à leur disposition. Cela permet de considérer l'accessibilité aux services comme une dimension du bien-être.

La difficulté la plus importante que l'on rencontre lors de l'élaboration d'indicateurs sur l'accessibilité aux services publics est le manque de données adéquates.

Bien que les SIG interviennent de plus en plus dans l'aménagement du territoire, les informations sur les lieux d'implantation exacts de services aussi essentiels que les établissements hospitaliers publics restent maigres (ou, du moins, elles ne sont pas mises à la disposition de tous).

Les futurs travaux de géolocalisation des services publics devraient également porter sur les caractéristiques des prestataires de services. Dans le cas des hôpitaux publics, les types de traitements proposés par les différentes structures sanitaires pourraient être précisés. Des informations complémentaires permettraient en outre de construire des indicateurs plus fiables (d'après des modèles de gravité, par exemple).

Il est particulièrement utile de veiller à ce que ces mesures soient comparables d'un pays à l'autre, car cela permet de définir des données de référence internationales, de procéder à une analyse comparative des villes et des régions et ainsi d'offrir aux décideurs, aux habitants et aux prestataires de services des informations utiles. La comparaison internationale impose l'utilisation de données de qualité homogène. Par exemple, lors de l'évaluation de l'accès aux services de santé, la distinction entre les services privés et publics devrait être homogène d'un pays à l'autre, mais les différences institutionnelles dans les systèmes de santé devraient également être prises en compte. Dans la mesure où les pays ne mettent pas tous les mêmes données à disposition, les travaux futurs pour la construction de mesures de l'accessibilité devraient non seulement tenir compte des indicateurs qui rendent mieux compte de l'accès aux services publics, mais également des indicateurs qui permettent de comparer autant de pays (régions) de l'OCDE que possible.

Une éventuelle limite des mesures d'accès aux services est qu'il existe différentes méthodes selon le service mesuré (santé, éducation, transport, etc.) et qu'aucune mesure normalisée pour l'ensemble des services n'a été formulée. Ainsi, et parce qu'une suite de différentes mesures est nécessaire, l'évaluation régionale de l'accès aux services est en général difficile. Une solution serait donc de développer une mesure composite de la proximité physique à un ensemble de services.

Tenir compte des interactions entre les dimensions du bien-être

Les dimensions du bien-être dans les régions peuvent fortement dépendre les unes des autres. Il est important de tenir compte de cette interdépendance lors de la conception des politiques publiques, afin de maximiser leurs résultats (voir chapitre 1). Les initiatives régionales et locales pour mesurer le bien-être peuvent faire émerger des complémentarités entre différents objectifs politiques. Par exemple, un choix plus varié de transports en commun dans les zones métropolitaines peut améliorer la compétitivité économique en améliorant l'accès à l'emploi, tout en soutenant les objectifs environnementaux (encadré 2.8). Du point de vue des mesures, cela implique l'élaboration d'indicateurs synthétiques qui prennent en compte plus d'une dimension du bien-être.

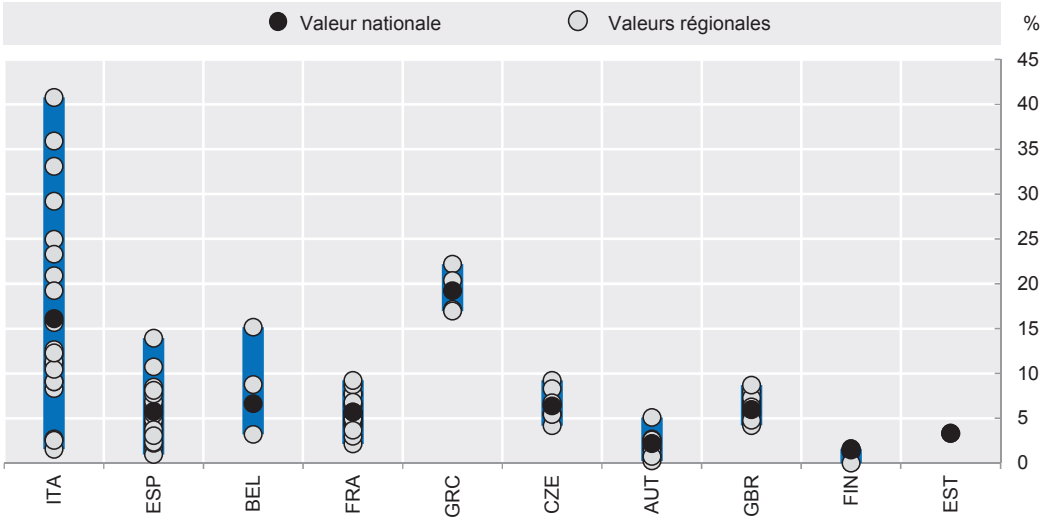
Les interactions entre les dimensions du bien-être peuvent également être mesurées par des indicateurs spécifiques sans avoir à utiliser les indices globaux. Ces indicateurs, appelés indicateurs transversaux, consistent à combiner deux dimensions du bien-être, où la première est mesurée en parallèle de la distribution de la seconde. Par exemple, la proportion des ménages qui consacrent plus de 30 % de leur revenu à la consommation énergétique peut fournir des informations sur différentes dimensions du bien-être, telles que le revenu, l'environnement et l'accès aux services (énergie). Ces indicateurs ont le principal avantage de pouvoir aider à suivre les complémentarités entre les politiques publiques et les dimensions du bien-être, ainsi que les questions spécifiques des groupes d'individus. Un ensemble d'indicateurs transversaux pouvant être utilisés pour une comparaison internationale est présenté dans le tableau 2.3. Le but de cette liste – qui est loin d'être exhaustive – est de donner une idée de la manière dont l'interaction entre les différentes dimensions du bien-être peut être représentée lors de la mesure du bien-être.

Peu d'indicateurs transversaux énumérés dans le tableau 2.3 peuvent être calculés au niveau régional, et ce principalement en raison des données limitées. En effet, les informations collectées par les enquêtes ne permettent pas toujours d'avoir une représentation régionale des données et seuls certains indicateurs présentés dans le tableau 2.3 peuvent être calculés au niveau régional, et ce pour un sous-échantillon de pays de l'OCDE uniquement. Par exemple, l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) recueille des informations sur la proportion des ménages dans l'incapacité à maintenir une température adéquate dans leur logement, et il a été possible, pour un sous-échantillon de pays européens, de collecter des informations fiables au niveau régional. Comme le montre le graphique 2.16, le pourcentage des ménages varie considérablement, avec des valeurs faibles pour des pays tels que l'Autriche et la Finlande et des valeurs plus élevées pour la Grèce et l'Italie. L'Italie affiche également le plus grand écart entre les régions aux valeurs les plus faibles et les plus élevés. L'interprétation des chiffres du graphique 2.16 doit être faite avec prudence, car ceux-ci ne tiennent compte que d'un petit sous-échantillon de pays de l'OCDE et n'examinent qu'un seul des nombreux indicateurs dimensionnels transversaux du bien-être individuel possibles. Pour prétendre à une image plus représentative et complète, il faut améliorer la représentativité régionale des enquêtes auprès des ménages.

Tableau 2.3. **Indicateurs transversaux**

Indicateurs	Dimensions du bien-être
Pourcentage des élèves dans l'enseignement primaire n'ayant pas accès à la nourriture	Éducation – Revenu
Pourcentage des ménages qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu à la consommation énergétique	Revenu – Environnement
Pourcentage des ménages ayant des frais de logement supérieurs à 30 % du revenu	Revenu – Logement
Espérance de vie des personnes à faible revenu	Revenu – Santé
Pourcentage des individus en surpoids ayant seulement reçu un enseignement primaire	Santé – Éducation
Pourcentage des frais de transport par niveau de revenu	Accès aux services – Revenu
Pourcentage des ménages dans l'incapacité de maintenir une température adéquate dans le logement	Revenu – Logement
Pourcentage des individus n'ayant pas plus que l'enseignement secondaire inférieur et dont l'état de santé limite leurs activités	Santé – Éducation
Pourcentage des individus ayant un faible niveau d'instruction et qui signalent des problèmes liés à la criminalité dans la zone où ils vivent	Criminalité – Éducation
Pourcentage des individus par niveau de revenu qui signalent des problèmes liés à l'environnement dans la zone où ils vivent	Environnement – Revenu
Pourcentage des individus par niveau de revenu qui signalent des problèmes liés à la criminalité dans la zone où ils vivent	Revenu – Criminalité
État de santé des chômeurs de longue durée	Santé – Emploi
Espérance de vie des individus ayant un niveau d'instruction limité	Santé – Éducation
Incidence des maladies chroniques par niveau de revenu	Santé – Revenu
Besoins médicaux non satisfaits d'individus ayant un niveau d'instruction limité	Santé – Éducation
Pourcentage des individus ayant un niveau d'instruction limité et au chômage de longue durée	Éducation – Emploi

Graphique 2.16. **Pourcentage des ménages dans l'incapacité de maintenir une température adéquate dans le logement (régions de l'OCDE), 2012**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150387

Note : Chaque point représente une région TL2. Les pays sont classés par ordre décroissant des différences régionales dans la valeur de l'indicateur.

Source : Recherches effectuées par l'auteur en se basant sur les « Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », Commission européenne, Bruxelles, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc.

Encadré 2.8. **Complémentarités entre les dimensions du bien-être : exemples d'initiatives régionales de l'OCDE**

État de Morelos (Mexique) : la dimension qui caractérise le plus le débat politique à l'heure actuelle est celle de la sécurité des personnes, du fait du fort niveau de criminalité dans cet État. La sécurité s'évalue essentiellement en termes de coût en vies humaines et de bien-être familial, ainsi qu'au travers de son impact sur l'économie, la productivité et les affaires. Un consensus remarquable selon lequel l'insécurité découle d'un manque d'opportunités liées à l'éducation et à l'emploi pour les jeunes a vu le jour dans différents secteurs. En plus de mettre l'accent sur la police et le système judiciaire, une approche préventive axée sur l'éducation, la santé et la cohésion sociale a également été proposée. *Beca salario* est l'une des initiatives politiques qui tente de rendre compte de l'interaction entre les dimensions du bien-être. Il s'agit d'un programme de bourses universel qui bénéficie directement aux élèves dans les écoles publiques. Cela peut aider à réduire le risque d'implication des jeunes dans des activités criminelles.

***US Partnership for Sustainable Communities* :** cette initiative fédérale vise à créer des collectivités plus durables en intégrant les politiques des transports, du logement et de l'énergie. Sachant que les coûts de logement et de transport représentent près de la moitié du budget du ménage moyen, l'initiative a mis au point le *Location Affordability Index* (LAI), qui fournit des estimations du pourcentage du revenu d'une famille dédié au coût combiné du logement et des transports dans un endroit donné. Parce que ce qui est « abordable » est différent pour tout le monde, les utilisateurs peuvent choisir parmi huit profils de familles différents, définis selon le revenu et la taille du ménage, ainsi que le nombre de personnes effectuant des déplacements professionnels, et voir ainsi quels quartiers, villes ou régions sont les plus « abordables ».

Source : OCDE (2014), « *State of Morelos, Mexico* », et OCDE (2014), « *US Partnership for Sustainable Communities* », dans OCDE (2014), Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr.

La marche à suivre pour la mesure du bien-être dans les régions et les villes : le futur programme statistique

Ce rapport propose un cadre et un ensemble de mesures pour évaluer le bien-être dans les villes et les régions. Ce faisant, il établit également un bilan des difficultés statistiques à surmonter lors de la comparaison de régions et de villes à l'intérieur des pays et entre différents pays. Étant donné que la plupart des enquêtes menées par les bureaux nationaux de statistiques pour mesurer la situation des ménages sont conçues pour tirer des conclusions concernant le niveau national, les informations statistiques correspondant à un niveau de détail géographique plus pointu sont généralement rares. Cette situation exige donc le recours à différentes méthodes pour étoffer les informations disponibles, par exemple en utilisant des microdonnées provenant d'enquêtes et de recensements, en combinant des systèmes d'information géographique (SIG) et des données administratives, en estimant des indicateurs du bien-être en prenant en compte différentes zones géographiques (frontières administratives ou fonctionnelles), en concevant des enquêtes spécifiques et en utilisant des outils innovants (comme les réseaux sociaux, des outils TIC) pour recueillir des informations. Le potentiel de l'utilisation de grandes bases de données (*big data*) pour mesurer les dimensions du bien-être et évaluer le progrès social est à l'étude dans de nombreux pays de l'OCDE et pourrait également représenter une direction de travail au niveau infranational. Toutes ces méthodes soulèvent des questions en ce qui concerne la qualité et l'exhaustivité des informations statistiques.

Un programme statistique commun permettant d'aller de l'avant dans les mesures du bien-être dans les régions et les villes doit surmonter deux défis majeurs. Premièrement, il est important de déterminer l'échelle la plus pertinente (par exemple, ville, région, quartier, etc.) pour les différentes dimensions du bien-être. Deuxièmement, la façon dont ces dimensions interagissent entre elles doit être analysée plus en détail à différentes échelles spatiales et selon différents calendriers. Afin de calculer des indicateurs qui puissent tenir compte des interactions entre les dimensions du bien-être, il est nécessaire d'effectuer un examen de la disponibilité actuelle de données – notamment de celle des micro-données – et des objectifs stratégiques à venir des bureaux nationaux de statistiques.

Parmi les principaux défis statistiques à venir : *i)* améliorer la mesure des dimensions du bien-être dans les grandes régions ; *ii)* mesurer d'autres dimensions du bien-être qui ne sont pas disponibles à l'heure actuelle pour les grandes régions ; *iii)* améliorer les mesures d'inégalités au sein des régions ; et *iv)* accroître les mesures du bien-être pour d'autres territoires, en premier lieu pour les zones métropolitaines.

Améliorer la mesure des différentes dimensions du bien-être

Un enjeu de taille est de combler l'écart entre la dimension du bien-être considérée et les mesures des résultats disponibles. Les futurs travaux devront porter en priorité sur les points suivants :

- Qualité des services. L'accès aux services est l'une des dimensions clés du bien-être régional. Si plusieurs indicateurs sont déjà disponibles en ce qui concerne différents types de services, les mesures de l'accessibilité doivent être améliorées pour tenir compte du critère de prix abordable et des éventuelles contraintes institutionnelles, en plus de l'accès physique aux services. De nouvelles mesures doivent être mises au point pour évaluer la qualité des services fournis, par exemple au moyen d'enquêtes évaluant la satisfaction des gens par rapport aux services fournis dans les régions ou villes où ils vivent. Augmenter la représentativité régionale dans les enquêtes auprès des ménages permettrait d'améliorer l'information sur les services pour certains pays.

- Résultats en matière d'éducation. Au niveau régional, les résultats en matière d'éducation sont généralement mesurés grâce au niveau d'études. Actuellement, il n'existe des mesures PISA comparables des compétences des élèves au niveau régional que dans une poignée de pays ou dans certaines régions. Étant donné la pertinence des résultats en matière d'éducation du fait de leur lien/complémentarité spécifiques et forts avec d'autres dimensions du bien-être, l'évaluation des compétences des individus s'avère particulièrement importante. Élaborer des indicateurs sur les résultats en matière d'éducation au niveau régional et au niveau urbain exige une plus grande homogénéité dans les programmes nationaux d'évaluation des compétences ainsi que la combinaison d'informations provenant d'enquêtes et d'autres sources (comme des archives administratives).

Mesurer d'autres dimensions du bien-être

Étant donné le peu de données disponibles à l'échelle infranationale, ce rapport pour la mesure du bien-être dans les régions et les villes prend en compte moins de dimensions que celles incluses dans le cadre du projet *Comment va la vie ?* au niveau national. Certaines des dimensions qui n'apparaissent pas à l'heure actuelle dans le cadre régional constitueraient en effet des éléments très utiles pour appréhender les conditions de vie matérielles et la qualité de la vie dans les villes et les régions. Les futurs travaux devraient consister en priorité à améliorer la mesure des éléments suivants :

- Logement. Le logement étant un facteur déterminant pour l'évaluation des conditions de vie matérielles, les indicateurs régionaux du logement devraient tenir compte des caractéristiques des habitations, notamment de leur qualité et de leur coût. Des indicateurs moins ambitieux mais importants et susceptibles d'être plus facilement disponibles sont les taux d'accession à la propriété et les taux d'inoccupation. Pour cette dimension, les possibilités offertes par les informations géocodées devraient exploitées.

- Transports. Les transports, qui font partie de la dimension « accessibilité des services », restent un facteur déterminant pour la qualité de vie des gens. Les résultats importants en matière de transports sont notamment les mesures de l'accès physique aux transports collectifs (comme la distance par rapport à une station ou un point d'accès), le prix des transports (accessibilité économique) et le temps que les gens consacrent aux trajets (comme les déplacements entre le domicile et le lieu de travail). Si ces mesures ne sont pas encore disponibles dans tous les pays de l'OCDE, une étape importante pourra être franchie grâce à l'utilisation du système d'information géographique une fois que les pays se seront coordonnés pour fournir des informations géocodées homogènes sur la localisation des services et sur leurs caractéristiques.

- L'occupation des sols est une autre composante spatiale importante qui sous-tend les mesures du bien-être. Elle est étroitement liée à d'autres dimensions du bien-être, tels les services de transport, le logement et la qualité de l'environnement. Des données comparables et de bonne qualité sur l'occupation des sols permettent d'évaluer l'accès aux espaces ouverts, aux parcs et aux aménagements publics naturels. Une fois encore, le système d'information géographique est un outil déterminant pour faire progresser ce type de mesures, mais il faut des informations de plus en plus actualisées et géographiquement détaillées dans ce contexte. Une autre manière prometteuse d'évaluer la qualité de l'environnement consiste à mettre l'accent sur l'évaluation subjective que font les gens des aménagements publics naturels. À titre d'exemple, citons l'initiative intitulée « *hotspotmonitor* » conduite par les Pays-Bas pour identifier les sites naturels hautement prisés à l'aide d'une méthode reposant sur des enquêtes (voir encadré 1.7).

- Bien-être subjectif. Il s'agit d'utiliser des mesures subjectives sur l'évaluation des conditions de vie et la satisfaction à l'égard des services. Une solution consisterait à exploiter les enquêtes existantes pour les régions européennes (Enquête sociale européenne ou Eurobaromètre) pour interpoler les données régionales et les étendre aux autres pays de l'OCDE. La possibilité pour les pays de mener des enquêtes nationales auprès des ménages portant sur un ensemble convenu d'indicateurs au niveau régional devrait également être envisagée.

Mesures des inégalités en matière de bien-être au niveau individuel

L'évaluation du bien-être dans les villes et les régions suppose, lorsque cela est possible, d'évaluer dans quelle mesure les différentes dimensions du bien-être sont équitablement accessibles aux populations. Les indicateurs d'inégalités peuvent être considérés comme des méta-mesures, lesquelles sont particulièrement utiles aux décideurs régionaux car elles leur permettent de mieux cibler les politiques. Ces mesures sont pertinentes car elles sont liées à l'égalité des chances pour ces populations.

Ce rapport représente une première tentative d'élaboration de mesures de l'inégalité des revenus des ménages au niveau régional dans 28 pays. Pour s'assurer que ces mesures seront disponibles à l'avenir, il est nécessaire d'augmenter la disponibilité des données des enquêtes qui sont représentatives au niveau régional, redéfinir la structure d'échantillonnage et diffuser les informations nécessaires pour évaluer les erreurs d'échantillonnage. Il serait également judicieux de répéter les estimations infranationales de la distribution des revenus à intervalles réguliers (tous les trois ans). Les mesures des inégalités au niveau individuel sont également importantes pour d'autres aspects des conditions de vie matérielles, telles que la richesse.

Nouvelles méthodes de production de données pour les zones métropolitaines

Pour parvenir à une mesure plus efficace du bien-être à l'échelle appropriée, de nouvelles méthodes de production de données devraient être envisagées. Cela vaut particulièrement pour les statistiques au niveau de la ville. La *base de données métropolitaine de l'OCDE*, qui inclut des indicateurs sur les 275 zones urbaines fonctionnelles comptant 500 000 habitants ou plus, offre un point de départ pour mieux comprendre l'incidence de différentes politiques dans des villes de différentes tailles. Cependant, les données concernant de nombreuses variables sociales et de revenu clés au niveau de la ville sont encore insuffisantes. Les futurs travaux devront porter en priorité sur les points suivants :

- Revenu et emploi. À l'heure actuelle, les indicateurs de l'emploi pour les zones urbaines fonctionnelles sont estimés à partir des valeurs régionales à l'aide d'une procédure de réduction d'échelle, en fonction de la distribution de la population dans la région (OCDE, 2013a). Cependant, des indicateurs de l'emploi et du revenu plus solides pourraient être calculés par d'autres moyens ; en faisant par exemple appel à des techniques d'estimation pour petites zones. Ces dernières peuvent être utilisées également pour obtenir des estimations du niveau et de la distribution des revenus dans les villes qui ne sont pas disponibles à l'heure actuelle (voir par exemple le projet Eurostat *ESS-Net on small area estimation*, testé dans dix pays).

- Accessibilité des services. Pour accroître les mesures de l'accessibilité des services et les mesures subjectives de la qualité des services, différentes sources de données pourraient être intégrées. Ainsi, les données administratives disponibles à un petit échelon géographique, pourraient être intégrées aux données géocodées et aux enquêtes nationales auprès des ménages. Les bureaux nationaux de statistiques pourraient contribuer à la mise à disposition d'un plus grand nombre de données géocodées sur la localisation des infrastructures et des services (hôpitaux, écoles, équipements consacrés à la culture et aux loisirs, stations de transport, espaces publics, etc.). L'élargissement des enquêtes nationales auprès des ménages pour y inclure un ensemble de questions correspondant à un échelon géographique inférieur pourrait également être envisagé.

Notes

1. Les indicateurs sont élaborés à la suite d'une nouvelle collecte de données au niveau des ménages en se basant sur les définitions du revenu harmonisées au niveau international qui utilisent les mêmes définitions et méthodes que la base de données de distribution de revenu de l'OCDE (www.oecd.org/social/income-distribution-database.htm). Les résultats et les détails sur la qualité des estimations sont disponibles dans Piacentini (2014).
2. Le revenu marchand est le revenu des ménages avant les transferts en espèces de l'État, les impôts et les cotisations de sécurité sociale versées par les ménages.
3. Les pays sélectionnés sont la Belgique, le Canada, le Chili, la République tchèque, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis.
4. Source: www.rwjf.org/en/about-rwjf/newsroom/features-and-articles/Commission/resources/city-maps.html (accédé en juillet 2014).
5. Concernant les pays européens, le même indicateur de résultat a déjà été utilisé pour mesurer l'accès aux services médicaux tant au niveau régional (Annoni et al., 2012) qu'au niveau national (OCDE, 2013d).
6. L'indicateur a jusqu'ici été calculé uniquement pour le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et un sous-échantillon de pays européens (Autriche, Belgique, République tchèque, Estonie, Finlande, France, Grèce, Italie, Espagne et Royaume-Uni). Les données sur le Chili sont tirées de la *Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional* (CASEAN, 2011); celles sur le Mexique sont tirées de la *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición* (ENSANUT, 2012); et celles sur les pays européens sont tirées de l'Enquête européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC 2013).

Bibliographie

Agence européenne pour l'environnement (AEE) (2012), « Air quality in Europe 2012 report », rapport AEE No 4/2012, www.eea.europa.eu/publications/air-quality-in-europe-2012.

Alesina, A. et R. Perotti (1996), « Income distribution, political instability and investment »*European Economic Review*, Vol. 40, No. 6, pp. 1 203-1 228.

Alesina, A. et D. Rodrik (1994), « Distributive politics and economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 109, No. 2, pp. 465-490.

Annoni, P., D. Weziak-Bialowolska et L. Dijkstra (2012), « Quality of life at the sub-national level: An operational example for the EU », Commission européenne, JRC Scientific and Policy Research.

Barro, R.J. (2000), « Inequality and growth in a panel of countries », *Journal of Economic Growth*, Vol. 112, No. 1, pp. 5-32.

Baum-Snow, N., et R. Pavan (2013), « Inequality and city-size », *Review of Economics and Statistics*, Vol. 95, No. 5, pp. 1535-1548.

Behrens, K., G. Duranton et F. Robert-Nicoud (2014), « Productive cities: Sorting, selection and agglomeration », *Journal of Political Economy*, Vol. 122, No. 3, pp. 507-553.

Bertola, G., R. Foellmi et J. Zweimüller (2006), *Income Distribution in Macroeconomic Models*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Brezzi, M. et M. Piacentini (2014), « Understanding income inequalities dans OCDE regions », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Brown, Z., W. Oueslati et J. Silva (2014), « Exploring the effect of urban structure on individual well-being », *OECD Environmental Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Castells-Quintana, D. et V. Royuela (2014), « Agglomeration, inequality and economic growth », *Annals of Regional Science*, Vol. 52, No. 2, pp. 343-366.

Ciccone, A. (2002) « Agglomeration effects in Europe », *European Economic Review*, Vol. 46, No. 2, pp. 213–227.

De Vries, S., et al. (2013), « Measuring the attractiveness of Dutch landscapes: Identifying national hotspots of highly valued places using Google Maps », *Applied Geography*, Vol. 45, No. 12, pp. 220-229.

Dynan, K.E., J. Skinner et S.P. Zeldes (2004), « Do the rich save more? », *Journal of Political Economy*, Vol. 112, No. 2, pp. 397-444.

Easterly, W. (2007), « Inequality does cause underdevelopment: Insights from a new instrument », *Journal of Development Economics*, Vol. 84, No. 2 pp. 755-776.

Eurostat (2013), « European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU SILC) », Commission européenne, Bruxelles, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc.

Fallah, B.N. et M. Partridge (2007), « The elusive inequality-economic growth relationships: Are there differences between cities and countryside? », *Annals of Regional Science*, Vol. 41, No. 2, pp. 375-400.

Ferreira, F.H.G. (1999), « Inequality and economic performance: A brief overview to theories of growth and distribution », La Banque mondiale.

Ferreira, F.H.G., et al. (2014), « Inequality of opportunity and economic growth: A cross-country analysis », *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 6915, La Banque mondiale, juin.

Ferreira, S., et al. (2013), « Life satisfaction and air quality in Europe », *Ecological Economics*, Vol. 88(C), pp. 1-10.

Gaigné, C. et Y. Zenou (2013), « Agglomeration, City Size and Crime », *CEPR Discussion Papers,* No. 9430, C.E.P.R. Discussion Papers.

Galor, O. et J. Zeira (1993), « Income distribution and macroeconomics », *Review of Economic Studies*, Vol. 60, No. 1, pp. 35-52.

Glaeser, E. et D. Mare (1994), « Cities and skills », *NBER Working Paper*, No. 4728.

Glaeser, E.L., B. Sacerdote et J.A. Scheinkman (1996), « Crime and social interactions », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 111, No. 2 pp. 507-548.

Kanbur, R. et J. Zhuang (2013), « Urbanization and inequality in Asia », *Asian Development Review*, Vol. 30, No. 1, pp. 131-147.

Lewis, K. et S. Burds-Sharp (2013), *The Measure of America 2013-2014*, American Human Development Report, Social Science Research Council.

Lochner, L. et E. Moretti (2004), « The effect of education on crime: Evidence from prison inmates, arrests, and self-reports », *American Economic Review*, Vol. 94, No. 1, pp. 155-189.

Lora, E. et A. Powell (2011), « A new way of monitoring the quality of urban life », *IDB Working Paper Series*, No. IDB-WP-272.

Machin, S., O. Marie et S. Vujić (2011), « The crime-reducing effect of education », *Economic Journal*, Vol. 121, No. 552, pp. 463-484.

Marrero, G. et J.G. Rodríguez (2013), « Inequality of opportunity and growth », *Journal of Development Economics*, Vol. 104, No. C, pp. 107-122.

Maslow, A.H. (1943), « A theory of human motivation », *Psychological Review*, Vol. 50, No. 4, pp. 370-396.

Moretti, E. (2012), *The New Geography of Jobs*, Houghton Mifflin Harcourt.

OCDE (2014a), « Access to public transport: Comparing a selection of medium-sized and large cities », document présenté au Comité des politiques de développement territorial de l'OCDE, Paris, 9-10 avril.

OCDE (2014b), *Le coût de la pollution de l'air: Impacts sanitaires du transport routier*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264220522-fr.

OCDE (2013a), *Panorama des régions de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr.

OCDE (2013b), *OECD Territorial Reviews: Antofagasta, Chile 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264203914-en.

OCDE (2013c), *Vers une croissance plus inclusive de la métropole Aix-Marseille : Une perspective internationale*, Éditions OCDE, Paris, www.oecd.org/regional/regional-policy/Aix-Marseille.pdf.

OCDE (2013d), *Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-fr.

OCDE (2012), *Redefining « Urban » : A New Way to Measure Metropolitan Areas*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264174108-en.

OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr.

OCDE (2010), *Résultats du PISA 2009 : Résultats du PISA 2009 : Surmonter le milieu social: L'égalité des chances et l'équité du rendement de l'apprentissage (Volume II)*, PISA, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264091528-fr .

OCDE (2006), *Villes, compétitivité et mondialisation*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264027114-fr.

Olli Segendorf, A. (2005), « Jobs search strategies and wage effects for immigrants », Swedish Institute for Social Research, Dissertation Series, No. 65.

Partridge, M. (2005), « Does income distribution affect US State economic growth? », *Journal of Regional Science*, Vol. 45, No. 2, pp. 363-394.

Persson, T. et G. Tabellini (1994), « Is inequality harmful for growth? Theory and evidence », *American Economic Review*, Vol. 84, No. 3, pp. 600-621.

Piacentini, M. (2014), « Measuring income inequality and poverty at the regional level in OECD countries », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Pink, B. (2011), *Socio-Economic Indexes for Areas (SEIFA)*, Bureau australien des statistiques, Canberra, 2033.0.55.001. Disponible sur : www.ausstats.abs.gov.au/ausstats/subscriber.nsf/0/22CEDA8038AF7A0DCA257B3B00116E34/$File/2033.0.55.001%20seifa%202011%20technical%20paper.pdf.

Rebelo, S.T. (1991), « Long-run policy analysis and long-run growth », *Journal of Political Economy*, Vol. 99, No. 3, pp. 500-521.

Rice, P., Venables, A. et E. Patacchini (2006) « Spatial determinants of productivity: Analysis for the regions of Great Britain », *Regional Science and Urban Economics*, Vol. 36, No. 6, pp. 727-752.

Robert Wood Johnston Foundation (2013), *Overcoming Obstacles to Health in 2013 and Beyond*, Robert Wood Johnston Foundation Publishing.

Rodríguez-Pose, A. et V. Tselios (2010), « Inequalities in income and education and regional economic growth in Western Europe », *Annals of Regional Science*, Vol. 44, No. 2, pp. 349-375.

Rodríguez-Pose, A. et V. Tselios (2009), « Mapping regional personal income distribution in Western Europe: Income per capita and inequality », *Czech Journal of Economics and Finance*, Université Charles de Prague, Faculté des sciences sociales, Vol. 59, No. 1, pp. 41-70.

Royuela, V., P. Veneri et R. Ramos (2014), « Income inequality, urban size and economic growth in OECD regions », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Ruiz, V. et P. Veneri (2014), « Measuring the access to public services: The case of public hospitals », *OECD Regional Development Working Papers*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Sen, A. (1993), « Capability and well-being », In: M. Nussbaum and A. Sen (dir. pub.), *The Quality of Life*, Oxford University Press, Oxford, UK, pp. 30-45.

Silva, J. et Z. Brown (2013), « More than the sum of their parts: Valuing environmental quality by combining life satisfaction surveys and GIS data », *OECD Statistics Working Papers*, No. 2013/01, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/5k4840hfpwkb-en.

US Census Bureau (2010), « American Community Survey », Bureau du recensement des États-Unis, Washington, DC. http://www.census.gov/acs/www/data_documentation/2010_release/

Van der Weide, R. et B. Milanovic (2014), « Inequality is bad for growth of the poor (but not for that of the rich) », *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 6 963, La Banque mondiale, Juillet.

Van Donkelaar, A., et al. (2014), « Global fine particulate matter concentrations from satellite for long-term exposure assessment », *Environmental Health Perspectives*, à paraître.

Voitchovsky, S. (2005), « Does the profile of income inequality matter for economic growth? Distinguishing between the effects of inequality in different parts of the income distribution », *Journal of Economic Growth*, Vol. 10, No. 3, pp. 273-296.

White, M.P., et al. (2013), « Would you be happier living in a greener urban area? A fixed-effects analysis of panel data », *Psychological Science*, Vol. 24, No. 6, pp. 920-928.

WHO (2008), « Air quality and health », Fact sheet No. 313, mise à jour août 2008, Organisation mondiale de la Santé, Genève.

WHO (2005), « Air quality guidelines for particulate matter, ozone, nitrogen dioxide and sulfur dioxide – Global update », Organisation mondiale de la Santé, Genève.

Chapitre 3

Utiliser les mesures du bien-être pour améliorer les résultats des politiques publiques dans les régions et les villes

Ce chapitre établit un diagnostic des opportunités, défis et solutions communs pour l'utilisation des indicateurs du bien-être régional afin d'améliorer l'efficacité de la conception des politiques publiques et l'affectation de fonds. Le chapitre est composé de sept sections. La première examine les usages possibles des mesures du bien-être régional. La deuxième présente un processus composé de différentes étapes et de mécanismes d'engagement des parties prenantes requises pour la mise en œuvre d'une stratégie de bien-être régional. Les sections suivantes offrent des lignes directrices plus détaillées sur chaque étape du processus : la traduction des objectifs de bien-être en indicateurs pertinents pour les politiques publiques ; la sélection d'indicateurs ; l'identification de points de référence et de cibles ; le suivi du progrès et l'évaluation du potentiel de différents endroits ; l'encouragement de l'engagement des citoyens et la communication. Le chapitre s'achève par une série de réflexions et de lignes directrices tirées des expériences internationales pour aider à développer une stratégie du bien-être régional en vue d'obtenir de meilleurs résultats de politiques publiques.

Introduction

La valeur ajoutée globale des initiatives de mesure du bien-être régional réside dans la mise en commun des données, politiques publiques et financements pour bâtir de meilleures communautés. Même s'ils sont intrinsèquement liés en principe, les données, les politiques publiques et les financements peuvent en pratique fonctionner de manière isolée. Une telle fragmentation peut apparaître de manière particulièrement évidente au niveau infranational, où différents niveaux de gouvernement contrôlent différentes parties des trois éléments. De nombreuses régions et villes dans les pays de l'OCDE et au-delà, ont lancé des initiatives de mesure du bien-être visant à améliorer l'économie et la qualité de vie de leurs communautés. Ce chapitre établit un diagnostic des opportunités, défis et solutions communs pour l'utilisation des indicateurs du bien-être régional afin d'améliorer l'efficacité de la conception des politiques publiques et l'affectation de fonds. Il analyse les choix stratégiques à effectuer à la fois d'un point de vue méthodologique (comment mesurer et suivre les progrès en vue d'atteindre les résultats escomptés, les points de référence et cibles à sélectionner, comment cerner les inégalités dans différents endroits, etc.) et d'un point de vue politique (rôle des indicateurs dans le débat public, qui doit concevoir le système d'indicateurs et qui doit rendre compte, comment les dimensions du bien-être choisies sont conciliées avec les objectifs des politiques publiques nationales, qui sont les parties prenantes impliquées, etc.). Le chapitre s'inspire d'un large éventail d'expériences internationales et en particulier de sept études de cas de région participant au projet « Comment va la vie dans votre région ? » de l'OCDE : la région du Danemark du Sud (Danemark), la province de Rome (Italie), la région de Sardaigne (Italie), l'État du Morelos (Mexique), la région du Nord des Pays-Bas (Pays-Bas), la ville de Newcastle (Royaume-Uni) et le partenariat fédéral des États-Unis sur les communautés durables (États-Unis).

Le chapitre est composé de sept sections. La première examine les possibles usages des mesures du bien-être régional. La deuxième présente un processus composé de différentes étapes et de mécanismes d'engagement des parties prenantes requises pour la mise en œuvre d'une stratégie de bien-être régional. Les sections suivantes offrent des lignes directrices plus détaillées sur chaque étape du processus : la traduction des objectifs de bien-être en indicateurs pertinents pour les politiques publiques ; la sélection d'indicateurs ; l'identification de points de référence et de cibles ; le suivi du progrès et l'évaluation du potentiel de différents endroits ; l'encouragement de l'engagement des citoyens et la communication. Le chapitre s'achève par une série de réflexions et de lignes directrices tirées des expériences internationales pour aider à développer une stratégie du bien-être régional en vue d'obtenir de meilleurs résultats de politiques publiques. Des informations plus détaillées sur les expériences des sept études de cas des régions sont disponibles dans les rapports d'étude de cas (en ligne) et en annexe 3.A1.

À quoi servent les indicateurs du bien-être régional ?

Une bonne compréhension de l'objectif des initiatives de mesure du bien-être régional permet de façonner la conception et la gouvernance de l'initiative depuis le début. En substance, l'éventail des usages possibles des indicateurs du bien-être régional inclut trois types, ne s'excluant pas mutuellement et dérivant de priorités spécifiques à chaque région : *i*) suivi des tendances du bien-être au niveau régional et local, *ii*) sensibilisation sur des dimensions du bien-être ou objectifs spécifiques des politiques publiques, *iii*) orientation des priorités des politiques publiques dans les différentes dimensions ou territoires. Les sections suivantes examinent en détail chaque type d'utilisation.

Suivi de la performance du bien-être aux niveaux régional et local

Les indicateurs du bien-être sont le plus fréquemment utilisés pour suivre la performance régionale et locale dans une logique d'auto-diagnostic. L'objectif est de rassembler des renseignements régionaux en collectant des données et des connaissances sur différentes dimensions du bien-être dans des communautés spécifiques. Plusieurs régions ont lancé une initiative de mesure du bien-être afin d'obtenir un « meilleur » aperçu ou un point de vue « réel » d'elles-mêmes dans le sillage des défis pressants liés à l'attractivité et la vivabilité de la région. De tels défis peuvent inclure une faible performance économique, le vieillissement démographique, le dépeuplement ou de mauvais résultats en matière de santé. Par exemple, en Sardaigne (Italie), où le Centre de planification régionale a introduit des indicateurs du bien-être afin d'orienter la programmation régionale de la politique de cohésion 2014-2020, la région est en proie au sixième plus faible revenu disponible des ménages d'Italie, à des taux de chômage plus élevés que la moyenne nationale (15.5 % comparé à 10.7 %) et la part la plus faible de population active ayant reçu au moins une éducation secondaire en Italie (seulement 54 %). Au Royaume-Uni, Newcastle a lancé sa stratégie « *Well-Being for Life* » face à un taux d'emploi de presque 10 points de pourcentage en deçà de la moyenne nationale (62.9 % contre 71.3 %), des résultats scolaires plus bas que la moyenne nationale (52.3 % quittant l'école avec cinq certificats d'études secondaires contre une moyenne nationale de 58 %) et un écart moyen de 14.5 ans de l'espérance de vie, selon le lieu de résidence.

Quelques initiatives de mesure sont initialement issues d'une décision d'un gouvernement de suivre un problème social spécifique. Par exemple, aux Pays-Bas, la sensibilisation des grandes villes sur les défis liés à la sécurité a inspiré le terme de « viabilité » (*leefbaarheid* en néerlandais), qui a dominé l'agenda politique de tous les partis au pouvoir dans les années 1990. Les enquêtes sur la criminalité conduites par le Bureau central de statistique néerlandais (CBS) incluaient des questions sur la peur de la criminalité, la victimisation, la déclaration de criminalité, les mesures de prévention de la criminalité et l'assistance sociale. Les collectivités locales participant à la politique urbaine du gouvernement lancée en 1995 ont contrôlé les conditions physiques, sociales et de sécurité dans leurs quartiers par le biais d'enquêtes dans les logements intitulées « enquêtes de vivabilité et de sécurité ». Des associations néerlandaises de logement ont également utilisé les données de panels de locataires afin de vérifier la qualité de vie dans les régions dans lesquelles leurs propriétés se situaient et d'orienter leurs programmes d'investissement (Koopman et al., 2009). En 2007, une enquête conjointe intitulée *Enquête sur la sécurité* (des départements de l'Intérieur, des relations royales et de la justice et le CBS) a été introduite afin de rassembler les questions concernant la peur de la criminalité, la victimisation, les problèmes de quartier et le fonctionnement de la police aux niveaux national, régional et local (Zauberman, 2010).

Souvent, à la demande des autorités nationales et locales, des institutions indépendantes ou des universités collectent et analysent des données sur le bien-être afin de soutenir les politiques publiques et renforcer les connaissances sur des concepts tels que le développement durable (encadré 3.1). Une initiative pilotée par l'État a rassemblé trois institutions fédérales aux États-Unis qui ont lancé conjointement le Partenariat pour des communautés durables (*Partnership for sustainable communities*, PSC) et a demandé à l'Institut de recherche urbaine Penn de l'Université de Pennsylvanie d'assembler un éventail d'indicateurs de la durabilité qui soient comparables dans l'ensemble du pays à différentes échelles territoriales. Ces données ont été publiées en ligne afin de permettre une comparaison entre communautés. Au niveau local, les autorités provinciales du sud des Pays-Bas ont coopéré avec un institut de recherche, Telos, afin d'explorer les données sur le développement durable régional et urbain, tandis que la Young Foundation au Royaume-Uni a collaboré avec les autorités locales autour du concept de communautés résilientes.

Encadré 3.1. **Renforcement des capacités régionales et locales afin de mettre au point des mesures du bien-être**

Partenariat pour des communautés durables (États-Unis)

En 2009, trois institutions fédérales américaines – le ministère du Logement et du Développement urbain (HUD), le ministère des Transports (DOT) et l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) – ont lancé le Partenariat pour des communautés durables (*Partnership for sustainable communities,* PSC). Le partenariat a mis en place une série de six « Principes de vivabilité » en tant que lignes directrices thématiques pour la construction de communautés plus durables du point de vue économique et environnemental :

1. Proposer plus de moyens de transport : développer des moyens de transport sûrs, fiables et économiques afin de diminuer les coûts de transport des foyers, réduire la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole étranger, améliorer la qualité de l'air, réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir la santé publique.
2. Promouvoir des logements équitables et accessibles : faciliter l'accès des personnes de tout âge, revenu, origine et ethnicité aux logements qui soient efficaces du point de vue de la localisation et du point de vue énergétique afin d'accroître la mobilité et réduire le coût combiné du logement et des transports.
3. Renforcer la compétitivité économique : améliorer la compétitivité économique par l'accès fiable et en temps opportun aux centres d'emplois, aux opportunités d'éducation et aux services et autres besoins de base des travailleurs, ainsi qu'un accès étendu des entreprises aux marchés.
4. Soutenir les communautés existantes : cibler le financement fédéral sur des communautés existantes par des stratégies orientées sur le transport, le développement à usage mixte et le recyclage foncier, afin de renforcer la revitalisation de la communauté et l'efficacité des investissements de travaux publics et afin de protéger le paysage rural.
5. Coordonner et influencer les politiques publiques et investissements fédéraux : aligner les politiques publiques et financements fédéraux afin d'éliminer les obstacles à la collaboration, influencer le financement et accroître la responsabilisation et l'efficacité de tous les niveaux de gouvernement afin de planifier pour la croissance future, y compris les choix d'énergies intelligentes, telle que l'énergie renouvelable générée localement.
6. Apprécier les communautés et les quartiers : renforcer les caractéristiques uniques de toutes les communautés.

Afin de mettre en place des mesures du progrès pour les Principes de vivabilité, le PSC a coopéré avec l'Institut de recherche urbaine (IUR) Penn de l'Université de Pennsylvanie pour la mise en place d'une série d'indicateurs de la durabilité. Les recherches initiales ont révélé qu'en l'absence d'un programme national de développement durable assorti de mécanismes d'évaluation, une myriade de programmes et modèles d'évaluation était développée au niveau infranational par les collectivités, la société civile, voire le secteur privé. Un système d'indicateurs établi pour les Principes de vivabilité du PSC était ainsi perçu comme l'occasion de développer un système d'indicateurs de développement durable au niveau national.

L'Institut de recherche urbaine Penn a entrepris une enquête extensive sur les séries existantes d'indicateurs, identifiant plus de 60 initiatives d'indicateurs différentes aux niveaux régional, municipal et communautaire et presque 500 cas d'utilisation de ces indicateurs. Ceux-ci ont ensuite été groupés en trois domaines thématiques – logement, aménagement du territoire et transports – et associés à six qualités – accès/équité, santé, compétitivité économique, caractère abordable, environnement et sentiment d'appartenance – en utilisant les données disponibles de différentes statistiques officielles. Enfin, cinq dimensions de la durabilité ont été identifiées, avec des indicateurs associés. Le PSC a mis ces éléments à disposition sous le nom d'Indicateurs de durabilité HotReport (*HotReport Sustainability Indicators*), une série d'indicateurs comparables à l'échelle nationale utilisant des données du Bureau du recensement, l'Enquête communautaire américaine (*American Community Survey*) et le ministère du Travail (*Partnership for sustainable communities*, n.d.).

Encadré 3.1. **Renforcement des capacités régionales et locales afin de créer des mesures de bien-être** *(suite)*

Les résultats sont publiés en ligne afin que les décideurs politiques et les communautés puissent comparer leur performance dans les différentes dimensions de durabilité par rapport à la performance moyenne d'autres comtés, de leur propre État et des États-Unis.

Telos (Pays-Bas)

Telos, le Centre du Brabant pour le développement durable, a été mis en place en 1999 en tant que centre de recherche interdisciplinaire et indépendant dans le sud des Pays-Bas. Ses objectifs consistent à étudier, suivre et soutenir le développement durable dans le Brabant (deuxième plus grande province du pays, avec 2.4 millions d'habitants) en collectant, agrégeant et analysant les données sur le développement régional, urbain et rural. Afin d'analyser le « triangle de la durabilité », Telos s'est focalisé sur trois types de capitaux : économique, socioculturel et écologique. Sa méthode analytique a été appliquée à quatre provinces des Pays-Bas : le Brabant en 2000 et 2001, le Zeeland, le Limbourg et le Flevoland en 2003.

Telos soutient l'apprentissage sur le développement durable dans la société et auprès des décideurs politiques. Son évaluation vise à informer les décideurs politiques et les citoyens sur ce qui fonctionne et sur ce qui nécessite l'attention de la politique publique. Telos est une organisation en réseau entre les autorités provinciales du Brabant, l'Université Tilburg et le Centre de recherche sociale appliquée du Brabant (PON). L'initiative a été partiellement initiée et largement financée par le ministère du Logement, du Développement régional et de l'Environnement (VROM) de l'époque.

Fondation Young (Royame-Uni)

La Fondation Young est une fondation indépendante qui conduit deux types d'activités liées au bien-être : *i*) la recherche sur la vie contemporaine et l'évolution des besoins ; à travers l'observation de questions aussi diverses que les grossesses chez les adolescentes et les personnes âgées isolées, le travail de nuit et la civilité, *ii*) le rôle de pionnier dans l'innovation sociale en identifiant les approches innovantes répondant aux besoins sociaux. En 2010, elle a publié un rapport intitulé Prise de température des communautés locales (*Taking the Temperature of Local Communities*), dans le cadre du projet Bien-être local – une initiative conjointe sur trois ans entre la Fondation Young, le Professeur Lord Richard Layard du Centre pour la performance économique de la London School of Economics, l'Agence pour l'amélioration et le développement des collectivités locales (anciennement IDeA) et trois autorités locales (Hertfordshire County Council, Manchester City Council, South Tyneside Metropolitan Borough Council).

Le rapport décrit un instrument de mesure intitulé Mesure du bien-être et de la résilience (*Wellbeing and Resilience Measure*, WARM) qui a été conçu pour aider les agences locales et les communautés à décider des priorités lorsque les ressources publiques se font rares. La structure de WARM est composée de trois principaux domaines : soi (bien-être et résilience personnels, ainsi que d'autres attributs tels que le revenu ou la santé) ; soutien (notamment le soutien émotionnel ainsi que le soutien personnel plus large), systèmes et structures (notamment l'état de l'économie locale, la disponibilité des services publics, les infrastructures, etc., autant de facteurs contribuant au bien-être et à la résilience).

Le rapport prévoit un processus en cinq étapes : mesurer la performance passée et présente de la zone en question, identifier les atouts et les vulnérabilités ; comparer - pour dissocier les tendances locales des tendances nationales ; comprendre et planifier – s'inspirer de cette analyse pour identifier les priorités d'action, allouer des ressources ou désinvestir ; et mettre en œuvre un plan.

Source: OCDE (2014), « US Partnership for Sustainable Communities », dans OCDE (2014), Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être local et régional à des fins d'action publique, Éditions OCDE, Paris; site Internet Telos, www.telos.nl/default.aspx; Hák, Tomás, Moldan Bedrich et Lyon Dahl Arthur (dir. pub.) (2007), Sustainability Indicators: A Scientific Assessment, Island Press, Young Foundation, www.youngfoundation.org.

Sensibilisation du public sur le bien-être régional

Les acteurs non gouvernementaux ont également surveillé de manière spontanée la performance régionale du bien-être afin d'accroître la sensibilisation sociale. En tant que vecteur de la promotion du sens civique et plaidant en faveur d'un changement de politique publique, une organisation de la société civile colombienne, *Bogota, Cómo Vamos*, a suivi la qualité de vie et la performance du conseil municipal de Bogota, tandis que l'un des plus grands journaux du Mexique, *El Universal*, a lancé un site Internet et un rapport mesurant et effectuant le suivi de 13 dimensions du bien-être à Mexico (encadré 3.2). De telles initiatives offrent des exemples intéressants d'une organisation de la société civile prenant les devants pour renforcer la transparence et mobiliser la société au niveau territorial. Quelquefois bien avant les gouvernements nationaux et locaux, des cabinets de conseil ont également développé des stratégies de marquage territorial compilant un large éventail de données afin de promouvoir la qualité de vie de territoires spécifiques et attirer les investissements.

Encadré 3.2. **Société civile pionnière dans la mesure du bien-être régional : Les exemples de *Bogotà, Cómo Vamos* (Colombie) et *Cómo vamos, Ciudad de México?* (Mexique)**

***Bogotà, Cómo Vamos* (Colombie)**

Bogotà, Cómo Vamos est une organisation de la société civile (OSC) basée à Bogota, en Colombie. Au cours des 15 dernières années, celle-ci a développé, géré, suivi et activement communiqué la performance de cinq éléments définissant la qualité de vie : capital humain, habitat urbain, culture, bon gouvernement, développement économique et compétitivité. Elle a divisé ces 5 éléments en 25 dimensions, comprenant entre autres la santé, l'éducation, l'environnement, le logement et les services publics, l'administration publique, le marché du travail, le dynamisme des entreprises, la sécurité, la pauvreté et l'égalité, ainsi que la responsabilité civique. Chaque dimension est associée à une série d'indicateurs de résultats présentant aux citoyens et décideurs politiques une perspective globale des aspects affectant la qualité de vie dans la ville. Par exemple, la dimension « environnement » est suivie au travers d'indicateurs portant sur la qualité de l'air, la qualité de l'eau dans les rivières urbaines, la pollution, les espaces verts accessibles au public et les niveaux de recyclage. Les données sont suivies au fil du temps et dans l'ensemble du territoire (à savoir par quartier). Elles sont également surveillées et périodiquement mises à jour avec des informations publiées sur le site internet de *Bogotà, Cómo Vamos*.

Chaque année, l'organisation publie un rapport sur la qualité de vie, une enquête sur la perception des citoyens et un rapport de suivi et d'évaluation sur la performance du conseil municipal de Bogota. Cela permet de sensibiliser les citoyens, de promouvoir l'engagement dans le gouvernement local et la responsabilisabilisation du gouvernement afin d'atteindre ses objectifs. Le site internet fournit des informations sur chaque conseiller municipal, les partis politiques, les commissions et les projets de la ville. En outre, l'organisation parraine des tables rondes, des forums, des évènements pour les citoyens, des publications et des stratégies de communication afin d'informer les citoyens sur ce qui se passe dans la ville. L'organisation communique non seulement en ligne et sur version papier, mais également sur les médias sociaux, notamment Twitter et Facebook.

Bogota, Cómo Vamos est parrainée par la fondation Corona (une OSC colombienne se consacrant à l'amélioration de la qualité de vie dans le pays), le groupe éditorial El Tiempo, la Chambre de commerce de Bogota et la Pontifica Universidad Javeriana. L'organisation a inspiré d'autres villes de Colombie et d'Amérique latine à suivre la qualité de vie au niveau local.

Encadré 3.2. **Société civile mesurant le bien-être régional : Les exemples de *Bogotà, Cómo Vamos* (Colombie) et *Cómo vamos, Ciudad de México?* (Mexique)** *(suite)*

Aujourd'hui, il existe 14 autres villes « Cómo Vamos » en Colombie et 78 villes dans toute l'Amérique Latine qui font partie du Réseau latino-américain pour des villes et des territoires justes, démocratiques et durables (*La Red Latinoamericana por Ciudades y Territorios Justos, Democraticos y Sustentables*) qui a été inspiré par le modèle de Bogota.

***Cómo vamos, Ciudad de México?* El Universal (Mexico)**

Inspiré par l'initiative *Bogota, Cómo Vamos*, l'un des plus grands journaux du Mexique, El Universal, a lancé une initiative de mesure et de suivi du bien-être intitulée *Cómo vamos, Ciudad de México?* (« Comment allons-nous, ville de Mexico ? »). L'objectif est d'informer les citoyens sur les différentes dimensions contribuant à la qualité de vie de manière simple et facile à comprendre ; de fournir des indications d'appui aux décideurs politiques et de promouvoir un civisme plus informé et participatif ainsi qu'un gouvernement plus transparent.

Grâce à la combinaison de mesures du bien-être quantitatives et basées sur la perception, *Cómo vamos, Ciudad de México?* rend compte de la performance dans 13 catégories : revenus et emplois, pauvreté et inégalité, éducation, santé, culture, loisirs et sports, logement, développement urbain, transport et mobilité, environnement, sécurité et justice, gouvernement, engagement civique, compétitivité et économie. Sur la base des données collectées, le programme a mis en place un site internet et a publié un rapport en 2013 communiquant les résultats dans les 13 domaines mesurés. Ces résultats sont communiqués sur la base de trois à quatre facteurs : sexe, âge, profils socio-économiques et géographie (résultats du District fédéral de Mexico par rapport à ceux de la zone urbaine avoisinante). Les résultats ne fournissent toutefois pas d'informations par municipalité individuelle, ce qui limite la possibilité d'effectuer des comparaisons en fonction du lieu ou du quartier. En plus de communiquer les résultats dans chaque catégorie, des conclusions générales sont tirées en ce qui concerne la qualité de vie à Mexico et les dix défis principaux à la qualité de vie dans la ville sont énumérés (par exemple, sentiment accru d'insécurité, pressions économiques sur les ménages individuels, transport, éducation, gouvernance, etc.).

Le site internet et le rapport expliquent également la méthodologie utilisée, qui inclut la mise en place d'un Comité consultatif technique d'experts pour aider à développer l'ensemble d'indicateurs et suivre les progrès. Le Comité est divisé en 13 sous-comités, chacun responsable de l'une des 13 dimensions. Le site internet présente chaque comité et ses membres.

Source : Bogotà Cómo Vamos (n.d.), « Bogotà Cómo Vamos », Bogota, Colombie, disponible à : www.bogotacomovamos.org/media/uploads/documento/new/librillo1_v4.pdf (consulté le 10 juillet 2014); Bogotà Cómo Vamos (n.d.), disponible à : www.bogotacomovamos.org et www.bogotacomovamos.org/concejo (consultaté le 10 juillet 2014) ; La Red Latinoamericana por Ciudades y Territorios Justos, Democraticos y Sustentables (n.d.), disponible à : http://redciudades.net/blog (consulté le 10 juillet 2014); Cómo vamos, Ciudad de México? (2013), disponible à : www.comovamosciudaddemexico.com.mx (consulté le 4 juillet 2014); El Universal (2013), « Cómo Vamos, Ciudad de México? Asi percibimos nuestra calidad de vida en la Metrópoli », El Universal, Federal District, Mexico, disponible à : www.comovamosciudaddemexico.com.mx/wp-content/FB_ComoVamos_enc_2013/#/1 (consulté le 4 juillet 2014).

Orienter les priorités des politiques publiques à travers les dimensions et territoires

Les indicateurs du bien-être peuvent faciliter une compréhension plus fine de là où se situent les besoins les plus importants. L'analyse de la performance du bien-être peut ainsi permettre d'orienter les priorités des actions politiques et du financement à la fois à travers les différents secteurs de politiques publiques (en identifiant les dimensions spécifiques du bien-être qui doivent être améliorées) ou dans l'espace (en surveillant les disparités spatiales et en ciblant les zones les plus en difficulté). À cet effet, les indicateurs du bien-être doivent prendre en compte à la fois les caractéristiques individuelles et territoriales. Par exemple, améliorer le niveau de vie implique de savoir quelle zone affiche le plus fort taux de pauvreté, mais également quelle région affiche le plus grand nombre de pauvres. Certaines zones pauvres peuvent être peu peuplées (et ainsi avoir un nombre limité de pauvres) tandis que certaines zones riches peuvent concentrer d'importants foyers de pauvreté (parce que de nombreux pauvres vivent dans les zones riches, à la périphérie de larges zones métropolitaines ou quartiers spécifiques).

Certaines régions de l'OCDE ont développé leur propre système d'utilisation des indicateurs du bien-être afin d'orienter les priorités de politiques publiques sur les principaux objectifs et dimensions. Au cours de la période 2007-2013, les régions du sud de l'Italie ont participé à un cadre de performance intitulé *Obiettivi di servizio*, visant à améliorer les résultats dans une sélection de quatre dimensions du bien-être (éducation, eau, déchets, soin aux personnes âgées et aux enfants) au moyen d'un système d'indicateurs et cibles mesurables et convenus. Même si les dimensions du bien-être choisies étaient les mêmes pour les huit régions participantes, elles ont été identifiées au moyen d'un processus de consultation impliquant à la fois les décideurs politiques nationaux et régionaux (encadré 3.3). À la lumière de ces indicateurs, d'importantes améliorations ont été réalisées en Sardaigne, par exemple, en ce qui concerne la gestion des déchets et les soins aux personnes âgées et aux enfants. En particulier, la quantité de déchets urbains mis en décharge a été réduite de moitié et la part de déchets urbains recyclés est passée de 27 % à 48 % sur cinq ans. Les améliorations dans la gestion du cycle des déchets ont été reconnues en tant qu'exemple réussi d'engagement des institutions, du secteur privé et de la société civile concernant des objectifs clairs et mesurables et d'identification d'actions afin de poursuivre ces objectifs.

Encadré 3.3. **Utilisation des indicateurs pour améliorer la mise en œuvre des politiques : le cas de *Obiettivi di servizio* en Italie**

Obiettivi di servizio est un système de performances introduit dans le sud de l'Italie pour la mise en œuvre 2007-2013 de la politique de cohésion de l'UE. L'objectif était d'aider les autorités régionales à se focaliser sur l'amélioration des résultats dans les principales dimensions du bien-être. Il a été demandé à huit régions d'atteindre des normes minimales dans quatre domaines de politiques publiques où les niveaux et la qualité des services publics étaient en retard par rapport à d'autres régions du pays. Les quatre domaines sont l'éducation, les soins aux personnes âgées et aux enfants, la gestion des déchets et les services d'eau. Une série de 11 indicateurs, exprimés en tant qu'amélioration du bien-être des citoyens, a été utilisée pour mesurer le point de départ et suivre les progrès au niveau régional. Pour chaque indicateur, une cible a été établie pour 2013 au même niveau pour toutes les régions (voir www.dps.tesoro.it/obiettivi_servizio pour la liste des indicateurs et cibles).

Encadré 3.3. **Utilisation des indicateurs pour améliorer la mise en œuvre des politiques : le cas de *Obiettivi di servizio* en Italie** *(suite)*

Avant de lancer le système de performances, le ministère du Développement économique (Département pour le développement et la cohésion) a mis en place un processus de délibération afin d'identifier les quatre domaines de politiques publiques et les indicateurs statistiques correspondants, engageant le bureau national de statistiques (Istat) et les autorités nationales et régionales. De nombreuses parties prenantes ont été consultées, y compris des associations de fournisseurs de services, des représentants des autorités locales, des fournisseurs de données et des partenaires socio-économiques. Ce processus a été considéré comme étant essentiel pour une meilleure compréhension générale de l'initiative et la reddition de compte des responsables directs ou indirects de la fourniture de services. L'analyse et la discussion des indicateurs possibles ont permis aux participants de prendre conscience des forces et faiblesses de chaque option et ont donné une indication des liens entre les différents domaines de politiques publiques (Brezzi et Utili, 2007).

Une fois le cadre de performance mis en place, il a été demandé aux autorités régionales de rédiger un plan d'action, incluant l'éventail complet des mesures nécessaires afin d'atteindre les cibles dans les quatre domaines de politiques publiques. Ces dernières pouvaient inclure des investissements soutenus par toutes les sources financières disponibles ainsi que des actions législatives, réglementaires ou organisationnelles.

Au cours de la mise en œuvre du programme, le cadre original a été révisé et les règles allouant les rétributions financières aux régions performantes ont été modifiées (notamment le montant alloué, qui a réduit de moitié les 3 milliards d'euros prévus). Tous les autres éléments du cadre ont été maintenus (objectifs, indicateurs, cibles, plan d'action). En particulier, le ministère à travaillé en étroite collaboration avec les régions afin d'évaluer les résultats et mettre à jour le Plan d'action en conséquence (Anselmo, 2012).

Source : OCDE (2014), « *Region of Sardinia (Italy)* », dans OCDE (2014), Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être local et régional à des fins d'action publique, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr.

De nombreux pays membres de l'OCDE ont également développé leurs propres indicateurs du bien-être afin d'allouer des fonds publics aux quartiers prioritaires (encadré 3.4). Par exemple, la politique de régénération urbaine du gouvernement néerlandais a sélectionné certains quartiers qui obtiennent ainsi un financement de la part du gouvernement et des associations de logement afin d'améliorer les conditions de vie physiques et sociales. Les indices de privation multiple du Royaume-Uni (*Indices of Multiple Deprivation*, IMD), qui classent des petites zones conformément à leurs niveaux de privation, sont largement utilisés pour octroyer des subventions et cibler les services publics dans les zones en retard. En Australie, les indices socio-économiques pour les régions (*Socio-Economic Indexes for Areas*, SEIFA) classent les petites régions conformément à leur niveau d'avantages et de désavantages socio-économiques et peuvent être utilisés pour implanter des établissements publics ou privés dans les zones de première nécessité.

Encadré 3.4. **Exemples d'utilisation d'indicateurs du bien-être pour allouer des fonds aux communautés prioritaires aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Australie**

***Krachtwijken* aux Pays-Bas**

Dans le cadre de la politique de régénération urbaine, le ministère du Logement, des communautés et de l'intégration a lancé le Plan d'action pour des quartiers habilités (*Actieplan Krachtwijken*) en 2007. Quarante quartiers prioritaires (*krachtwijken*) ont été sélectionnés dans 18 grandes municipalités sur la base de leurs taux de chômage, de la vivabilité et de la sécurité ainsi que du vieillissement de leurs parcs de logement. Le plan original visait à améliorer les logements, l'emploi, l'éducation, l'intégration et la sécurité sur une dizaine d'années. Ce projet devait être financé par une combinaison de fonds publics et de contributions de la part des associations de logement ne disposant d'aucun parc de logement dans les quartiers sélectionnés. Toutefois, le plan n'a obtenu un financement que pour quatre ans et les contributions des associations de logement ont été supprimées en 2011.

Indices de privation multiple (*Indices of Multiple Deprivation, IMD)* du Royaume-Uni

Le Département des Communautés et du Gouvernement local du Royaume-Uni a mis en place les indices de privation multiple (*Indices of Multiple Deprivation*, *IMD)* mesurant les niveaux relatifs de privation. Plus de 40 indicateurs distincts à partir de sources de données administratives, d'enquête et de recensement s'étendent sur sept « domaines » de privation : emploi, revenus, santé, criminalité, éducation, cadre de vie et obstacles aux services. Les IMD étaient initialement conçus au niveau du district en 2000 et ensuite à l'échelle plus petite de 32 482 « couches inférieures des super-zones statistiques » d'environ 1500 résidents en 2004, 2007 et 2010.

La plupart des statistiques utilisées dans la dernière édition (2010) datent de 2008 et de nouveaux indices doivent être produits en 2015. La privation est principalement une question locale, étant donné que 56 % des autorités locales incluent au moins une « couche inférieure des super-zones statistiques » parmi les 10 % les plus démunies en Angleterre.

Les IMD sont largement utilisés pour cibler les programmes de régénération. Ces derniers incluent tous les programmes de l'Enquête des dépenses de 2000, du Fonds de renouvellement des quartiers (*Neighbourhood Renewal Fund*, NRF), du Budget simple de régénération (*Single Regeneration Budget*, SRB) et de la Gestion des quartiers (*Neighbourhood Management*) et des programmes afin d'attirer les entreprises dans les zones défavorisées. Les IMD ont également orienté l'implantation des centres *Sure Start* et des *Children's Centres*, ainsi que le financement pour l'initiative *Neighbourhood Nurseries* (crèches de quartier) et d'autres programmes pour venir en aide aux enfants et familles vulnérables. Nombre des subventions du Fonds de la loterie nationale visent explicitement les zones les plus démunies sur la base des IMD, tout comme d'autres fonds, à l'instar des dons de la Fondation Bill et Melinda Gates pour la création de centres d'apprentissage en technologies de l'information. Les zones démunies définies par l'IMD ont également bénéficié d'un droit de timbre réduit concernant les opérations immobilières et foncières.

Encadré 3.4. **Exemples d'utilisation des indicateurs du bien-être pour allouer des fonds aux communautés prioritaires aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Australie** *(suite)*

Indices socio-économiques pour les régions (*Socio-Economic Indexes for Areas*, SEIFA) en Australie

Les indices socio-économiques pour les régions (*Socio-Economic Indexes for Areas*, SEIFA) sont développés par le Bureau australien de statistiques (ABS) et classent les zones géographiques en Australie conformément aux avantages et désavantages socio-économiques relatifs. Les indices peuvent être utilisés à diverses fins, notamment :

- Cibler les zones nécessitant un financement et des services. Par exemple, si un organisme gouvernemental responsable du financement des établissements de soins aux personnes âgées décide d'allouer des fonds aux localités qui en ont le plus besoin (par exemple, des zones avec de faibles ratios d'établissements de soins aux personnes âgées existants pour la population âgée de 70 ans et plus), l'organisme peut utiliser l'indice relatif de désavantage socio-économique (*Index of Relative Socio-Economic Disadvantage*, IRSD) pour chaque quintile et chercher des biais systématiques dans le financement des soins aux personnes âgées en ce qui concerne le désavantage socio-économique.
- Identifier de nouvelles opportunités commerciales. Par exemple, des cartes des quintiles de l'indice des ressources économiques (*Index of Economic Resources* IER,) peuvent aider les entreprises à réaliser des études consommateurs, décider de l'emplacement des points de vente et cibler les campagnes promotionnelles.
- Planification stratégique et recherche sociale et économique sur la relation entre les désavantages socio-économiques et différents résultats en matière de santé et d'éducation. Par exemple, les résultats de l'indice d'avantage/désavantage socio-économique relatif (*Index of Relative Socio-Economic Advantage/Disadvantage*, IRSAD) pour chaque zone statistique locale peuvent être évalués par rapport au taux de fécondité, afin de vérifier si le taux de fécondité est plus bas dans les zones avantagées.

Source : Département des Communautés et du Gouvernement local du Royaume-Uni (n.d.) « *English indices of deprivation* », Crown Copyright, Londres, www.gov.uk/government/collections/english-indices-of-deprivation; Bureau australien de statistiques (n.d.), « *Socio-Economic Indexes for Areas* », ABS, Canberra, www.abs.gov.au/websitedbs/censushome.nsf/home/seifa.

Un exemple récent d'utilisation des indicateurs du bien-être pour canaliser des fonds vers les besoins prioritaires est la cartographie de la pauvreté dans l'Union européenne. L'un des cinq principaux objectifs de la stratégie Europe 2020 est de réduire le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou à l'exclusion sociale de 20 millions d'ici 2020. Le succès dépend du développement des bonnes politiques et programmes et de leur ciblage efficace. Dans son cadre financier pluriannuel 2014-2020, l'UE a prévu mille milliards d'euros pour soutenir la croissance et les emplois et réduire la pauvreté et l'exclusion sociale. Conformément aux dernières données d'Eurostat, plus de 124 millions de personnes dans l'Union européenne – environ 25 % des citoyens de l'UE – sont menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale. Les taux de pauvreté et d'exclusion sociale varient considérablement dans les pays membres de l'UE, mais aussi à l'intérieur même des pays (voir chapitre 2). Promouvoir la convergence du niveau de vie dans l'UE nécessite une connaissance détaillée des écarts de niveau de vie au sein de chaque pays membre, et en particulier dans les pays membres dont le niveau de pauvreté et d'exclusion sociale est élevé. En 2011, la Commission européenne (CE) et la Banque

mondiale ont convenu d'élaborer conjointement des cartes de la pauvreté pour les nouveaux pays membres de l'UE (encadré 3.5). La plus grande désagrégation géographique des nouvelles cartes de la pauvreté révèle quelles parties de ces plus grandes régions ont des taux particulièrement élevés de pauvreté et nécessitent une plus grande attention de la part des programmes de réduction de la pauvreté ; combinées à des données sur le nombre d'habitants, elles fournissent également des informations sur la localisation des pauvres. Les cartes de la pauvreté permettent non seulement d'orienter les allocations de fonds européens, mais peuvent également être utilisées pour la prise de décision et les politiques publiques au niveau national et infranational dans chacun des pays membres de l'Union européenne. De même, l'ensemble d'indicateurs sur les inégalités de revenus et la pauvreté présenté dans le chapitre 2 – s'ils sont collectés de manière régulière dans le futur – peut être utilisé pour orienter les interventions des politiques publiques dans les pays et régions de l'OCDE.

Encadré 3.5. **Cartes de la pauvreté pour orienter les allocations de fonds structurels européens en 2014-2020**

Le Parlement européen a approuvé un projet avec le Conseil sur le Fonds européen d'aide aux plus démunis (qui remplacera le Programme de distribution de denrées alimentaires). Son budget pour la période 2014-2020 est de 3.5 milliards d'euros, même si des pays membres ont proposé de le réduire d'un milliard d'euros. Le fonds fournira des denrées alimentaires, une aide matérielle de base (par exemple, vêtements et matériel scolaire) et une assistance sociale aux personnes souffrant de privation matérielle sévère. Sur la base des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), le taux de privation matérielle sévère (SMDR) est défini comme le pourcentage de la population qui n'a pas les moyens de payer au moins quatre des neuf éléments suivants : payer leur loyer, emprunt ou factures de services ; chauffer convenablement leur appartement ; faire face à des dépenses imprévues ; manger de la viande ou des protéines régulièrement ; partir en vacances ; posséder un téléviseur ; une machine à laver ; une voiture ; et un téléphone. Selon une carte interactive développée par Bruegel[1], il existe une grande dispersion des privations dans les pays européens. Alors que le taux moyen de privation matérielle sévère dans l'Union européenne à 27 pays était de 9.9 % en 2012 (en augmentation par rapport à un taux de 9 % en 2007), les taux des pays varient de 1.3 % au Luxembourg à 44.1 % en Bulgarie.

En 2011, la Commission européenne (CE) et la Banque mondiale ont accepté d'élaborer des cartes d'estimation de la pauvreté dans les petites zones pour les nouveaux pays membres. L'objectif consiste à aider la CE et les pays membres à cibler efficacement les fonds et les programmes dans le cycle budgétaire 2014-2020 pour les régions dans lesquelles les besoins se font le plus sentir. Ces cartes de la pauvreté haute résolution combinent des informations tirées des récents recensements nationaux de la population et des enquêtes EU-SILC sur les ménages afin d'estimer les taux de pauvreté monétaire pour les petites zones géographiques telles que les comtés, les districts ou les municipalités. Au cours des années précédentes, la CE a dû s'appuyer sur des données et des cartes moins détaillées au niveau NUTS 2 (par exemple, les huit régions en développement en Roumanie) pour la planification de programmes et l'allocation de fonds européens.

Note : Plus d'informations sur : www.bruegel.org/nc/blog/detail/article/1290-interactive-map-europes-social-polarisation-and-the-generational-struggle.

Un processus multipartite pour la mise en œuvre d'une stratégie de bien-être régional

Dans les trois types d'usages susmentionnés, les indicateurs de résultats du bien-être représentent un instrument stratégique pour les régions qui souhaitent évaluer et améliorer les résultats des politiques publiques. Évaluer si et dans quelle mesure les changements dans les résultats du bien-être sont directement imputables à une politique donnée ou s'ils dérivent d'autres facteurs constitue une tâche ardue. L'évaluation est d'autant plus complexe au niveau régional et local, où les politiques publiques des différents niveaux de gouvernement se combinent sur le terrain. Les indicateurs de bien-être peuvent renforcer la cohérence entre politiques publiques en promouvant une meilleure compréhension des compromis et synergies parmi les différentes dimensions du bien-être. Les régions et les villes doivent ainsi concevoir et articuler une « stratégie du bien-être » autour de trois piliers :

1. Développer des mesures du bien-être régional qui reflètent l'expérience quotidienne des personnes, conformément au cadre présenté dans le chapitre 1 : englober les caractéristiques individuelles et territoriales, à travers les dimensions matérielles et non matérielles du bien-être, se focaliser sur les résultats plutôt que sur les intrants ou extrants, prendre en compte la distribution du bien-être dans les territoires et dans différents groupes et évaluer la durabilité et la résilience régionales au fil du temps.
2. Exploiter les complémentarités entre différentes dimensions du bien-être : clarifier les responsabilités à travers les différents niveaux de gouvernement et différents groupes de parties prenantes ainsi qu'en leur sein, accroître la coordination entre politiques publiques et gérer d'éventuels compromis tout en maximisant les synergies.
3. Encourager les citoyens à adapter les mesures du bien-être à leurs besoins : mobiliser les citoyens dans un processus précoce et participatif continu afin d'identifier collectivement les dimensions les plus importantes pour la communauté, contribuer à la décision des priorités des interventions de politiques publiques et suivre les progrès accomplis en vue des résultats anticipés, augmentant ainsi la légitimité et l'efficacité de la stratégie du bien-être régional.

La conception et la mise en œuvre d'une stratégie du bien-être régional sur la base de ces trois piliers nécessitent un processus séquentiel au sein d'un échange continu d'informations, de consultation et de participation parmi les différentes parties prenantes (graphique 3.1):

- Traduire les objectifs de bien-être en des indicateurs pertinents pour les politiques publiques. Une stratégie de mesure du bien-être régional doit fournir aux décideurs politiques et aux citoyens des informations directes sur la vie des personnes dans les différentes communautés et sur ce qui peut être changé par les politiques publiques afin de les améliorer. Cela nécessite la mise en place d'un lien clair entre la mesure du bien-être régional et les objectifs de développement régional et l'alignement des objectifs de politiques publiques à travers les différents niveaux de gouvernement et en leur sein.

- Sélectionner les indicateurs. Le choix des indicateurs de bien-être doit refléter les priorités et atouts locaux. Un processus de consultation délibératif doit être mis en place afin de mettre l'accent sur un ensemble limité d'indicateurs clés. Ils permettront de refléter les conditions de vie objectives par rapport à ce que perçoivent les personnes, de cibler l'attention des politiques publiques vers ceux qui en ont le plus besoin et de tirer le meilleur parti des informations existantes.

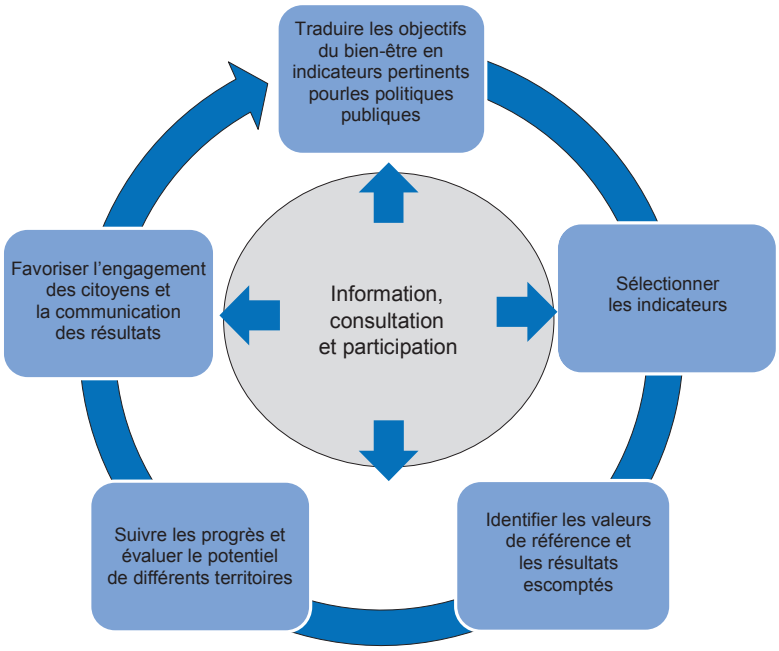
- Identifier les valeurs de référence et les résultats escomptés. Établir un point de départ clair et une série de cibles à atteindre permet de structurer le cours de l'action publique autour d'un calendrier transparent et d'étapes intermédiaires. Dans un environnement politique caractérisé par l'incertitude, la construction d'un système de mesures incitatives promeut l'apprentissage et renforce la capacité.

- Suivre les progrès et évaluer le potentiel de différents lieux. Les indicateurs de bien-être régional peuvent constituer un instrument pour suivre les changements au fil du temps et identifier les atouts spécifiques pour le développement dans différentes communautés. Cela contribue à concentrer les ressources vers des politiques publiques qui maximisent le potentiel de progrès d'une région.

- Favoriser l'engagement des citoyens et la communication des résultats. Faire participer les citoyens à un stade précoce de l'initiative de mesure canalise les efforts vers ce qui est le plus important aux yeux de la communauté et crée une dynamique d'action. La mise en place de mécanismes pour un dialogue continu permet une évaluation critique des résultats, facilite les ajustements de politiques publiques, le cas échéant, et améliore la responsabilisation et la confiance.

Le point de départ de ce cycle de mesure du bien-être varie selon les régions, en fonction de l'objectif spécifique de mesure du bien-être et des personnes dirigeant le processus. Rares sont les régions d'études de cas à avoir pleinement mis en œuvre toutes les étapes. Certaines régions sont plus avancées dans certaines étapes que d'autres, et parfois elles sautent une ou plusieurs étapes. Le plus souvent, les régions sont à la recherche d'un outil efficace pour lancer un processus de consultation ou communiquer les résultats des indicateurs de bien-être.

Graphique 3.1. **Cycle de mesure du bien-être régional : un séquençage éventuel des étapes**



La mise en œuvre de ce processus de mesure du bien-être nécessite l'implication des parties prenantes pertinentes et une interaction constructive entre ces derniers (graphique 3.2). Quatre catégories principales de parties prenantes peuvent être identifiées :

- Décideurs politiques régionaux, y compris les élus et les fonctionnaires responsables de la conception d'objectifs de politiques publiques de bien-être explicites et de l'identification des priorités d'action pour atteindre ces objectifs.

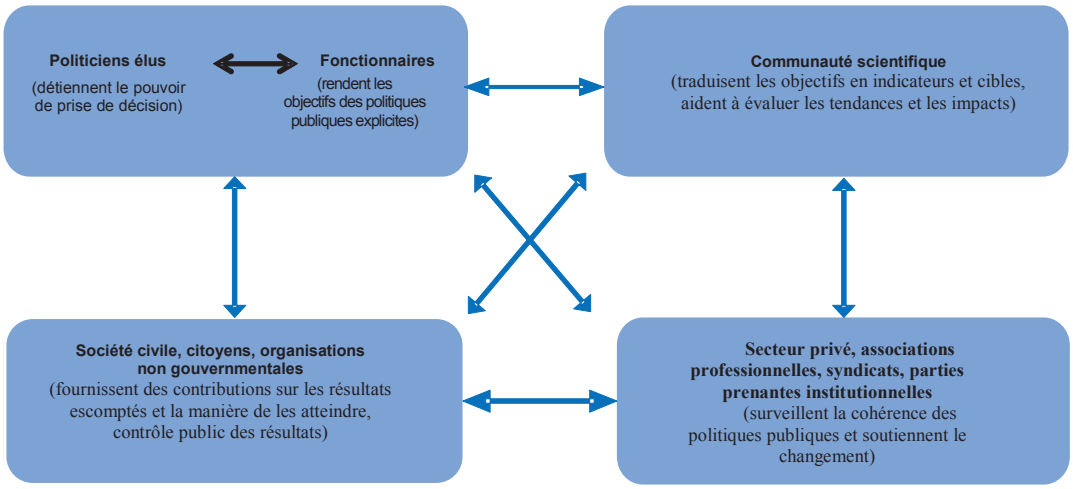
- La communauté scientifique (instituts statistiques, universitaires, etc.) capable d'aider à transformer ces objectifs en indicateurs et cibles mesurables et de fournir les preuves et l'analyse sous-jacentes.

- Le secteur privé, y compris les associations professionnelles, les syndicats et autres parties prenantes insititutionnelles jouant un rôle clé dans le suivi de la cohérence des politiques publiques et le soutien au changement.

- La société civile et les citoyens, qui peuvent contribuer à l'identification des dimensions les plus importantes à leurs yeux et des résultats escomptés, et peuvent également contribuer à les atteindre et à suivre publiquement les progrès.

Un aspect stratégique du renforcement de l'efficacité de l'initiative de mesure du bien-être régional consiste à assurer la continuité au-delà des cycles politiques. La durabilité des indicateurs de bien-être régional dans la durée dépend de l'adhésion de l'administration publique et de la coordination efficace entre les divers niveaux de gouvernement. Si le leadership politique est fondamental et que de nombreuses initiatives régionales luttent pour rallier les élus, l'adhésion de l'administration publique (à savoir les fonctionnaires non élus) est indispensable pour assurer la continuité des initiatives de bien-être en cas de changement du leadership politique. Dans la province de Rome, par exemple, à la fois le président de la province et le conseil étaient pleinement favorables au plan stratégique et à ses indicateurs de bien-être associés. Avec ce soutien politique, les processus de consultations, parties prenantes, financements et outils de communication nécessaires ont été mis en place en 2011. En 2013, l'administration provinciale a changé puisque le président de la province est devenu le président de la région de Lazio et la stratégie semblait avoir perdu son soutien politique ainsi que les mécanismes établis pour la soutenir. La province est actuellement dirigée par un commissaire spécial nommé directement par le ministre de l'Intérieur, en prévision du changement vers un statut métropolitain officiel, qui entraînera un changement de la structure gouvernementale. Les priorités ont ainsi évolué, et le projet de développement stratégique, avec des indicateurs de bien-être associés, n'est désormais plus officiellement actif. Toutefois, nombre des objectifs de la stratégie font manifestement encore partie du travail des départements, ce qui pourrait constituer un indice de l'appropriation de ses principes au sein de l'administration publique.

Graphique 3.2. **Parties prenantes impliquées dans la mise en oeuvre des initiatives de bien-être regional**



La coordination entre le gouvernement régional, les municipalités et autres parties prenantes peut également constituer un moteur important derrière l'application continue d'indicateurs de bien-être sur le terrain. Un changement de soutien politique peut réduire la disponibilité des ressources (humaines, financières et infrastructures) allouées pour la coordination et la mise en œuvre des mesures de bien-être régional. Encore une fois, dans le cas de Rome, les structures qui avaient été mises en place spécifiquement pour le projet de bien-être, telles que le site internet pour les citoyens et l'entreprise du gouvernement *Provincia Attiva Spa*, ne sont plus opérationnelles. Une réforme institutionnelle peut également changer les compétences du niveau régional ou provincial, de sorte que parmi les dimensions identifiées comme étant essentielles au bien-être et les variables sélectionnées pour être mesurées, certains aspects ne relèvent plus des compétences du niveau régional ou provincial. La promotion du bien-être au sein du territoire ne dépend pas uniquement des actions de la région ou de la province, mais également de celles des autorités municipales. Cela nécessite de renforcer la capacité technique locale pour la collecte et l'analyse des données et de favoriser l'adhésion et les incitations à la participation. Dans le cas de Morelos (Mexique), malgré la grande variété d'indicateurs de bien-être disponibles, nombre d'entre eux demeurent sous-exploités parce que les municipalités n'ont pas les mêmes niveaux de connaissance des données disponibles et de capacité à les utiliser dans la prise de décisions de politiques publiques.

Les sections suivantes explorent en détail chaque étape du cycle de mesure proposé et le rôle joué par les différentes catégories de parties prenantes.

Traduire les objectifs de bien-être dans des indicateurs pertinents pour les politiques publiques

Placer le bien-être au cœur de l'ordre du jour politique nécessite de formuler les différents objectifs de bien-être en tant qu'indicateurs qui soient pertinents pour les politiques publiques. Cela explique pourquoi la plupart des régions d'études de cas ont formellement lié leur initiative de mesure du bien-être régional à leur politique régionale. Les indicateurs de bien-être régional sont habituellement compris dans un plan ou stratégie de développement régional. Par exemple, la région du Danemark du Sud a inclus ses indicateurs *Good Life* dans le Plan de développement régional (*Regional Development*

Plan, RUP) 2012-2016 et a produit un ensemble d'indicateurs pour souligner l'importance d'une approche holistique du développement régional. La stratégie de bien-être de l'état de Morelos au Mexique vise à construire une société qui garantit les droits des citoyens afin d'améliorer leur qualité de vie, et le Plan de développement de l'État (PED) 2013-2018 inclut des dimensions et indicateurs du bien-être afin d'accomplir cet objectif. La province de Rome a incorporé des indicateurs de bien-être dans son Plan stratégique (2012) en tant que moyen pour atteindre une croissance inclusive, selon le principe qu'une meilleure compréhension des inégalités territoriales à travers la province pouvait éclairer la prise de décision.

Cependant, les objectifs de politiques publiques pour la promotion du bien-être sont parfois formulés en termes de réduction du mal-être. Une initiative pourra ainsi être décrite comme une initiative de bien-être, mais la question a été posée de savoir si, en pratique, la mesure porte sur les problèmes plutôt que sur les opportunités et le potentiel. Newcastle, par exemple, a explicitement déclaré que sa perception du bien-être englobait davantage que la simple absence de problèmes. En même temps, sa Stratégie du bien-être s'appuie largement sur les indices de privation multiple du Royaume-Uni. De même, les mesures territoriales les plus convaincantes développées en Sardaigne jusqu'à présent sont l'indice de privation multiple, appliqué aux municipalités sardes (IDMS) (encadré 3.6). La question se pose de savoir si cette orientation implique de mesurer les deux faces d'une même pièce ou si elle a un effet direct sur la politique publique. Néanmoins, les expériences régionales suggèrent qu'une focalisation sur une meilleure exploitation des atouts plutôt qu'une atténuation de la privation peut accroître le sentiment d'appropriation par les parties prenantes dans la stratégie du bien-être, comme dans le cas de l'état de Morelos, par exemple.

Encadré 3.6. **L'indice de privation multiple en Sardaigne**

Le Centre de planification régionale de la région de Sardaigne, en collaboration avec l'Université de Cagliari, a développé une mesure globale des disparités régionales internes par le biais d'un indice de privation multiple, qui a été appliqué aux 377 municipalités de Sardaigne en 2011. L'indice inclut sept dimensions : revenu, emploi, santé, environnement, accès aux services de base et sécurité. Chaque dimension est mesurée par un ou plusieurs indicateurs et illustre les différences intermunicipales en matière de privations. Les indicateurs dans chacun des sept domaines sont transformés en sous-indices allant de 0 (privation la plus faible) à 1 (privation la plus importante), puis compilés dans un chiffre composite de multi-privation. Les municipalités sont classées à la fois en fonction de leur niveau de privation dans chaque dimension et de leur niveau de multi-privation (indice composé).

Les résultats sont disponibles pour chaque municipalité et pour chaque province de la région de Sardaigne. La plupart des données proviennent de sources administratives, publiées pour la première fois, et aucune des dimensions n'inclut de mesures subjectives.

Les résultats montrent les municipalités dans lesquelles la privation dans une dimension est particulièrement élevée et peuvent ainsi aider à cibler les politiques publiques et les ressources financières afin de lutter contre la pauvreté ou le décrochage scolaire par exemple. Ils peuvent également fournir des indications sur quelles dimensions de privation ont tendance à être associées, afin de concevoir des programmes de mesures complets visant à lutter contre les inégalités. Les mises à jour et utilisations futures de l'Indice de privation multiple n'ont pas encore été définies, mais il pourrait se révéler être un outil important pour soutenir les décisions locales et régionales ainsi que la sélection de projets.

Source : OCDE (2014), « Region of Sardinia (Italy) », dans OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être local et régional à des fins d'action publique*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr.

Critères pour la définition d'indicateurs de résultats

Les indicateurs de résultats du bien-être régional fournissent des informations directes sur les vies des personnes dans différentes communautés, tandis que les indicateurs d'intrants reflètent ce qu'ont investi les gouvernements, avec seulement des informations partielles sur les conditions de vie. Par exemple, l'évaluation de l'expérience quotidienne des personnes concernant un service public tel que l'eau nécessitera des données sur la satisfaction des citoyens quant à la qualité de l'eau plutôt que le budget pour la fourniture d'eau (intrant) ou le nombre de kilomètres de tuyaux ayant été posés (extrant). Un certain nombre de critères de sélection pour l'identification des indicateurs de résultats ont été présentés, y compris dans le cadre de l'initiative *Comment va la vie ?* de l'OCDE, le programme de la Politique de cohésion de la CE et des États-Unis (encadré 3.7). Dans un autre exemple régional, l'initiative *Good Life* dans le Danemark du Sud mesure la santé en étudiant le nombre de consultations médicales et de congés maladie enregistrés, mais également la part de personnes qui se sentent accablées par des problèmes de santé au quotidien – plutôt que les indicateurs d'intrants tels que le nombre de lits d'hôpital ou le budget des soins de santé. Si toutes ces initiatives proposent des critères idéaux, presque aucun indicateur ne répondra à tous les critères de manière également satisfaisante. En fin de compte, le choix des indicateurs doit être déterminé par une évaluation holistique de la validité et de l'utilité. La sélection des indicateurs est un processus interactif, s'appuyant sur des consultations entre les décideurs politiques, les parties prenantes et les partenaires.

Encadré 3.7. **Exemples internationaux de critères de sélection des indicateurs de résultats**

Le cadre *Comment va la vie ?* de l'OCDE, développé en 2011, oriente la sélection d'indicateurs du bien-être vers des indicateurs qui reflètent les accomplissements dans le domaine du bien-être au niveau individuel ou au niveau des ménages ; mesurent les résultats du bien-être ; permettent la ventilation afin d'évaluer le bien-être de différents groupes de la population ; et évaluent les distributions conjointes des accomplissements, par exemple si une personne avec un désavantage dans une dimension connaît également de mauvais résultats dans une autre dimension.

Il a également précisé que les indicateurs de résultats du bien-être doivent respecter les exigences statistiques suivantes :

- Avoir une validité apparente, à savoir, la capacité de mesurer le paramètre prévu selon un grand nombre de preuves et pratiques.
- Se focaliser sur les résultats sommaires, à savoir, sur des accomplissements relativement larges qui peuvent être facilement compréhensibles et qui ne se prêtent pas à des ambiguïtés d'interprétation.
- Pouvoir évoluer et être sensibles aux interventions de politiques publiques, ce qui est important du point de vue de l'amélioration de la conception des politiques publiques qui portent sur le bien-être et *in fine* sur la vie des personnes.
- Être communément utilisés et acceptés en tant qu'indicateurs de bien-être au sein des communautés statistiques et académiques.
- Assurer la comparabilité entre les pays, soit par l'usage de concepts et définitions suivant les normes convenues à l'échelle internationale et de données collectées au moyen d'un questionnaire coordonné, soit en rassemblant des instruments largement comparables.
- Assurer une couverture géographique maximale : à proprement parler, il ne s'agit pas d'un critère de qualité de la donnée, mais d'une contrainte de travail, étant donné l'objectif de produire des preuves comparables pour les économies de l'OCDE et d'autres économies majeures.
- Être collectés au moyen d'un instrument cohérent, ce qui est important pour le suivi des changements dans le bien-être au fil du temps.

Encadré 3.7. **Exemples internationaux de critères de sélection des indicateurs de résultats** (*suite.*)

La politique de cohésion de l'UE a orienté son approche vers un investissement ciblé sur les résultats pour la période de programmation 2014-2020. Son budget de 352 milliards d'euros pour cette période sera investi dans les régions de l'UE selon une nouvelle focalisation sur les résultats pouvant être mesurés. Dans les accords de partenariat entre la Commission et chaque État membre qui engagent à l'utilisation des fonds structuraux, les gouvernements nationaux et régionaux doivent sélectionner leurs priorités d'investissement selon les objectifs spécifiques exprimés par le biais d'un (ou plusieurs) indicateur(s) de résultat du bien-être des citoyens. Les indicateurs de résultat doivent être:

- Réactifs aux politiques publiques : ils doivent être étroitement associés aux interventions des politiques publiques soutenues. Ils doivent refléter l'essence d'un résultat selon une argumentation raisonnable sur les caractéristiques qu'ils peuvent ou ne peuvent représenter.
- Normatifs: ils doivent avoir une interprétation normative claire et acceptée (c'est-à-dire qu'il doit y avoir un consensus sur le fait qu'un mouvement dans une direction particulière est un résultat favorable ou défavorable).
- Robustes : fiables et statistiquement validés.
- Fondés sur une compilation opportune des données : disponibles en cas de besoin, avec un espace suffisant pour le débat et la révision lorsque cela s'avère nécessaire et justifié.

Ces indicateurs peuvent également aider les autorités de gestion à mettre en œuvre les programmes avec efficacité et à évaluer si le programme a produit les effets désirés. Jusqu'à présent, la politique de cohésion s'est concentrée plutôt sur l'évaluation de la manière dont les programmes ont été mis en place et gérés, mais sur la période 2014-2020, l'objectif sera de renforcer l'évaluation des programmes. La Commission européenne a chargé les autorités de gestion d'assurer que les évaluations indépendantes soient menées à bien et publiées. Un processus d'évaluation conçu avec soin devrait contribuer à faire la distinction entre les changements d'indicateurs raisonnablement attribués aux interventions des politiques publiques et ceux qui découlent d'autres facteurs.

Aux États-Unis, le Partenariat pour des communautés durables se concentre sur les six principes de vivabilité et un ensemble d'objectifs (tels que le sens communautaire, l'équité, la santé, etc.). Les indicateurs sont identifiés pour refléter l'un des principes en plus d'un ou de plusieurs objectifs de politiques publiques. L'Université de Pennsylvanie a mis au moint un catalogue d'indicateurs par crowdsourcing, en rassemblant les indicateurs déjà utilisés dans différentes communautés. Un sous-ensemble d'indicateurs clés a été identifié à l'aide de groupes de discussion et d'agences gouvernementales, pour permettre aux communautés d'en sélectionner en vue d'une comparaison dans la durée. Les indicateurs clés doivent s'aligner aux critères que représentent les principes et satisfaire les critères SMART suivants :

- Spécifique : ce qui est mesuré est clairement établi et contient un degré approprié de désagrégation
- Mesurable : l'indicateur montre le changement désiré et ces changements sont objectivement vérifiables
- Accessible : les résultats sont réalistes au vu des ressources disponibles
- Pertinent : l'indicateur reflète l'essence du résultat recherché et est pertinent par rapport au résultat attendu
- Lié au temps : il spécifie le moment où les résultats peuvent être accomplis.

Source: OCDE (2011), *Comment va la vie? Mesurer le bien-être*, Encadré 1.5, Éditions OCDE, Paris, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/comment-va-la-vie_9789264121195-fr; Commission européenne (2014), « Suivi et évaluation de la politique européenne de cohésion - Fonds européen de développement régional et fonds de cohésion, Concepts et recommandations, période de programmation 2014-2020 », DG politique régionale et urbaine, Bruxelles, mars; Birch, E.L., et al. (2011), « Measuring US sustainable development », *Penn IUR White Paper Series of Sustainable Urban Development*, Penn Institute for Urban Research, Department of City and Regional Planning, University of Pennsylvania, Philadelphia, Pennsylvania.

Aligner les objectifs politiques entre différents niveaux de gouvernement et en leur sein

Étant donné que les résultats du bien-être sont influencés par une multitude de dimensions et d'interventions de politiques publiques, il est rare qu'ils puissent être définis et accomplis par un acteur gouvernemental unique. Une forte autorité politique et une collaboration intergouvernementale active à la fois entre niveaux de gouvernement et en leur sein sont essentielles pour assurer la poursuite d'objectifs communs de politiques publiques de bien-être régional.

La coordination entre les niveaux de gouvernement en vue d'objectifs communs de bien-être contribue à aligner les priorités et à éviter de disperser les ressources à contre-courant. Même à l'intérieur d'une dimension donnée du bien-être, comme le logement, ou le transport, il se peut que les responsabilités soient distribuées entre différentes entités et doivent être clarifiées. Dans le cadre de l'expérience *Obiettivi di s*ervizio en Sardaigne par exemple, les défis relatifs à l'alignement des objectifs à travers différents niveaux de gouvernement et institutions ont été mentionnés comme la principale cause des mauvais résultats dans la lutte visant à réduire le nombre de cas de décrochage scolaire. Le pourcentage de jeunes sans diplôme de l'enseignement secondaire a même augmenté pour passer à 25 %. La part des étudiants de 15 ans dotés de compétences insuffisantes est restée à 28 %, selon les deux derniers tours de l'enquête PISA de l'OCDE (alors que la valeur pour l'Italie est de 19 %). À Morelos, la mise en application du Plan de développement de l'État doit s'appuyer sur des mécanismes de coordination entre l'État et les municipalités. Néanmoins, la capacité d'utiliser les indicateurs pour évaluer les résultats du bien-être peut varier entre les autorités municipales, principalement selon leur taille, étant donné que les municipalités plus grandes bénéficient souvent de ressources financières et techniques plus importantes.

La coordination au sein des niveaux de gouvernement entre différentes entités sectorielles est également essentielle car elle contribue à faire progresser l'agenda politique du bien-être. À Morelos, par exemple, le Plan de développement de l'État propose une plateforme largement reconnue pour l'intégration de différentes politiques sectorielles au niveau de l'État. Le plan a été établi suite à une approche gouvernementale en réseau (*gobierno en red*), officialisée au début de 2013, qui se concentre sur la coordination entre les différents ministères. Un exemple de programme prenant en considération les complémentarités entre les politiques sectorielles est la *beca salario*, un programme universel de bourse ouvert à tous les étudiants entre la troisième année de l'enseignement secondaire et la quatrième année de l'enseignement supérieur. En encourageant les étudiants à poursuivre leurs études, ce programme vise à influencer non seulement les résultats en matière d'éducation, mais également la sécurité, la santé et l'engagement civique. Dans le Danemark du Sud, le plan de développement régional (RUP) a également servi de stratégie globale et la nouvelle Stratégie de développement et de croissance contribuera à coordonner les programmes autour d'une même vision. Même si le niveau de gouvernement responsable de l'initiative de bien-être souffre de problèmes institutionnels, la stratégie de bien-être peut en réalité servir de cause de ralliement. À Newcastle, une autorité conjointe responsable du transport, des compétences et du développement économique a été créée en avril 2014 et l'efficacité de nouveaux outils de gouvernance à l'instar des *city deals* et des « partenariats d'entreprises locales » reste à prouver. Parallèlement, l'initiative *Well-Being for Life* cherche également à rendre le

conseil municipal plus « apte » et davantage engagé à collaborer avec tous les partenaires pertinents pour améliorer le bien-être et la santé. Dans le Danemark du Sud, la région dispose d'une capacité institutionnelle relativement faible, plus particulièrement depuis la réforme territoriale de 2007, mais l'intégration dans la vision *Good Life* a renforcé de plusieurs manières la légitimité du niveau régional par rapport aux municipalités et au gouvernement national.

Le rôle des gouvernements nationaux dans la mesure du bien-être régional

Les gouvernements nationaux peuvent jouer un rôle important en soutenant les initiatives de mesure du bien-être régional et engendrer une évolution. Ils peuvent donner un élan en offrant un cadre général d'action. Par exemple, au Royaume-Uni, la loi sur la santé et l'action sociale de 2012 et l'établissement de comités locaux de santé et de bien-être ont été essentiels pour mener à bien la stratégie *Well-Being for Life* de Newcastle.

Le Département italien pour le développement économique et la cohésion, l'autorité nationale en charge de la Politique de cohésion, a non seulement contribué à définir un cadre pour une politique davantage orientée sur les résultats pour la période 2014-2020, mais également à identifier les instruments pour renforcer l'efficacité des investissements publics, par exemple, par des accords de partenariats, les plans d'action (*Piani d'azione coesione*) et les cadres de performance mis en place au cours des périodes de programmation précédentes. Une meilleure coopération avec les autorités nationales peut également aider à évaluer les expériences antérieures de mesure du bien-être et à partager les bonnes pratiques entre les autorités régionales et les autres parties prenantes.

Les gouvernements nationaux, avec leurs ressources, leur portée et leur perspective, peuvent également constituer un important contributeur d'informations. Dans de nombreux cas, les données quantitatives dépendent fortement des statistiques collectées au niveau national (par exemple, les données de recensement, les indices de privation, etc.). La collaboration entre l'institut national de statistiques et les autorités régionales a contribué à rassembler et à exploiter de manière optimale des informations existantes. En Italie, la présence active et l'expérience d'Istat ont permis de renforcer la quantité et la qualité des indicateurs du bien-être. Au Mexique, l'Institut national de statistiques et de géographie (*Instituto Nacional de Estadística y Geografíca,* INEGI) propose une gamme d'indicateurs au niveau des états, et est impliqué dans des programmes de renforcement de capacités avec des décideurs politiques étatiques et locaux pour exploiter ces informations. D'autres régions explorent actuellement les manières d'établir une telle collaboration. Par exemple, la région du Danemark du Sud a commencé à développer une coopération avec le bureau danois de statistiques.

Parallèlement, les gouvernements nationaux doivent trouver un équilibre délicat entre, d'une part, soutenir les efforts et d'autre part, ne pas fixer de modalités contraignantes. Dans l'exemple britannique, le gouvernement national a établi des lignes directrices ou des conditions préalables pour les conseils municipaux locaux : établir un comité de bien-être, entreprendre une évaluation des besoins futurs et mettre en place une stratégie de santé et de bien-être. Pourtant, il n'a pas spécifié ce qui doit être inclus, mesuré ou suivi par le comité ou dans le cadre de la stratégie, laissant donc le soin de l'adapter au contexte local. Le Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis a adopté une forme hybride, établissant des

indicateurs dans son rapport sur les indicateurs de durabilité HotReport, mais laissant aux communautés bénéficiant de fonds de partenariats la possibilité de créer leurs propres indicateurs et techniques d'évaluation.

Sélectionner les indicateurs

Refléter les priorités régionales

Bien que les régions aient choisi de mesurer des dimensions similaires à celles couvertes par l'initiative *Comment va la vie dans votre région ?* de l'OCDE telle qu'elle est exposée dans le chapitre 2 (tableau 3.2), il arrive qu'elles choisissent parfois des indicateurs différents. Ceci s'explique par le fait que les stratégies visant à favoriser le bien-être doivent être éclairées par des données qui reflètent des objectifs d'action spécifiques et qui examinent les contextes particuliers touchant une population donnée (tableau 3.2). Par exemple, lorsqu'il s'agit de mesurer la dimension de la santé, l'État de Morelos a ajouté un indicateur sur l'obésité, qui concerne 34.9 % de la population âgée de 12 à 19 ans, tandis que Newcastle a opté pour un indicateur supplémentaire sur le nombre d'admissions à l'hôpital liées à l'alcool, qui est 50 % plus élevé que la moyenne nationale.

Tableau 3.1. **Dimensions du bien-être couvertes par les différentes initiatives des régions études de cas de l'OCDE**

OCDE		Danemark du Sud (Danemark)	Province de Rome (Italie)	Sardaigne (Italie)	Morelos (Mexique)	Nord des Pays-Bas (Pays-Bas)	Newcastle (Royaume-Uni)	Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis	TOTAL
Dimensions couvertes par le cadre « Comment va la vie dans votre région ? » de l'OCDE	Revenu	X	X	X	X		X		5
	Emploi	X	X	X	X	X	X	X	7
	Logement				X		X	X	3
	Éducation	X	X	X	X	X	X		6
	Santé	X	X	X	X	X	X		6
	Environnement	X	X	X	X	X	X	X	7
	Sécurité	X			X		X		3
	Engagement civique		X		X	X	X		4
	Accès aux services	X	X	X	X			X	5
Autres dimensions couvertes par l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE au niveau national	Liens sociaux		X			X	X		4
	Bien-être subjectif	X			X	X	X		4
	Équilibre vie professionnelle-vie privée				X				1

Source : élaboré par l'OCDE d'après les réponses données par les régions études de cas au questionnaire de l'OCDE.

Se concentrer sur un nombre restreint d'indicateurs

Canaliser les informations relatives au bien-être dans un ensemble clair de messages concrets en termes de politiques publiques est essentiel pour la réussite d'une initiative de mesure. Certaines expériences régionales indiquent d'ailleurs qu'un excès d'informations peut entraver la compréhension. La prolifération des initiatives de mesure menées par différents organismes peut donner lieu à une pléthore d'indicateurs à différentes échelles d'espace et de temps, ce qui ne fait qu'augmenter la complexité. En Italie, par exemple, les informations existantes et les multiples initiatives nationales et régionales pour mesurer le bien-être pourraient être mieux articulées autour d'un cadre commun. Ainsi, l'initiative *Obiettivi di servizio* a selectionné un nombre limité d'objectifs et d'indicateurs (4 domaines de politiques publiques et 11 indicateurs, respectivement) qui ont aidé les décideurs politiques nationaux et locaux à se concentrer et à maintenir leur attention tout au long de la période de mise en œuvre. À Morelos, le grand nombre d'indicateurs pour chacun des cinq axes du Plan de développement de l'État, sans structure hiérarchique ou système de pondération, peut avoir pour conséquence de masquer le véritable statut du bien-être du citoyen et échouer à le communiquer efficacement aux citoyens. Une meilleure coordination des initiatives de mesure du bien-être dans les régions peut réduire le coût de production d'informations comparables et regrouper les ressources pour la production d'indicateurs qui ne sont pas disponibles à partir des sources officielles (par exemple, les mesures de la perception et de la satisfaction à l'égard de la vie).

Combiner les indicateurs objectifs et les données de perception subjectives

Toute disparité frappante entre les conditions socio-économiques objectives et la qualité de vie perçue peut fournir des indications utiles sur les domaines où les politiques publiques n'ont pas atteint les résultats escomptés et qui nécessitent donc un examen approfondi de la part de l'ensemble des acteurs concernés. La plupart des régions utilisent des indicateurs objectifs dans leur initiative de mesure du bien-être et certaines d'entre elles intègrent même des mesures subjectives axées sur la perception. Par exemple, l'État de Morelos, Newcastle et le Danemark du Sud intègrent des données d'enquêtes de perception dans leurs initiatives de mesure respectives (tableau 3.3, exemple du Danemark du Sud). Ce que les gens perçoivent peut être très différent des informations fournies par les données, comme cela a été illustré dans l'exemple de la sécurité dans la province de Rome. Bien que l'incidence de la criminalité dans la région du Latium (où est située la province) ait chuté de 10.5 points de pourcentage entre 2007 et 2012, le pourcentage des personnes qui vivent dans cette région et qui se sentent en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit est la deuxième plus faible d'Italie. Les raisons de ne pas intégrer de mesures subjectives varient selon les régions et peuvent être liées à un choix conceptuel délibéré, au manque de données disponibles à l'échelle pertinente, etc. (voir l'exposé détaillé dans le chapitre 1).

Tableau 3.2. **Examples de différents indicateurs régionaux utilisés pour mesurer des dimensions du bien-être identiques**

Dimensions du bien-être	Indicateurs
Revenu	- Écart entre le salaire hebdomadaire moyen des 20 % de revenus les plus bas et 20 % de revenus les plus élevés (Newcastle) - Part du revenu détenu par les 5 % de ménages les plus riches (Partenariat pour des communautés durables) - Perception de la capacité de payer des factures inattendues (Danemark du Sud) - Perception du niveau de satisfaction à l'égard du niveau de vie (Danemark du Sud)
Emploi	- Nombre de lieux de travail accessibles en une heure en voiture (Danemark du Sud) - Formation de la main-d'œuvre complétée et aboutissant à un emploi (US Sustainable Knowledge Corridor) - Ratio des créations sur les faillites d'entreprises (province de Rome)
Logement	- Part des ménages ayant des coûts de logement supérieurs à 30 % du revenu (Partenariat pour des communautés durables) - Taux de saisies (Partenariat pour des communautés durables) - Logements ayant des installations d'évacuation des eaux usées (Morelos) - Valeur des maisons sur le marché immobilier (province de Rome)
Éducation	- Pourcentage des élèves qui ne poursuivent pas leurs études au niveau secondaire supérieur (Danemark du Sud) - Élèves ayant des lacunes en lecture et en mathématiques (Sardaigne)
Santé	- Écart de l'espérance de vie sans handicap à 16 ans entre les individus les plus favorisés et les moins défavorisés (Newcastle) - Prévalence du tabagisme chez les adultes de plus de 18 ans (Newcastle) - Admissions à l'hôpital liées à l'alcool (Newcastle) - Pourcentage des personnes de la population totale en surpoids (Morelos) - Taux de mortalité maternelle (pourcentage des décès maternels pour 100 000 naissances vivantes) (Morelos)
Environnement	- Pourcentage de la population bénéficiant de plans de traitement des eaux usées (Sardaigne) - Satisfaction à l'égard de la qualité du paysage local (Sardaigne) - Part de l'élimination adéquate des déchets (Morelos) - Perception de la valeur des espaces naturels (analyse de HotSpot Monitor) (Nord des Pays-Bas) - Proportion de personnes qui se sentent gênées par la fumée, le bruit ou les odeurs (Danemark du Sud)
Sécurité	- Perception du vandalisme et de la criminalité dans le quartier (Danemark du Sud) - Taux de victimisation (pourcentage d'adultes ayant été victimes d'un crime) (Morelos) - Perception de la sécurité (pourcentage d'adultes qui se sentent en sécurité dans l'État) (Morelos)
Engagement civique	- Pourcentage des résidents qui considèrent qu'ils peuvent influencer les décisions qui affectent leur zone locale (Newcastle) - Indice de transparence (qualité de l'information fournie par le site web de l'État) (Morelos) - Nombre d'associations volontaires pour 10 000 habitants (Province de Rome)
Accès aux services	- Distance moyenne par rapport aux services de base : pharmacie, poste de police, banques, bureaux de poste (Sardaigne) - Pourcentage des personnes âgées qui bénéficient de l'aide à domicile (Sardaigne) - Pourcentage des enfants bénéficiant d'un service de garde (Sardaigne) - Pourcentage de la population ayant accès à des services de garde d'enfants (Morelos) - Notation externe des services lorsque disponible (Newcastle) - Parts modales des déplacements domicile-travail (Partenariat pour des communautés durables) - Accès aux parcs et espaces ouverts (Partenariat pour des communautés durables)

Source : recherches de l'OCDE sur la base des rapports d'études de cas.

Tableau 3.3. **Exemples de dimensions régionales du bien-être mesurées à la fois par des indicateurs objectifs et des indicateurs de perception subjective dans le Danemark du Sud**

Dimensions du bien-être	Indicateurs objectifs	Indicateurs de perception subjective
Revenu	– Ratio de la population appartenant au groupe à faible revenu	– Pourcentage de personnes ayant confiance dans l'avenir
Éducation	– Ratio des personnes âgées de 25 à 64 ans ayant une formation qualifiante	– Pourcentage de personnes qui sentent qu'elles utilisent leurs capacités et leurs talents dans la vie quotidienne
Santé	– Nombre de jours de maladie pour 1 000 habitants – Nombre de consultations remboursées chez le médecin pour 1 000 habitants	– Auto-évaluation générale de la santé – Pourcentage des personnes qui se sentent suffisamment en forme pour faire ce qu'elles veulent faire
Environnement	– Émissions de CO_2 par habitant	– Pourcentage de personnes qui se sentent gênées par la fumée, le bruit ou les odeurs
Sécurité	– Nombre de crimes violents signalés pour 1 000 habitants	– Pourcentage de personnes qui s'inquiètent d'être victimes de violences

Source : OCDE (2014), « Région du Danemark du Sud » dans *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local à des fins d'action publique*, Éditions OCDE, Paris.

Exploiter l'information existante et la valeur des données ouvertes

Les informations pertinentes pour les politiques publiques sont souvent déjà disponibles à partir de sources statistiques ou administratives, et disposent d'un potentiel énorme pour créer de la valeur pour la société dans son ensemble (encadré 3.8). Lorsqu'elles se lancent dans l'élaboration de mesures régionales du bien-être, il se peut donc que les régions n'aient pas besoin de partir de zéro et de générer des données complètement nouvelles. Elles peuvent commencer par examiner la portée des données déjà existantes et chercher à y accéder. Ainsi, aux États-Unis, le Partenariat pour des communautés durables a mené une analyse des indicateurs actuellement utilisés par les villes et les régions pour effectuer le suivi du développement durable. Il a trouvé qu'il existait plus de 300 indicateurs pour mesurer les résultats en matière de transport, d'aménagement du territoire et de logement qui pouvaient être réutilisés et adaptés aux besoins de communautés spécifiques. Ces données sont parfois facilement accessibles, alors que dans d'autres cas, elles nécessitent des recherches délibérées.

Faire en sorte que les données soient accessibles au public aide à surmonter les goulots d'étranglement de l'information et assure aux gouvernements, aux entreprises, aux citoyens et aux autres parties prenantes un accès aux informations qu'ils ne pouvaient pas obtenir auparavant, en raison d'un manque de ressources, par exemple. Cela permet également de gagner du temps et d'économiser des fonds, car ces données peuvent apporter des informations sur les priorités locales et contribuer à une plus grande efficacité de l'intervention des actions publiques. L'impact des données ouvertes sur la prestation de services et la performance du secteur public est souvent plus tangible au niveau de l'administration locale. Dans la ville de San Francisco, par exemple, les responsables des départements chargés des familles d'accueil, des probations juvéniles et des services de santé mentale se sont accordés avec le procureur de la ville pour communiquer et échanger de manière contrôlée des informations entre certains organismes publics. Cela a permis à certains services de repérer des chevauchements chez certains bénéficiaires de services. Ils ont également constaté que 2 000 enfants bénéficiaires des services, vivant pour la plupart à une distance de marche, consommaient à eux seuls la moitié des ressources des départements. Grâce à ces éléments, la *Human*

Service Agency a pu réorganiser sa prestation de services en se concentrant sur des quartiers spécifiques et en relocalisant les services offerts par les fournisseurs non institutionnels dans des centres communautaires. Le partage de données à travers le nouveau système intégré de données a contribué à mettre l'accent sur les utilisateurs les plus vulnérables en termes de prestation de services, d'améliorer les services et d'améliorer la coordinatioon et l'efficacité.

Encadré 3.8. **Utiliser les données ouvertes des gouvernements pour favoriser la création de valeur et autonomiser les citoyens**

Dans l'accomplissement de leurs obligations, les organismes gouvernementaux produisent, collectent et gèrent une grande quantité de données (ou fournissent des fonds à d'autres organismes pour effectuer ces tâches). Ces données sont en train de devenir l'un des biens publics les plus précieux et restent pourtant souvent inaccessibles ou inabordables pour la majorité des parties prenantes. Permettre l'accès et la réutilisation de ces données peut être important non seulement pour améliorer la transparence et l'efficacité dans l'administration publique, mais également pour mener des actions gouvernementales axées sur les citoyens et de plus grande valeur.

Les initiatives pour les données gouvernementales ouvertes (*Open Government Data*) dans les pays membres de l'OCDE peuvent bénéficier simultanément à plusieurs acteurs. Les avantages potentiels ne se limitent pas à l'aspect monétaire et économique, mais sont également importants du point de vue social et du point de vue de la bonne gouvernance :

- Une valeur économique (par exemple, la croissance et la compétitivité dans l'ensemble de l'économie, favoriser l'innovation, l'efficience et l'efficacité des services gouvernementaux)
- Une valeur sociale (par exemple, la promotion de l'autonomisation des citoyens, la participation sociale et l'engagement du public dans l'élaboration des politiques publiques et la prestation de services)
- Une valeur en termes de gouvernance publique (par exemple, la reddition de comptes, la transparence, la réactivité et le contrôle démocratique).

Comprendre ces différentes valeurs est essentiel pour identifier le type de données auxquelles donner la priorité. Différentes valeurs exigent différents types de données. Ainsi, la dynamisation de la croissance économique peut nécessiter la fourniture d'ensembles de données spécifiques au milieu des affaires ou aux créateurs d'applications, en temps oportun et avec des mises à jour régulières, afin qu'ils puissent être largement et rapidement diffusées. En revanche, de nombreux objectifs liés à la reddition de comptes et à la bonne gouvernance peuvent nécessiter des données agrégées.

Il est important d'aligner les objectifs des politiques de données gouvernementales ouvertes aux attentes du public. L'enquête menée par l'OCDE sur les Données gouvernementales ouvertes en 2013 montre que bien que les déclarations politiques citent l'engagement des citoyens parmi les principales réalisations attendues de l'OGD, la participation du public ne figure pas parmi les principaux objectifs des politiques et stratégies nationales, qui mettent l'accent sur l'augmentation de la valeur économique pour le secteur privé et l'accroissement de l'ouverture et de la transparence.

La méthodologie de l'OCDE aide les pays à mener des exercices nationaux d'évaluation d'impact et d'identifier des mesures pour soutenir les données gouvernementales ouvertes (ce qu'il faut mesurer, pourquoi et comment). Cette méthodologie les aide également à concevoir et mettre en œuvre des plans d'action en faveur des données gouvernementales ouvertes, à faire face aux défis et à suivre les résultats. Fait intéressant, l'enquête 2013 de l'OCDE montre que les pays considèrent les défis institutionnels et organisationnels comme étant les principaux obstacles à la mise en œuvre des données gouvernementales ouvertes.

Source : Ubaldi, B. (2013), « *Open government data: Towards empirical analysis of open government data initiatives* », *OECD Working Papers on Public Governance*, No. 22, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/5k46bj4f03s7-en.

L'intégration des données ouvertes dans la mesure régionale du bien-être peut aider les gouvernements à s'engager activement avec les citoyens et à encourager une élaboration et une mise en œuvre de politiques publiques plus inclusives. Les gouvernements nationaux et locaux à travers le monde publient des données sur leurs activités (en les rendant accessibles, lisibles et réutilisables) pour promouvoir la transparence, lutter contre la corruption, autonomiser les citoyens et utiliser les nouvelles technologies pour rendre le gouvernement plus efficace et redevable (*Open Government Partnership Declaration*, 2011). Dans de nombreux pays, les villes et les régions fournirnissent des outils permettant au public de comprendre les données et sont le fer de lance du partage de l'information. De nombreux exemples peuvent illustrer des cas où un accès à l'information locale à travers le web a permis d'économiser de l'argent et du temps et a aidé les gouvernements à prendre plus rapidement de meilleures décisions. Une approche de données ouvertes peut accroître l'information disponible en intégrant des données des SIG aux données administratives ou aux données d'enquêtes, et ce particulièrement au niveau infranational. En Italie, les données ouvertes au niveau territorial ont été mises en place dans certaines régions (notamment dans le Piémont et l'Emilie-Romagne, et des entrepôts de données partiels sont également disponibles sur le géo-portail de la Sardaigne). Le gouvernement italien a également mis en place le site web *OpenCoesione* sur les investissements publics réalisés par des administrations centrales et régionales avec les fonds de la politique de cohésion pour la période 2007-2013, et a organisé des « marathons de suivi » civiques (encadré 3.9). Lier les indicateurs régionaux du bien-être avec des données ouvertes publiques peut contribuer à améliorer la responsabilisation du gouvernement et apporter de nouvelles idées pour des services plus efficaces aussi bien dans le secteur public que privé.

Encadré 3.9. **Données ouvertes et participation civique sur la politique de cohésion en Italie : le portail web *OpenCoesione***

La stratégie italienne de Gouvernement ouvert sur la politique de cohésion vise à accroître la transparence quant à l'utilisation des fonds, à améliorer la prise de décision et l'élaboration des politiques publiques, à encourager la participation des parties prenantes pour une utilisation efficace et efficiente des fonds, et à promouvoir la création de nouveaux outils et services. *OpenCoesione* est le portail national italien de données ouvertes (www.OpenCoesione.gov.it) sur les projets d'investissement financés par la politique de cohésion à travers des ressources nationales et européennes. Plusieurs entités publiques nationales et régionales sont impliquées dans sa mise en œuvre. Cette initiative est en ligne avec le cadre national de la stratégie numérique de l'Italie, ainsi qu'avec les règlements pour les fonds structurels de l'UE, qui exigent des pays membres de publier les informations relatives aux bénéficiaires et aux opérations financées, selon des formats spécifiques permettant de réutiliser ces informations.

Des mises à jour bimensuelles ont permis de fournir des données ouvertes sur près de 800 000 projets à ce jour. Ces données peuvent être explorées de manière interactive sur le portail et être librement réutilisées (licence CC BY-SA 3.0). L'accès est gratuit et ouvert à tous et une comparaison facile entre les projets permet aux utilisateurs d'évaluer si les projets mis en œuvre répondent à leurs besoins et si les ressources financières sont réparties de manière efficace. Les utilisateurs peuvent télécharger les données brutes disponibles ou naviguer à travers des diagrammes interactifs organisés par catégories de dépenses, par lieux et par type d'intervention. Les pages sur les projets individuels et les institutions impliquées sont également disponibles à la navigation. Le portail *OpenCoesione* publie également des données économiques et sociales locales pour faciliter les comparaisons au niveau local.

Encadré 3.9. **Données ouvertes et participation civique sur la politique de cohésion en Italie : le portail web *OpenCoesione*** (*suite*)

Les données sur les projets en cours sont collectées par le système central de suivi géré par la Comptabilité générale de l'État (*Ragioneria Generale dello Stato*, RGS) du ministère de l'Économie et des Finances italien. Celles-ci sont fournies par les administrations centrales et régionales en charge de ces fonds. Ces administrations participent également à un groupe technique sur la diffusion et la réutilisation des données publiques et informations sur la politique de cohésion, afin de s'accorder sur les normes que les données doivent respecter et pour améliorer la qualité des données de suivi introduites dans *OpenCoesione*.

Le but final de cette initiative est d'encourager une plus grande participation et collaboration de la part du public, en publiant des données fiables et en offrant un grand nombre de variables au niveau des projets. Une plate-forme indépendante pour le suivi civique a été lancée pour publier des rapports multimédias de groupes de citoyens intéressés. Plus de 50 « rapports de suivi de citoyens », sous forme d'enquêtes collectives sur le développement et les résultats du projet, sont accessibles au grand public sur le site web Monithon (www.monithon.it). Un grand nombre de ces rapports ont d'ailleurs stimulé le dialogue avec les administrations publiques. Monithon (littéralement en anglais *monitoring marathon*), promeut le suivi de la politique de cohésion par les citoyens grâce à la participation active des communautés et une méthodologie commune. Il a rapidement évolué pour passer d'une nouvelle plate-forme innovante à un format d'engagement civique transférable. Grâce à ces « marathons de suivi », des groupes de citoyens, parfois sous la direction d'organisations locales de services communautaires, réalisent des recherches autour de leur zone, pour recueillir des informations sur des projets spécifiques. Les participants collectent ainsi des éléments utiles permettant d'évaluer l'efficacité des dépenses publiques et d'exercer des modes de contrôle ascendants sur les politiques publiques en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés.

Monithon a attiré des dizaines d'associations nationales et locales et environ 500 personnes dans les activités de suivi par les citoyens, particulièrement dans le sud de l'Italie, où les fonds de cohésion sont concentrés. Des activités spécifiques sont menées par des groupes de citoyens, tels que *Libera*, une association nationale anti-mafia qui a mis l'accent sur le suivi de la réutilisation des biens saisis à la mafia. *Action Aid* a également conclu un partenariat avec *Monithon* afin de promouvoir l'autonomisation des citoyens. Des groupes de militants locaux utilisent la méthodologie de *Monithon* pour tester les systèmes de transport locaux qui ont bénéficié d'un financement de l'UE, tandis que de nouveaux groupes se sont formés pour commencer à suivre l'innovation sociale et les projets liés au patrimoine culturel.

Enfin, des *Monithons* sont également menés dans le projet d'école *OpenCoesione* (www.ascuoladiopencoesione.it) : une formation innovante visant à faire participer les élèves du secondaire à travers un apprentissage fondé sur la pratique, pour produire des projets de journalisme de données et des projets de narration sur l'impact des projets de *OpenCoesione*. En 2013-2014, les élèves de « l'école *OpenCoesione* » ont impliqué les collectivités locales en présentant leurs projets lors d'événements publics, ouvert de nouvelles voies pour un suivi plus étroit des projets, et fait équipe avec les associations locales pour exiger davantage de données ouvertes.

Source : ministère de l'Économie italien, Département pour le développement économique et la cohésion (DPS) – *OpenCoesione*, www.opencoesione.gov.it.

Mettre en œuvre un processus de consultation pour choisir les indicateurs

Le choix des indicateurs régionaux des résultats du bien-être doit être un processus délibératif et participatif. Comme le déclare le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009), « Déterminer les éléments qui devraient appartenir à [la] liste de caractéristiques de la qualité de la vie [...] dépend inévitablement des jugements de valeur concernant les

aspects ayant une plus grande importance dans un lieu et à un moment donnés ». Les régions ont utilisé différents canaux de consultation pour le choix des dimensions et des indicateurs (tableau 3.4). La province de Rome, l'état de Morelos et la région de la Wallonie sont de bons exemples de la façon dont les gouvernements régionaux ont mené un processus de consultation auprès des différents groupes de parties prenantes pour décider des dimensions prioritaires du bien-être et des indicateurs qui reflètent les enjeux locaux spécifiques (encadré 3.10) .

Encadré 3.10. **Faire participer les citoyens pour identifier les dimensions du bien-être à Rome, à Morelos et en Wallonie**

Province de Rome

Le gouvernement de la province de Rome a élaboré une stratégie du bien-être en 2011 afin d'adopter une approche plus systématique de l'action politique. Son objectif était de soutenir un nouveau modèle de développement territorial pour une croissance inclusive et de créer un système d'information sur les indicateurs du bien-être, afin de mieux comprendre les disparités entre les différentes zones de la province ainsi que les inégalités entre les personnes. Le gouvernement provincial a engagé une organisation de la société civile, *Lunaria / Sbilanciamoci!*, pour suivre la planification de la stratégie et identifier les indicateurs pour l'élaboration de politiques publiques qui pourraient aider à aplanir les inégalités locales.

Divers groupes ont contribué à l'élaboration des indicateurs du bien-être, notamment un comité de pilotage composé de représentants de l'administration de la province, de *Sbilanciamoci!*, du bureau des statistiques de la province de Rome ; de *Provinciattiva Spa* ; d'une commission scientifique comprenant des experts sur les indicateurs du bien-être ; et de la société civile. En s'appuyant sur diverses parties prenantes, cette forme de consultation active est un élément essentiel du cycle de mesure du bien-être et agit sur l'ensemble du processus de séquençage.

La consultation des citoyens a été considérée comme la pierre angulaire du renforcement de la légitimité des mesures du bien-être et le processus a mis l'accent sur la création d'un dialogue autour des objectifs scientifiques et culturels du projet. L'idée était de renforcer le rôle des citoyens dans la définition du modèle de développement, dans l'élaboration de politiques publiques associées et dans le soutien de la mise en œuvre du programme au niveau local. Le processus de consultation comprenait des réunions organisées par les gouvernements locaux pour recueillir des commentaires sur les choix stratégiques de la région, ainsi que des événements organisés par des organisations de la société civile et des ateliers et forums organisés par le milieu académique (universités et écoles). Des retours d'informations sur les principales préoccupations concernant le bien-être ont été demandés et rassemblés pour aider à identifier les priorités et déterminer l'ampleur de l'intervention. Des enquêtes auprès des communautés ont permis de surmonter ce qui avait été décrit comme un défi, à savoir de créer un consensus autour des choix stratégiques et d'impliquer les citoyens dans le processus. Une fois les citoyens impliqués, la province a été en mesure d'identifier la façon dont les citoyens ont classé les différentes dimensions du bien-être ; ceux-ci ont placé les déchets et la pollution, l'occupation des sols, les services publics, le travail et la santé parmi leurs cinq principales préoccupations. Pour communiquer les résultats et engager davantage les citoyens, la province a élaboré un outil web où les citoyens peuvent choisir les dimensions du bien-être les plus importantes pour eux, permettant à l'administration de mieux cerner les priorités des citoyens. Les réunions publiques, les médias traditionnels (journaux et télévision), ainsi que d'autres médias, tels que les livres, les ateliers et les rapports, ont également été des canaux supplémentaires destinés à communiquer les résultats. Enfin, un portail de données ouvertes a été mis à disposition la première année, mais en raison de contraintes budgétaires, celui-ci n'est plus opérationnel en 2014.

Encadré 3.10. **Faire participer les citoyens pour identifier les dimensions du bien-être à Rome, à Morelos et en Wallonie** (*suite*)

État de Morelos

L'État de Morelos a mené un vaste processus de consultation pour identifier un ensemble de dimensions du bien-être prioritaires conformément aux objectifs de la stratégie *Nueva Vision* de l'État, et pour choisir quelques indicateurs permettant de suivre ces dimensions grâce aux informations statistiques déjà collectée par l'INEGI. L'État de Morelos, sous la direction du ministère des Finances, a tracé les grandes lignes du programme du bien-être à travers une participation accrue de la société civile, des parties prenantes institutionnelles et de la communauté scientifique. Les préparatifs pour le Plan de Développement de l'État (PED) ont impliqué de nombreux acteurs différents à travers un processus d'écoute, de réunions et de forums. Ce dialogue a comporté plusieurs comités communautaires (*Comités comunitarios*), des groupes de citoyens locaux, souvent dirigés par les maires des communes, qui aident à identifier et hiérarchiser les besoins d'une communauté donnée dans divers secteurs. Bien que le gouvernement central n'ait pas alloué de ressources spécifiques pour promouvoir la participation de la société civile, il a néanmoins impliqué des comités communautaires dans les différentes phases du cycle de la politique publique. Ainsi, le comité pour la santé a participé directement à la définition des objectifs élaborés dans le PED, et le secteur de l'éducation de l'État a été consulté pour pouvoir tenir compte des principaux besoins de la population locale en matière d'éducation. L'État a également organisé des forums de consultation des citoyens.

Wallonie

En 2013-2014, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) a élaboré un indice des conditions du bien-être au niveau des 262 communes de la Région wallonne, en élaborant des critères du bien-être à partir de consultations menées auprès de plus de 1 200 citoyens. Cette approche s'est centrée sur ce qui importe le plus aux citoyens en termes de bien-être, en tenant compte de la diversité territoriale entre les communes et entre les différents groupes sociaux au sein de chaque municipalité, notamment ceux qui ne se font pas souvent entendre. L'expérience, qui a mis en relief les multiples facettes du bien-être bien au-delà des conditions matérielles, s'est basée sur la méthodologie SPIRAL (*Indicateurs de progrès de la société vers la responsabilité de tous)* du Conseil de l'Europe. Au total, 16 000 avis de citoyens ont été statistiquement résumés en 58 indicateurs. Disponibles pour les 262 communes wallonnes, ces indicateurs décrivent 50 dimensions du bien-être qui sont ensuite regroupées en huit familles.

Afin de créer un équilibre entre la diversité des idées exprimées et les exigences pragmatiques des mesures, le choix des indicateurs s'est appuyé à la fois sur le sens sémantique et la pertinence statistique. Toutefois, à ce stade, il est difficile de traduire toutes les contributions reçues suite à la consultation des citoyens en indicateurs quantitatifs, notamment concernant les composantes individuelles et les composantes subjectives, par exemple. Cette première mesure proposée doit donc être considérée comme une mesure des conditions du bien-être, qui met l'accent sur la qualité du cadre de vie au sens large, qui génère des conditions plus ou moins favorables à l'émergence d'un état de bien-être individuel et collectif. Les exercices à venir comprendraient une enquête pour répondre aux composantes qui manquaient dans ce premier exercice.

Source : OCDE (2014), « Province de Rome (Italie) », dans OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local à des fins d'action publique*, Éditions OCDE, Paris ; OCDE (2014), « État de Morelos (Mexique) », dans OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local à des fins d'action publique*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr; IWEPS, www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib-lindice-des-conditions-de-bien-etre-icbe.

Tableau 3.4. **Comment les régions témoins ont-elles choisi leurs indicateurs du bien-être ?**

Principaux objectifs de la consultation / Moyens	Rassembler des contributions aux choix stratégiques pour la région (dimensions du bien-être)	Recueillir des retours sur les principales préoccupations concernant le bien-être dans la région (pour la hiérarchisation et mise à l'échelle de l'intervention)	Créer un consensus autour des choix stratégiques et impliquer les citoyens dans leur mesure ou suivi
Enquêtes auprès des communautés	X (Sardaigne) X (Morelos) X (Danemark du Sud) X (Nord des Pays-Bas)	X (Sardaigne) X (Morelos) X (Danemark du Sud – panels de citoyens) X (Nord des Pays-Bas)	X (Province de Rome)
Réseaux sociaux (Twitter, Facebook, etc.)	X (Morelos) X (Nord des Pays-Bas)	X (Morelos) X (Nord des Pays-Bas)	
Réunions organisées par les institutions locales ou nationales	X (Province de Rome) X (Sardaigne – à suivre) X (Nord des Pays-Bas)	X (Sardaigne – à paraître) X (Danemark du Sud – réunions avec chaque municipalité) X (Morelos – forums de consultation) X (Nord des Pays-Bas)	X (Danemark du Sud – réunions avec chaque municipalité) X (Nord des Pays-Bas)
Réunions ou événements participatifs organisés par des ONG, des partis politiques, associations culturelles ou religieuses, etc.	X (Province de Rome)		X (Morelos – Observatoire citoyen du développement social) X (Nord des Pays-Bas)
Forums, ateliers organisés par les universités ou les écoles	X (Province de Rome) X (Nord des Pays-Bas)	X (Nord des Pays-Bas)	X (Nord des Pays-Bas)
Autres (veuillez préciser)	X (Province de Rome) X (Danemark du Sud, à travers des conférences régionales)	X (Province de Rome) X (Danemark du Sud, à travers des conférences régionales)	X (Danemark du Sud, à travers des conférences régionales)

Source : réponses fournies par les régions études de cas au questionnaire de l'OCDE.

Identifier les valeurs de référence et les cibles

La disponibilité de données de référence est une condition préalable essentielle à l'évaluation des politiques publiques. Une valeur de référence est définie comme la valeur d'un indicateur de résultat au début de la période de programmation, avant la mise en oeuvre d'une politique (par exemple, la part du décrochage scolaire dans la région). Cependant, dans la pratique, il est souvent difficile de déterminer une valeur de réference réaliste. Celle-ci peut être facilement disponible dans les données statistiques ou administratives, mais dans certains cas (principalement dans le cas des indicateurs de perception subjectifs), elle doit être générée, par exemple par des enquêtes.

De même, l'identification de cibles apporte une forte impulsion pour viser des améliorations, mais cela reste un exercice difficile qui se doit d'être solide pour renseigner les décisions de politiques publiques de manière efficace. Si un cycle de mesure idéal commencerait par le choix d'une cible à atteindre dans un délai déterminé, les caractéristiques du cycle d'action font qu'il est difficile de déterminer avec précision quand les résultats seront visibles. Généralement, les résultats ne se matérialisent qu'après qu'un cycle d'action spécifique se soit achevé. Établir des valeurs précises à atteindre pour chaque indicateur requiert au minimum une évaluation globale de la situation actuelle et de la faisabilité des objectifs, une implication de la communauté scientifique et une large consultation auprès des citoyens et d'autres acteurs de la société civile.

Cette difficulté à identifier des valeurs de référence et des cibles est largement illustrée par l'expérience des régions études de cas. Les indicateurs de bien-être régional sont rarement utilisés pour suivre les progrès réalisés en vue d'atteindre des cibles quantitatives formelles qui ont été fixées *ex ante*. La région de Morelos est un rare exemple dans lequel tous les indicateurs inclus dans le Plan de développement de l'État (PED) s'accompagnent d'une valeur de référence et d'une cible quantitative, qui correspondent au début et à la fin du mandat de l'administration en cours (2013-2018). L'initiative *Obiettivi di servizio* en Italie a également déterminé des valeurs de référence et des cibles pour l'ensemble des huit régions participantes. Bien que l'utilisation d'indicateurs permette d'accroître la transparence et la confiance, trop de cibles et de mesures peuvent créer de la confusion et compliquer l'évaluation de ces cibles.

En s'appuyant sur l'expérience des régions de l'OCDE, les perspectives suivantes peuvent aider à orienter la discussion sur l'identification des cibles :

- Décider s'il faut définir un ensemble de valeurs cibles ou une valeur cible unique pour chaque indicateur. La définition d'un ensemble de valeurs cibles plutôt qu'une valeur cible unique offre non seulement une perspective politiquement moins risquée, mais c'est souvent la méthode la plus appropriée lorsque les décideurs politiques n'ont pas le plein contrôle du domaine de politique publique en question et n'exercent qu'une influence partielle – ce qui est le cas, par définition, de la plupart des dimensions du bien-être dans les régions.
- Envisager la possibilité de définir des cibles intermédiaires et finales. Lorsque les cibles sont considérées comme étant trop ambitieuses et décourageantes, l'établissement d'un ensemble de cibles intermédiaires peut être une option permettant d'encourager un début d'action et de renforcer la confiance. Dans le schéma de performance du système *Obiettivi di servizio*, les mêmes cibles ont été fixées pour l'ensemble des régions participantes afin qu'elles puissent répondre aux mêmes critères minimum de services, mais des cibles intermédiaires ont également été fixées pour l'année 2011, sur la base d'augmentations progressives à partir de la valeur de référence. Ceci a permis de maintenir la concentration et la motivation sur les résultats finaux.
- Combiner des cibles quantitatives et qualitatives. Par exemple, les règlements de la période de programmation de la CE 2014-2020 stipulent que des cibles pour les indicateurs de résultats spécifiques au programme doivent être définies pour 2023, mais que les cibles peuvent être exprimées en termes quantitatifs ou qualitatifs. Définir des cibles qualitatives peut signifier de préciser l'ensemble des valeurs, la direction du changement et le rythme escomptés pour ce changement. Si aucune indication significative n'est possible, des étapes ou barrières intermédiaires peuvent être mises en place pour aider à atteindre l'objectif final.
- Établir un calendrier réaliste qui soit renseigné grâce à des repères historiques comparables. Les expériences antérieures dans la région, ou dans les régions possédant des conditions et des ressources similaires, peuvent permettre d'établir un rythme raisonnable de l'avancement pour atteindre la cible fixée. Il peut néanmoins y avoir quelques rares exceptions bien justifiées, comme l'introduction d'une nouvelle technologie qui permette de réduire considérablement le temps nécessaire pour la réalisation d'une tâche, ou une importante augmentation des ressources financières et administratives allouées pour cette tâche. Il peut s'avérer utile de tester et d'analyser la sensibilité des cibles par rapport aux variations de l'environnement de politiques publiques (OCDE, 2007). Il faut également faire la distinction entre les cibles liées aux

intrants et aux extrants, et qui portent relativement sur le court terme, et les cibles liées aux résultats, qui ont plutôt tendance à se matérialiser sur le moyen ou long terme. Le calendrier peut donc varier d'un indicateur à l'autre, en fonction de sa spécificité. Dans le cas de Morelos, par exemple, les objectifs fixés dans le PED ne suivent pas tous le même calendrier et certains objectifs ne sont réalisables que sur une période supérieure aux six années du mandat d'un gouvernement.

- Décider s'il faut lier les cibles aux incitations budgétaires. Encourager la réalisation des cibles peut entraîner la mise en place d'un système d'incitations et de sanctions pour les décideurs politiques. Ainsi, un tel système implicite sera mis en place si le schéma de mesure du bien-être dans les régions fournit des informations sur l'ensemble des territoires et facilite les comparaisons. Cela créera un esprit de compétition et générera davantage de pression pour la reddition de comptes. Des systèmes plus explicites d'incitations consistent à offrir des récompenses financières ou institutionnelles lorsque les objectifs sont atteints ou dépassés. Cependant, ces systèmes doivent être conçus avec prudence (OCDE, 2007). Les récompenses ou les sanctions peuvent créer des incitations perverses à déformer les données et atténuer ainsi les avantages liés au partage de l'information. Accroître les risques pour les parties prenantes a pour effet de diminuer l'incitation à révéler des informations complètes et d'augmenter, par la même occasion, l'incitation à changer de comportement pour éviter tout risque (aussi bien de manière légitime que perverse). Les mécanismes qui pénalisent les acteurs régionaux en les privant de ressources peuvent, par inadvertance, aggraver cette situation.

Suivre les progrès accomplis et évaluer le potentiel des différents territoires

Suivre le changement dans le temps

Les initiatives régionales de mesure du bien-être sont un outil permettant de suivre les progrès réalisés dans le temps. Les indicateurs ne fournissent pas seulement un panorama instantané de la région à un moment donné, mais lorsqu'ils sont mesurés sur plusieurs années, ils peuvent également être utilisés pour illustrer les tendances dans le temps et identifier les améliorations. De nombreuses initiatives régionales de mesure du bien-être ont été mises en œuvre au cours des dernières années et les données ne sont souvent pas encore disponibles sur plusieurs années. D'autres régions envisagent de suivre l'évolution des tendances chaque année, ou du moins régulièrement. Cependant, même des initiatives relativement récentes ont intégré une fonctionnalité de temps comme une composante à part entière. Par exemple, en Australie, les *Measures of Australia's Progress* fournissent une synthèse des informations sur les domaines de la vie que les Australiens ont signalés comme importants pour le progrès national. L'initiative *Scotland Performs* inclut, quant à elle, une fonctionnalité simple à utiliser et qui indique l'évolution de la performance de chaque indicateur grâce à une flèche directionnelle qui signale s'il y a eu amélioration, baisse ou aucun changement (encadré 3.11). Cette initiative a également ajusté son propre ensemble d'indicateurs dans le temps afin de suivre le rythme des objectifs stratégiques les plus pertinents. En Nouvelle-Zélande, le projet *Quality of Life* lancé en 2001 a publié plusieurs éditions en mettant ainsi à jour des données à la fois quantitatives et qualitatives couvrant différents groupes de villes (encadré 3.12).

Encadré 3.11. **L'initiative *Scotland Performs***

Lorsque le nouveau gouvernement écossais a pris ses fonctions en mai 2007, il a entrepris de rationaliser les ressources publiques et d'améliorer la performance globale du territoire. Pour ce faire, il a aligné le gouvernement autour de cinq objectifs stratégiques : une Écosse plus riche et juste, plus intelligente, plus saine, plus sûre et forte, et plus écologique. De ces cinq objectifs, il a établi une série de 16 résultats nationaux qui précisent ce que l'Écosse souhaite réaliser au cours des 10 années suivantes. Il a ensuite mis en place un ensemble de 50 indicateurs qui recoupent la plupart des résultats nationaux et aident les décideurs politiques à identifier les complémentarités stratégiques et les citoyens à identifier là où des progrès sont encore nécessaires dans différents domaines. Par exemple, un résultat national est énoncé comme suit : « Nos jeunes apprennent vite, ils sont confiants, ils contribuent efficacement et ce sont des citoyens responsables ». Ceci concerne trois objectifs stratégiques : une Écosse plus intelligente, plus saine, et plus riche et juste, et correspond à 15 indicateurs qualitatifs et quantitatifs associés. Ces indicateurs sont principalement axés sur les résultats, et vont de l'amélioration de la perception qu'ont les citoyens de leur quartier à la réduction des privations chez les enfants. Sur son site internet, le gouvernement a pris le soin de communiquer ses objectifs stratégiques. Il explique pourquoi chaque résultat national est important, les facteurs pouvant les influencer et le rôle du gouvernement dans leur réalisation. Il identifie également les objectifs stratégiques connexes et des indicateurs nationaux pertinents.

La performance de chaque indicateur est facile à interpréter, car elle est basée sur une flèche qui indique s'il y a eu une amélioration, une baisse ou aucun changement dans le temps. L'importance de chaque indicateur est expliquée sur le site, ainsi que son statut actuel, la mesure de l'indicateur, ce qui influence le changement, le rôle du gouvernement, la performance de l'Écosse pour cet indicateur dans le temps (représentation graphique), les critères de changement, les partenaires engagés dans la création de changement et d'autres objectifs stratégiques connexes. Ces deux derniers points mettent en évidence non seulement les différentes parties prenantes engagées, mais aussi la multi-dimensionnalité et la complémentarité du bien-être et l'importance d'adopter une approche intégrée dans l'élaboration des politiques publiques.

L'Écosse suit ses performances en permanence et met à jour ses objectifs en conséquence. Par exemple, un résultat national pour les personnes âgées a été ajouté en 2011. Les indicateurs sont également ajustés lorsque cela est nécessaire et sont passés de 45 à l'origine en 2007 à 50 indicateurs en 2014. Certains n'ont pas été modifiés alors que d'autres ont été redéfinis. Douze d'entre eux ont été ajoutés en 2011 et sept autres ont été soit supprimés car ils étaient liés à des objectifs qui ont déjà été atteints, soit remplacés par des mesures plus appropriées des progrès réalisés.

Source : Gouvernement écossais (2014), « *Scotland Performs* », www.scotland.gov.uk/About/Performance/scotPerforms (consulté le 4 juillet 2014).

Une autre approche axée sur le temps consiste à suivre les progrès du bien-être selon le cycle de vie d'un individu tel qu'il est vécu dans la région. Ce type d'approche permet d'évaluer la façon dont les besoins d'un individu sont satisfaits à différentes étapes de sa vie dans la région, de la naissance à l'éducation, pendant sa vie professionnelle et jusqu'à la retraite. Par exemple, la stratégie *Well-being for Life* de Newcastle comprend un principe clé sur l'accent mis sur le bien-être et la santé tout au long de la vie, et se concentre sur l'amélioration des conditions tout au long du cycle de vie de toutes les personnes qui vivent, se forment et travaillent à Newcastle. Dans le Nord des Pays-Bas, le *Réseau pour un vieillissement en bonne santé* explore les facteurs qui contribuent à une vie plus longue et plus saine (encadré 3.13).

Encadré 3.12. **Le projet *Quality of Life* en Nouvelle-Zélande**

Le projet *Quality of Life* de la Nouvelle-Zélande se concentre sur le bien-être dans les zones urbaines du pays et a été lancé par les conseils municipaux. Il vise à fournir des informations qui peuvent aider à améliorer la qualité de vie dans les zones urbaines de Nouvelle-Zélande en assurant la cohérence des indicateurs et des méthodes de suivi, en fournissant des données pour soutenir les questions urbaines, en sensibilisant le gouvernement central aux défis urbains et en promouvant la collaboration des grands centres urbains pour suivre et surmonter les enjeux liés à la qualité de vie.

Le projet a identifié 11 domaines pertinents pour le bien-être dans les zones urbaines : les individus, les connaissances et les compétences, le niveau de vie, le développement économique, le logement, la santé, l'environnement bâti, l'environnement naturel, la sécurité, les liens sociaux et les droits civils et politiques. Une série d'indicateurs a été élaborée au sein de ces domaines pour mesurer les résultats. Les données quantitatives proviennent du gouvernement national, notamment du recensement national, et des gouvernement locaux, et sont mises à jour annuellement. Les données qualitatives sont quant à elles obtenues grâce à une enquête de perception du bien-être menée tous les deux ans auprès d'environ 5 000 citoyens, et les résultats les plus récents ont été publiés pour l'année 2012.

Grâce à ce projet, les villes de Nouvelle-Zélande mesurent, déclarent et communiquent les changements dans le bien-être au fil du temps et entre diverses zones urbaines. Le premier rapport *Quality of Life Report* a été publié en 2001 et avait mesuré le bien-être dans six villes (Auckland, Christchurch, Manukau, la Côte-Nord, Waitakere et Wellington). Deux autres rapports ont également été publiés en 2003 et en 2007. Les villes participantes ont évolué au fil du temps et les principaux membres de ce projet sont aujourd'hui Auckland, Christchurch Dunedin et Wellington. Les contributions aux rapports proviennent d'un large éventail de parties prenantes, allant des conseils municipaux aux ministères et organismes nationaux, en passant par les autorités régionales, les instituts universitaires et de recherche et les organisations de la société civile.

La dernière édition du *Quality of Life Report*, publiée en 2007, a couvert les résultats dans 12 villes, et le prochain rapport devrait être publié en 2014 (le retard est dû à des perturbations dans le recensement à la suite du tremblement de terre de Christchurch en 2011). Le rapport rassemble de manière complète les objectifs et la méthodologie du projet ainsi que la raison pour laquelle les résultats et les indicateurs sont importants et les conclusions. Il comprend une vision des résultats dans le temps et pour chaque ville participante. Le rapport et ses conclusions sont disponibles en ligne sur le site web du projet, qui contient également des graphiques interactifs dans cinq domaines - la structure par âge, les perceptions du bonheur, la composition ethnique (2006), l'accès à la propriété et le nombre d'infractions enregistrées pour 10 000 habitants - qui permettent aux utilisateurs de comparer les résultats de leur ville dans un domaine à ceux d'autres villes participantes ou sur l'ensemble de la Nouvelle-Zélande. Enfin, sur la base de ses conclusions, le projet énonce également des points clés de l'action nécessaire pour promouvoir le bien-être.

Source : Quality of Life Project (n.d.), « *Quality of Life in New Zealand's cities* », disponible sur : www.qualityoflifeproject.govt.nz/index.htm (consulté le 4 juillet 2014); Quality of Life Project (2001), « *Quality of Life in New Zealand's six largest cities* » disponible sur : www.qualityoflifeproject.govt.nz/pdfs/Quality_of_Life_2001.pdf (consulté le 6 juillet 2014); Quality of Life Project (2007), « *The Quality of Life Report '07: In Twelve of New Zealand's Cities* », disponible sur : www.qualityoflifeproject.govt.nz/pdfs/2007/Quality_of_Life_2007.pdf (consulté le 6 juillet 2014).

Pallier aux inégalités du bien-être pour évaluer le potentiel des différentes communautés

Les régions n'examinent souvent que leurs propres inégalités intra-régionales, et ce notamment au niveau municipal (par exemple, en Sardaigne ou au Danemark du Sud) ou à l'échelle du quartier (par exemple, à Newcastle). Toutes les régions ayant participé en tant qu'études de cas au projet de l'OCDE *Comment va la vie dans votre région ?* reconnaissent l'importance de l'évaluation des inégalités, plutôt que des moyennes seules, dans leurs indicateurs. Une meilleure compréhension des disparités territoriales et de la façon de les réduire peut constituer l'un des principaux objectifs de l'initiative de la mesure du bien-être dans les régions, comme c'est le cas de l'État de Morelos et de la ville de Rome. Les inégalités peuvent être mesurées aussi bien sur les territoires (parce que les opportunités des individus sont réparties de manière différente sur les différents territoires, comme les villes) qu'à travers les groupes démographiques et/ou groupes sociaux dans la région (tableau 3.5).

Encadré 3.13. **Une approche axée sur le cycle de vie pour la stratégie régionale du bien-être : la stratégie *Well-Being for Life* de Newcastle et le *Réseau pour un vieillissement en bonne santé* dans le Nord des Pays-Bas**

Une approche axée sur le cycle de vie à Newcastle

La stratégie *Well-Being for Life* de Newcastle applique trois principes clés :

- Un universalisme progressiste : le concept se réfère au fait de prendre des mesures, en particulier des actions au niveau des politiques publiques, de manière à ce que tout le monde puisse en tirer des bénéfices, mais pour que ceux qui ont un moindre accès à l'argent, au pouvoir et aux ressources puissent avoir des droits proportionnellement plus importants tout au long du gradient social.

- Libérer le potentiel en intégrant la pratique reposant sur les atouts : cette approche reconnaît les compétences, forces, aspirations et réseaux des personnes et s'appuie dessus afin de permettre aux personnes d'agir pour améliorer leur bien-être et leur santé ainsi que ceux des autres, plutôt que de rester des bénéficiaires passifs des actions des autres.

- Se concentrer sur le cycle de vie : en reconnaissant que le bien-être positif et la bonne santé sont importants à chaque étape de la vie et que grandir en bonne santé est une base importante pour vieillir en bonne santé. Le terme « population » employé par la stratégie se réfère aux individus de tous les âges, des nouveaux-nés à ceux qui ceux qui sont à un stade ultérieur de la vie.

La première partie de la stratégie porte par conséquent le titre « Lutter contre les inégalités en matière de bien-être et de santé et améliorer le bien-être et la santé pour tous, grâce à l'amélioration des conditions dans lesquelles les individus naissent, grandissent, vivent et vieillissent ». La stratégie reconnaît que le bien-être et la santé sont créés par les conditions économiques, physiques et sociales dans lesquelles les gens vivent et sont influencés par de nombreux facteurs selon les contextes - dans les maisons, les rues, les quartiers, les écoles, les lieux de travail, les hôpitaux et autres établissements de santé ou de services sociaux, et dans les universités. En améliorant ces conditions dans les différents contextes et dans la ville dans son ensemble, la stratégie vise à apporter des améliorations durables au bien-être et à la santé de tous et à réduire considérablement dans le temps la dépendance vis-à-vis des services.

Encadré 3.13. **Une approche axée sur le cycle de vie pour la stratégie régionale du bien-être : la stratégie *Well-Being for Life* de Newcastle et le *Réseau pour un vieillissement en bonne santé* dans le Nord des Pays-Bas** *(suite)*

Le Réseau pour un vieillissement en bonne santé dans le Nord des Pays-Bas

La région du Nord des Pays-Bas fait face à un déclin de sa population et à une société vieillissante. La récente réforme de la décentralisation prévoit également de transférer aux municipalités des responsabilités importantes liées à la santé des jeunes, aux soins de longue durée et à l'aide sociale aux travailleurs d'ici 2015. C'est dans ce contexte que l'Alliance des provinces du Nord des Pays-Bas (SNN) a lancé un pôle de connaissances et de développement dans le domaine du vieillissement en bonne santé. Promouvoir le vieillissement en bonne santé ne consiste pas seulement à améliorer la santé de la population des personnes âgées, mais à augmenter le nombre d'années de vie en bonne santé, tout en retardant les années de maladie. Par conséquent, ce réseau met l'accent sur la prévention sur l'ensemble de la chaîne des services fournis au cours du cycle de vie. Vieillir en bonne santé est l'un des quatre thèmes clés de la stratégie de recherche et d'innovation de la région pour la spécialisation intelligente (RIS3) de la région.

Cofinancé par l'Union européenne et le ministère néerlandais des Affaires économiques, le SNN a créé une importante base de données sur la santé appelée Suivi du vieillissement en bonne santé (*Healthy Ageing Monitor)*. La question centrale que pose cette base de données est pourquoi certaines personnes développent une maladie chronique relativement tôt dans la vie, tandis que d'autres gardent une bonne santé pendant leur vieillesse. Un programme de recherche de grande envergure appelé *LifeLines* étudie la combinaison complexe de facteurs qui influent sur l'incidence de maladies chroniques telles que l'asthme, le diabète et les maladies rénales. L'hypothèse scientifique de base est que l'influence de ces facteurs et la façon dont ils agissent les uns sur les autres ne peut être comprise que grâce à un suivi général et sur le long terme de la santé d'une population à travers différentes générations. Dans le programme de recherche de *Lifelines*, sur une période de 30 ans, 16 000 habitants du Nord des Pays-Bas seront suivis depuis leur jeunesse jusqu'à leur vieillesse, en passant par l'âge d'être parent. Cette étude pionnière sur trois générations implique un nombre sans précédent d'aspects de la vie, de l'hérédité et du mode de vie aux facteurs physiques et sociaux. Les participants sont convoqués à un examen tous les cinq ans, lors duquel ils sont invités à remplir des questionnaires détaillés sur leurs dossiers médicaux, leurs habitudes, notamment l'alimentation, le tabagisme, le mode de vie, l'utilisation de médicaments, etc. En outre, différents paramètres sont mesurés, notamment la pression artérielle, le poids, la taille, la fonction pulmonaire, la fonction cardiaque et l'analyse de sang et d'urine. La phase initiale vient d'être achevée et la phase de suivi est sur le point de commencer.

Les résultats de *LifeLines* devraient conduire à une identification plus rapide des maladies, à la découverte de nouveaux traitements et même à la prévention des troubles chroniques. Le défi de rester en bonne santé plus longtemps grâce à l'innovation nécessite des progrès fondamentaux dans des domaines clés, en particulier dans les domaines des sciences de la vie, de l'alimentation et de la nutrition, de la technologie médicale, des soins, de la guérison et du mode de vie sain.

Le Réseau pour un vieillissement en bonne santé du Nord des Pays-Bas (HANNN) agit comme un intermédiaire entre le milieu de la recherche (notamment le Centre de l'Université de médecine de Groningue), les institutions médicales et les entreprises. Il met l'accent à la fois sur l'amélioration de la qualité de vie des personnes vieillissantes et sur la perspective économique de réduction au minimum de la charge sociale des soins de santé et examine la motivation économique dans ce domaine. Le secteur privé, les organismes gouvernementaux et les institutions du savoir sont réunis dans une approche de collaboration systématique au sein du réseau, afin d'assurer une meilleure qualité de vie dans la vieillesse, tout en créant d'importantes nouvelles activités économiques et sociales.

Le réseau HANNN est financé à hauteur de 60 % par les trois provinces de la SNN et 40 % par d'autres entités (notamment l'université, les entreprises et les sociétés de soins de santé). HANNN ne fixe pas d'objectifs de santé à atteindre dans le temps (par exemple, le nombre d'années de vie en bonne santé à ajouter), mais il s'accorde sur des objectifs économiques avec chacune des trois provinces, en mettant l'accent sur les différents secteurs (par exemple l'alimentation, le tourisme).

Source : OCDE (2014), « Ville de Newcastle (Royaume-Uni) », dans OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris; OCDE (2014), « Région du Nord des Pays-Bas » dans OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr.

Tableau 3.5. **Mesure de la performance du bien-être à différentes échelles territoriales et entre les différents groupes sociaux : exemples des régions études de cas**

	Échelles territoriales			Groupes démographiques/sociaux
	Échelle supramunicipale	Échelle municipale	Échelle inframunicipale	
Exemples	– Province de Rome (six « systèmes territoriaux » : Citavecchia, Fiano Romano, Pomezia, Rome, Tivoli, Velletri) – Indicateurs de durabilité HotReport aux États-Unis (niveau des comtés)	– Sardaigne (377 municipalités) – Danemark du Sud (22 municipalités)	– Newcastle (paroisses et « couche inférieure des super-zones statistiques » telles que définies par les indices de privation multiple)	– État de Morelos (le Conseil national pour l'évaluation des politiques de développement social ou l'analyse de la pauvreté de CONEVAL, par exemple, le % des jeunes âgés entre 6 et 12 ans n'ayant pas accès à la nourriture). – Danemark du Sud (proportion de personnes appartenant au groupe à faible revenu)

Certaines initiatives de mesure permettent également à la région de se comparer avec d'autres régions du pays ou avec la moyenne nationale pour un indicateur donné. Par exemple, le département de l'Infrastructure et du développement régional australien, à travers son site web « *My region* », fournit des informations sur les résultats de performance pour huit régions et territoires de l'Australie répartis sur sept domaines : l'économie, l'emploi, l'éducation et les compétences, la famille, la communauté et la cohésion sociale, le logement, le revenu, et la population et la croissance démographique. Chacun de ces domaines est lié à un à trois indicateurs quantitatifs. Les données sont présentées sous forme de série chronologique, peuvent être affichées sous forme graphique ou numérique et permettent de comparer les performances d'une communauté sélectionnée (par exemple, Sydney) avec celles de sa région (Nouvelle-Galles du Sud) ou de la nation. Les indicateurs de durabilité *HotReport* du Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis permettent également aux décideurs et aux citoyens de comparer la performance de leur comté avec celle de leur État et du pays dans son ensemble. Ceci peut aider les comtés et leurs parties prenantes à se situer dans un contexte global. Cet outil ne possède cependant pas une fonctionnalité simple et automatique permettant de comparer la performance du comté avec celle des comtés voisins ou dans d'autres états.

Encourager l'engagement des citoyens et la communication

Une stratégie régionale du bien-être doit permettre de vérifier si la région suit la direction souhaitée par les citoyens. Par conséquent, une condition essentielle pour améliorer l'efficacité de l'action publique est d'engager les citoyens en amont, en commençant par identifier les dimensions qui comptent le plus pour la communauté. Dans la pratique, les mécanismes visant à promouvoir l'engagement des citoyens et à faciliter la communication des données du bien-être interviennent souvent tard dans les initiatives régionales. L'engagement des citoyens peut prendre différentes formes, qui vont de leur consultation sur les dimensions du bien-être qui devraient être suivies, à la réception de contributions sur leur évaluation de la qualité des services disponibles (à travers des indicateurs de perception), à leur participation à la mesure du bien-être et des progrès accomplis. La communication des résultats crée une passerelle indispensable entre les prestataires et les utilisateurs de l'action publique.

Faciliter différentes formes d'engagement des citoyens

En s'engageant activement avec les citoyens à propos de leur bien-être, l'ensemble des niveaux de gouvernement peut bénéficier des contributions du public au moment de délibérer, de décider et d'agir. Une participation efficace des citoyens peut également offrir un certain nombre d'avantages, notamment le renforcement de la confiance dans le gouvernement, la réalisation de meilleurs résultats à moindre coût, une meilleure adhésion aux décisions prises, un accès plus équitable à l'élaboration des politiques publiques et aux services, une meilleure rentabilisation des connaissances et des ressources et le développement de solutions innovantes.

Trois grandes étapes de l'engagement des citoyens peuvent être identifiées (telles que résumées dans le tableau 3.6) :

- L'information des citoyens : l'information n'est transmise que dans une seule direction, du gouvernement au public. Il n'y a aucune implication du public (par exemple, les retours d'information du public ne sont pas requis ni spécifiquement sollicités) ou et il n'y a pas de mécanisme par lequel les citoyens sont invités à réagir. Fournir des informations est une première étape essentielle pour un gouvernement plus ouvert et transparent. Informer les citoyens sur la prise de décision, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques met les gouvernements en position d'être examinés et renforce donc la confiance des citoyens. Informer les citoyens contribue à les sensibiliser sur leurs droits et permet de communiquer sur les raisons, les objectifs et les réalisations du gouvernement. Tout ceci est important pour assurer l'acceptation des changements et des réformes et pour fournir une plate-forme à partir de laquelle les citoyens peuvent s'engager avec le gouvernement. La mise en place de sites web et l'ouverture de l'accès aux données et aux documents publics, figurent parmi les exemples de techniques utilisées pour informer les citoyens.
- La consultation citoyenne : l'information est transmise par le public au gouvernement à la suite d'un processus lancé par le gouvernement : celui-ci fournit des informations et invite les citoyens à faire part de leurs avis et opinions. Le but principal de cette consultation citoyenne est d'améliorer la prise de décision, en veillant à ce que les points de vue et l'expérience des personnes impliquées soient pris en considération ; que les options innovantes et créatives soient prises en compte et que les nouvelles dispositions soient applicables. Les sondages d'opinion, les groupes de discussion, les ateliers/séminaires, les audiences publiques et les commentaires du public sur un projet de loi sont des exemples permettant de mettre en place ce type de consultation.
- La participation et l'autonomisation des citoyens : l'information est échangée dans les deux sens, entre le public et le gouvernement, grâce à un dialogue dans lequel les opinions des deux parties se nourrissent mutuellement. La participation et l'autonomisation des citoyens exigent une relation basée sur le principe de partenariat. Ce dernier reconnaît la capacité d'autonomie des citoyens à discuter et à générer des propositions d'action, il exige des gouvernements de partager le pouvoir d'établir l'agenda pour l'action et de s'engager à tenir compte des propositions de politiques publiques élaborées conjointement pour parvenir à une décision finale. Enfin, il exige que les citoyens acceptent cette responsabilité plus forte qui accompagne ces droits de participation plus importants. Les jurys et les forums composés de citoyens sont des exemples de prise de décision et d'élaboration du budget participatives.

Tableau 3.6. **Les différentes étapes de l'engagement des citoyens dans les initiatives de mesure du bien-être dans la région**

	Information des citoyens	Consultation des citoyens	Participation et autonomisation des citoyens
Flux d'informations	Administration publique ⇨ citoyens	Citoyens ⇨ administration publique	Administration publique ⇔ citoyens
Nature de l'interaction	Informer les citoyens	Collecter les informations et les retours des citoyens	Dialogue dans les deux sens, délibérations et décision conjointe
Exemples de techniques	Sites web Accès aux données et documents publics	– Sondages d'opinion – Groupes de discussion – Ateliers/séminaires – Audiences publiques – Commentaires du public sur un projet de loi	– Prises de décision participatives – Elaboration du budget participative – Jurys de citoyens – Forums de citoyens

Source : plusieures sources, parmi lesquelles : OCDE (2010), *Finland: Working Together to Sustain Success*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264086081-en; OCDE (2009), *Focus on Citizens: Public Engagement for Better Policy and Services*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264048874-en; OCDE (2001), *Citizens as Partners: Information, Consultation and Public Participation in Policy-Making*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264195561-en; OCDE (2013), *Policy Making after Disasters: Helping Regions Become Resilient – The Case of Post-Earthquake Abruzzo*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264189577-en, inspiré de Lenihan, D. (2008), « It's more than talk: Listen, learn and act: A new model for public engagement », rapport final de l'initiative pour l'engagement du public dans la province du Nouveau-Brunswick, www.gnb.ca/0012/PDF/LLA-e.pdf et la International Association for Public Participation, www.iap2.org.

La participation des citoyens aux initiatives de mesure du bien-être dans les régions peut comprendre les trois étapes. L'information et la consultation permettent aux citoyens de comprendre les orientations du gouvernement, de discuter des priorités et donc d'aider à identifier les options disponibles pour une stratégie régionale du bien-être. La participation bilatérale conduit à un plus grand sentiment d'appropriation des politiques publiques et à un engagement plus important pour produire des résultats des deux côtés. La participation en amont peut être particulièrement fondamentale pour façonner les résultats de la politique au niveau du quartier, comme cela a été expérimenté par le gouvernement et les acteurs communautaires à Valparaíso, au Chili (encadré 3.14). Encourager activement la participation du secteur privé, des syndicats et du secteur universitaire peut également apporter une contribution importante dans la collecte de données probantes pour la mesure et la communication des résultats. Par exemple, la création d'un « observatoire du bien-être », sur la base de l'expérience de l'Observatoire des Cultures à Bogota en Colombie, pourrait contribuer à effectuer un suivi continu des progrès accomplis.

Planifier soigneusement la gouvernance de l'engagement des citoyens s'avère souvent essentiel pour assurer un processus mutuellement bénéfique. En Australie, par exemple, le Bureau australien des statistiques (ABS) a mené un processus complet de consultation dans le cadre de l'examen de sa première initiative de mesure du bien-être de 2002, et en vue d'une nouvelle édition en 2013, avec un chapitre supplémentaire consacré aux progrès régionaux. La mise en place d'un groupe de référence composé d'experts chargé de fournir des conseils et du soutien pour élaborer l'approche et le modèle de la consultation - en particulier le projet d'identifier les aspirations des Australiens quant au progrès – a été fondamentale pour la réussite du processus de consultation des *Measures of Australia's Progress* (Encadré 3.15). Inversement, dans le cas du modèle de performance *Obiettivi di servizio*, les objectifs, les indicateurs et les cibles ont tous été

définis dans un partenariat solide entre le gouvernement central et les régions, mais les mécanismes de participation des citoyens à l'élaboration de l'agenda du bien-être n'ont pas été inclus.

Encadré 3.14. **Deux exemples de participation de la collectivité : Le programme *Recuperación Barrios* (Valparaíso, Chili) et l'Observatoire des cultures (Bogotá, Colombie)**

Le programme *Recuperación Barrios* (Valparaíso, Chile)

En 2006, le ministère du Logement et de l'Urbanisme (MINVU) du Chili a lancé son programme *Recuperación de Barrios* à l'échelle nationale, visant à redresser les quartiers défavorisés. La mise en œuvre du programme a nécessité des plans de gestion qui doivent être soumis par les communautés concernées. Le Secrétariat régional du MINVU à Valparaíso (*Secretaría Regional Ministerial*, ou SEREMI) a remarqué que les communautés où le programme avait connu de faibles résultats étaient celles où les chefs de quartier n'avaient pas réalisé de planification inclusive. Celles qui avaient enregistré des résultats satisfaisants avaient, quant à elles, établi des plans qui incluaient la participation en amont des parties prenantes (à savoir les représentants de la communauté, l'administration municipale et le MINVU / SEREMI) qui s'étaient réunies pour identifier les problèmes à résoudre et établir une liste de priorités.

L'Observatoire des cultures (Bogotá, Colombie)

Lorsqu'il était maire de Bogota, Antanas Mockus Sivickas a créé l'Observatoire de la culture urbaine (*Observatorio de Cultura Urbana*) pour analyser et évaluer les institutions et les programmes municipaux grâce à une approche multi-disciplinaire. L'objectif était d'utiliser ces informations pour mieux éclairer la prise de décisions, comme par exemple lors de l'élaboration du plan de développement de Bogota (*Plan de Desarrollo*). L'observatoire a entrepris des projets de recherche à court, moyen et long terme, notamment par la création de sondages et de questionnaires pour collecter les points de vue des citoyens sur les politiques et actions de l'administration, la création et la gestion d'une base de données et l'établissement d'un centre de documentation. Avec les maires qui ont succédé, la portée des activités de l'observatoire a été ajustée pour répondre à l'évolution des besoins, et son nom a été modifié en Observatoire des cultures pour refléter ces besoins. Aujourd'hui, sous l'administration de Gustavo Petro (2012-2015), l'observatoire a pour objectif de construire des bases de connaissances portant sur les sujets culturels de la ville. La priorité a été donnée à la recherche portant sur la conception, la formulation et le suivi des programmes, des projets et des activités énoncés dans le plan de développement de Bogota. Depuis 2001, l'Observatoire mène tous les 2 ans une enquête approfondie de la ville - l'Enquête biennale des cultures (*Encuesta Biennale de Culturas*) - en mettant l'accent sur les transformations culturelles des habitants de Bogota dans deux domaines : la culture, ainsi que les loisirs et les sports, et comment les résidents de la capitale établissent des liens avec le district et les autres citoyens. L'enquête alimente les indicateurs et les analyses sur la diversité et le multiculturalisme de la ville.

Source : adapté de OCDE (2013), *OECD Urban Policy Reviews: Chile*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264191808-en; ministère du Logement et de l'Urbanisme/SEREMI (2012), interview OCDE, juin 2012, Valparaíso, Chili; Montezuma, R. (2005), « The transformation of Bogotá, Colombia, 1995-2000: Investing in citizenship and urban mobility », *Global Urban Development*, Vol. 1, No. 1; Secretaría Distrital de Cultural Recreación y Deporte (2012), « Observatorio de Culturas », Bogotá, Colombia, www.culturarecreacionydeporte.gov.co/observatorio/acercade.html (visité le 20 août 2012).

Encadré 3.15. *Measures of Australia's Progress,* un dialogue de deux ans

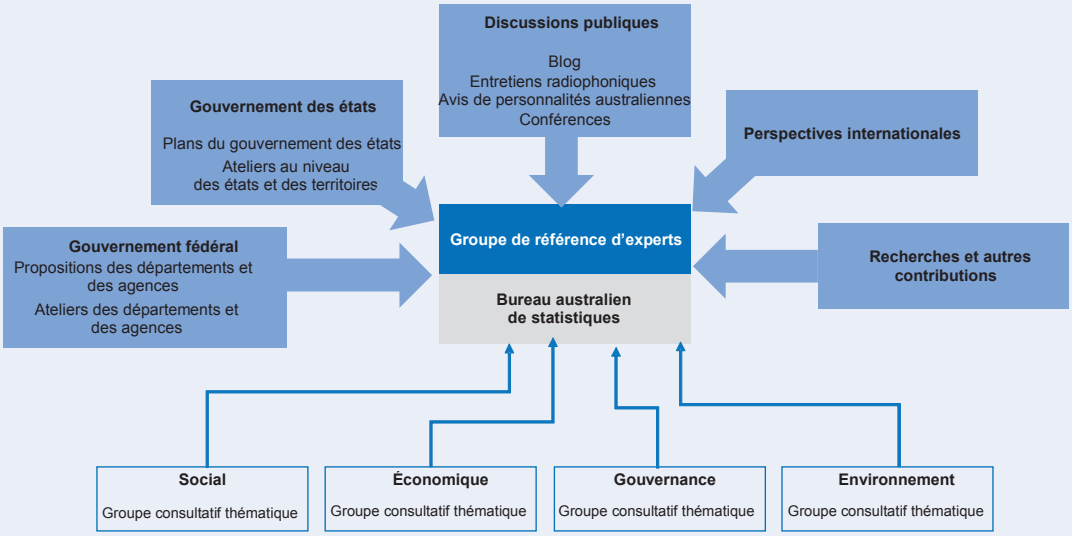
D'abord publié en 2002, le rapport phare du Bureau australien des statistiques (ABS), *Measures of Australia's Progress* (MAP), rassemble une sélection de statistiques sur la société, l'économie et l'environnement, pour donner un aperçu des progrès nationaux réalisés (ABS, 2002). Le MAP fait partie de l'engagement de l'ABS à fournir des données objectives et pertinentes de haute qualité, pour des prises de décisions éclairées, la recherche et la discussion. Il cherche également à aider les Australiens à répondre à la question : « la vie s'améliore-t-elle en Australie ? ». Au vu du degré d'intérêt national et international à mesurer les progrès de la société, l'ABS a considéré qu'il était opportun d'examiner si le MAP mesurait toujours les aspects de la vie qui comptent le plus pour les Australiens. En 2011-2012, une vaste consultation a été entreprise pour demander aux Australiens ce qui était vraiment important pour eux en matière de progrès nationaux.

Gouvernance du processus

L'approche adoptée pour mener la consultation du MAP a été dirigée et soutenue par un groupe de référence d'experts (ERG). Celui-ci est présidé par le statisticien australien Brian Pink et comprend d'éminents représentants d'organisations commerciales, communautaires, du gouvernement et du milieu de la recherche. À la création du MAP, un groupe similaire avait fourni une orientation générale et des conseils et celui-ci a été reconstitué pour mener la consultation 2011-2012. L'ERG a guidé l'ABS à chaque étape du processus de consultation et a continué de le conseiller tout au long du redéveloppement du MAP 2013. Les membres de l'ERG ont également participé directement à la consultation en assistant au forum du MAP et en le dirigeant.

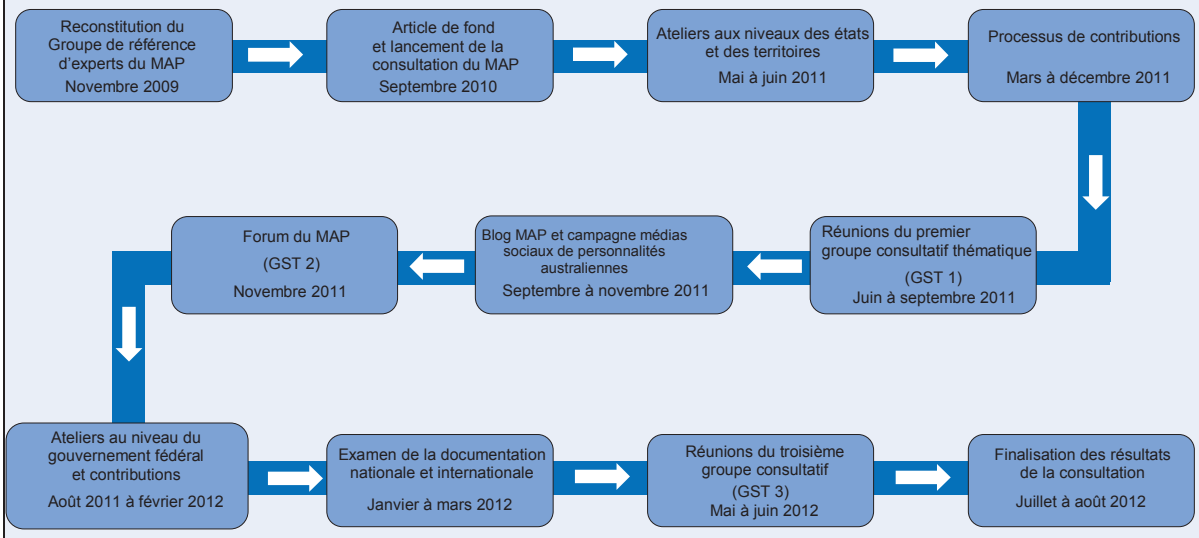
Canaux de consultation et parties prenantes

Les points de vue de la population australienne ont d'abord été recueillis dans le cadre d'ateliers au niveau des états, au cours desquels des organisations étatiques, locales et communautaires ont fourni des idées pertinentes pour la consultation. Des groupes thématiques consultatifs ont ensuite été engagés pour offrir des conseils et des analyses de ces idées ambitieuses en cours d'évolution, à plusieurs étapes du processus de consultation. L'ABS a demandé à un certain nombre de personnalités australiennes de partager leurs points de vue sur les progrès accomplis et de lancer une discussion sur les médias sociaux avec des personnes qui ne pourraient autrement pas s'impliquer dans les statistiques. L'ABS a examiné comment les gouvernements des états ont intégré les aspirations de leurs électeurs dans les plans de l'état ou dans des documents similaires. Il a également rencontré un large éventail de représentants d'organisations gouvernementales, entreprises, collectivités et milieux universitaires et reçu leurs contributions. Enfin, l'ABS a étudié les conclusions des agences statistiques internationales et autres organisations (y compris l'OCDE) en matière de progrès et d'autres idées connexes.



Encadré 3.15. ***Measures of Australia's Progress*, un dialogue de deux ans** (*suite*)

Étapes et calendrier



Source : Adapté de ABS (2012), *Measures of Australia's Progress: Aspirations for Our Nation: A Conversation with Australians about Progress*, Bureau australien des statistiques, Canberra, disponible sur : www.ausstats.abs.gov.au/ausstats/subscriber.nsf/LookupAttach/1370.0.00.002Publication20.11.121/$File/Measures%20of%20Australia's%20Progress%20Consultation%20Report.pdf.

Communiquer les résultats du bien-être dans les régions

Une stratégie visant à communiquer des indicateurs régionaux du bien-être à une plus large audience se doit de définir sous quelle forme ceux-ci seront exposés au public et par quelles voies. Concernant la forme, le dilemme entre un indice composite du bien-être (qui transmet un message unifié, mais dilue l'information) et une gamme plus large d'indicateurs (qui offre des informations plus fines, mais peut s'avérer plus long à diffuser) reste une question ouverte, aussi bien en termes conceptuels qu'opérationnels. La plupart des régions études de cas ne disposent pas à l'heure actuelle d'un indice composite unique du bien-être. À cet égard, la Sardaigne fait figure d'exception avec son indice de privation multiple (IDMS). Rome a mis au point des indices agrégés pour chacun des six axes définis comme prioritaires par le projet de stratégie de l'ancien conseil de la province (à savoir un environnement propre, l'infrastructure locale, le développement intelligent, la cohésion sociale, la culture de l'innovation, le civisme, l'égalité des chances et la participation à la vie publique). Newcastle, quant à elle, produit un *Vitality Index*, mais n'articule pas sa stratégie en faveur du bien-être exclusivement autour de ce dernier, optant plutôt pour un ensemble très complet d'indicateurs thématiques. L'exemple intéressant du Danemark du Sud illustre les avantages et les inconvénients des deux approches : après que la région a investi une quantité considérable de temps et de ressources dans l'élaboration d'un indice composite de *Good Life*, l'initiative *Good Life* a été redéployée au moyen d'une « roue » d'indicateurs qui contient à la fois des indicateurs objectifs et subjectifs (encadré 3.16).

Les voies de communication demandent à être davantage développées dans la plupart des régions de l'OCDE. La communication est un puissant outil qui permet de limiter le

risque que l'initiative de mesure du bien-être ne soit qu'un simple exercice technocratique ayant un impact limité sur la vie quotidienne des citoyens. En Sardaigne, un véritable dialogue a été établi avec les acteurs économiques tandis que l'engagement politique est demeuré insuffisant en faveur de la réalisation d'objectifs mesurables de haut niveau et qu'il y a eu des difficultés à impliquer la société civile. Le Danemark du Sud a mis au point avec succès une publication annuelle (*Kontur*) qui couvre toute une série d'indicateurs objectifs et subjectifs par municipalité et est utilisée lors de l'élaboration de stratégies dans toute la région, mais la région travaille actuellement à l'élaboration d'outils concrets pour communiquer les résultats de l'initiative *Good Life* et en débattre publiquement. L'exemple de Rome offre des informations intéressantes à cet égard. D'importantes campagnes de consultation et de communication ont été menées. Les résultats ont été examinés dans le cadre d'un débat public avec la société civile et les décideurs. Parmi les différents outils de communication qui peuvent être envisagés, les régions études de cas ont aisément eu tendance à choisir la solution qui consiste à gérer un site internet ainsi que des supports écrits et des ateliers (tableau 3.7). En revanche, le potentiel des réseaux sociaux et des médias sociaux reste sous-utilisé à ce stade.

Encadré 3.16. **Indice composite ou indicateurs clés : le choix de la région du Danemark du Sud**

La vision du Danemark du Sud englobe un large éventail de dimensions matérielles et immatérielles considérées comme contribuant à une « bonne vie » (*Good Life*). Le caractère multidimensionnel du bien-être a été mesuré successivement au moyen de deux méthodes : un indice composite, qui a par la suite été remplacé par un tableau de bord d'indicateurs.

La *Good Life* était initialement mesurée au moyen d'un indice composite englobant cinq sous-indices : la santé des habitants, la sécurité, les relations, l'épanouissement personnel et le cadre de vie. Ces cinq dimensions sont considérées comme contribuant à accroître les chances de vivre une bonne vie. Chacun des sous-indices était mesuré à l'aide de cinq indicateurs socioéconomiques et de cinq indicateurs de la perception de la situation individuelle. Une exception concernait l'épanouissement personnel, qui n'était mesuré qu'au moyen d'indicateurs individuels.

Cependant, des discussions approfondies menées par la région avec chacune des 22 municipalités ont mis en évidence le fait que l'indice était difficile à comprendre en tant que tel (il était exprimé sous forme d'écarts-types et incluait des variables aussi bien individuelles que municipales) et ne mettait pas en évidence les domaines précis exigeant l'intervention des pouvoirs publics. L'indice composite a donc été révisé sous la forme d'une « roue » qui organise 40 indicateurs en deux catégories : les conditions communautaires (comprenant un profil de la municipalité et un profil du citoyen), et la perception que les individus ont de leur propre vie. Les indicateurs socioéconomiques sont mesurés au moyen des sources de données existantes : données de registres (indicateurs principalement disponibles auprès du bureau danois des statistiques), et données de modèles (version régionale du modèle économique national ADAM géré par le ministère des Finances, et l'analyse des données SIG de la région). Les indicateurs de la perception des individus sont mesurés au moyen de données d'enquêtes par panel, recueillies chaque année par une société de conseil privée (Jysk Analyse) auprès de 4 300 répondants (sur 1.2 million d'habitants). La région réalise des enquêtes auprès des citoyens trois à quatre fois par an.

Une fois par an il est demandé à ces derniers d'évaluer leur propre niveau de bien-être, tant d'un point de vue général que par rapport à différentes dimensions du bien-être, telles que la santé, les relations, etc. Les autres enquêtes sont consacrées à différents thèmes concernant la *Good Life* et le développement régional. Il existe également une vaste enquête nationale sur la santé intitulée « Comment allez-vous ? » (« *Hvordan har du det*? »), qui est réalisée au niveau régional tous les quatre ans par les services de la santé de la région du Danemark du Sud.

Tableau 3.7. **Comment les régions études de cas communiquent-elles (ou prévoient-elles de communiquer) les indicateurs du bien-être ?**

	Danemark du Sud (Danemark)	Province de Rome (Italie)	Sardaigne (Italie)	État de Morelos (Mexique)	Nord des Pays-Bas (Pays-Bas)	Newcastle (Royaume-Uni)	Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis
Site internet public	X (prévu)	X	X	X	X	X	X
Réunions publiques		X	X	X			En fonction de la communauté
Médias	X	X		X			En fonction de la communauté
Réseaux sociaux (comme Twitter, Facebook, etc.)				X			En fonction de la communauté
Rapports, livres, ateliers	X	X	X	X	X	X	En fonction de la communauté
Autres (merci de préciser)							En fonction de la communauté

Source : réponses données par les régions études de cas au questionnaire de l'OCDE.

Conclusion : Lignes directrices pour l'utilisation des données du bien-être régional afin de bâtir des collectivités plus fortes

La comparaison des expériences entre les régions études de cas et au-delà a mis en lumière la grande variété d'approches adoptées par les initiatives régionales de mesure du bien-être, mais également les possibilités et les défis communs qui exigent des choix stratégiques. Utiliser d'une nouvelle manière les données existantes ouvre des possibilités intéressantes pour bâtir des collectivités plus fortes et plus inclusives, sur la base d'une compréhension commune selon laquelle l'appropriation conjointe de l'agenda du bien-être régional peut apporter des changements positifs là où les gens vivent. Les perspectives et enseignements tirés des expériences internationales présentées dans ce chapitre peuvent être résumés à travers les lignes directrices suivantes.

Considérations globales

- Le bien-être est un concept positif. De nombreuses régions sont plus à même de mesurer les résultats du mal-être et les défis que celui-ci représente plutôt que d'évaluer les opportunités et le bien-être. Améliorer le bien-être des personnes dans différents territoires va au-delà de la réduction de problèmes spécifiques ; l'objectif est de créer les conditions qui permettent aux différents individus de s'épanouir tout au long de leur vie.
- Le bien-être peut constituer une motivation pour la mobilité entre les régions. Le bien-être est une caractéristique qui définit un territoire et façonne ainsi sa compétitivité et son attractivité. Faire en sorte qu'un territoire devienne un meilleur espace de vie pour les gens contribue également à mieux le préparer pour la croissance, à cultiver davantage le potentiel existant et l'innovation et à attirer de nouvelles ressources.
- Le temps est un élément fondamental. Le bien-être d'un individu ou d'un lieu ne change pas du jour au lendemain (sauf dans les cas extrêmes, tels que les catastrophes naturelles et la guerre). Bien que les intrants puissent être modifiés à court terme, les résultats du bien-être ont tendance à se matérialiser à moyen et à long terme.

Lignes directrices méthodologiques

- Répertorier et recouper les données existantes avant d'envisager la possibilité de générer de nouvelles données. Les informations pertinentes pour les politiques publiques peuvent souvent déjà être extraites grâce à l'identification, la diffusion et le croisement des données disponibles. En revanche, un excédent de données peut compliquer leur lecture et leur interprétation en vue de l'action publique.
- Encourager la combinaison d'indicateurs objectifs et de données de perception subjectives. Établir un équilibre entre conditions objectives et perceptions subjectives fournit des renseignements cruciaux sur les accomplissements des politiques publiques et les besoins non satisfaits. Il existe un important potentiel d'amélioration concernant les informations liées à la perception à l'échelle territoriale pour des questions clés telles que la satisfaction à l'égard des services publics, la confiance dans les autorités locales et régionales, la perception de la corruption, la discrimination ou le manque d'impartialité.
- Faciliter l'identification de la bonne échelle pour l'action. La réflexion axée sur des données régionales du bien-être peut aider tous les niveaux de gouvernement à comprendre si la question de politique publique se pose au niveau du quartier, au niveau municipal, au niveau de la ville ou de l'arrière-pays, ou s'il s'agit d'un problème à l'échelle du marché du travail ou d'un problème régional plus vaste.

Lignes directrices pour la gouvernance

- Le bien-être est une responsabilité partagée entre les gouvernements, le secteur privé et les citoyens. Assurer le bien-être des citoyens n'est pas uniquement le devoir du gouvernement et les citoyens ne doivent pas rester passifs face aux politiques gouvernementales. Bâtir de meilleures communautés exige un engagement et de l'action de la part de toutes les sphères de la société.
- Investir dans le renforcement des capacités stratégiques et techniques pour l'élaboration et la sélection des projets qui correspondent le mieux aux résultats du bien-être escomptés. Une fois que les indicateurs pertinents du bien-être ont été choisis, l'identification des bons projets qui contribueront à les améliorer nécessitent des ensembles de compétences différents (connaissances de territoires ou de secteurs de politiques publiques spécifiques), qui sont détenus par des acteurs différents. Les mécanismes de formation, de suivi et d'évaluation peuvent aider à renforcer les capacités à tous les niveaux.
- Mettre en place en amont un mécanisme de gouvernance multipartite qui assure l'équilibre entre un leadership clair et une appropriation partagée. S'il est vrai que l'ouverture de la mesure du bien-être au débat public et à la participation de tous peut nécessiter du temps lors des phases initiales, elle permet néanmoins de limiter le risque d'initiatives technocratiques n'ayant qu'un impact marginal sur la vie des personnes. Favoriser l'engagement des parties prenantes dès le départ a de fortes chances d'accroître l'efficacité globale de l'initiative tout au long du processus.

Annexe 3.A1
Synthèse des initiatives de mesure du bien-être régional dans sept régions témoins de l'OCDE

	Région du Danemark du Sud (Danemark)	Province de Rome (Italie)	Région de Sardaigne (Italie)	État de Morelos (Mexique)	Région du Nord des Pays-Bas (Pays-Bas)	Newcastle (Royaume-Uni)	Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis
Unité d'analyse	Région TL2	Province TL3	Région TL2	État TL2	3 provinces (Frise, Groningue et Drenthe) TL2	Zone métropolitaine (*Metropolitan District* de Newcastle Upon Tyne)	Initiative nationale pour des collectivités de toutes tailles (régions, comtés, municipalités, quartiers)
Population	1.2 million	4 millions	1.6 million	1.8 million	1.8 million	279 100	Non applicable
Synthèse des résultats du bien-être	Figure en bonne position pour la plupart des dimensions du bien-être, notamment en termes d'accès aux services, d'engagement civique et de sécurité Progrès irréguliers en matière de performances du bien-être par rapport aux autres régions de l'OCDE au cours de la période 2000-2013 Les municipalités de la région connaissent différents types de défis du bien-être	La région du Latium enregistre de meilleurs résultats que la moyenne nationale pour l'éducation, l'environnement, l'accès aux services et l'engagement civique, mais de moins bons résultats pour le revenu et l'emploi Des améliorations pour la province de Rome en matière d'environnement (qualité de l'air) et d'accès aux services (connexions haut débit) au cours des dix dernières années Fortes inégalités entre les six territoires de la province	Bons scores en matière d'environnement, de santé, de sécurité, d'engagement civique et d'accès aux services, mais faibles pour le revenu, l'emploi et l'éducation L'arrière-pays rural souffre d'un vieillissement de la population et de dépeuplement Une inégalité considérable en matière de revenu, d'éducation et d'accès aux services	Des résultats élevés pour l'emploi (bien que cela puisse être faussé par les emplois informels) Faibles niveaux en matière de sécurité et de revenus, ainsi que des inégalités considérables Des niveaux plus élevés que dans d'autres États mexicains pour l'éducation, la santé et l'engagement civique	Le Nord des Pays-Bas occupe un rang élevé en matière de sécurité, d'accès aux services et d'engagement civique Les tremblements de terre fréquents en raison de l'extraction de gaz sont une préoccupation majeure pour le bien-être de la population Le vieillissement et le dépeuplement dans la plupart des régions reculées sont un défi pour la vivabilité.	Les scores du Nord-Est de l'Angleterre sont au-dessus des valeurs nationales et de l'OCDE en matière d'éducation et d'environnement, mais moins bons en matière d'emploi, de santé et d'engagement civique La performance générale du bien-être s'est améliorée par rapport à d'autres régions de l'OCDE depuis 2000 D'importantes disparités dans les taux d'espérance de vie à Newcastle, avec un écart moyen d'environ 14.5 années en fonction du lieu de résidence	Indicateurs de durabilité du *HotReport* pour les transports, le logement, l'équité, le développement économique et le revenu

	Région du Danemark du Sud (Danemark)	Province de Rome (Italie)	Sardaigne (Italie)	État de Morelos (Mexique)	Région du Nord des Pays-Bas (Pays-Bas)	Newcastle (Royaume-Uni)	*US Partnership for Sustainable Communities*
Leadership de l'initiative de mesure du bien-être régional	Région du Danemark du Sud (département du Développement régional, unité Stratégie et analyse)	Province de Rome	Région de la Sardaigne (Centre de planification régionale)	Sous-secrétariat chargé de la planification de l'État de Morelos	Pas d'entité unique mais plusieurs acteurs clé, y compris l'Alliance des provinces du nord des Pays-Bas et l'Université de Groningue	*Newcastle City Council*	Partenariat fédéral entre le *Department of Housing and Urban Development, Department of Transportation* et l'*Environmental Protection Agency*
Cadre de mesure du bien-être régional	La mesure de la Good Life a été inclue dans le Plan de développement régional pour 2012-2016 (transformé en une nouvelle stratégie de développement et de croissance) « Good Life » comprenait initialement un indice composite de cinq sous-indices (santé, sécurité, relations sociales, épanouissement personnel et cadre de vie), qui a été ultérieurement transformé en une « roue » d'indicateurs-clés (15 indicateurs socio-économiques et 25 indicateurs basés sur les perceptions, inclus dans l'annuaire statistique Kontur, avec un profil détaillé pour chacune des 22 municipalités).	Les mesures du bien-être ont été introduites en 2012 par le gouvernement de la province pour soutenir la stratégie de développement territorial pour une croissance inclusive et pour adopter une approche plus stratégique de l'action politique Incertitudes dues aux changements dans le gouvernement de la province en 2013 et à la réforme territoriale prévue	Les mesures du bien-être ont été introduites dans la programmation régionale pour la politique de cohésion de l'UE et nationale 2014-2020 Les statistiques et l'expertise ont été mises à disposition à travers différentes initiatives nationales et régionales	La mesure du bien-être est incluse dans le Plan de développement de l'État 2013-2018 à travers cinq axes stratégiques : - Sécurité et justice - Cohésion sociale et civisme - Compétitivité et innovation - Durabilité environnementale - Transparence et participation démocratique	Aucune stratégie régionale unique pour le bien-être, mais plusieurs initiatives dans les domaines de : l'innovation (stratégie de recherche et d'innovation pour la spécialisation intelligente (RIS3), regroupant les provinces de Frise, Groningue et Drenthe), la santé (Réseau pour un vieillissement en bonne santé) et l'environnement (projet Wadden Sea Long-Term Ecosystem Research)	Stratégie Bien-être pour la vie - Un cadre pour l'action 2013-2016, basé sur l'obligation d'établir des conseils chargés de la santé et du bien-être (Loi de 2012 sur la santé et la protection sociale) Quatre priorités : *i)* une ville qui travaille (dimension économique) *ii)* la lutte contre les inégalités (inégalités socio-économiques) *iii)* des quartiers décents (environnement physique) *iv)* un conseil municipal adapté aux besoins (capacité du conseil à répondre aux besoins des citoyens)	6 principes de vivabilité : *i)* offrir plus de choix de transport *ii)* promouvoir des logements abordables et équitables *iii)* renforcer la compétitivité économique *iv)* soutenir les communautés existantes *v)* coordonner les politiques et les investissements fédéraux *vi)* valoriser les communautés et les quartiers Les communautés qui reçoivent des subventions fédérales à travers le projet appliquent les principes de vivabilité

	Région du Danemark du Sud (Danemark)	Province de Rome (Italie)	Région de Sardaigne (Italie)	État de Morelos (Mexique)	Région du Nord des Pays-Bas (Pays-Bas)	Newcastle (Royaume-Uni)	Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis
Forces et opportunités de l'utilisation des indicateurs de bien-être régionaux	Cadre global avec une combinaison de conditions communautaires et caractéristiques individuelles et territoriales Un nouveau processus d'acquisition de connaissances et de collaboration entre la région et les municipalités est intégré à l'initiative *Good Life* Potentiel à contribuer au débat national sur la croissance	Processus inclusif de consultation entre les citoyens et les parties prenantes dans la sélection et la hiérarchisation des dimensions du bien-être et dans la formulation de la stratégie pour le bien-être Sentiment d'appropriation au sein de l'administration publique, en dépit de l'instabilité politique et l'incertitude institutionnelle	Bon dialogue institutionnel avec les partenaires socio-économiques Pratiques innovantes dans l'administration publique régionale (notamment les règles budgétaires et les guichets uniques pour les entreprises) et des résultats positifs dans l'amélioration de la prestation de services (par exemple, la gestion des déchets et les connexions haut débit)	Engagement et leadership forts du gouvernement de l'État pour l'amélioration du bien-être de ses citoyens Stratégie de développement régional intégrée, avec des priorités claires d'action, des mesures et des cibles à atteindre Bon niveau de dialogue institutionnel entre les différents domaines d'action au niveau de l'État	Disponibilité de données sophistiquées (notamment les micro-données) en rapport avec les questions du bien-être à l'échelle municipale et provinciale sensibilisation sociale et politique croissante quant à l'agenda du bien-être Bonne expérience de dialogue et de collaboration entre un large éventail de parties prenantes dans la préparation de la RIS3	Le Conseil *Well-Being for Life* comprend des représentants du monde universitaire, de la société civile (y compris des ONG) et des représentants régionaux/locaux d'institutions nationales A signé un *City Deal* avec le gouvernement national et collabore avec les autorités locales voisines en vue de créer une Autorité mixte du Nord-Est avec des pouvoirs décentralisés pour stimuler la croissance économique, la création d'emplois, le développement des compétences et l'amélioration des liaisons de transport	Contribue de manière significative à la réflexion et la planification au niveau national sur le développement durable Établit un cadre pour la coordination entre les agences au niveau fédéral, avec un impact régional et local Fournit des conseils et des ressources pour soutenir les communautés qui se consacrent à assurer une meilleure qualité de vie et de bien-être aux citoyens
Défis et contraintes dans l'utilisation des mesures du bien-être	Un soutien supplémentaire est nécessaire de la part du leadership politique au niveau national et un soutien des citoyens doit être plus activement sollicité Relative faiblesse institutionnelle de la région	Incertitude concernant les structures administratives et l'allocation des ressources futures Manque de suivi des indicateurs du bien-être et de l'impact des politiques publiques à disposition du public	Défi de l'harmonisation des objectifs et des responsabilités entre les différents niveaux de gouvernement Manque d'engagement politique en faveur de la réalisation de certains objectifs mesurables du bien-être et difficulté à impliquer les citoyens	Trop d'indicateurs et un manque de hiérarchisation Le processus de suivi n'est pas encore clairement défini	Fragmentation des initiatives provinciales/locales et « silos » sectoriels Utilisation limitée des données sur le bien-être pour informer et orienter les politiques Manque de volonté politique en vue d'atteindre des objectifs mesurables du bien-être	Mise en œuvre et suivi de la stratégie Faible niveau de décentralisation fiscale et faible capacité à générer des revenus propres	Manque d'intégration entre les partenaires de programmation dans le financement et les mécanismes de suivi des projets individuels des communautés Peu ou pas de collaboration évidente avec d'autres organismes fédéraux ou de consultation avec les organismes infranationaux et autres parties prenantes

	Région du Danemark du Sud (Danemark)	Province de Rome (Italie)	Région de Sardaigne (Italie)	État de Morelos (Mexique)	Région du Nord des Pays-Bas (Pays-Bas)	Newcastle (Royaume-Uni)	Partenariat pour des communautés durables aux États-Unis
Étapes à venir	Un engagement constant de la région au cours des trois dernières années pour étudier, renforcer et réviser de manière approfondie un cadre solide du bien-être pouvant inspirer d'autres régions danoises Des étapes plus efficaces sont nécessaires pour l'utilisation des indicateurs *Good Life* pour guider la nouvelle stratégie de développement et de croissance; favoriser le débat public et établir un lien avec le programme national	Une fois que la réforme territoriale est en place, le cadre de coopération actuel doit être soutenu pour promouvoir une plus grande participation des parties prenantes	Encourager l'appropriation partagée d'un agenda du bien-être et intégrer les mesures du bien-être dans l'agenda politique	Formuler une stratégie de communication efficace avec un concept positif qui attire l'engagement des citoyens Une plus grande participation des municipalités est nécessaire	Nécessité d'une coordination plus efficace entre les provinces et une plus grande participation des municipalités, qui joueront un rôle plus important dans la politique du bien-être après la réforme de la décentralisation	Davantage d'engagement des parties prenantes dans la conception de la politique et/ou le processus de mise en œuvre Une participation plus active du secteur privé, des syndicats et des universités	Obtenir l'appui du gouvernement fédéral pour les niveaux infranationaux (au sein de l'état, du comté, au niveau métropolitain et au niveau de la ville) pour la mise en place et l'utilisation d'indicateurs du bien-être permettant d'améliorer les résultats sur le terrain

Note : afin de proposer un format facilement lisible et comparable, ce tableau propose une synthèse non exhaustive des points importants et comporte un certain degré de simplification. Plus de détails sur les initiatives de chaque région sont disponibles en ligne dans les rapports d'études de cas et sur le site web de l'OCDE sur le bien-être régional www.oecd.org/regional/how-is-life-in-your-region.htm.

Source : élaboré par l'OCDE d'après les réponses données par les régions études de cas au questionnaire de l'OCDE et les rapports d'études de cas de l'OCDE.

Bibliographie

ABS (2012), *Measures of Australia's Progress: Aspirations for Our Nation: A Conversation with Australians about Progress*, Bureau australien des statistiques, Canberra, disponible sur : www.ausstats.abs.gov.au/ausstats/subscriber.nsf/LookupAttach/1370.0.00.002Publication20.11.121/$File/Measures%20of%20Australia's%20Progress%20Consultation%20Report.pdf.

ABS (2002), *Measures of Australia's Progress*, Bureau australien des statistiques, Canberra.

ABS (n.d.), « Socio-Economic Indexes for Areas », Bureau australien des statistiques, Canberra, www.abs.gov.au/websitedbs/censushome.nsf/home/seifa.

Anselmo, I. (2012), « The 2007-2013 Italian performance reserve – Measurable objectives for public services provision in Mezzogiorno », http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/doc/performance/anselmo.pdf.

Birch, E.L. et al. (2011), « Measuring US sustainable development », *Penn IUR White Paper Series of Sustainable Urban Development*, Institut pour la recherche urbaine Penn, Département de la planification urbaine et régionale, Université de Pennsylvanie, Philadelphie, Pennsylvanie.

Brezzi, M. et F. Utili (2007), « Targeting final objectives of public service provision to expand capabilities: A policy application in the south of Italy », papier présenté à la Conférence de l'Association pour le développement humain et des capacités, septembre.

Commission européenne (2014), « Guidance document on monitoring and evaluation – European Regional Development Fund and Cohesion Fund, Concepts and recommendations, Programming Period 2014 2020 », DG Politique régionale et urbaine, Bruxelles, mars.

El Universal (2013), « Cómo Vamos, Ciudad de México? Asi percibimos nuestra calidad de vida en la Metrópoli », El Universal, Federal District, Mexico, disponible sur: www.comovamosciudaddemexico.com.mx/wp-content/FB_ComoVamos_enc_2013/#/1 (consulté le 4 juillet 2014).

Hák, Tomás, Moldan Bedrich et Lyon Dahl Arthur (éds.) (2007), *Sustainability Indicators: A Scientific Assessment*, Island Press, Fondation Young, www.youngfoundation.org.

Koopman, M., H.-J. van Mossel et A. Straub (dir. pub.) (2009), *Performance Measurement in the Dutch Social Rented Sector*, IOS Press, Amsterdam.

Lenihan, D. (2008), « It's more than talk: Listen, learn and act: A new model for public engagement », rapport final de Public Engagement Initiative, Province of New Brunswick, www.gnb.ca/0012/PDF/LLA-e.pdf et International Association for Public Participation, www.iap2.org.

Montezuma, R. (2005), « The transformation of Bogotá, Colombia, 1995-2000: Investing in citizenship and urban mobility », *Global Urban Development*, Vol. 1, No. 1.

OCDE (2013a), *OECD Urban Policy Reviews: Chile*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264191808-en.

OCDE (2013b), *Policy Making After Disasters: Helping Regions Become Resilient – The Case of Post-Earthquake Abruzzo*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264189577-en.

OCDE (2011), *How's Life? Measuring Well-Being*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264121164-en.

OCDE (2010), *Finland: Working Together to Sustain Success*, OECD Public Governance Reviews, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264086081-en.

OCDE (2009), *Focus on Citizens: Public Engagement for Better Policy and Services*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264048874-en.

OCDE (2007), *Governing Regional Development Policy: The Use of Performance Indicators*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264056299-en.

OCDE (2001), *Citizens as Partners: Information, Consultation and Public Participation in Policy-Making*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/9789264195561-en.

Open Government Partnership Declaration (2011), « Open Government Partnership Declaration », www.opengovpartnership.org/about.

Scottish Government (2014), « Scotland Performs », www.scotland.gov.uk/About/Performance/scotPerforms (accessed on 4 July 2014).

Secretaría Distrital de Cultural Recreación y Deporte (2012), «Observatorio de Culturas», Bogotá, Colombia, www.culturarecreacionydeporte.gov.co/observatorio/acercade.html (accessed 20 August 2012).

Stiglitz, J., A. Sen et J-P. Fitoussi (2009), « Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Sociam Progress », www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_anglais.pdf.

Ubaldi, B. (2013), « Open government data: Towards empirical analysis of open government data initiatives », *OECD Working Papers on Public Governance*, No. 22, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/5k46bj4f03s7-en.

UK Department for Communities and Local Government (n.d.), « English indices of deprivation », Crown Copyright, London, www.gov.uk/government/collections/english-indices-of-deprivation.

US Department of Housing and Urban Development (2010), « Partnership for Sustainable Communities », www.sustainablecommunities.gov.

Zauberman, R. (2010), *Victimisation and Insecurity in Europe: A Review of Surveys and Their Use*, VUB University Press.

Chapitre 4

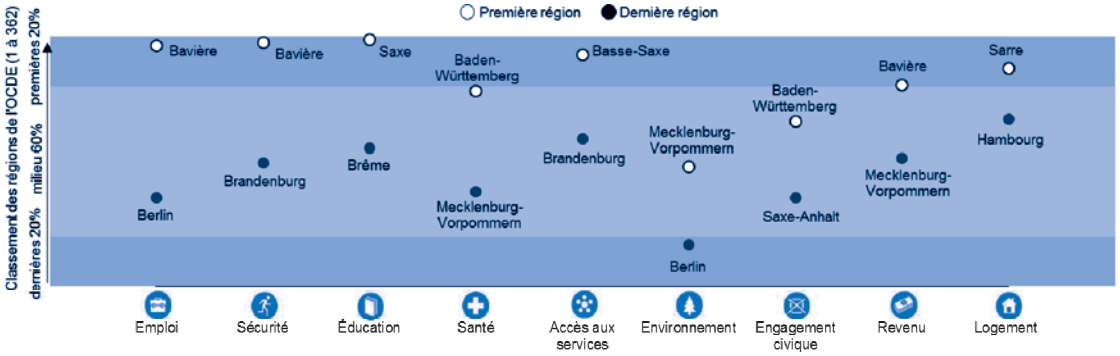
Le bien-être regional dans les pays de l'OCDE

Ce chapitre présente une sélection de résultats d'analyses portant sur le bien-être dans les différentes régions de l'OCDE, classés par pays. Les performances régionales sont catégorisées en neuf dimensions présentées dans le rapport : le revenu, l'emploi, le logement, l'éducation, la santé, la sécurité, l'engagement civique et l'accès aux services.

Comment va la vie dans vos régions – Allemagne

Dans sept des neuf dimensions du bien-être, l'Allemagne a au moins une région dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. Les plus grandes disparités régionales se trouvent dans la dimension de l'emploi : la Bavière se place dans les 5 % supérieurs du classement tandis que Berlin est dans le tiers inférieur. Berlin est également dans les 20 % inférieurs des régions de l'OCDE en environnement. Au niveau national, les disparités sont également présentes dans les dimensions de la sécurité, de l'éducation et de la santé.

Performance relative des régions allemandes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions allemandes les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs du bien-être à l'exception du niveau de pollution de l'air. En termes de taux d'emploi, les régions les plus performantes ont un taux supérieur de 10 % à la moyenne de l'OCDE, et les moins performantes de 3 %.

Comment les premières et dernières régions en Allemagne se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions allemandes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	77.6	69.6	74.0	66.7
Taux de chômage (%), 2013	3.5	10.3	5.6	8.0
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.6	1.4	0.8	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	94.0	82.9	86.2	74.6
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.5	79.5	80.8	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.4	8.6	8.0	8.1
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	84.4	72.7	81.7	67.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air (PM2.5) subie par la population (µg/m³), 2012	12.4	16.8	15.1	12.3
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	73.7	65.4	71.5	67.7
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	22 100	17 061	20 259	18 907
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.3	2.1	2.2	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150496

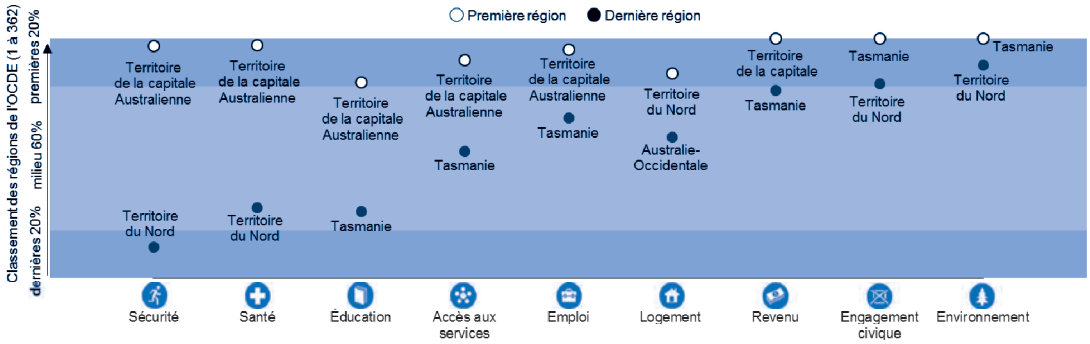
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Australie

Les régions australiennes font partie des 20 % des régions les mieux classées de l'OCDE en environnement, en engagement civique (du au sytème de vote obligatoire) et au niveau du revenu. Le Territoire de la capitale Australienne réalise le meilleur score dans six des neuf dimensions du bien-être. Au niveau régional, l'Australie est le quatrième pays le plus inégal de l'OCDE en santé et le cinquième en sécurité.

Performance relative des régions australiennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions australiennes les moins performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans la plupart des indicateurs du bien-être, à l'exception de la part d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire (78.3 % contre 74.6 % pour la moyenne de l'OCDE) et de l'espérance de vie (79 ans contre 79.5).

Comment les premières et dernières régions en Australie se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions australiennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.8	3.3	1.1	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	82.4	79.0	82.0	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.4	8.4	6.8	8.1
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	78.3	66.7	75.3	74.6
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	78.4	70.8	75.0	67.2
Emploi				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	74.5	73.1	74.5	66.7
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	4.2	5.9	5.3	8.0
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.4	2.2	2.3	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	37 034	21 873	23 556	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	78.4	70.8	75.0	67.7
Environnement				
Niveau de pollution de l'air (PM2.5) subie par la population (µg/m³), 2012	2.7	4.6	3.4	12.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150393

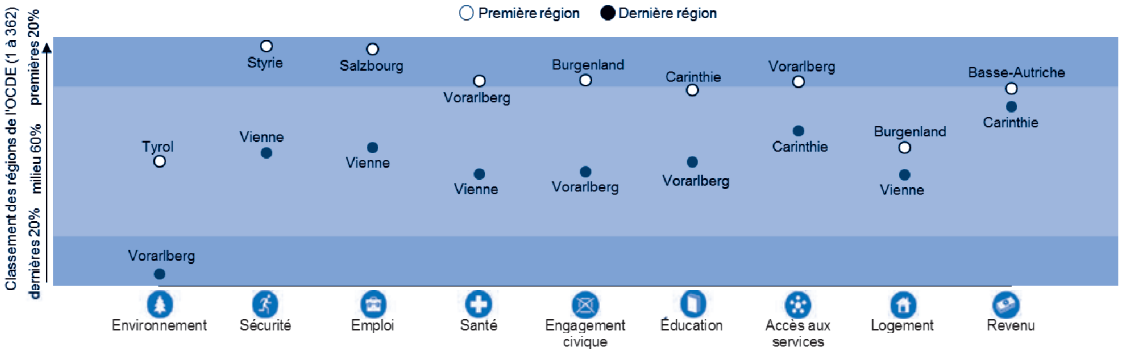
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Autriche

Au niveau du revenu, toutes les régions autrichiennes sont dans le premier tiers du classement de l'OCDE. L'Autriche présente les disparités les plus faibles par rapport aux autres pays de l'OCDE. L'environnement est la dimension avec le plus de disparités régionales : Le Tyrol se situe autour de la moyenne de l'OCDE tandis que Vorarlberg se situe dans les 5 % inférieurs. La Styrie et le Salzbourg font partie des régions les plus performantes de l'OCDE dans les dimensions de la sécurité et de l'emploi, respectivement.

Performance relative des régions autrichiennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions autrichiennes les plus performantes réalisent des meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs du bien-être, sauf pour le niveau de pollution de l'air subie par la population. Dans les régions autrichiennes les moins performantes, la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire est de 81 % : 6 points de pourcentage au-dessus de la moyenne OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Autriche se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions autrichiennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	13.6	20.0	16.7	12.3
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.4	1.3	0.8	4.2
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	76.2	69.0	73.2	66.7
Taux de chômage (%), 2013	2.7	7.1	4.4	8.0
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années), 2012	82.2	80.3	81.0	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants), 2012	7.1	8.2	7.8	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	81.4	66.6	74.9	67.7
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	86.2	80.6	83.7	74.6
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	79.8	72.4	76.3	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.9	1.6	1.7	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	21 648	20 206	20 954	18 907

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150406

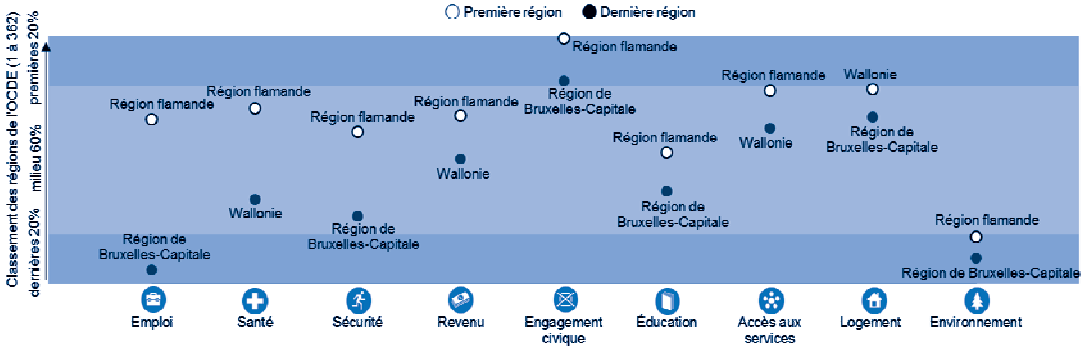
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Belgique

Les régions belges sont dans les 20 % supérieurs du classement de l'OCDE dans la dimension de l'engagement civique (dû au système de vote obligatoire) et dans les 20 % inférieurs dans celle de l'environnement. Au niveau régional, la Belgique est le troisième pays de l'OCDE le plus inégal en termes d'emploi : la région de Bruxelles-Capitale se situe dans les 5 % inférieurs de l'OCDE. De larges disparités sont aussi présentes dans les dimensions de la santé et de la sécurité.

Performance relative des régions belges par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions belges les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs à l'exception du taux d'emploi et du niveau de pollution de l'air. Dans les régions les moins performantes, la part des ménages avec accès internet à large bande est supérieure à la moyenne de l'OCDE de 73 %.

Comment les premières et dernières régions en Belgique se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions belges		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	66.5	53.2	62.1	66.7
Taux de chômage (%), 2013	4.6	17.8	7.7	8.0
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.4	78.9	80.4	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.6	9.1	8.1	8.1
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.2	2.8	1.7	4.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	19 156	16 457	18 074	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	90.8	82.8	89.2	67.7
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	81.3	74.2	79.1	74.6
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	78.0	72.7	76.0	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.31	2.08	2.2	1.8
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	17.2	19.3	17.5	12.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150411

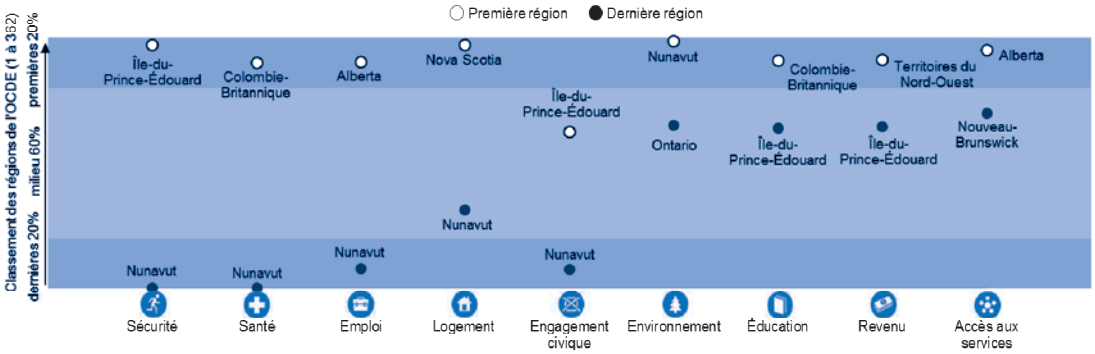
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Canada

La plupart des dimensions du bien-être ont au moins une région canadienne dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. Le Nunavut, une des régions de l'OCDE les plus petites en termes de population, se situe dans les 10 % inférieurs des dimensions de la sécurité, de la santé, de l'emploi et de l'engagement civique. En conséquence, les disparités régionales canadiennes sont parmi les plus importantes de l'OCDE dans les dimensions de la santé et de la sécurité.

Performance relative des régions canadiennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions canadiennes les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs à l'exception du taux de participation à la derrnière élection nationale. Dans les régions les moins performantes, 85 % des actifs possèdent au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire et 75 % des ménages ont accès internet à large bande : 10 % et 8 % de plus, respectivement, que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions au Canada se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions canadiennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.6	4.8	1.6	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.8	75.4	81.5	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.9	10.6	7.1	8.1
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	77.2	65.0	73.3	66.7
Taux de chômage (%), 2013	4.9	12.3	7.3	8.0
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.7	2.3	2.5	1.8
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	67.0	52.3	61.4	67.7
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	2.1	8.7	7.1	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	90.1	85.5	88.8	74.6
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	25 907	18 748	21 039	18 907
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	84.9	75.0	81.5	67.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150422

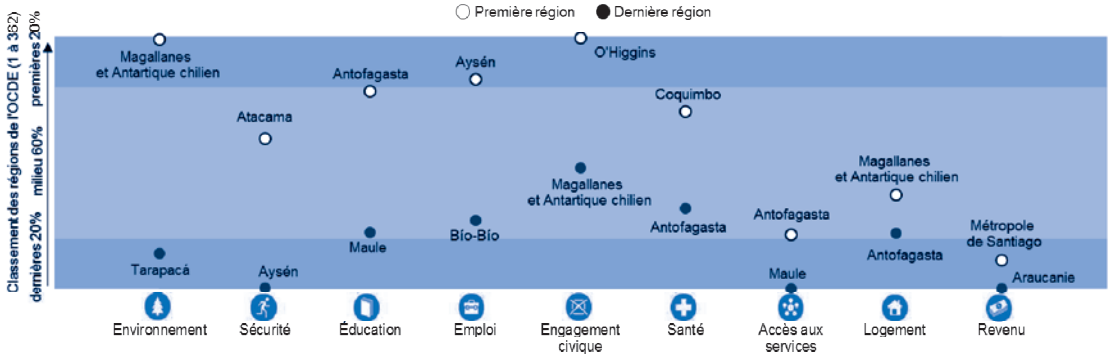
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Chili

Le Chili a les plus grandes disparités régionales par rapport aux autres pays de l'OCDE en environnement : la région des Magallanes et Antartique chilien sont dans les 5 % supérieurs des régions de l'OCDE, tandis que la région de Tarapacá se situe dans les 20 % inférieurs. La région d'Antofagasta fait partie des régions chiliennes les plus performantes en éducation et en accès aux services, mais aussi des moins performantes en santé et en logement. La région de Santiago atteint le haut du classement chilien seulement au niveau du revenu.

Performance relative des régions chiliennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions chiliennes les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être à part le revenu, le nombre de chambres par personne, la proportion des ménages avec un accès internet à large bande, et l'espérance de vie à la naissance.

Comment les premières et dernières régions au Chili se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions chiliennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	2.2	17.0	6.4	12.3
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	2.0	4.5	3.3	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	85.9	64.0	77.5	74.6
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	67.7	60.0	63.8	66.7
Taux de chômage (%), 2013	3.9	7.7	6.5	8.0
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	89.1	70.6	87.0	67.7
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	79.0	76.7	78.8	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.6	8.0	7.0	8.1
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	48.8	16.5	35.0	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.3	1.2	1.2	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	7 079	3 880	5 453	18 907

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150431

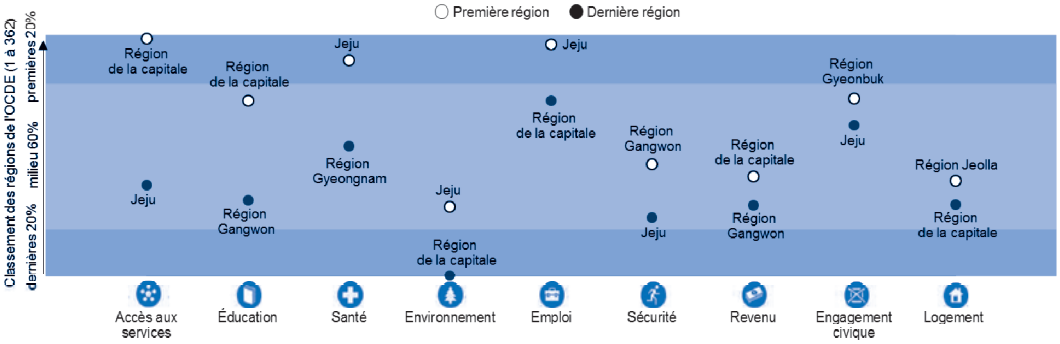
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Corée

Les plus grandes disparités en Corée sont dans l'accès aux services : c'est le cinquième pays de l'OCDE le plus inégalitaire dans cette dimension, avec la région de la capitale située dans les 5 % supérieurs du classement régional de l'OCDE, et la région de Jeju dans les 40 % inférieurs. Les régions coréennes réalisent de bonnes performances dans la dimension de l'emploi : elles sont toutes dans les 30 % supérieurs du classement des régions de l'OCDE.

Performance relative des régions coréennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions coréennes réalisent d'excellentes performances dans les indicateurs ayant trait au marché du travail : même dans les régions les moins performantes, le taux de chômage est en dessous de 4 % - moins de la moitié de la moyenne de l'OCDE. Les régions les plus performantes s'en sortent mieux que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs, à l'exception de la pollution de l'air, du revenu disponible des ménages par habitant, et du nombre de chambres par personne.

Comment les premières et dernières régions en Corée se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions coréennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	94.6	66.9	94.0	67.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	85.2	71.4	80.7	74.6
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	82.0	80.3	81.3	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.0	7.9	7.3	8.1
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	16.0	27.2	23.8	12.3
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	72.0	65.7	67.5	66.7
Taux de chômage (%), 2013	2.1	3.7	3.2	8.0
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.7	2.7	2.2	4.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	14 184	12 037	13 546	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	77.7	73.9	75.8	67.7
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.5	1.3	1.5	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150576

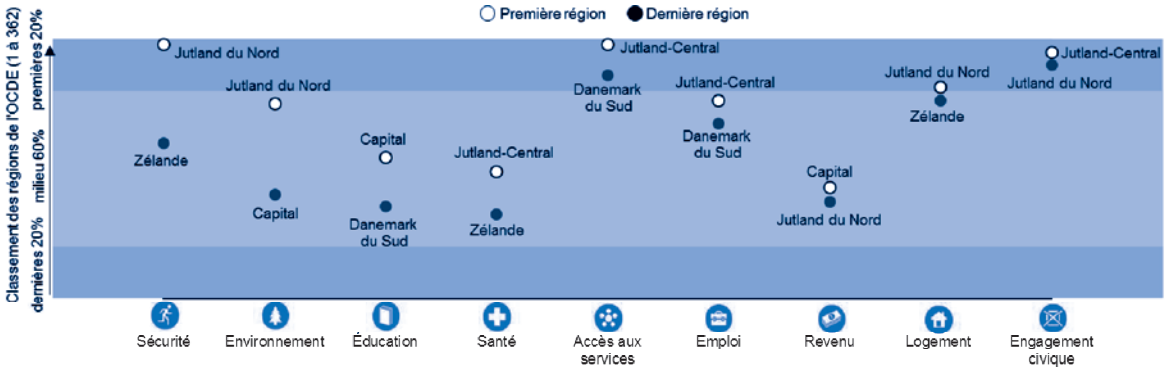
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Danemark

Les cinq régions danoises font partie des 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE dans les domaines de l'accès aux services et de l'engagement civique. La Capitale est la première région danoise dans les dimensions du revenu et de l'éducation, mais la dernière en environnement.

Performance relative des régions danoises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions danoises les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être, à l'exception du taux de mortalité ajusté selon l'age et du revenu. Dans les régions les moins performantes, 82 % des ménages ont accès à internet à large bande : 15 % de plus que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions au Danemark se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions danoises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.3	1.2	0.8	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	7.3	13.6	11.2	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	81.8	73.6	76.6	74.6
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	80.5	79.0	79.7	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	8.3	9.3	8.8	8.1
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	87.3	82.0	85.3	67.2
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	75.9	72.5	74.2	66.7
Taux de chômage (%), 2013	6.7	7.9	7.4	8.0
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	14 879	13 687	14 100	18 907
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.3	2.2	2.2	1.8
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	88.5	86.6	87.7	67.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150451

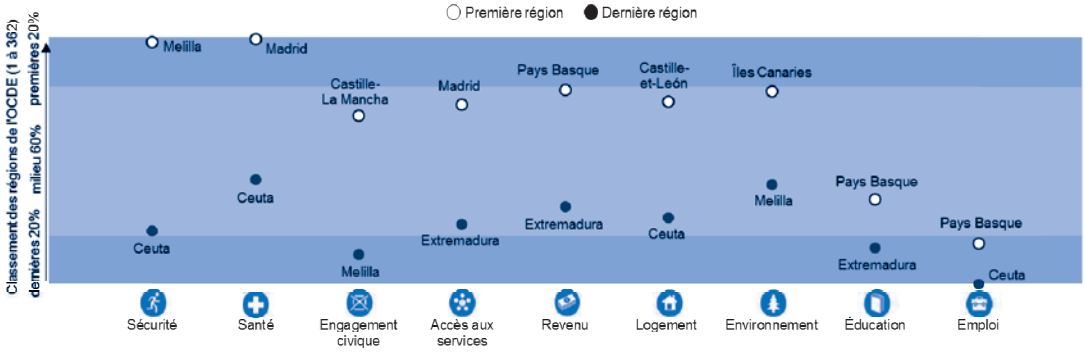
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Espagne

Les disparités régionales en Espagne sont particulièrement prononcées dans en sécurité, en santé et en engagement civique. Au moins une région espagnole se place dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE en sécurité, en santé, en revenu et en environnement. Au moins une région espagnole se situe également dans les 20 % inférieurs en engagement civique, en éducation et en emploi. Cette dernière dimension voit l'intégralité des régions espagnoles se placer dans les 20 % inférieurs.

Performance relative des régions espagnoles par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions espagnoles les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne OCDE dans 8 des 11 indicateurs du bien-être. Les indicateurs restant sont la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, ainsi que les taux d'emploi et de chômage. Ce dernier est de 17 % dans les régions espagnoles les plus performantes, soit deux fois la moyenne de l'OCDE. Dans les régions les moins performantes, l'espérance de vie dépasse celle de la moyenne de l'OCDE de deux ans.

Comment les premières et dernières régions en Espagne se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions espagnoles		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.5	1.1	0.9	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	83.8	81.1	82.4	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.2	7.9	7.0	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	74.5	59.6	68.9	67.7
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	72.5	59.8	66.0	67.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	19 349	12 936	16 057	18 907
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.1	1.7	1.9	1.8
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	7.2	11.6	10.0	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	71.4	49.2	58.4	74.6
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	61.8	46.6	55.3	66.7
Taux de chômage (%), 2013	17.2	33.3	24.3	8.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150669

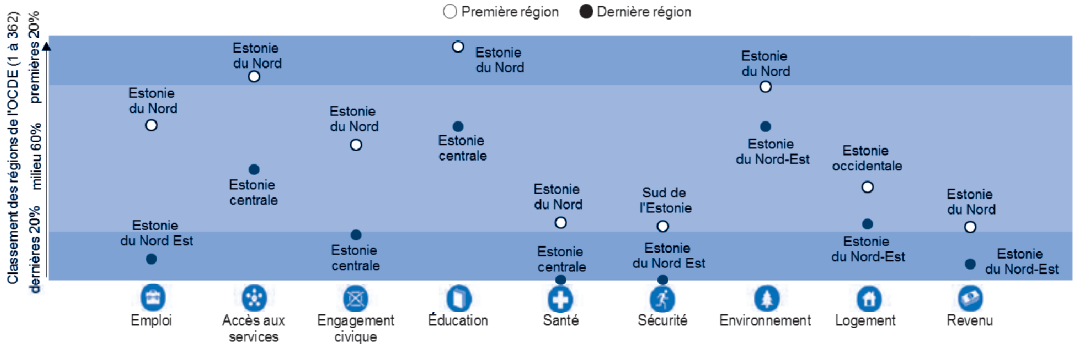
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Estonie

Dans sept des neuf dimensions du bien-être, la région d'Estonie du Nord se place au-dessus des autres régions estoniennes. Elle se situe dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE en termes d'accès aux services, éducation et environnement. En santé, sécurité et revenu, toutes les régions estoniennes sont dans le quart inférieur des régions de l'OCDE. Les plus grandes disparités régionales en Estonie sont dans les dimensions de l'emploi, de l'accès aux services et de l'engagement civique.

Performance relative des régions estoniennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions estoniennes les plus performantes se classent au-dessus de la moyenne de l'OCDE dans six des onze indicateurs du bien-être ; en revanche, elles sont en-dessous de la moyenne de l'OCDE lorsqu'il s'agit de l'espérance de vie, du taux de mortalité, du taux de chômage et du nombre de chambres par personne. Dans les régions les moins performantes, le taux de chômage est deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Estonie se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions estoniennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	75.2	59.9	69.6	66.7
Taux de chômage (%), 2013	9.2	17.5	10.4	8.0
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	81.2	66.5	73.0	67.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	69.7	56.1	63.5	67.7
Éducation				
Labour force with at least secondary degree (%), 2013	93.0	83.8	90.3	74.6
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	76.9	72.6	76.1	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	10.5	13.5	10.6	8.1
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	3.2	8.3	4.5	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	6.6	9.0	7.8	12.3
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.4	1.1	1.2	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	9 582	6 000	8 002	18 907

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150461

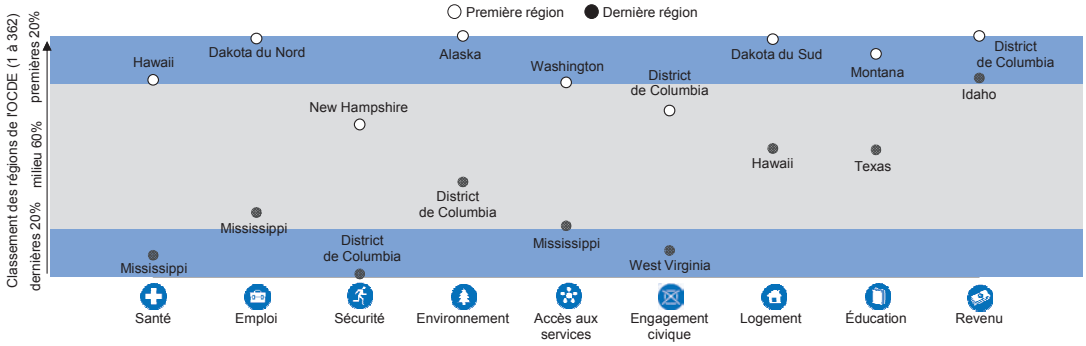
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – États-Unis

Les états américains se situent dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE au niveau du revenu. Dans chaque dimension du bien-être à l'exception de l'engagement civique et de la sécurité, les États-Unis possèdent au moins un état dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. Les disparités régionales les plus importantes existent en matière de santé : Hawaii se situe dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE, tandis que le Mississippi se place dans les 10 % inférieurs. Le pays est le troisième pays de l'OCDE le plus inégalitaire par rapport à cette dimension. De larges disparités sont également présentes en emploi, en sécurité, en environnement, en accès aux services et en engagement civique.

Performance relative des régions américaines par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Dans les régions américaines les plus performantes, le revenu disponible des ménages par habitant est supérieur à 36 000 USD et 91 % de la population possède au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire. Dans les régions les moins performantes, le taux d'homicide est proche du double de la moyenne de l'OCDE, et 57 % des ménages ont un accès internet à large bande – soit 10 % de moins que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions aux États-Unis se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions américaines		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	80.7	76.0	78.7	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.5	10.1	8.5	8.1
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	76.8	63.6	67.7	66.7
Taux de chômage (%), 2013	5.3	9.8	8.1	8.0
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.9	7.0	4.7	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	4.8	11.0	8.3	12.3
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	75.2	57.2	72.0	67.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	71.0	55.6	68.0	67.7
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.8	2.1	2.4	1.8
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	91.3	82.2	86.0	74.6
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	36 834	24 952	30 183	18 907

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150712

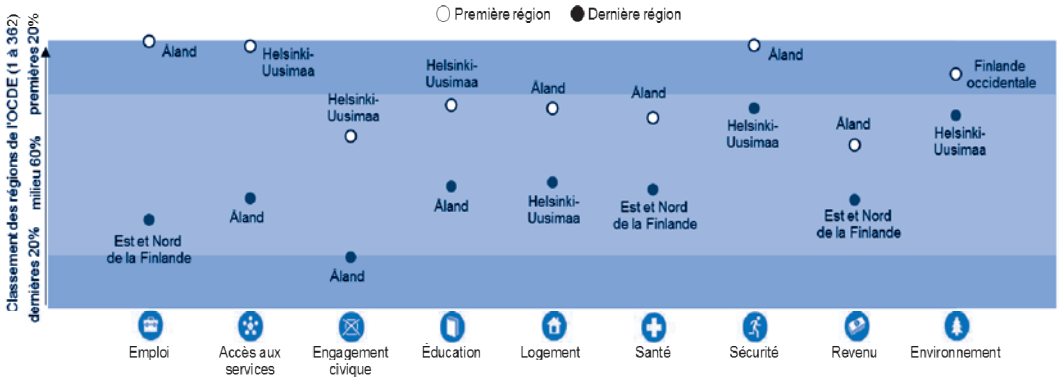
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Finlande

Dans six des neuf dimensions du bien-être, la Finlande a au moins une région qui se situe dans les 25 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. Les disparités régionales les plus importantes en Finlande ont trait à l'emploi – c'est le sixième pays le plus inégalitaire de l'OCDE dans ce domaine. Åland se situe dans le 1 % supérieur des régions de l'OCDE, tandis que la région de l'Est et Nord de la Finlande se place dans les 30 % inférieurs.

Performance relative des régions finlandaises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions finlandaises les plus performantes réalisent de meilleurs scores par rapport à la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs du bien-être à l'exception du revenu disponible des ménages. Les régions les moins performantes se placent au-dessus des moyennes de l'OCDE lorsqu'il s'agit de la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, du taux de mortalité ainsi que du taux d'homicide.

Comment les premières et dernières régions de la Finlande se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions finlandaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	82.1	65.3	70.0	66.7
Taux de chômage (%), 2013	3.1	9.6	7.9	8.0
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	92.0	64.0	84.7	67.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	73.8	55.8	68.9	67.7
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	86.5	78.4	85.4	74.6
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.2	1.8	1.9	1.8
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.7	80.0	80.5	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.7	8.3	8.1	8.1
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.0	0.9	0.8	4.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	18 178	13 892	15 336	18 907
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	5.1	7.8	6.0	12.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150477

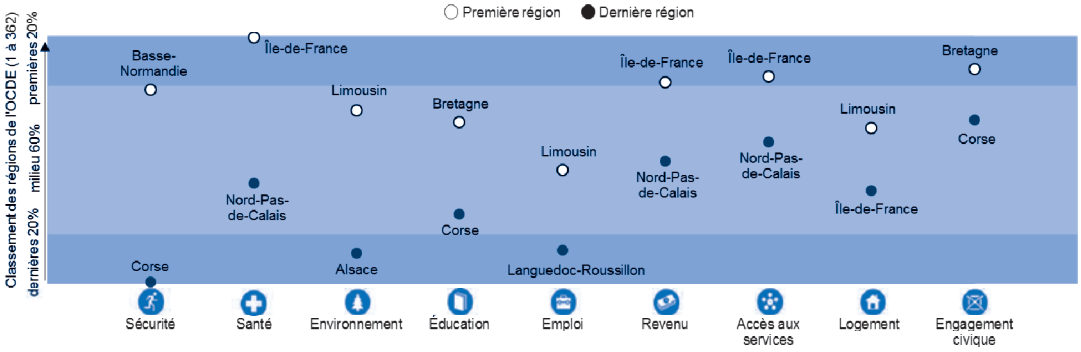
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – France

Les plus grandes disparités en France sont présentes en sécurité: la Corse se situe dans les 10 % inférieurs des régions de l'OCDE, tandis que la Basse Normandie se place dans les 20 % supérieurs. L'Île-de-France est une des régions les plus performantes de l'OCDE en matière de santé : elle se place dans les 2 % supérieurs de l'OCDE. Elle se situe également au-dessus des autres régions françaises en termes de revenu et d'accès aux services. En revanche, elle arrive en dernière position lorsqu'il s'agit du logement.

Performance relative des régions françaises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions françaises les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs du bien-être, à l'exception des taux d'emploi et de chômage. Dans les régions les moins performantes, le taux de chômage est supérieur de 5 % et 3 % vis-à-vis de la moyenne de l'OCDE et de la moyenne nationale, respectivement.

Comment les premières et dernières régions en France se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions françaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.9	1.8	1.2	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	83.3	80.2	82.0	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.4	8.0	6.9	8.1
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	8.7	15.4	12.3	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	82.1	71.2	77.4	74.6
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	65.6	56.6	62.7	66.7
Taux de chômage (%), 2013	8.2	12.7	10.0	8.0
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	20 801	16 970	18 953	18 907
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	79.0	71.8	75.0	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.0	1.6	1.8	1.8
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	84.4	78.5	80.3	67.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150483

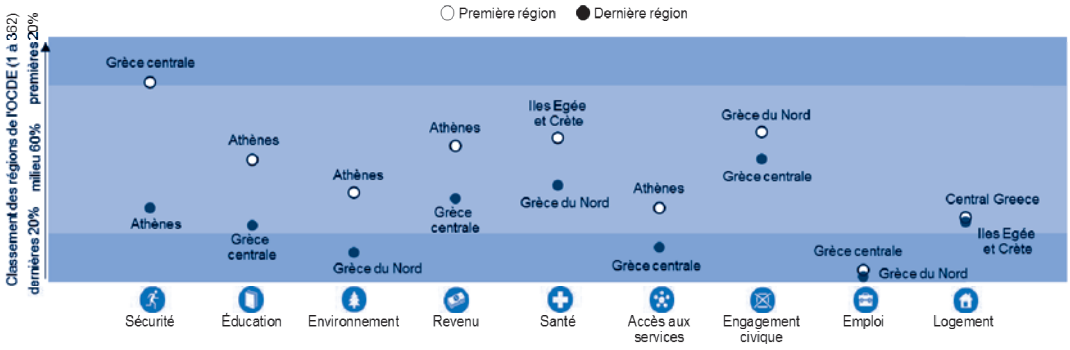
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Grèce

Les plus grandes disparités régionales en Grèce se trouvent dans la dimension de la sécurité : la Grèce centrale se place dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE tandis qu'Athènes est dans les 30 % inférieurs. De larges disparités sont aussi présentes en éducation : la Grèce est le sixième pays le plus inégalitaire de l'OCDE dans cette dimension. Les quatres régions du pays se situent dans les 5 % inférieurs du classement régional de l'OCDE dans la dimension de l'emploi.

Performance relative des régions grecques par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions grecques les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans quatre des onze indicateurs du bien-être : le taux d'homicide, l'espérance de vie, la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, et le taux de participation à la dernière élection nationale. Dans les régions les moins performantes, le taux de chômage est de 24 % : trois fois celui de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Grèce se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions grecques		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.8	2.5	1.5	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	80.5	61.0	70.1	74.6
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	14.1	18.6	15.8	12.3
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	17 367	13 169	14 919	18 907
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.3	80.4	80.7	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	8.3	9.1	8.7	8.1
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	60.7	37.7	50.3	67.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	72.8	68.2	70.8	67.7
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	54.0	50.2	52.0	66.7
Taux de chômage (%), 2013	19.3	24.3	23.0	8.0
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.2	1.2	1.2	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150501

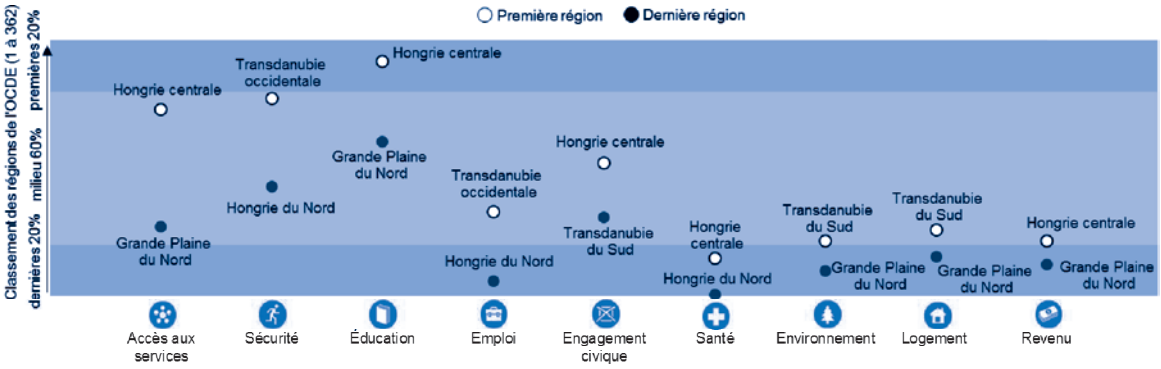
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Hongrie

Les régions hongroises se situent dans les 20 % inférieurs du classement régional de l'OCDE en santé, en environnement et en revenu. Les plus grandes disparités régionales existent dans les dimensions de l'accès aux services, de la sécurité et de l'éducation. La Hongrie centrale se place dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE en éducation.

Performance relative des régions hongroises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions hongroises les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans quatre des onze indicateurs du bien-être : le pourcentage de ménages avec accès internet à large bande, le taux d'homicide, la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, et le taux de participation à la dernière élection nationale. Le revenu disponible des ménages par habitant est inférieur à la moitié de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Hongrie se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions hongroises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	74.5	59.0	66.7	67.2
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.9	1.8	1.5	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	90.9	83.6	87.2	74.6
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	62.6	49.3	56.9	66.7
Taux de chômage (%), 2013	8.3	15.0	10.7	8.0
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	68.0	61.4	64.4	67.7
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	76.4	73.8	75.0	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	11.1	13.0	12.0	8.1
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	17.1	19.5	18.6	12.3
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.2	1.0	1.1	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	9 311	7 236	8 303	18 907

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150512

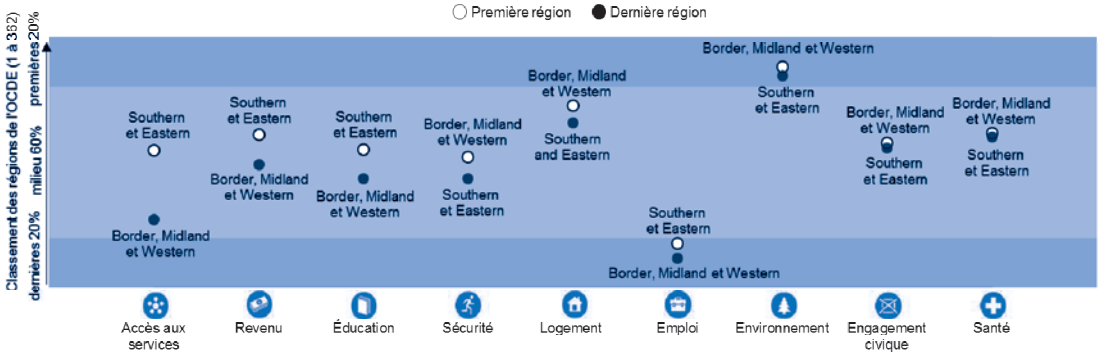
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Irlande

Les deux régions irlandaises sont dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE en environnement et dans les 20 % inférieurs en emploi. De grandes disparités régionales existent dans l'accès aux services : la région Southern et Eastern est dans la moitié supérieure des régions de l'OCDE, tandis que la région Border, Midland et Western est dans le quart inférieur.

Performance relative des régions irlandaises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions irelandaises réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE pour la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, le taux d'homicide, le nombre de chambres par personne, la qualité de l'air, le taux de participation à la dernière élection nationale et le taux de mortalité. Elles ont un taux d'emploi inférieur et un taux de chômage supérieur à la moyenne de l'OCDE, et le revenu disponible des ménages par habitant correspond à plus de 90 % de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Irlande se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions irlandaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	69.0	58.7	65.7	67.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	18 152	16 219	17 630	18 907
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	81.9	77.2	80.7	74.6
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.4	1.8	1.7	4.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.2	2.0	2.1	1.8
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	61.8	58.2	60.9	66.7
Taux de chômage (%), 2013	13.6	15.5	14.1	8.0
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	5.0	5.7	5.6	12.3
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	70.6	69.6	69.9	67.7
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.1	80.9	81.0	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	8.0	8.0	8.2	8.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150532

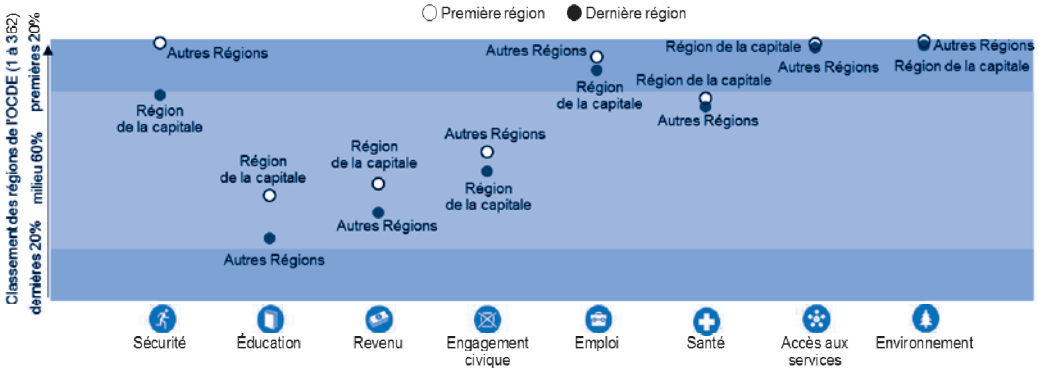
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Islande

Les deux régions islandaises se situent dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE dans les dimensions de la sécurité, de l'emploi, de l'accès aux services et de l'environnement. L'Islande réalise sa moins bonne performance dans la dimension de l'éducation.

Performance relative des régions islandaises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous. L'indicateur « nombre de chambres par personnes » de la dimension logement n'est pas disponible pour l'Islande.

Dans les régions islandaises, les indicateurs du bien-être réalisent de meilleures performances que les moyennes de l'OCDE à l'exception du revenu disponible des ménages par habitant, ainsi que de la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire.

Comment les premières et dernières régions en Islande se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions islandaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.0	0.8	0.6	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	76.1	62.1	67.0	74.6
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	15 320	13 162	14 793	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	70.3	67.7	69.3	67.7
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	80.5	78.9	80.0	66.7
Taux de chômage (%), 2013	4.6	6.9	6.2	8.0
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	-	-	-	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.1	7.3	7.2	8.1
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	93.0	91.0	92.0	67.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	2.3	2.5	2.4	12.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150529

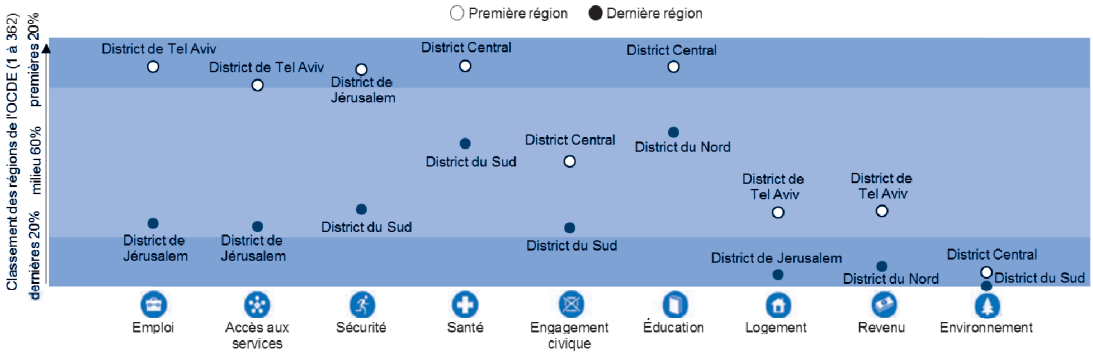
Note : Data in the first two columns refer to average values in régions at the top and the 20 % dernières of national ranking. The Moyenne OCDE is computed for 34 countries except for life expectancy at birth (33 countries).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Israël

Dans cinq des neuf dimensions du bien-être, Israël possède au moins une région qui se place dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. Le district de Tel Aviv est la région israélienne la plus performante en termes d'emploi, d'accès aux services, de logement et de revenu. Les plus grandes disparités régionales en Israël se trouvent dans les dimensions de l'emploi, de l'accès aux services et de la sécurité. Toutes les régions israéliennes se placent dans les 10 % inférieurs des régions de l'OCDE en environnement.

Performance relative des régions israéliennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions israéliennes les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs du bien-être à l'exception du nombre de chambres par personne, du revenu disponible des ménages par habitant et de la pollution de l'air. Dans les régions les moins performantes, le revenu disponible des ménages par habitant représente le tiers de celui de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Israël se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions israéliennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	76.3	55.7	67.8	66.7
Taux de chômage (%), 2013	5.3	8.0	6.2	8.0
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	78.8	58.0	70.4	67.2
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.9	2.4	1.9	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	82.5	80.5	81.8	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.8	8.0	7.2	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	68.0	58.8	67.8	67.7
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	90.7	83.8	88.6	74.6
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.2	0.9	1.1	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	11 669	6 166	8 807	18 907
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	21.4	24.5	22.7	12.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150540

Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

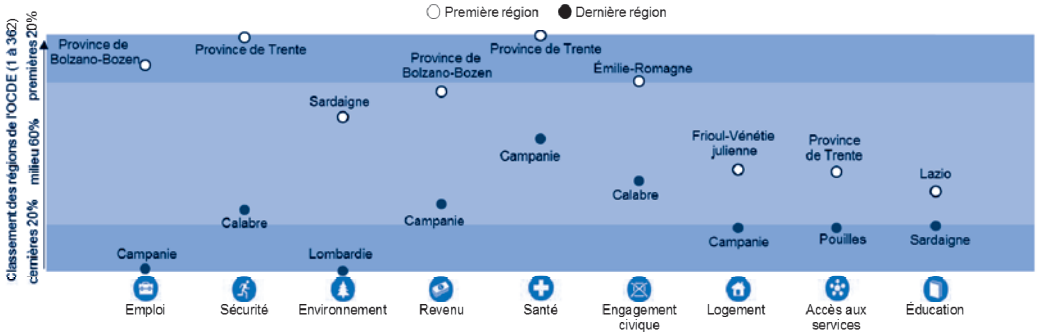
Informations sur les données concernant Israël : http://dx.doi.org/10.1787/888932315602.

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Italie

Dans quatre des neuf dimensions du bien-être, l'Italie possède au moins une région placée dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE. Dans cinq des neuf dimensions, elle possède également au moins une région dans les 20 % inférieurs. L'Italie est le pays de l'OCDE le plus inégalitaire dans la dimension de l'emploi : la Campanie se situe dans le 1 % inférieur du classement de l'OCDE, tandis que la province de Bolzano-Bozen est dans les 15 % supérieurs. De larges disparités régionales sont aussi présentes dans les dimensions de la sécurité, de l'environnement et du revenu.

Performance relative des régions italiennes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions italiennes les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs du bien-être, à l'exception du nombre de chambres par personnes, de la proportion de ménages avec accès internet à large bande et de la proportion d'actifs possédant un diplôme d'éducation du deuxième cycle du secondaire. Dans les régions les moins performantes, le taux de chômage est deux fois supérieur à celui de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Italie se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions italiennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	69.3	42.1	58.3	66.7
Taux de chômage (%), 2013	6.2	17.8	10.4	8.0
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.4	1.4	0.9	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	9.8	24.1	16.7	12.3
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	19 713	11 794	16 350	18 907
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	83.4	81.4	82.4	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.6	7.6	6.7	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	81.4	66.2	75.2	67.7
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.5	1.2	1.4	1.8
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	63.3	48.9	58.3	67.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	72.2	57.4	64.6	74.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150556

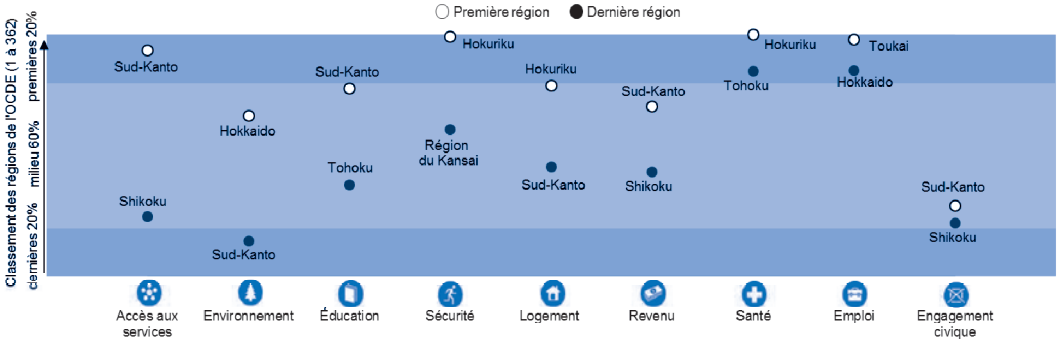
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Japon

Les régions japonaises font partie des 20 % supérieurs du classement de l'OCDE dans les dimensions de la santé et de l'emploi. Le Sud-Kanto est la région japonaise la plus performante en matière d'accès aux services, d'éducation, de revenu, et d'engagement civique ; c'est en revanche la dernière en environnement et en logement. Le Japon est le sixième pays de l'OCDE le plus inégalitaire en termes d'accès aux services et d'environnement.

Performance relative des régions japonaises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Même les régions japonaises les moins performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE en termes d'espérance de vie, de la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, et des taux d'emploi, homicide, mortalité et chômage. Le taux de participation électoral est relativement bas au Japon : les régions les plus perfomantes se situent en-dessous de la moyenne de l'OCDE, avec un taux proche de ceux du Canada et du Portugal.

Comment les premières et dernières régions au Japon se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions japonaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	83.2	57.8	72.5	67.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	10.1	17.5	14.2	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	85.7	74.9	81.2	74.6
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.6	1.1	0.8	4.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.3	1.8	1.9	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	19 031	15 088	17 038	18 907
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	83.1	82.4	82.8	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.0	6.6	6.2	8.1
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	82.1	75.2	78.5	66.7
Taux de chômage (%), 2013	3.5	4.9	4.3	8.0
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	60.5	58.1	59.3	67.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150564

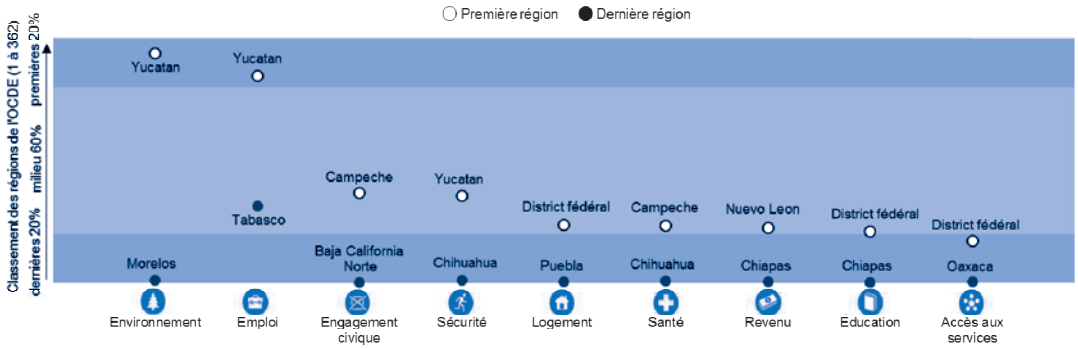
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Mexique

Les plus grandes disparités régionales au Mexique se trouvent dans la dimension de l'environnement : la région de Morelos se place dans les 5 % inférieurs des régions de l'OCDE, tandis que le Yucatan se situe dans les 10 % supérieurs. D'autres disparités importantes sont présentes dans les dimensions de l'emploi, de l'engagement civique et de la sécurité. Le Yucatan est la première région mexicaine en environnement, emploi et sécurité. Dans 8 des dimensions du bien-être, le Mexique a au moins une région située dans les 20 % inférieurs du classement regional de l'OCDE.

Performance relative des régions mexicaines par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions mexicaines les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE en termes de qualité de l'air, de taux d'emploi et du taux de chômage ; en revanche, elles sont en-dessous de la moyenne dans les huit autres indicateurs du bien-être. Le taux d'homicide, le revenu disponible des ménages par habitant, l'accès à internet à large bande et la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire sont les indicateurs les plus éloignés de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions au Mexique se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions mexicaines		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	5.1	15.8	11.5	12.3
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	68.2	59.9	63.8	66.7
Taux de chômage (%), 2013	2.7	6.3	5.0	8.0
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	55.2	32.9	44.6	67.7
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	5.2	62.4	22.9	4.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.1	0.8	1.0	1.8
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	75.1	72.8	74.2	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	9.3	11.2	10.2	8.1
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	9 118	4 372	6 554	18 907
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	50.5	30.0	40.0	74.6
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	39.7	12.4	25.0	67.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150587

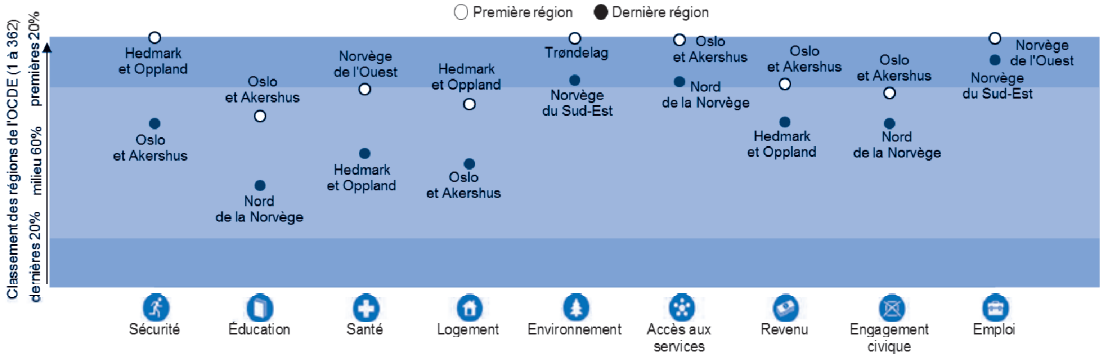
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Norvège

Toutes les régions norvégiennes se situent dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE dans les dimensions de l'environnement, de l'accès aux services et de l'emploi. Pour chacune des dimensions du bien-être à l'exception de l'éducation et du logement, au moins une région norvégienne se place dans les 20 % supérieurs du classement régional. Les plus grandes disparités régionales se trouvent dans la dimension de la sécurité : la région d'Hedmark et Oppland se place dans les 15 % supérieurs du classement de l'OCDE, tandis que celle d'Oslo et Akershus est dans les 40 % supérieurs.

Performance relative des régions norvégiennes par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions norvégiennes réalisent de meilleures performances que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs. Dans les régions les plus performantes, la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire est de 85 %, soit 10 % de plus que la moyenne de l'OCDE. Dans les régions les moins performantes, le revenu disponible des ménages par habitant est semblable à celui de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Norvège se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions norvégiennes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.3	1.0	0.6	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	84.8	76.8	81.2	74.6
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.9	80.7	81.4	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.3	8.1	7.7	8.1
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.1	1.8	2.0	1.8
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	3.0	6.0	4.8	12.3
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	88.1	81.1	84.7	67.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	22 214	18 992	20 421	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	80.5	74.7	78.2	67.7
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	79.9	75.5	78.1	66.7
Taux de chômage (%), 2013	2.8	3.6	3.2	8.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150619

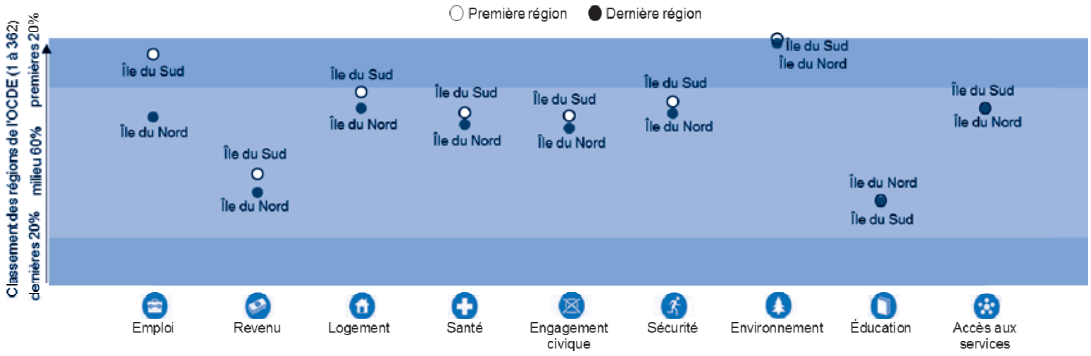
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande est le pays de l'OCDE le plus performant en environnement, avec ses deux régions situées dans les 5 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. Les régions néo-zélandaises réalisent de bonnes performances dans toutes les dimensions du bien-être, les plus faibles étant celles de l'éducation et du revenu. Les plus grandes disparités entre les deux régions se trouvent dans la dimension de l'emploi : l'Île du Sud se place dans les 10 % supérieurs du classement de l'OCDE, tandis que l'Île du Nord est dans les 30 % supérieurs.

Performance relative des régions néo-zélandaises par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions néo-zélandaises réalisent de meilleuers performances que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs à l'exception du revenu disponible des ménages par habitant et de la proportion d'actifs possédant un diplôme du deuxième cycle du secondaire. Elles sont particulièrement performantes au niveau de la pollution de l'air, du taux d'homicide, et de la proportion de ménages avec accès internet à large bande.

Comment les premières et dernières régions en Nouvelle-Zélande se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions néo-zélandaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	85.7	71.8	75.1	66.7
Taux de chômage (%), 2013	5.0	7.1	6.5	8.0
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	15 435	13 768	14 164	18 907
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.2	2.1	2.1	1.8
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.5	81.2	81.2	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.7	7.9	7.8	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	75.9	73.6	74.2	67.7
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.9	1.0	1.0	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	2.1	2.4	2.3	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	73.4	72.8	73.3	74.6
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	75.0	75.0	75.0	67.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150601

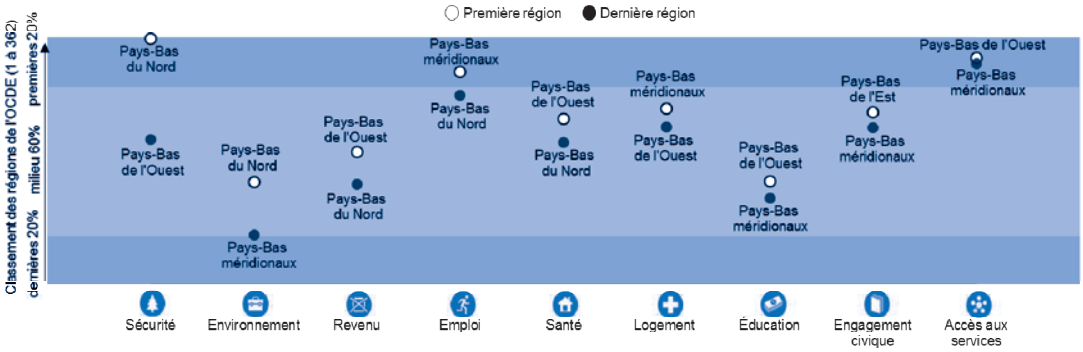
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Pays-Bas

Les plus grandes disparités régionales aux Pays-Bas sont dans la dimension de la sécurité : les Pays-Bas du Nord se situent dans les 13 % supérieurs du classement régional de l'OCDE, tandis que les Pays-Bas de l'Ouest sont autour de la médiane. Les quatre régions néerlandaises sont dans les 15 % supérieurs dans la dimension de l'accès aux services. La région des Pays-Bas méridionaux est la plus performante dans les dimensions de l'emploi et du logement, mais la dernière du pays en environnement, éducation, engagement civique et accès aux services.

Performance relative des régions néerlandaises par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les regions néerlandaises s'en sortent mieux que la moyennes de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être, à l'exception du revenu disponible des ménages par habitant et de la pollution de l'air. Dans les régions les moins performantes, 83 % des ménages ont accès à internet à large bande : 16 % de plus que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions aux Pays-Bas se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions néerlandaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.4	1.2	0.9	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	12.7	16.9	15.8	12.3
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	16 997	13 927	16 150	18 907
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	76.0	73.6	75.4	66.7
Taux de chômage (%), 2013	5.0	6.1	5.5	8.0
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.4	80.8	81.2	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.8	8.1	7.9	8.1
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.1	2.0	2.0	1.8
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	76.7	73.5	75.2	74.6
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	76.7	73.4	75.4	67.7
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	85.0	83.3	84.7	67.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150598

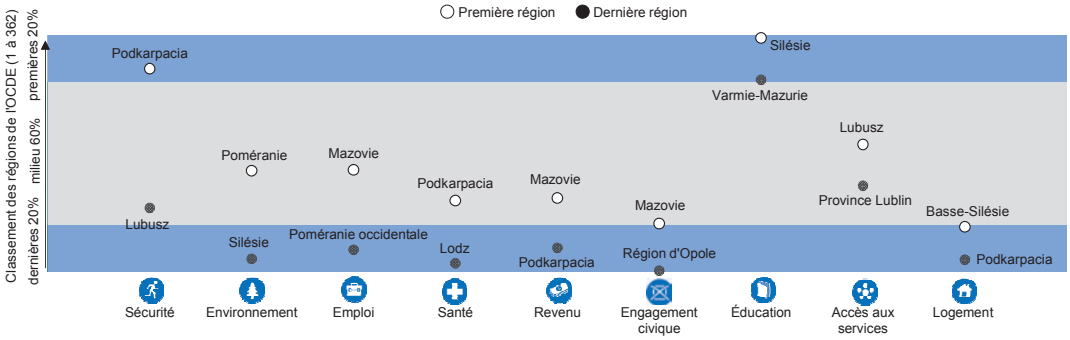
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Pologne

Les régions polonaises se situent dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE en éducation, et dans les 20 % inférieurs en logement. Les plus grandes disparités régionales sont présentes en sécurité : la région de Podkarpacia se situe dans les 15 % supérieurs du classement de l'OCDE et celle de Lubusz dans les 27 % inférieurs. De grandes disparités existent aussi en environnement et en emploi. Au moins une région polonaise se place dans les 20 % inférieurs des régions de l'OCDE lorsqu'il s'agit des dimensions de l'environnement, de l'emploi, de la santé, du revenu, de l'engagement civique et du logement.

Performance relative des régions polonaises par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Dans toutes les régions polonaises, la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire dépasse celle de la moyenne de l'OCDE d'au moins 15 %. Les régions polonaises les plus performantes sont en-dessous des moyennes de l'OCDE pour les indicateurs ayant trait aux conditions matérielles : les taux d'emploi et de chômage, le revenu disponible des ménages par habitant et le nombre de chambres par personne. La pollution de l'air et les indicateurs de santé sont également en-dessous des moyennes de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Pologne se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions polonaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.0	2.5	1.8	4.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	13.5	20.6	17.7	12.3
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	66.1	47.9	56.9	66.7
Taux de chômage (%), 2013	8.4	12.5	10.0	8.0
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	78.0	75.7	76.8	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	9.8	11.1	10.5	8.1
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	10 914	7 334	9 274	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	53.4	42.5	48.9	67.7
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	94.2	89.6	92.4	74.6
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	68.5	62.7	65.7	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.1	0.9	1.0	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150628

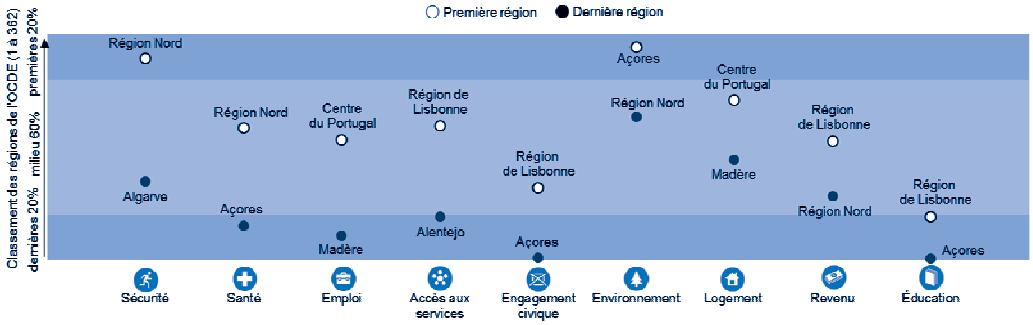
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Portugal

Les plus grandes disparités régionales au Portugal sont dans les dimensions de la sécurité et de la santé. Concernant cette première, la région Nord se situe dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE, tandis que la région d'Algarve se place dans les 35 % inférieurs. Au moins une région portugaise se situe dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE dans les dimensions de la sécurité et de l'environnement; au moins une région se trouve également dans les 20 % inférieurs dans les dimensions de la santé, de l'emploi, de l'accès aux services, de l'engagement civique et de l'éducation.

Performance relative des régions portugaises par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions portugaises les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans tous les indicateurs à l'exception du taux de chômage, du taux de participation à la dernière élection, du revenu disponible des ménages par habitant, et de la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire. Dans les régions les plus performantes, ce dernier indicateur atteint 52 %, soit 23 % de moins que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions au Portugal se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions portugaises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.7	2.2	1.1	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	80.8	77.0	80.4	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	8.1	11.1	8.3	8.1
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	74.1	59.2	67.1	66.7
Taux de chômage (%), 2013	11.5	16.8	14.9	8.0
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	70.1	51.2	59.7	67.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	61.0	44.7	58.0	67.7
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	3.8	9.2	8.1	12.3
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.1	1.7	1.9	1.8
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	16 710	11 426	13 231	18 907
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	51.7	31.0	41.1	74.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150631

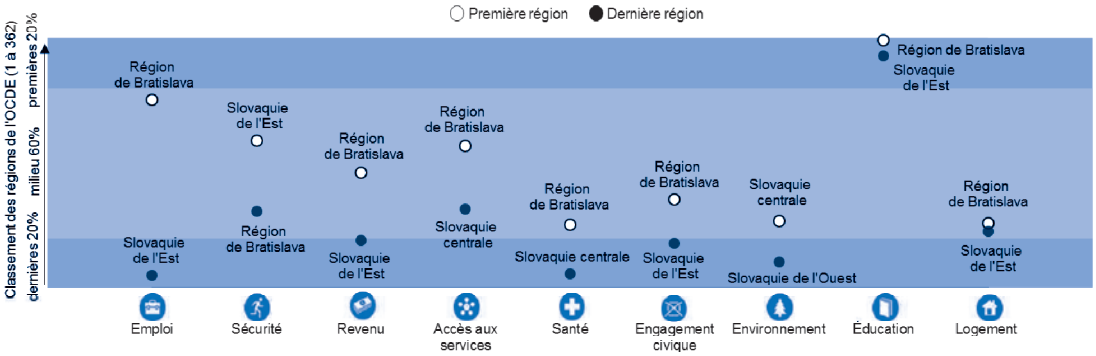
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – République Slovaque

Les régions slovaques sont dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE en éducation. Les disparités régionales les plus importantes ont trait à l'emploi : la région de Bratislava se place dans les 25 % supérieurs des régions de l'OCDE, tandis que la région de la Slovaquie de l'Est est dans les 5 % inférieurs. Bratislava est la région slovaque la plus performante dans toutes les dimensions à l'exception de la sécurité (pour laquelle elle est dernière) et de l'environnement.

Performance relative des régions slovaques par dimension du bien-être



Note : Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions slovaques les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE dans 5 des 11 indicateurs du bien-être : les taux d'emploi et de chômage, le taux d'homicide, la proportion des ménages avec accès internet à large bande, et la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire. Dans les régions les moins performantes, le revenu disponible des ménages par habitant est d'environ 8 500 USD ce qui représente moins la moité de la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en République slovaque se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions slovaques		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	72.3	54.3	59.9	66.7
Taux de chômage (%), 2013	6.0	18.7	13.9	8.0
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.2	2.5	1.7	4.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	15 643	8 571	10 215	18 907
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	69.7	61.0	65.7	67.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	77.6	75.6	76.0	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	10.4	11.9	11.6	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	62.1	55.4	59.1	67.7
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	15.5	19.0	17.5	12.3
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	96.2	92.0	94.2	74.6
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.2	1.1	1.2	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150644

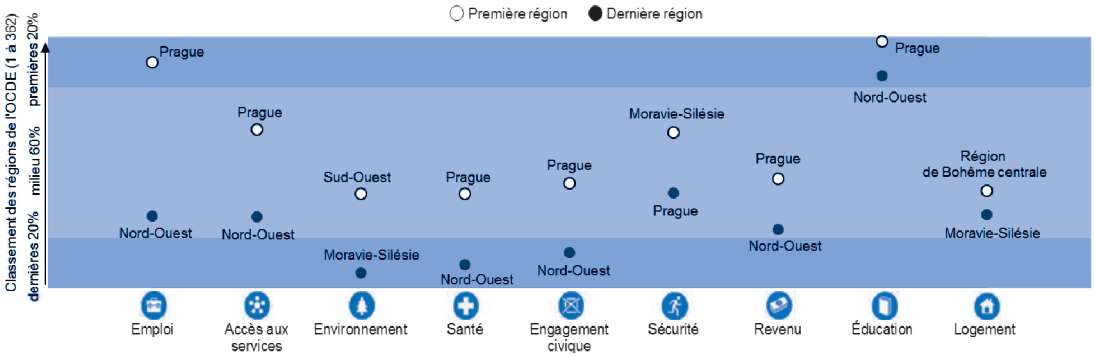
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – République tchèque

Les régions tchèques font partie des 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE en éducation ; Prague se situe même dans les 5 % supérieurs. De larges disparités régionales existent en termes d'emploi et d'accès aux services. Prague est dans les 10 % supérieurs de cette dernière dimension, tandis que la région du Nord-Ouest est dans les 30 % inférieurs ; elle est aussi dans les 20 % inférieurs en santé et en engagement civique.

Performance relative des régions tchèques par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Dans les régions tchèques les plus performantes, la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire est de 97 %, et le taux d'emploi de 73 % - tous deux bien au-delà de la moyenne de l'OCDE. Ces mêmes régions réalisent des scores relativement bas dans les dimensions du revenu, de la qualité de l'air et de l'engagement civique.

Comment les premières et dernières régions en République tchèque se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions tchèques		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	73.0	63.4	67.5	66.7
Taux de chômage (%), 2013	3.9	9.8	6.9	8.0
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	70.9	60.0	65.0	67.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	14.2	20.5	17.1	12.3
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	79.2	76.4	77.9	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	9.3	11.3	10.1	8.1
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	63.1	53.2	59.5	67.7
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.2	2.0	1.6	4.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	14 098	10 389	11 488	18 907
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	96.6	91.2	94.5	74.6
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.5	1.3	1.4	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150443

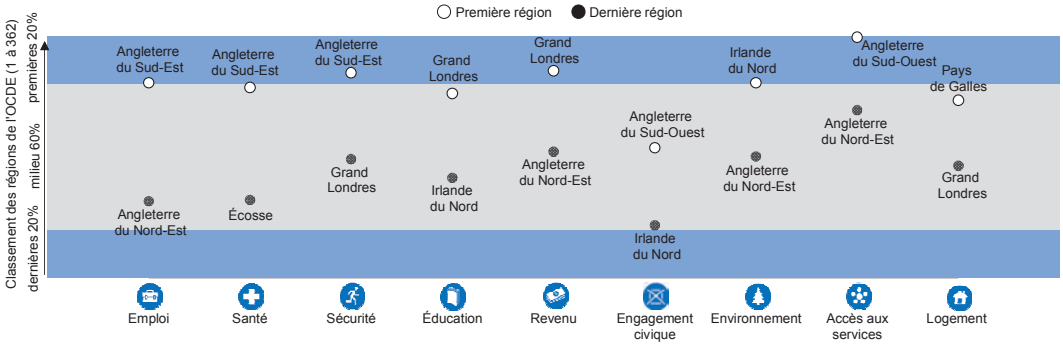
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Royaume-Uni

Dans six des neuf dimensions du bien-être, au moins une région du Royaume-Uni se place dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE. L'Angleterre du Sud-Est est la région britannique la plus performante en termes d'emploi, de santé et de sécurité. Le Grand Londres est la première région du pays en termes de revenu et d'éducation, mais la dernière en sécurité et en logement. Les disparités régionales les plus importantes sont présentes dans la dimension de l'emploi : l'Angleterre du Sud-Est se place dans les 20 % supérieurs des régions de l'OCDE, tandis que le Nord-Est de l'Angleterre se situe dans les 30 % inférieurs.

Performance relative des régions britanniques par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions britanniques les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être. Le revenu disponible des ménages par habitant est de USD 37 000, soit deux fois la moyenne de l'OCDE. Dans les régions les moins performantes, le taux de participation à la dernière élection nationale se situe autour de 56 %, soit 12 % de moins que la moyenne de l'OCDE ; la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire est supérieure de 7 % à la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions au Royaume-Uni se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions britanniques		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	76.8	63.6	67.7	66.7
Taux de chômage (%), 2013	5.3	9.8	8.1	8.0
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	80.7	76.0	78.7	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.5	10.1	8.5	8.1
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.9	7.0	4.7	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	91.3	82.2	86.0	74.6
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	36 834	24 952	30 183	18 907
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	71.0	55.6	68.0	67.7
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	4.8	11.0	8.3	12.3
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	75.2	57.2	72.0	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	2.8	2.1	2.4	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150700

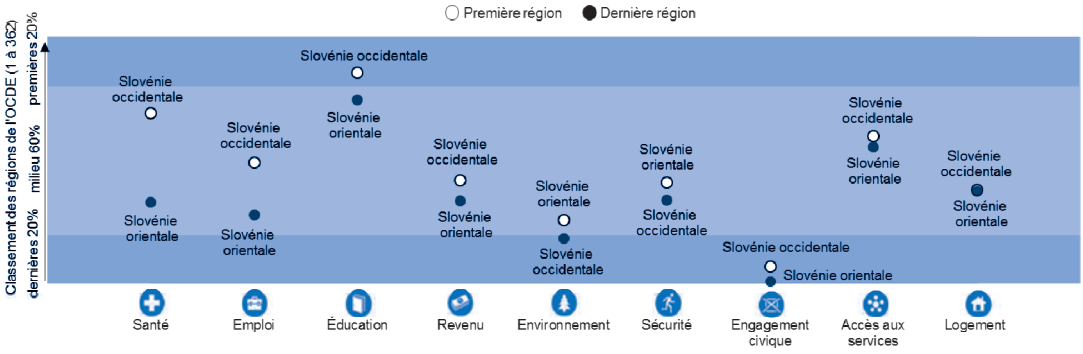
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Slovénie

Les deux régions slovènes sont dans les 30 % supérieurs du classement régional de l'OCDE dans les dimensions de l'éducation et dans les 20 % inférieurs de l'engagement civique. Les disparités régionales les plus importantes sont présentes dans les dimensions de l'emploi et de la santé. En santé, la Slovénie occidentale se place dans le premier tiers du classement régional de l'OCDE tandis que la Slovénie orientale se retrouve dans le dernier tiers.

Performance relative des régions slovènes par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

La plupart des indicateurs du bien-être en Slovénie correspondent à la moyenne de l'OCDE. Les régions slovènes réalisent de meilleurs performances que la moyenne de l'OCDE dans la proportion d'actifs possédant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire et dans la proportion de ménages ayant un accès internet à large bande. En revanche, les régions slovènes sont en-dessous de la moyenne de l'OCDE pour ce qui est du taux de participation à la dernière élection, du niveau de pollution de l'air, ainsi que du revenu disponible des ménages par habitant.

Comment les premières et dernières régions en Slovénie se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions slovènes		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	81.4	79.1	80.1	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.7	9.3	8.5	8.1
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	66.7	63.8	65.1	66.7
Taux de chômage (%), 2013	7.8	10.2	9.0	8.0
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	90.0	86.2	88.0	74.6
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	14 534	12 965	13 702	18 907
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	15.8	17.3	16.5	12.3
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.9	2.3	2.1	4.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	44.7	40.1	42.4	67.7
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	71.0	69.0	70.0	67.2
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.4	1.4	1.4	1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150658

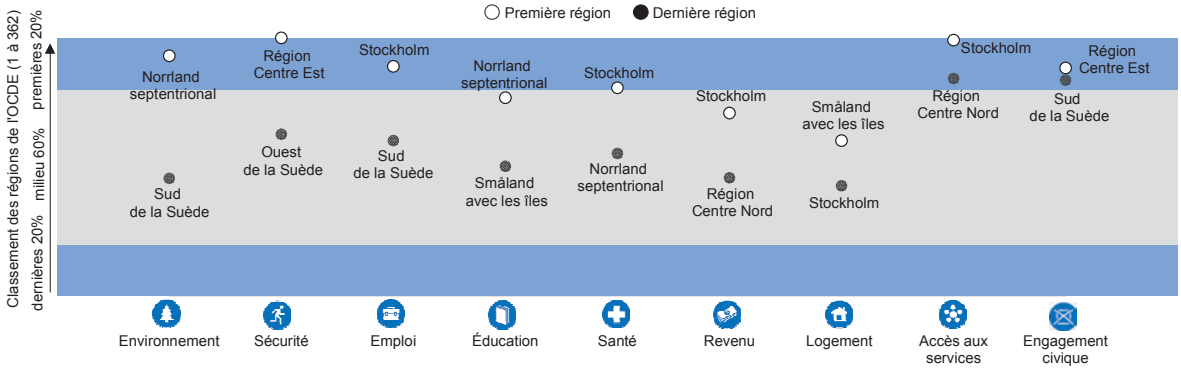
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Suède

Les regions suédoises se placent dans les 20 % supérieurs du classement regional de l'OCDE en engagement civique et en accès aux services. Les disparités régionales sont relativement modestes, les plus importantes étant en environnement. Pour six des neuf dimensions du bien-être, le pays possède au moins une région qui se place dans les 20 % supérieurs du classement de l'OCDE : l'environnement, la sécurité, l'emploi, la santé, l'accès aux services et l'engagement civique.

Performance relative des régions suédoises par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions suédoises réalisent de meilleures performances que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être, à l'exception du revenu disonible des ménages par habitant et du taux de chômage dans les régions les moins performantes. Environ 90 % des ménages dans les régions les plus performantes, et 82 % dans celles les moins performantes ont accès à internet à large bande.

Comment les premières et dernières régions en Suède se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions suédoises		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population de la région(µg/m³), 2012	3.6	10.1	7.2	12.3
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.5	1.1	0.9	4.2
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	78.8	73.8	76.3	66.7
Taux de chômage (%), 2013	6.9	9.3	8.0	8.0
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	85.7	81.1	83.1	74.6
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	82.1	81.0	81.7	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	7.2	8.1	7.5	8.1
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	18 732	15 562	16 989	18 907
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.9	1.6	1.7	1.8
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	89.3	81.8	86.5	67.2
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	85.3	83.4	84.6	67.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150673

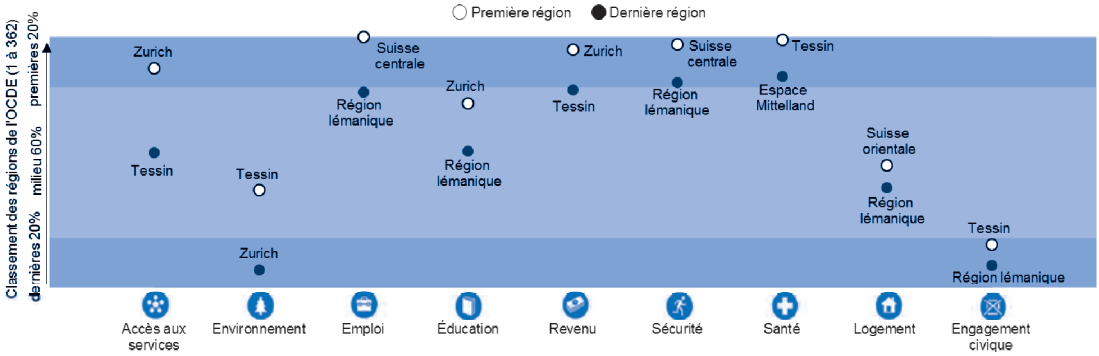
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Suisse

Toutes les régions suisses se classent dans les 20 % supérieurs du classement régional de l'OCDE dans les dimensions de l'emploi, du revenu, de la sécurité et de la santé. Elles se placent également dans les 20 % inférieurs du classement lorsqu'il s'agit de l'engagement civique. Les disparités régionales les plus importantes sont présentes entre les régions de Zurich et du Tessin dans les dimensions de l'accès aux services et de l'environnement.

Performance relative des régions suisses par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

L'ensemble des régions suisses réalisent de meilleures performances que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être à l'exception de la pollution de l'air, du taux de participation à la dernière élection, et, pour les régions les moins performantes, du nombre de chambres par personne. Le taux d'emploi des régions les moins performantes est de 75 %, soit 8 % de plus que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Suisse se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions suisses		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	83.0	75.8	81.0	67.2
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	14.3	19.5	16.4	12.3
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	84.7	75.3	81.8	66.7
Taux de chômage (%), 2013	2.9	6.5	4.2	8.0
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	86.0	81.9	83.8	74.6
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	30 571	22 657	26 403	18 907
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	0.4	0.7	0.6	4.2
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	83.3	82.3	82.7	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	6.5	7.0	6.8	8.1
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.8	1.5	1.7	1.8
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	53.5	46.7	48.3	67.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150689

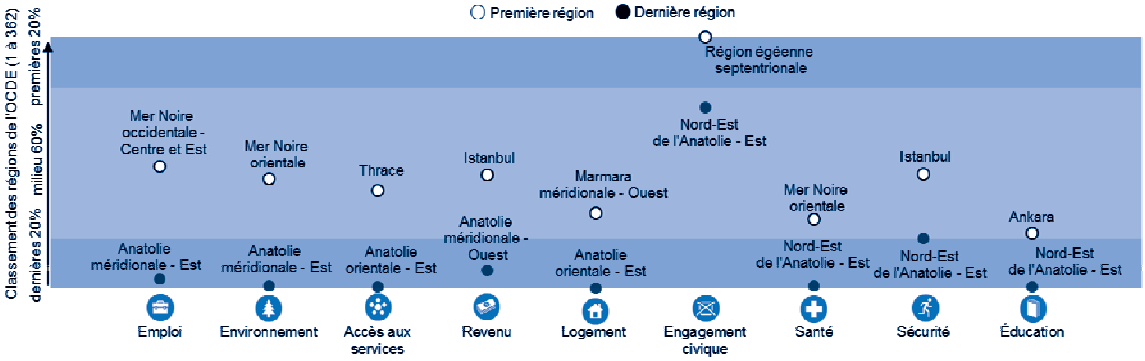
Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

Comment va la vie dans vos régions – Turquie

Toutes les régions turques se placent dans les 30 % supérieurs du classement des régions de l'OCDE dans la dimension de l'engagement civique grâce au système de vote obligatoire. De large disparités régionales existent en termes d'emploi, d'environnement, d'accès aux services et de revenu. Dans six des neuf dimensions du bien-être, la Turquie a au moins une région dans les 5 % inférieurs du classement régional de l'OCDE : en emploi, environnement, accès aux services, santé, logement et éducation.

Performance relative des régions turques par dimension du bien-être



Note: Classement relatif des régions avec la meilleure et la plus faible performance par rapport aux 362 régions de l'OCDE. Les neuf dimensions sont classées par ordre décroissant de l'amplitude des inégalités régionales. Chaque dimension du bien-être est mesurée par les indicateurs du tableau ci-dessous.

Les régions turques les plus performantes réalisent de meilleurs scores que la moyenne de l'OCDE en termes de taux de chômage, d'homicide, et de participation à la dernière élection. Dans les régions les plus performantes, 48 % des actifs possèdent au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, soit 26 % de moins que la moyenne de l'OCDE. L'espérance de vie dans ces régions est de 75 ans, soit 4 ans de moins que la moyenne de l'OCDE.

Comment les premières et dernières régions en Turquie se situent dans les indicateurs du bien-être?

	Régions turques		Moyenne nationale	Moyenne OCDE
	Premières 20 %	Dernières 20 %		
Emploi				
Taux d'emploi (%), 2013	59.6	39.6	49.3	66.7
Taux de chômage (%), 2013	4.9	11.5	8.6	8.0
Environnement				
Niveau de pollution de l'air ($PM_{2.5}$) subie par la population (µg/m³), 2012	14.3	23.4	18.3	12.3
Accès aux services				
Ménages avec accès internet à large bande (%), 2013	60.8	23.9	46.0	67.2
Revenu				
Revenu disponible des ménages par habitant (en Dollars US), 2011	14 445	6 423	11 517	18 907
Logement				
Chambres par personne, 2012	1.1	0.6	1.0	1.8
Engagement civique				
Participation à la dernière élection nationale (%), 2013	90.0	82.5	87.6	67.7
Santé				
Espérance de vie à la naissance (années) 2012	75.4	72.8	74.5	79.5
Taux de mortalité ajusté selon l'âge (pour 1 000 habitants) 2012	9.3	11.0	10.1	8.1
Sécurité				
Taux d'homicide (pour 100 000 habitants), 2012	1.8	3.3	2.4	4.2
Éducation				
Actifs possédant au moins un diplôme du 2ème cycle du secondaire (%), 2013	48.3	25.3	38.3	74.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933150690

Note : Les deux premières colonnes sont les valeurs moyennes des 20 % des régions les plus et les moins performantes du pays. La moyenne OCDE est calculée pour les 34 pays membres, à l'exception du logement (32 pays) et de la durée de vie (33 pays).

Source : Base de données OCDE du Bien-être régional, http://dx.doi.org/10.1787/region-data-fr; www.oecdregionalwellbeing.org.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. À l'avant-garde des efforts engagés pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles suscitent, l'OCDE aide les gouvernements à y faire face en menant une réflexion sur des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et la problématique du vieillissement démographique. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de confronter leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, de recenser les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
(04 2014 03 2 P) ISBN 978-92-64-22396-7 – 2014

Comment va la vie dans votre région ?

MESURER LE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL ET LOCAL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Comment va la vie ? La réponse peut dépendre selon la région où vous vivez. De nombreux facteurs qui influent sur le bien-être des personnes entrent en jeu au niveau local, par exemple : l'emploi, l'accès aux services de santé, la pollution et la sécurité publique. Les politiques publiques qui tiennent compte des réalités économiques et sociales dans lesquelles les personnes vivent et travaillent peuvent avoir un impact plus important sur l'amélioration du bien-être pour l'ensemble du pays.

Ce rapport dresse un tableau complet du bien-être dans 362 régions de l'OCDE à travers un examen des aspects les plus importants qui déterminent la vie des personnes : l'emploi, le revenu, le logement, la santé, l'accès aux services, l'environnement, la sécurité et l'engagement civique. Le rapport souligne que les disparités en matière de conditions matérielles et de qualité de vie sont souvent plus importantes entre régions d'un même pays qu'entre pays différents. Alors qu'en moyenne les gens sont plus riches, vivent plus longtemps et bénéficient d'une meilleure qualité de l'air qu'il y a quinze ans, de nombreux pays de l'OCDE ont vu s'accentuer l'écart entre leurs régions les plus performantes et les moins performantes.

Le rapport offre un cadre commun pour mesurer le bien-être au niveau régional ainsi que des lignes directrices pour aider tous les niveaux de gouvernement à utiliser les mesures du bien-être afin de mieux cibler les politiques publiques sur les besoins spécifiques de chaque communauté. Le rapport s'appuie sur une grande diversité d'expériences pratiques de régions et villes de l'OCDE.

Un outil Internet interactif (***www.oecdregionalwellbeing.org***) permet de comparer les performances à travers les régions des pays de l'OCDE et de suivre les évolutions au cours du temps.

Sommaire

Résumé

Chapitre 1. Un cadre pour mesurer le bien-être régional et local

Chapitre 2. Comment mesurer le bien-être régional et local

Chapitre 3. Utiliser les mesures du bien-être pour améliorer les résultats des politiques publiques dans les régions et les villes

Utiliser les indicateurs de bien-être dans les politiques publiques : des initiatives régionales (contenu disponible en ligne)

Chapitre 4. Le bien-être régional dans les pays de l'OCDE

Autres publications de l'OCDE

- *Perspectives régionales de l'OCDE 2014*
- *Panorama des régions de l'OCDE 2013*
- *Comment va la vie ? 2013*

www.oecd.org/regional/how-is-life-in-your-region.htm
www.oecdregionalwellbeing.org/

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : ***http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr.***

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.
Rendez-vous sur le site ***www.oecd-ilibrary.org*** pour plus d'informations.

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions

Avec le concours financier de l'Union européenne

ISBN 978-92-64-22396-7
04 2014 03 2 P

9 789264 223967